



# rapport annuel

l'expérience de la location opérationnelle



# 2006



**Touax**®

# sommaire

---



Le mot des gérants

1



Historique

2



L'expérience de la location opérationnelle

3



Conteneurs maritimes

4



Constructions modulaires

5



Barges fluviales

6



Wagons de fret

7



Organigramme

8



Chiffres clés

10



Vie du titre

11



Sommaire général

13

# Le mot des gérants

« Notre Groupe poursuit sa croissance dans ses activités de location opérationnelle de conteneurs maritimes, de constructions modulaires, de barges fluviales et de wagons de fret, soutenue par une tendance à l'externalisation chez nos clients. TOUAX, résolument tourné à l'international (89 % de son chiffre d'affaires est réalisé à l'étranger), bénéficie de la bonne performance de l'économie mondiale (hausse de +3,8 % en 2006) et de la croissance continue du commerce international en volume (+10 % en 2006 – source ONU). Le résultat net part du Groupe progresse de 76 % en 2006.

L'activité Conteneurs Maritimes continue de profiter de la progression des échanges mondiaux.

L'activité Constructions Modulaires progresse avec de nouveaux investissements en Europe et aux États-Unis.

L'activité Barges Fluviales a profité d'une activité soutenue sur le Mississippi.

La libéralisation du fret ferroviaire en Europe permet à l'activité de location de wagons d'accélérer sa croissance avec de nouveaux investissements.



Les perspectives de l'année 2007 présentent une conjoncture mondiale favorable à nos activités. Au premier trimestre de cette année, le Groupe a réalisé une émission obligataire avec bons de souscription d'actions remboursables pour un montant brut de 40,4 millions d'euros. Cette émission participera au financement de la croissance du Groupe

et des nouveaux investissements en propre prévus en 2007. Ces investissements auront un effet relatif avec un résultat net attendu en hausse en 2007.

Nous tenons à remercier l'ensemble du personnel du Groupe pour le service de qualité offert à nos clients qui permet de nous positionner comme l'un des principaux acteurs mondiaux de la location opérationnelle dans chacune de nos quatre activités. »

**Fabrice et Raphaël WALEWSKI**

*Gérants*



## Historique

- 1855** Création de la Compagnie de Touage de la Basse Seine et de l'Oise.
- 1898** Création de TOUAX (sous le nom de SGTR, société de touage et de remorquage), société née de la fusion de la Compagnie de Touage de la Basse Seine et de l'Oise (TBSO) et de la Société de Touage et de Remorquage sur la Seine et sur l'Oise (TRSO) : TOUAX possédait alors 14 toueurs et 11 remorqueurs.
- 1906** Cotation au Marché Comptant de la Bourse de Paris le 17 mai.
- 1931** fin de la concession du TOUAGE.
- 1946** Augmentation de capital pour financer la restauration du matériel.
- 1955** Premiers investissements dans l'activité wagons.
- 1973** Lancement de l'activité constructions modulaires.
- 1975** Lancement de l'activité conteneurs maritimes.
- 1978** Création de l'activité gestion pour compte de tiers.
- 1981** Développement international avec la création de TOUAX Corporation aux États-Unis d'Amérique.
- 1985** Acquisition de la société de gestion de conteneurs maritimes Gold Container Corporation.
- 1994** Adoption de la dénomination : TOUAX.
- 1999** Admission sur le Second Marché de la Bourse de Paris.
- 2001** Création de la filiale TOUAX RAIL Ltd à Dublin pour le développement de l'activité wagons.
- 2002** Intégration du segment NextPrime d'EURONEXT.
- 2005** Rachat de 100 % de l'activité wagons.
- 2006** Centenaire de cotation boursière et plus de 150 ans de distribution de dividende sans discontinuité.

# L'expérience de la location opérationnelle

TOUAX est un Groupe de services aux entreprises, spécialisé dans la location opérationnelle de matériels mobiles et standardisés : les conteneurs maritimes, les constructions modulaires, les barges fluviales et les wagons de fret.

Le Groupe se singularise par son expérience plus que séculaire de la location de matériels dotés d'une longue durée de vie (15 à 40 ans).

Implanté sur les cinq continents, TOUAX a multiplié par 1,9 son chiffre d'affaires depuis 5 ans, réalisant 253 millions d'euros de revenus d'exploitation en 2006 dont 89 % à l'étranger.

## Une offre adaptée à l'externalisation

TOUAX est bien placé pour répondre à l'essor de l'externalisation des actifs non stratégiques des entreprises et leurs recours à la location qui permet d'offrir :

- ➔ des contrats flexibles de courte ou de longue durée,
- ➔ l'absence d'investissement pour le locataire,
- ➔ une sous-traitance de la maintenance,
- ➔ une rapidité de mise à disposition.

Au 31 décembre 2006, le Groupe gère 791 millions d'euros de matériels pour son propre compte et pour celui d'investisseurs institutionnels ou privés.

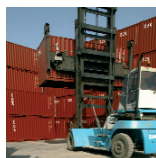
## Une performance mondiale

**Les conteneurs maritimes** : spécialisé dans le conteneur sec standard (20 ou 40 pieds de long), TOUAX est 2<sup>e</sup> en Europe continentale et 10<sup>e</sup> mondial (source : *Containerisation International*).

**Les constructions modulaires** à usage de bureaux, écoles, hôpitaux, cantonnements de chantier placent TOUAX comme 3<sup>e</sup> loueur européen et 6<sup>e</sup> mondial auprès des industries, des collectivités territoriales et du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (source : TOUAX).

**Les barges fluviales** destinées à la location et au transport de vrac sec : TOUAX présent à l'international, tient en Europe la 1<sup>re</sup> place (source : TOUAX).

**Les wagons de fret** pour les réseaux de chemin de fer et les grands groupes industriels en Europe et aux États-Unis permettent à TOUAX de s'affirmer comme 2<sup>e</sup> loueur européen de wagons intermodaux (source : TOUAX).





# Conteneurs maritimes

Voies maritimes

Commerce international

Standardisation

Parc récent

**14** bureaux et agents répartis en Asie, Europe, Amérique du Nord, en Australie et en Inde

**3,8** ans : âge moyen de la flotte

**Un service en pleine expansion avec la mondialisation des échanges et approprié au besoin de flexibilité des compagnies maritimes**

## Sur un marché en forte croissance, ...

Le conteneur est un matériel logistique standardisé au plan mondial, qui s'adapte idéalement à tous les modes de transports maritimes, fluviaux ou terrestres. Il a révolutionné les transports internationaux depuis le début des années 1970, et a connu une très forte croissance liée à la mondialisation des échanges et du commerce international.

Le Groupe TOUAX via sa filiale américaine Gold Container Corporation a vu sa flotte multiplier par 7,7 en dix ans pour atteindre près de 370 000 TEU en 2006. La société est aujourd'hui le 10<sup>e</sup> loueur au niveau mondial et le second en Europe continentale (source : *Containerisation International ; Market analysis : Container leasing market 2006*).

## ... le service TOUAX...

Le Groupe s'est spécialisé dans le conteneur sec standard (20 pieds ou 40 pieds de long) qui peut se louer indifféremment à l'ensemble des compagnies maritimes mondiales.

Sa flotte est constamment renouvelée et possède ainsi un âge moyen inférieur à quatre ans.

Gold Container Corporation propose une famille très étendue de contrats :

- ➔ location opérationnelle de courte durée (contrat renouvelable annuellement de type « *Master lease* »),
- ➔ location opérationnelle de longue durée (3 à 7 ans) avec ou sans option d'achat, location-vente ; ces contrats représentent 82 % de la flotte gérée par Gold Container Corporation,
- ➔ programme de « *sale and lease back* » et de location vente.

Gold Container Corporation travaille avec plus de 120 compagnies maritimes dans le monde dont 24 des 25 premières, et compte notamment parmi ses clients les sociétés Maersk Lines, Evergreen, Mediterranean Shipping Company, CMA - CGM, China Shipping, etc.



## ... offre une couverture mondiale.

Implanté à l'international, le Groupe offre une couverture globale à l'ensemble de ses clients grâce à son réseau :

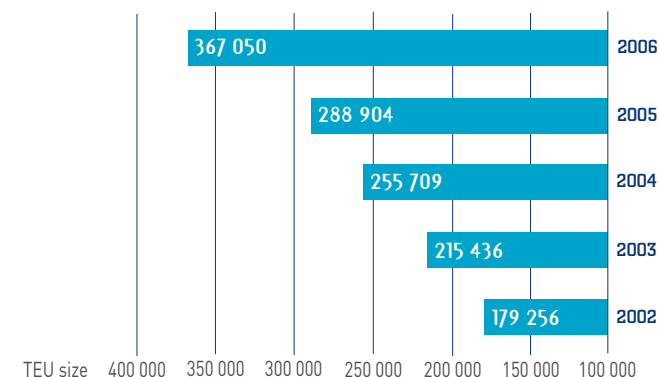
- ➔ 5 bureaux (Paris, Miami, Hong Kong, Shanghai, Singapour),
- ➔ 8 agences réparties en Asie, en Europe, en Amérique du Nord, en Australie et en Inde,
- ➔ 150 dépôts environ situés dans les principales zones portuaires mondiales.

Pour assurer une vision d'ensemble de ses services, TOUAX a mis en place depuis 2001 un système informatique centralisé accessible par Internet : [www.gold-container.com](http://www.gold-container.com)

Ses clients peuvent ainsi connaître à tout moment la situation des conteneurs loués, leurs spécificités techniques, les disponibilités de conteneurs à louer dans le monde entier, et des informations facilitant toutes les opérations de prise en charge ou de restitution de conteneurs.

Le Groupe souhaite atteindre avant 2010 une flotte de 500 000 TEU pour répondre à la demande de ses principaux clients, et conforter ainsi sa place parmi les dix premiers loueurs mondiaux de conteneurs maritimes.

Flotte gérée par le groupe





# Constructions modulaires



Un service performant adapté aux particularités de ses clients

## Des avantages essentiels, ...

Les constructions modulaires TOUAX, proposées à la location et à la vente, offrent :

- ➔ un avantage économique, car meilleur marché que les constructions traditionnelles,
- ➔ une mise à disposition rapide de l'espace de travail,
- ➔ une flexibilité des agencements permettant d'agrandir ou de transformer l'espace modulaire à moindre coût,
- ➔ une esthétique, un confort et une sécurité des équipements assurant un espace ergonomique de travail.

Fin 2006, TOUAX exploite un parc de 24 000 matériels, le situant à la 3<sup>e</sup> place en Europe et à la 6<sup>e</sup> place dans le monde (source : TOUAX).

## ... avec une activité croissante en Europe et aux États-Unis...

Le Groupe opère sur une zone géographique de plus en plus large grâce à un réseau d'agences et prévoit, pour les prochaines années, de poursuivre son développement sur toute l'Europe et le Sud-Est des États-Unis.

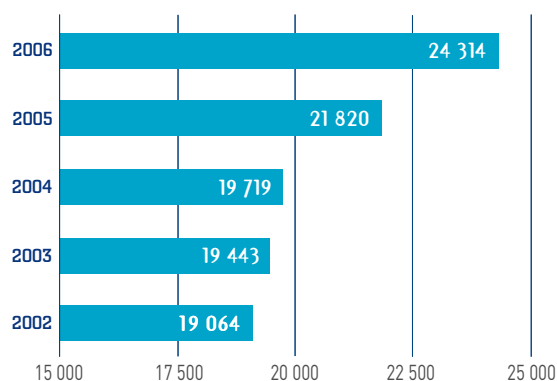
## ... pour servir une clientèle diversifiée.

Les principaux clients sont des entreprises du secteur industriel, du BTP et des collectivités territoriales. TOUAX réalise des bureaux, ainsi que des cantonnements de chantier, des hôpitaux, des laboratoires, des écoles ou d'autres équipements collectifs. Des milliers de clients sont fidèles aux constructions TOUAX, dont ST microelectronics, British Petroleum, Sanofi, Bouygues, Hochtief, FCC, Institut de santé de Madrid, Conseils régionaux, etc.

Bureaux  
Salles de classe  
Hôpitaux  
Locaux collectifs  
3<sup>e</sup> position en Europe  
6<sup>e</sup> position dans le monde



Parc géré par le groupe





# Barges fluviales

Écologique

Compétitif

Location

Transport

**158** barges,  
automoteurs  
et pousseurs

**1<sup>re</sup>** place  
en Europe  
pour les barges  
vrac sec

Un service qui se développe grâce à ses atouts économiques et écologiques

**Une forte notoriété de service auprès des industries et opérateurs de transport...**

Le transport fluvial reste le mode de transport intérieur le plus compétitif, le moins coûteux pour la collectivité, le plus écologique et contribue à désencombrer les réseaux routiers.

Les clients ont recours à TOUAX pour externaliser une partie de leur flotte en propriété ou pour sous-traiter leurs transports fluviaux.

Le Groupe assure deux types de services :

- le transport et l'affrètement (40 % des matériels principalement sur l'axe Rhin/Danube),
- la location de barges (60 % des matériels) principalement en France et aux USA.

Au 31 décembre 2006, le Groupe TOUAX gérait une flotte de 158 barges, automoteurs et pousseurs (dont 122 barges) se situant à la 1<sup>re</sup> place en Europe pour les barges de vrac sec, avec 338 119 tonnes de cale de transport (capacité quotidienne) (source : TOUAX).

Les barges naviguent principalement sous le sigle commercial « TAF » ou « EUROTAF ».

TOUAX travaille pour le compte de grands groupes industriels et opérateurs de transport tels que Cargill, Dreyfus, Lafarge, Electrabel, CFT, etc. pour le transport de charbon, de céréales, de minerais et de tout type de produits pondéreux secs.

**... optimisée par une présence internationale unique.**

Le Groupe tire parti d'une large présence géographique :

**En France** (Seine, Rhône), TOUAX loue des barges transportant du charbon, des céréales, des engrais, du ciment, des matériaux de construction, ainsi que des colis volumineux.

**Aux Pays-Bas** (Rhin, Meuse, Moselle et Main), le Groupe loue des barges, transporte et stocke des phosphates, de l'engrais, du charbon, des minerais et ferrailles.

**En Roumanie** (Danube), le Groupe transporte et stocke des céréales, du ciment, de l'acier, du charbon et des minerais sur le réseau Rhin – Main – Danube qui s'étend sur 2 500 km, traversant 7 pays. TOUAX est l'un des principaux opérateurs à être implanté sur ce marché.

**Aux États-Unis** (Mississippi), TOUAX loue ses barges pour le transport de céréales, de bobines d'acier, d'engrais et de ciment.

**En Amérique du Sud**, TOUAX présent autrefois sur le marché du transport, se repositionne sur la location opérationnelle et la location-vente de barges auprès des principaux opérateurs locaux exploitant sur les fleuves Paraná - Paraguay.





# Wagons de fret



## Service aux industries et aux réseaux de chemin de fer

### Sur un marché du transport ferroviaire en mutation, ...

Au XIX<sup>e</sup> siècle les chemins de fer ont permis d'accélérer et d'améliorer les échanges commerciaux sur le plan international. Le transport ferroviaire était le mode de transport prédominant jusqu'en 1930. Longtemps concurrencé par le transport routier, sa part de marché n'a cessé de chuter en Europe de 70 % à aujourd'hui 14 % des tonnes transportées (sources : Eurail Presse, CER). Dans les années 1990, la communauté Européenne s'est rendu compte de cette situation, et pour des motifs écologiques et économiques, a émis ses premières directives pour la libéralisation du transport ferroviaire en Europe. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, l'ensemble des trafics (internationaux et nationaux) est libéralisé et de nombreux nouveaux opérateurs voient le jour. La vétusté du parc de wagons européens (dont l'âge est estimé à près de 30 ans) nécessite un important effort d'investissement. L'effet combiné de la mondialisation et de l'augmentation des trafics, de l'élargissement de l'Europe aux pays d'Europe centrale, de l'ouverture des frontières, et de la libéralisation du transport ferroviaire devrait être très favorable aux loueurs de wagons.

### ... TOUAX apporte son expérience confirmée de loueur opérationnel, ...

#### En Europe

Fort de sa position de leader européen sur le marché de la location de conteneurs, TOUAX s'est spécialisé sur le segment des wagons intermodaux pour le transport de conteneurs maritimes et de caisses mobiles routières, et fait ainsi bénéficier ses clients de sa forte connaissance du marché.

Les wagons proposés par le Groupe (principalement des wagons plats intermodaux de type 45', 60', 90' et 106') peuvent circuler librement sur l'ensemble du continent européen (incluant la Grande Bretagne pour certains types de wagons mais excluant l'Espagne et la Russie).



TOUAX s'est assuré une chaîne de production de wagons neufs en continu offrant ainsi des délais courts de livraison, et propose aussi des locations ou ventes de wagons rénovés provenant d'Europe de l'Est.

#### Aux États-Unis

TOUAX a créé un joint-venture avec la société Chicago Freight Car Leasing (CFCL – TOUAX).

Ce partenaire exploite plus de 7000 wagons trémies pour le transport de produits pondéreux (sables, ciment, céréales, etc.).

Aussi bien en Europe qu'aux États-Unis, TOUAX Rail propose un large éventail de contrats :

- ➔ location opérationnelle flexible (1 à 7 ans) pour les wagons d'occasion rénovés,
- ➔ location opérationnelle de moyenne et longue durée (3 à 7 ans) pour les wagons neufs,
- ➔ location-vente,
- ➔ programme de « *sale and lease back* ».

Tous ces contrats peuvent être signés en « *Full Lease* », ce qui signifie que les loyers incluent les prestations d'entretien et de maintenance des wagons. TOUAX a signé de nombreux partenariats avec des ateliers ferroviaires afin d'assurer localement le suivi technique des wagons et de fournir un service rapide et efficace.

Le Groupe travaille aujourd'hui avec les principaux opérateurs ferroviaires publics ou privés en Europe ou aux États-Unis, ainsi que les grands groupes industriels qui utilisent ce mode de transport.

### ... et des perspectives stratégiques.

TOUAX offre aujourd'hui ses services en Europe et aux USA au travers d'un réseau de quatre bureaux situés à Dublin (Irlande), Paris (France), Constanza (Roumanie), et Chicago (États-Unis).

TOUAX va poursuivre ses achats de wagons neufs pour répondre à la demande grandissante de ses clients, et continuer le développement de son implantation européenne en direction des opérateurs ferroviaires publics ou privés.

Location flexible

Porte-conteneurs

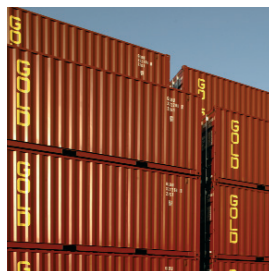
Trémies

Ferroutage

**4191** plateformes

**2<sup>e</sup>** loueur européen de wagons intermodaux

**4** bureaux répartis en Europe/USA



## Conteneurs maritimes

### FRANCE (Paris)

Zone Europe / Afrique  
(bureau administratif)

### CHINE (Hong-Kong, Shanghai)

Zone Asie du Nord

### ÉTATS-UNIS (Miami)

Zone Amériques

### SINGAPOUR

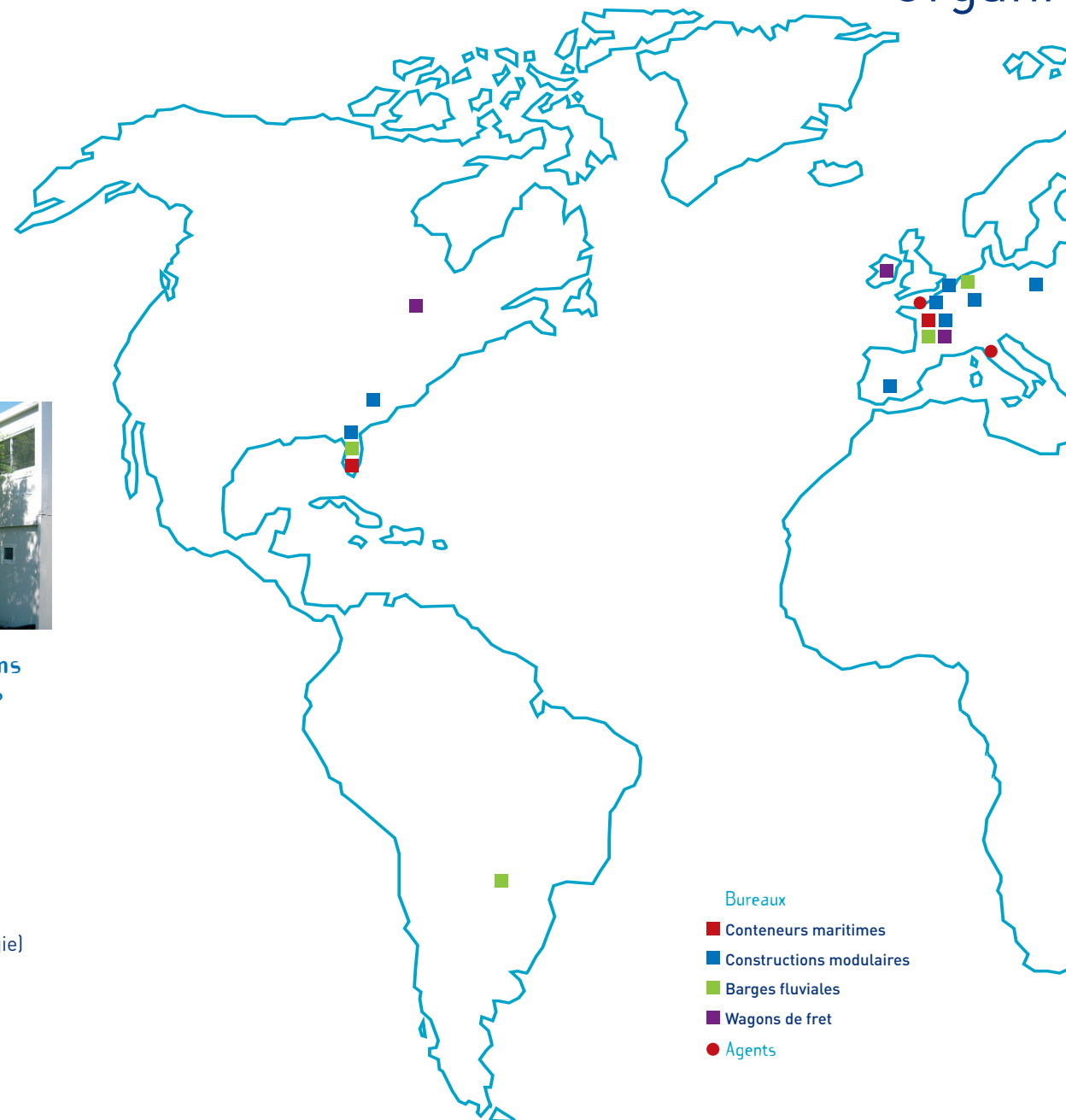
Zone Asie du Sud

**AGENTS**  
AFRIQUE du SUD. Durban  
AUSTRALIE. Melbourne  
BELGIQUE. Anvers  
CORÉE du SUD. Séoul  
INDE. Bombay  
ITALIE. Gènes  
JAPON. Tokyo  
TAÏWAN. Taïpei



## Constructions modulaires

**FRANCE**  
**ALLEMAGNE**  
**BELGIQUE**  
**ESPAGNE**  
**ÉTATS-UNIS**  
(Floride & Géorgie)  
**PAYS-BAS**  
**POLOGNE**



gramme



### Barges fluviales

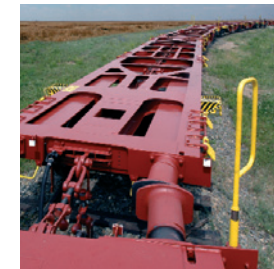
**FRANCE**  
Seine, Rhône

**PAYS-BAS**  
Rhin, Main,  
Meuse, Moselle

**ROUMANIE**  
Danube

**ÉTATS-UNIS**  
Mississippi

**AMÉRIQUE DU SUD**  
Paraná, Paraguay



### Wagons de fret

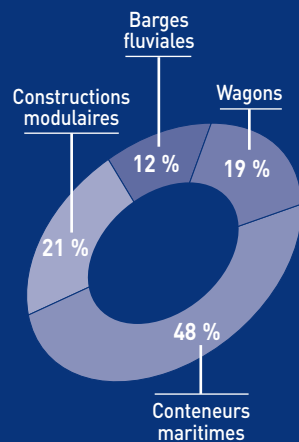
**FRANCE**  
(bureau technique)

**IRLANDE**  
(Zone Europe Occidentale)

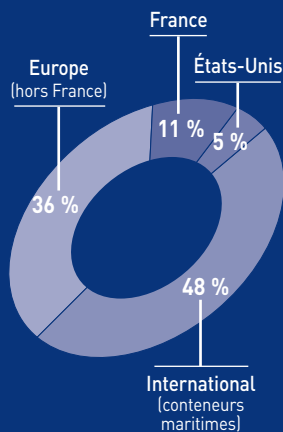
**ÉTATS-UNIS**  
(Zone Amérique du Nord)

**ROUMANIE**  
(Zone Europe de l'Est)

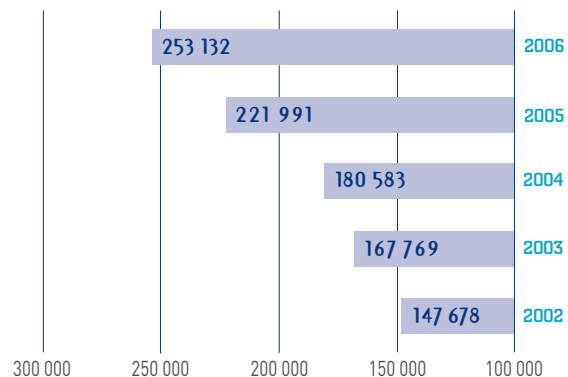
## Répartition par activité du chiffre d'affaires



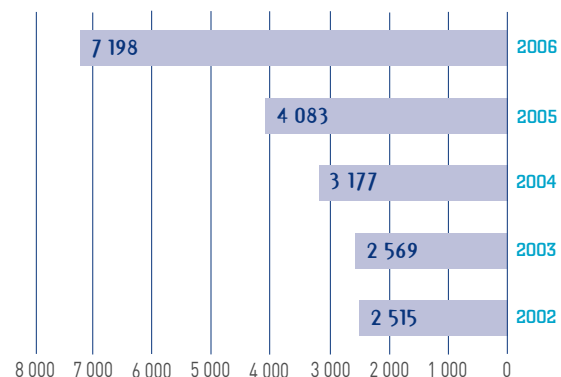
## Répartition géographique du chiffre d'affaires\*



## Chiffre d'affaires consolidé (milliers d'euros)

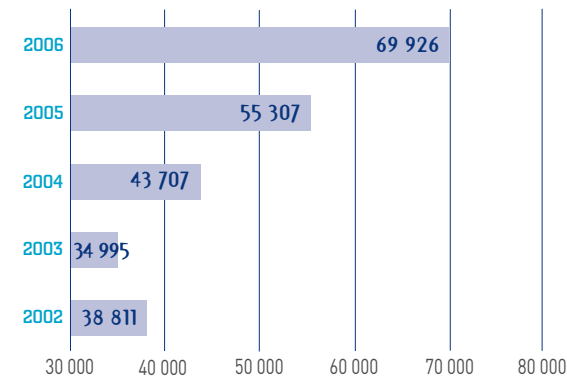


## Résultat net consolidé part du Groupe (milliers d'euros)

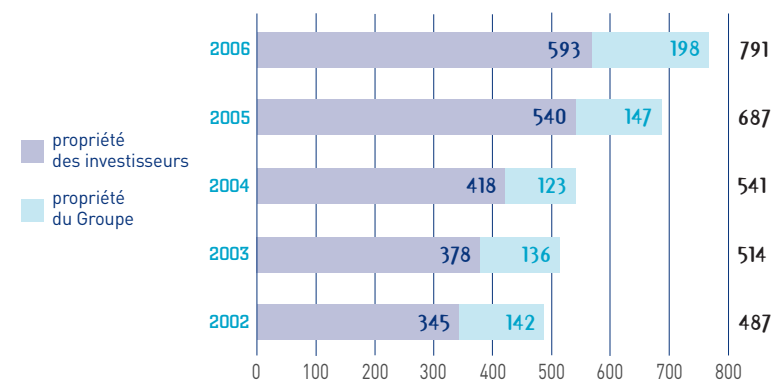


## Chiffres clés

### Résultat d'exploitation consolidé avant distribution aux investisseurs (milliers d'euros)



### Répartition des actifs gérés (milliers d'euros)



Plus de la moitié des actifs gérés est valorisée en dollar américain. La faiblesse du dollar a pour conséquence de modérer la progression de la valeur en euros du parc géré.

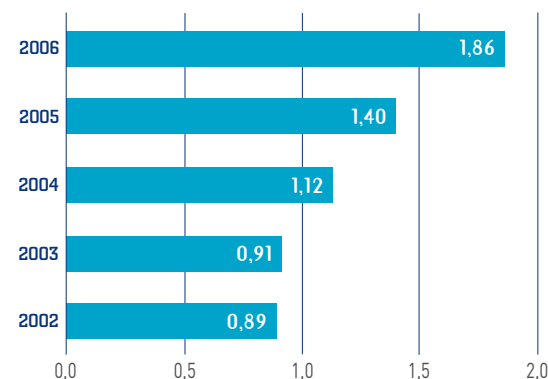
\* Les secteurs géographiques correspondent à l'implantation des sociétés du Groupe à l'exception de l'activité containers maritimes qui reflète la localisation des actifs par nature internationale. Pour mémoire l'activité containers maritimes est gérée par une filiale américaine.

# Vie du titre

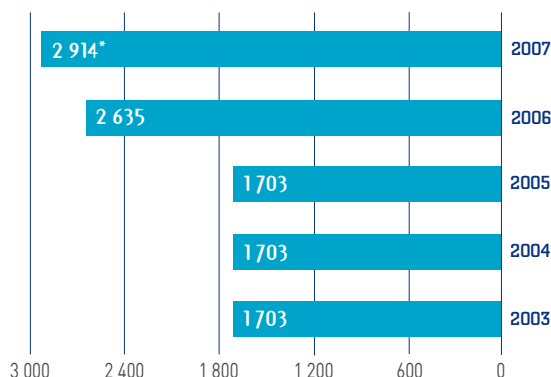
Évolution du titre (cours base 100 au 14.04.03) sur 4 ans



Résultat net par action (euro)

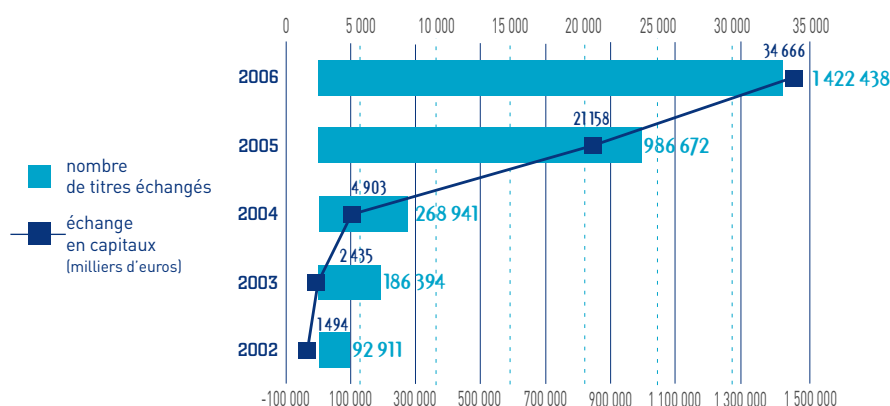


Dividende mis en distribution (milliers d'euros)

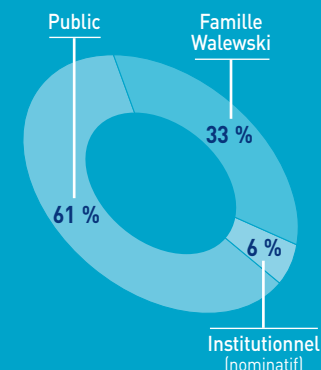


\* sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale du 1<sup>er</sup> juin 2007

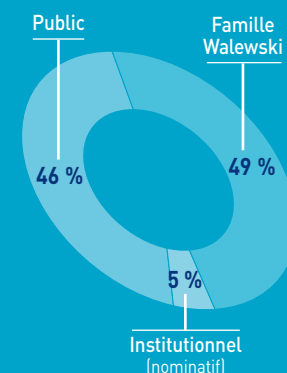
Évolution des échanges sur 5 ans



Répartition des titres au 31 décembre 2006



Répartition des droits de vote au 31 décembre 2006



## Calendrier des communications financières

Announcement du CA 1<sup>er</sup> trimestre 2007 : **15 mai 2007** ■ Annonce CA 2<sup>e</sup> trimestre 2007 : **13 août 2007** ■ AG (assemblée générale des actionnaires) : **1<sup>er</sup> juin 2007** ■ Paiement des dividendes 2006 : **5 janvier 2007 et 7 juillet 2007** ■ Annonce des résultats : **31 août 2007** et Présentation des résultats semestriels : **11 septembre 2007** ■ Annonce du CA 3<sup>e</sup> trimestre 2007 : **13 novembre 2007** ■ Annonce du CA 4<sup>e</sup> trimestre 2007 : **14 février 2008** ■ Annonce et Présentation des résultats 2007 : **semaine du 24 mars 2008**.





# Sommaire général

---

1. Personnes responsables	14	17. Salariés	42
2. Contrôleurs légaux des comptes	15	18. Principaux actionnaires	43
3. Informations financières sélectionnées	16	19. Opérations avec des apparentés	46
4. Facteurs de risque	17	20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	47
5. Informations concernant l'émetteur	24	21. Informations complémentaires	133
6. Aperçu des activités	30	22. Contrats importants	138
7. Organigramme	32	23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclaration d'intérêts	138
8. Propriétés immobilières, usines et équipements	37	24. Documents accessibles au public	138
9. Examen de la situation financière et du résultat	38	25. Informations sur les participations	138
10. Trésorerie et capitaux	38	26. Rapports des gérants	139
11. Recherche et développement, brevets et licences	38	27. Rapport du conseil de surveillance et du président du Conseil de surveillance	150
12. Informations sur les tendances	39	28. Communiqués de Presse Récents	160
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	39	29. Projet des résolutions	172
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance	39	30. Inclusion par référence	174
15. Rémunérations et avantages	40	31. Glossaire	175
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	41		

# 1. Personnes responsables

## 1.1. Personnes responsables des informations contenues dans le document de référence

Fabrice et Raphaël Walewski, gérants.

## 1.2. Déclaration des personnes responsables du document de référence

« Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence. »

Le 11 avril 2007

Fabrice et Raphaël Walewski  
Gérants

## 2. Contrôleurs légaux des comptes

### 2.1. Coordonnées des contrôleurs légaux des comptes

	Date de première nomination	Échéance du mandat
<b>Titulaires</b>		
<b>DELOITTE &amp; Associés</b> Représenté par M. Bertrand de Florival 185, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine	6 juin 2000, renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2005	À l'issue de l'assemblée générale ordinaire réunie en 2011 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2010.
<b>LEGUIDE NAIM &amp; Associés</b> Représenté par M. Paul Naïm 21, rue Clément Marot 75008 Paris	29 juillet 1986, renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2004	À l'issue de l'assemblée générale ordinaire réunie en 2010 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2009.
<b>Suppléants</b>		
<b>B.E.A.S.</b> 7-9 Villa Houssay 92200 Neuilly sur Seine	6 juin 2000, renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2005.	À l'issue de l'assemblée générale ordinaire réunie en 2011 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2010.
<b>Serge LEGUIDE</b> 21, rue Clément Marot 75008 Paris	29 juillet 1986, renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2004 comme suppléant du cabinet LEGUIDE NAIM & Associés	À l'issue de l'assemblée générale ordinaire réunie en 2010 et chargée de statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

### 2.2. Changement des contrôleurs légaux

Aucun changement n'est intervenu durant la période couverte.

## 3. Informations financières sélectionnées

### 3.1. Informations financières historiques sélectionnées

#### Chiffres clés du compte de résultat

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires locatif	150 561	127 968	110 266
Ventes de matériels	102 571	94 024	70 317
Chiffre d'affaires	253 132	221 992	180 583
EBITDA avant distribution aux investisseurs	78 362	62 830	49 502
EBITDA après distribution aux investisseurs	23 672	16 149	12 640
Résultat d'exploitation avant distribution aux investisseurs	69 926	55 307	43 707
Résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs <sup>(1)</sup>	15 236	8 626	6 845
Résultat net consolidé part du Groupe	7 198	4 083	3 177
Résultat par action(euro)	1,86	1,40	1,12

(1) Le résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs correspond au résultat opérationnel courant tel que défini par le CNC.

#### Chiffres clés du bilan

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Total de l'actif	261 787	206 291	179 606
Immobilisations corporelles brutes <sup>(1)</sup>	165 220	134 891	104 005
ROI <sup>(2)</sup>	14,30%	12,00%	12,10%
Total de l'actif non courant	143 170	122 509	92 233
Capitaux propres – part du Groupe	60 473	56 389	33 868
Intérêts des minoritaires	(7)	(167)	146
Endettement brut	113 317	91 447	72 662
Endettement net <sup>(3)</sup>	85 008	65 376	40 508
Dividende par action y compris distribution exceptionnelle (euro)	0,7	0,60	0,60

(1) Les immobilisations corporelles brutes excluent la valeur des plus values de cession interne.

(2) Return on Investment : correspond à l'EBITDA après distribution aux investisseurs divisé par les immobilisations corporelles brutes.

(3) L'endettement net correspond à l'endettement brut diminué des disponibilités.

Il est à noter qu'aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice. Les informations financières historiques sélectionnées sont complétées par le rapport de gestion paragraphe 26.1 page 139.

### 3.2. Informations financières sélectionnées des périodes intermédiaires

Non applicable



## 4. Facteurs de risque

Ces risques, ou l'un de ces risques ou d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par TOUAX, pourraient avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière ou les résultats de TOUAX, ou le cours de ses actions.

### 4.1. Facteurs de dépendance

Le Groupe n'est pas dans une situation de dépendance significative à l'égard d'un titulaire de brevets ou de licences, de contrats d'approvisionnement, industriels, commerciaux ou financiers, de procédés nouveaux de fabrication et de fournisseurs ou d'autorités publiques.

La location est une activité récurrente et stable. Elle présente en conséquence un chiffre d'affaires locatif peu volatil. Les secteurs d'activité sont distincts, les clients et les fournisseurs de chaque activité sont différents. Les activités utilisent des matériels à faible technologie qui peuvent être facilement construits. Le Groupe possède, dans chacune de ses activités, une clientèle et des fournisseurs diversifiés et n'est pas dans une situation significative de dépendance à l'égard d'un de ses clients ou de ses fournisseurs. La part du premier client est estimée à 37,7 % du CA, celle des 5 premiers clients à 60,1 % du CA et celle des dix premiers clients à 73,9 % du CA. Le premier client correspond à un investisseur en matériel.

La gestion pour compte de tiers est également une activité récurrente. Cependant la conclusion de nouveaux programmes de gestion et donc de ventes de matériels ou de cessions d'actifs peut subir des variations importantes d'un trimestre à un autre ou d'une année à une autre. Pour minimiser le risque de dépendance vis-à-vis des investisseurs, le Groupe cherche à augmenter et diversifier le nombre d'investisseurs avec lesquels il travaille. Il est à noter cependant que 52,7 % du chiffre d'affaires de ventes de

matériels a été réalisé auprès d'un seul investisseur en 2006. En d'autres termes, le Groupe a conclu plusieurs nouveaux programmes de gestion en 2006 dont le plus significatif représente 52,7 % des ventes de matériels. Ce chiffre est en diminution par rapport à 2005. L'investisseur principal du Groupe (qui réalise 52,7 % du CA ventes de matériel) est un fonds d'investissement existant depuis plusieurs dizaines d'années et qui concentre ses investissements sur les conteneurs maritimes. La collaboration de cet investisseur avec le Groupe remonte à plus de 10 ans.

### 4.2. Facteurs de risque

#### 4.2.1. Risque de marché

Le Groupe ne possède aucune position ouverte sur les marchés dérivés et n'a utilisé aucun instrument financier spéculatif qui aurait pu l'exposer significativement à des risques financiers.

Les flux financiers du Groupe ne sont ainsi exposés qu'aux variations de taux et de change dans la limite de ses encours en devises et de ses emprunts auprès d'établissements financiers.

Les risques de taux et de change sont suivis à travers un reporting mensuel effectué par les filiales auprès du département Trésorerie Groupe, ce reporting inclut les prêts consentis par des établissements externes ainsi que les prêts conclus entre les filiales du Groupe. Ces informations sont vérifiées, analysées, consolidées et transmises au comité de direction. Des sug-

gestions quant à la gestion des risques de taux et de change sont émises par le Département Trésorerie Groupe et les décisions sont prises par le comité de direction. Les instruments bureautiques « standards » permettent de répondre de façon satisfaisante aux besoins du Groupe pour le suivi de ces risques.

Par ailleurs, les engagements hors bilan sont recensés régulièrement et notamment à la mise en place de chaque nouvel emprunt, permettant ainsi d'assurer l'exhaustivité de l'information.

#### 4.2.2. Risque de liquidité

L'absence de corrélation de durée entre les actifs et les passifs sous-jacents génère un risque de liquidité.

En d'autres termes lorsque les actifs sont à plus long terme que les passifs, il existe un risque théorique de liquidité en cas d'impossibilité de vendre des actifs pour faire face aux échéances ou aux remboursements anticipés de lignes bancaires. Pour analyser ce risque, il faut comparer l'endettement brut du Groupe à ses actifs immobilisés nets et sa trésorerie, puis analyser les échéances de remboursement brut du Groupe à ses actifs immobilisés nets et sa trésorerie, puis analyser les échéances de remboursement par rapport aux ressources d'auto-financement. L'endettement du Groupe, présenté en détail dans l'annexe aux comptes consolidés peut se résumer de la façon suivante :

	Montant au bilan	Répartition	Taux moyen	Part en taux variable
Crédit court terme	32,4 M€	29 %	4,62 %	100 %
Crédit moyen et long terme	66,6 M€	58 %	5,54 %	46 %
Dettes sans recours	14,3 M€	13 %	5,23 %	37 %
<b>TOTAL</b>	<b>113,3 M€</b>	<b>100 %</b>	<b>5,24 %</b>	<b>60 %</b>

## 4. Facteurs de risque

Face à cette dette, le Groupe possède 130 millions d'euros d'actif net immobilisé et 28 millions d'euros de disponibilités et valeurs mobilières de placement.

Par ailleurs, les échéances théoriques de remboursement pour l'année 2007 sont les suivantes :

(en millions d'euros)	
Remboursement Crédit moyen long terme	17,6
Remboursement théorique Revolving	14,2
Remboursement théorique Crédit court terme	5,8
Frais financiers estimés	5,0
<b>Total</b>	<b>42,6</b>

Les échéances de l'endettement sont les suivantes (en million d'euros) :

	Total	2007	2008	2009	2010	2011	+ 5 ans
Dettes avec recours	99,0	36,7	11,2	15,3	14,6	6,4	14,9
Dettes sans recours	14,3	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	9,3
<b>TOTAL</b>	<b>113,3</b>	<b>37,6</b>	<b>12,2</b>	<b>16,3</b>	<b>15,6</b>	<b>7,4</b>	<b>24,2</b>

D'une façon générale, le risque de liquidité est limité du fait de la capacité du Groupe à vendre ou à refinancer ses actifs. Le Groupe exploite en effet des actifs standardisés et à faible technologie qui conservent des valeurs résiduelles relativement élevées dans un marché assez liquide.

Les ressources d'autofinancement du Groupe (égales à la capacité d'autofinancement augmentée des prix de cession des actifs) se sont élevées en moyenne à 32 millions d'euros sur les trois dernières années et de 23 millions d'euros au 31 décembre 2006. Ces ressources couvrent la majeure partie des échéances maximales théoriques sur 2007. De plus, le Groupe possède à ce jour plus de 50 millions d'euros de lignes bancaires disponibles. Enfin, les échéances pour le crédit court terme sont théoriques car elles partent du principe

qu'aucune ligne ne sera renouvelée, ce qui est fortement improbable.

Les clauses de défauts («covenants») sont détaillées dans l'annexe des comptes consolidés chapitre 20.1 page 47. Le Groupe a respecté l'ensemble de ces ratios financiers au 31 décembre 2006.

En mars 2007, le Groupe a émis des obligations à bons de souscription d'actions pour un montant de 40,4 millions d'euros. Ces obligations sont soumises à des covenants, à savoir un gearing inférieur à 1,9 et un leverage inférieur à 3,7 pour les années 2007, 2008 et 2009 et 3,5 pour les années suivantes jusqu'à l'échéance finale des Obligations, soit le 6 mars 2012.

Le Gearing utilisé dans le cadre des OBSAR correspond au rapport Dette avec Recours Nette Consolidée / Fonds Propres Consolidés. Le Leverage utilisé dans le

cadre des OBSAR correspond au rapport Dette avec Recours Nette Consolidée / EBITDA Consolidé après Distribution aux Investisseurs.

Dans le cadre des opérations de titrisation évoquées dans l'annexe des comptes consolidés chapitre 20.1 page 47, le Groupe TOUAX a mis en place des dépôts de garantie et donné en nantissements des matériels. Dans le cas où le rendement des matériels appartenant aux Trusts ne permettait pas aux Trusts d'atteindre leurs rentabilités escomptées, les Trusts ont la possibilité de ponctionner les dépôts de garantie versés par le Groupe. Il n'existe aucun risque résiduel de liquidité sur les opérations de titrisation. En effet, d'une part le risque du Groupe TOUAX est limité au montant de ces dépôts de garantie et d'autre part les dépôts de garantie correspondent à des comptes bancaires sur lesquels les sommes en garantie ont été versées par le Groupe.

### 4.2.3. Risque de taux

Le risque de taux est corrélé à la baisse des taux pour les emprunts à taux fixe et la hausse des taux pour les emprunts à taux variable. L'exposition aux variations de taux d'intérêt est détaillée dans l'annexe aux comptes consolidés.

Une variation des taux court-terme de 1 % augmenterait le montant global des frais financiers du Groupe de 11 % (sur la base des frais financiers acquittés en 2006). Cette sensibilité s'explique par une répartition de l'endettement en faveur du taux variable (60 % de la totalité de l'endettement au 31 décembre 2006) même si l'augmentation des financements à taux fixe en 2006 a permis de diminuer la proportion de cette dette à taux variable (75 % en 2005). Néanmoins ce risque est limité grâce à la forte corrélation entre le taux locatif facturé à nos clients et le taux d'inflation.

En 2003, le département Trésorerie Groupe a mis en place des swaps de taux d'intérêt afin de réduire cette sensibilité à la remontée des taux court-terme. Ces quatre swaps de taux d'intérêt, trois concernant des prêts libellés en euros et le quatrième sur une dette en dollar, permettent ainsi de réduire la sensibilité du Groupe à la hausse des taux d'intérêt de 11 % à 10 %. Sans prendre en compte l'impact de ces produits dérivés de taux, la répartition de l'endettement est de 60 % pour la dette à taux variable et 40 % pour la dette à taux fixe, avec ces opérations la dette à taux variable ne représente plus que 55 % de l'endettement global et 45 % pour la dette à taux fixe.

#### 4.2.4. Risque de change

L'exposition du Groupe aux variations des cours de change est principalement concentrée sur l'évolution du dollar américain. Les autres devises étrangères ne sont pas significatives. Les résultats du Groupe évoluent avec une corrélation positive au dollar américain. Il est estimé pour le Groupe qu'une variation du taux moyen annuel du dollar américain de 10 % à la baisse aurait généré en 2006 un impact estimé de 4 % à la baisse sur le résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs.

Les activités portant sur les Constructions Modulaires sont libellées principalement en euro. Les activités Barges Fluviales et Wagons sont principalement en euro en Europe et en dollar américain aux États-Unis. L'activité de location et vente de Conteneurs Maritimes est internationale et est principalement libellée en dollar américain. Les produits sont intégralement facturés en dollar américain, les charges sont en majorité libellées en dollar américain, le reste étant facturé dans environ 25 devises internationales, les conteneurs pouvant être restitués dans environ 25 pays différents.

À la date de clôture de l'exercice 2006, le Groupe possède à son bilan des créances d'exploitation libellées en dollar américain estimées à 23 millions de dollars et des dettes d'exploitation estimées à 65,2 millions de dollars.

Le solde net des actifs et passifs d'exploitation s'élève à 42,2 millions de dollars. Dans l'hypothèse d'une baisse de 1 pourcent du dollar américain comparé à l'euro, un gain estimé à 317 milliers d'euros serait constaté.

Concernant les actifs et les passifs à long terme, la politique du Groupe est de corréliser les actifs immobilisés en dollar américain avec des emprunts libellés en dollar américain pour ne pas être exposé à un risque de change.

Ainsi qu'il a été précisé précédemment, le Groupe dispose d'un service de Trésorerie chargé du suivi et de la gestion des risques de marché.

#### 4.2.5. Risque sur actions

Le risque sur actions correspond à une variation défavorable du prix des titres de capital détenus.

La stratégie d'investissement du Groupe correspond à des placements de trésorerie excédentaire dans des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières monétaires pour une courte durée. Le Groupe n'effectue pas d'opérations sur les marchés financiers d'actions.

Le portefeuille de titres du Groupe est le suivant :

	Portefeuille d'actions tierces ou OPCVM	Portefeuille d'actions propres
Valeur comptable au 31.12.2006	1 130 k€	99 k€
Valeur de marché au 31.12.2006	1 162 k€	105 k€
Gains éventuels	32 k€	6 k€

La sensibilité du résultat à une baisse de 10 % des cours n'est pas significative, le portefeuille d'actions n'étant pas significatif, les principaux placements étant effectués dans des produits monétaires.

### 4.3. Risque juridique – litiges

Lorsque la société fait face à un litige, une provision comptable est constituée lorsqu'une charge est probable conformément à l'article L 123-20 alinéa 3 du Code de commerce. Il est à noter par ailleurs qu'aucun litige ou arbitrage n'est susceptible d'avoir à ce jour, et n'a pas eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière du Groupe, son activité, son résultat ou sur le Groupe lui-même.

Il n'existe pas d'autres litiges et arbitrages significatifs que ceux mentionnés dans les paragraphes suivants.

#### ■ Conteneurs Maritimes

Suite à la faillite en 2001 d'un client de l'activité conteneurs maritimes, le Groupe a reçu des indemnités d'assurance (1,4 million de dollars) en remboursement d'une partie du préjudice subi. Les assureurs estiment que le Groupe a été indemnisé par d'autres tiers pour ce préjudice. Sur la base d'une clause de subrogation, les assureurs réclament le remboursement des indemnités perçues. Le Groupe conteste cette réclamation. Les indemnités reçues d'autres tiers couvrent des risques qui n'étaient pas cou-

verts par l'assureur. Ces indemnisations ne peuvent ainsi pas être prises en compte dans le cadre de la clause de subrogation. Par ailleurs, un décompte précis remis aux assureurs indique que les indemnités d'assurance et celles payées par d'autres tiers ne couvrent pas la totalité des sinistres. Le Groupe estime donc qu'aucun solde positif n'est redistribuable. Aucune provision n'est constatée en conséquence dans les comptes du Groupe. Une action en justice a été introduite par les assureurs et leurs avocats. Aucune date de procès n'a encore été fixée.

#### ■ Constructions Modulaires

Aucun litige significatif n'est connu à ce jour pour l'activité Constructions Modulaires.

#### ■ Barges Fluviales

Suite à la restitution en France en 2003 d'un convoi en location composé d'un pousseur et de deux barges, le Groupe a demandé au client la remise en état des navires. Cette remise en état étant contestée par le client, des procédures ont été engagées par et contre TOUAX pour la résolution de ce litige. Aucun montant ne peut être évoqué par souci de confidentialité. Le risque évoqué lié à la restitution du convoi en France n'est pas majeur.

Au Pays-Bas, le Groupe possède une créance de 0,5 million d'euros suite à la résolution d'un litige avec un client. Aucune somme n'a à ce jour été encaissée. Aucun montant n'est reconnu dans les comptes du Groupe.

Suite à la guerre du Kosovo, du fait de l'embargo y faisant suite et des bombardements des ponts sur le Danube, le Groupe a subi un préjudice important en Roumanie. Le Groupe mène actuellement des actions en justice en remboursement des préjudices subis. Les montants significatifs demandés ne peuvent être évoqués pour des raisons de confidentialité.

#### ■ Wagons

Aucun litige significatif n'est connu à ce jour pour l'activité Wagons.

### 4.4. Risques réglementaires

#### ■ Constructions Modulaires

Les constructions modulaires sont soumises à des normes réglementaires de constructions et de sécurité (code du travail par exemple). Le changement de ces normes impliquerait des coûts de mise en conformité auxquels le Groupe devrait faire face. Cette mise en conformité impacterait cependant l'ensemble des acteurs de la construction modulaire et permettrait de réviser en partie les prix locatifs.

#### ■ Barges Fluviales

La circulation des barges fluviales sur un fleuve est soumise à la réglementation fluviale du pays auquel appartient le fleuve ou lorsque le fleuve traverse plusieurs pays, à une commission composée de membres des pays concernés.

Outre les formalités administratives liées aux autorisations de naviguer, certains pays (États-Unis notamment) considèrent le fleuve comme un secteur de « défense stratégique » et soumettent les compagnies étrangères à des autorisations spéciales. Ces autorisations sont sujettes à modifications par décision politique.

La réglementation peut aussi évoluer notamment en matière de sécurité, en imposant de nouvelles caractéristiques techniques aux bateaux. Ces mesures peuvent entraîner des frais importants de mise à niveau, voir rendre obsolètes certaines unités (exemple : obligation de double fond pour les pétroliers). Le Groupe est à ce jour uniquement impliqué dans le transport de vrac sec, secteur moins affecté par les nouvelles réglementations en matière de transport.

## 4. Facteurs de risque

### 4.5. Risques industriels et liés à l'environnement

#### 4.5.1. Risque économique

##### ■ Conteneurs Maritimes

Le marché de la location de conteneurs maritimes est très concurrentiel avec de nombreuses compagnies de location, usines de fabrication, organismes de financement, etc. Le risque économique correspond au risque de perte de clientèle générée par le défaut d'atouts concurrentiels. Le Groupe TOUAX considère par la qualité de sa clientèle (actuellement 24 des 25 premiers armateurs internationaux sont clients du Groupe) qu'il fournit des prestations de haute qualité à des prix compétitifs et qu'il possède ainsi des atouts significatifs face à la concurrence.

La qualité de la clientèle de TOUAX limite par ailleurs les risques d'insolvabilité. Le Groupe se fonde sur un contact quotidien avec sa clientèle et un système de reporting hebdomadaire d'analyse de son portefeuille client afin de mettre en place les actions préventives ou correctrices nécessaires.

##### ■ Constructions Modulaires

L'activité constructions modulaires du Groupe porte principalement sur trois marchés distincts : bâtiment – travaux publics, industrie et collectivités locales.

Le marché du bâtiment – travaux publics (BTP) possède des règles rigides fixées par les grandes entreprises du BTP. Ces entreprises imposent leurs conditions et leurs prix locatifs (contrats cadres). Elles appliquent des pénalités lors de l'absence de respect de ces règles. La demande en constructions modulaires est étroitement liée au marché de la construction classique. Pour limiter ces risques, le Groupe s'est d'une part diversifié auprès des indus-

tries et des collectivités territoriales, d'autre part applique les mêmes règles à ses propres fournisseurs, leur transférant ainsi une partie des risques. Le marché des collectivités territoriales est réglementé (appel d'offres, procédures strictes, etc.). Ce marché dépend étroitement des politiques gouvernementales et des budgets des collectivités territoriales. La demande des collectivités territoriales en constructions modulaires porte principalement sur la réalisation de salles de classe, de crèches et l'extension de centres hospitaliers. Le risque de contraction du marché est limité par la durée des contrats de location excédant généralement une année. De plus, le Groupe estime que la demande des collectivités territoriales continuera de progresser.

Le marché des industries dépend étroitement des investissements industriels. La demande de constructions modulaires est corrélée à la disponibilité et au coût des surfaces de bureaux et donc à la situation de l'emploi. Le faible coût de la construction modulaire comparé au coût de la construction classique permet d'envisager une progression de la demande de la même façon que pour les collectivités territoriales.

La mesure du risque est analysée par pays sur la base d'un reporting mensuel de suivi du portefeuille client.

#### ■ Wagons

La croissance de l'activité de location de wagons de fret dépend de la dérégulation des opérateurs ferroviaires. Le Groupe estime que les États européens continueront dans le sens de la dérégulation et de la privatisation, ce qui augmentera la compétitivité du transport ferroviaire et les volumes transportés.

### 4.5.2. Risque géopolitique

#### ■ Conteneurs Maritimes

La demande de conteneurs dépend du niveau de la croissance économique mondiale et du commerce

international. Cette demande fluctue par ailleurs en fonction de l'évolution du trafic conteneurisé et des volumes disponibles de transport. Le risque géopolitique correspond au risque de récession cyclique et au risque protectionniste des pays (tarifs douaniers, restrictions des importations, mesures de régulations gouvernementales, etc.). Le Groupe estime cependant être faiblement exposé au risque géopolitique, plus de 80 % de ses contrats de location portant sur des durées moyennes de trois à cinq ans avec des taux locatifs non révisables. La gestion du risque est réalisée à partir de l'analyse de la répartition des contrats de location de longue durée et de courte durée.

#### ■ Barges Fluviales

Pour les fleuves traversant plusieurs pays (Danube), il existe un risque concernant le droit de passage (taxe) qu'accorde le pays aux unités utilisant la portion du fleuve qui appartient à ce pays.

### 4.5.3. Risque politique

#### ■ Barges Fluviales

Une des principales marchandises transportées en Europe par voie fluviale est le charbon. Le transport de charbon est lié au choix des politiques énergétiques des pays utilisant le transport fluvial. Un pays européen concerné qui viendrait à modifier ses choix en matière d'approvisionnement énergétique en diminuant sensiblement la part de l'énergie thermique au profit d'autres formes d'énergies comme le nucléaire, l'hydraulique, l'éolien ou de toute autre forme pourrait entraîner une surcapacité de cale dans le transport fluvial et donc une baisse significative du fret. Pour limiter ce risque, le Groupe a développé l'activité de location de barges fluviales et il s'est diversifié dans les matières transportées (métaux, engrais, céréales, ciments, déchets, etc.).

#### ■ Wagons

Le Groupe estime que compte tenu du vieillissement du parc de wagons de fret, un renouvellement important du parc des wagons de fret est nécessaire et que ce renouvellement se fera avec le concours des loueurs. Le marché de location de wagons dépendra des politiques gouvernementales (ferroutage, relance des investissements structurels, etc.).

### 4.5.4. Risque environnemental

Les risques environnementaux susceptibles d'avoir un impact sur le patrimoine ou sur les résultats de la société ne sont pas significatifs, le Groupe exerçant principalement une activité de service.

#### ■ Conteneurs Maritimes

Dans certains pays, aux États-Unis notamment, le propriétaire de conteneurs peut être responsable des dommages environnementaux causés lors du déchargement des marchandises. Le Groupe a contracté et oblige ses clients à contracter des assurances pour se couvrir contre ce risque. Aucun litige significatif passé ou en cours n'existe sur le risque environnemental, le Groupe n'exploitant notamment pas de conteneurs citernes.

Le Groupe estime par ailleurs que les autres activités ne sont pas soumises à des risques environnementaux significatifs.

### 4.5.5. Risque de gestion

Une part significative de la flotte de conteneurs, de constructions modulaires et de wagons gérée par le Groupe appartient à des investisseurs tiers ou des véhicules financiers (sociétés ad hoc) détenus par des investisseurs institutionnels. Des contrats de gestion régissent les relations entre chaque investisseur et le Groupe. Aucun revenu minimum n'est garanti par le Groupe et, sous certaines conditions,



les investisseurs peuvent mettre fin à un contrat de gestion et demander le transfert des actifs à un autre gestionnaire.

TOUAX a limité le risque de rupture des contrats de gestion en diversifiant le nombre d'investisseurs. Un état synthétique du parc en gestion est réalisé mensuellement. À ce jour, aucun investisseur n'a retiré au Groupe la gestion de ces matériels et ce, sur les vingt dernières années.

La constitution de véhicules financiers (sociétés ad hoc) a entraîné la constitution par le Groupe de dépôts de garantie. Les véhicules financiers ont la possibilité de ponctionner ces dépôts de garantie dans la mesure où les rentabilités des programmes d'investissement sont insuffisantes. Les dépôts de garantie sont reconstitués si les rentabilités s'améliorent. À ce jour et selon les prévisions de rentabilité réalisées, le Groupe estime ne posséder aucun risque non provisionné de perte de dépôts de garantie. Ce risque est suivi à travers une évaluation semestrielle des distributions aux investisseurs et un suivi quotidien des taux d'utilisation et des revenus unitaires journaliers (« per diem »).

Les clauses de résiliation des contrats de gestion varient en fonction des programmes.

Les principales clauses de résiliation sont liées :

- à l'inexécution grave d'une obligation du gestionnaire (par exemple la preuve d'une gestion discriminatoire),
- à la faillite de TOUAX en tant que gestionnaire ou sa dissolution,
- au non-versement par TOUAX des revenus collectés et dus à ses différents investisseurs,
- au changement de l'actionnaire majoritaire.

Dans seulement certains cas particuliers (notamment les titrisations), une résiliation peut être causée par une mauvaise performance d'un investissement dont la gestion aurait été confiée à TOUAX.

#### 4.5.6. Risque d'approvisionnement

Le Groupe n'est pas producteur. En d'autres termes, le Groupe achète les matériels qu'il met en location. Le Groupe peut ainsi se trouver dans la situation de ne pas pouvoir acheter rapidement de nouveaux matériels lorsque les usines de production n'ont plus d'espaces de commandes disponibles. Ce risque est d'une part limité dans le temps et d'autre part n'impacte que la croissance du Groupe, et non les matériels déjà en location.

##### ■ Constructions Modulaires

La responsabilité du Groupe peut être engagée en cas de défaillance d'un sous-traitant, dans la limite de la couverture des assurances. La responsabilité du Groupe n'a jamais à ce jour été significativement engagée.

##### ■ Barges Fluviales

Le marché du fuel peut affecter la compétitivité du transport fluvial soit par une pénurie soit par l'augmentation du prix du pétrole. Le Groupe n'utilise pas d'instrument de couverture des prix du pétrole. Pour limiter ce risque, le Groupe a indexé la majorité de ses contrats de transport à l'évolution du prix des produits pétroliers.

#### 4.5.7. Risque climatique

##### ■ Barges Fluviales

La navigation fluviale est dépendante des conditions climatiques : précipitations, sécheresse, glace. En cas de pluie abondante sur certains fleuves, le niveau des eaux augmente et abaisse le tirant d'air (sous les ponts), limitant ou interdisant du même coup le passage des unités fluviales. Le phénomène de la sécheresse entraîne une baisse du niveau des eaux, ce qui oblige à un chargement moindre des unités

## 4. Facteurs de risque

voire à une impossibilité de naviguer. Des hivers très rigoureux peuvent impliquer une immobilisation totale des unités jusqu'à la fonte des glaces.

Les mauvaises conditions climatiques peuvent aussi avoir un impact sur les récoltes de céréales d'un pays ou d'une région. L'impact peut être qualitatif ou quantitatif voire les deux à la fois. Une mauvaise qualité de grain ou une baisse du volume de la production affaiblira les ventes à l'export entraînant du même coup une baisse des niveaux de fret. Les différentes implantations géographiques du Groupe permettent de limiter ces risques. Par ailleurs sur le Danube, le Groupe se focalise sur les parties des bassins (comme les canaux) moins soumis aux aléas climatiques.

##### ■ Wagons

Le principal risque climatique pour le Groupe est l'immersion d'un wagon du fait d'inondations. Cette immersion générera des coûts supplémentaires de réparation et d'entretien dans la limite de la couverture des assurances.

#### 4.5.8. Risque de positionnement et de perte des conteneurs.

Les conteneurs sont parfois restitués par les locataires dans des zones pour lesquelles la demande de conteneurs est faible (États-Unis notamment). Pour se couvrir contre ce risque le Groupe d'une part, applique des « pénalités » (drop off charge) lors de la restitution des conteneurs dans des zones à faible demande et d'autre part s'est engagé dans le développement d'un département de vente de conteneurs d'occasion afin de diminuer les stocks sur les zones à faible demande. Les stocks de conteneurs sur dépôts sont suivis quotidiennement et analysés mensuellement. Par ailleurs, les conteneurs peuvent aussi être perdus ou détériorés.

Le Groupe facture alors à ses clients des valeurs de remplacement qui sont préalablement acceptées dans chaque contrat de location et dont le montant est toujours supérieur à la valeur nette comptable des actifs. En cas de faillite d'un client, le risque de perte totale n'est pas couvert. En revanche, l'ensemble des dommages ou pertes liés à une catastrophe naturelle est couvert soit par les assurances du client soit par les assurances des dépôts.

#### 4.5.9. Risque technique et qualitatif des constructions modulaires

Les constructions modulaires peuvent être soumises à des obsolescences techniques résultant d'une évolution qualitative des matériels concurrents ou à une demande évolutive de la part des clients (changement des goûts). La recherche de matériaux qualitatifs génère des coûts supplémentaires. Le Groupe investit dans des matériels de haute qualité en avance sur les normes existantes et les produits concurrents lui permettant de minimiser les coûts supplémentaires des nouveaux matériaux.

#### 4.5.10. Risque de sous-traitance des wagons

Les risques de sous-traitance correspondent principalement aux problèmes générés par les déraillements et les grèves des opérateurs ferroviaires. En cas de déraillement le risque du Groupe est limité à sa part de responsabilité et à la couverture des assurances. En cas de grève, seuls les wagons en cours de livraison sont impactés, les wagons loués continuent d'être facturés aux clients dans des conditions normales.

### 4.6. Assurance – couverture des risques

Les risques portant sur les matériels d'exploitation sont toujours couverts. Seuls les risques portant sur les pertes d'exploitation ne sont pas toujours cou-

verts. L'appréciation du risque de perte d'exploitation et de sa couverture est réalisée par les gérants et les directeurs d'activités en fonction des conditions de marché.

Le Groupe poursuit une politique systématique de couverture de ses actifs corporels et de ses risques généraux ; le Groupe possède trois types de polices d'assurance : l'assurance du matériel, la responsabilité civile d'exploitation et la responsabilité civile des mandataires sociaux.

Le risque de perte ou de détérioration des actifs corporels des activités constructions modulaires et barges fluviales est couvert par l'assurance du matériel. L'assurance des actifs corporels de l'activité conteneurs maritimes et de l'activité wagons est déléguée aux clients et fournisseurs (dépôts) du Groupe conformément aux pratiques courantes du métier.

Les pertes d'exploitation survenues à la suite de pertes ou de détériorations d'actifs corporels sont couvertes par l'assurance corporelle.

Il n'y a pas de société d'assurance captive.

L'assurance responsabilité civile de la société mère TOUAX SCA couvre les dommages corporels relevant de son exploitation. Les filiales du Groupe possèdent individuellement une assurance responsabilité civile.

L'assurance responsabilité civile des mandataires sociaux couvre les dirigeants de droit et de fait qui veraient leurs responsabilités engagées pour une faute professionnelle commise dans le cadre d'une activité de direction, de gestion ou de supervision exercée avec ou sans mandat ou délégation de pouvoir.

L'activité conteneurs maritimes possède une assurance responsabilité civile. Le matériel est assuré directement par les clients et les dépôts conformément aux normes de la profession.

L'assurance constructions modulaires garantit la valeur des matériels de façon générale et particulièrement lorsque ceux – ci sont sur des dépôts ou loués et lorsque le client a omis de contracter une assurance pendant la durée de location. Cette assurance couvre notamment les risques d'explosion, feu, ouragan, tempête, collision, dégâts des eaux, chute, vol, etc.

L'assurance barges fluviales garantit les dommages, pertes, recours de tiers et les dépenses résultant de tout accident de navigation, d'explosion, d'incendie ou de tout événement de force majeure et plus précisément les avaries consécutives au dysfonctionnement des organes de propulsion et de direction, les bris de machine, les dommages électriques, les voies d'eau, les dommages survenus par mauvais arrimage ou mauvais chargements, les risques de stationnement, les dommages aux ouvrages d'art, les risques de pollution, les frais d'enquête, d'expertise, de procédures et d'avocats. L'assurance comprend une responsabilité civile contractuelle vis-à-vis des barges confiées appartenant à des tiers, une couverture de la responsabilité du transporteur telle que définie par les lois et réglementations, et une couverture des marchandises transportées. Les couvertures et le montant des garanties sont fonction des navires et des bassins d'exploitation. Il est à noter par ailleurs que les risques de guerre sont couverts pour les unités exploitées sur le Danube.

L'activité wagons possède une assurance responsabilité civile. Le matériel est assuré directement par les clients et les dépôts conformément aux normes de la profession.

Le Groupe estime que ses risques, notamment portants sur les matériels, sont correctement couverts.

## 5. Informations concernant l'émetteur

### 5.1. Histoire et évolution de la société

#### 5.1.1. Raison sociale et nom commercial

TOUAX SCA

SGTR – CITE – CMTE – TAF – SLM  
TOUAGE INVESTISSEMENT réunies

#### 5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement

##### Siège social et administratif

Tour Arago – 5, rue Bellini  
92806 Puteaux – La Défense cedex – France  
Téléphone : 01 46 96 18 00

##### Identification

Registre du commerce et des sociétés :  
Nanterre B 305 729 352  
Numéro Siret : 305 729 352 00099  
APE : 741 J  
Côté sur Euronext Paris  
Eurolist compartiment C – segment Next Prime  
Code ISIN : FR0000033003  
Reuters TETR. PA – Bloomberg TOUPFP equity

#### 5.1.3. Date de constitution et durée

La société a été constituée en 1898 et prendra fin le 31 décembre 2104.

#### 5.1.4. Forme juridique et législation

##### Forme juridique de la société

Société en commandite par actions

##### Exercice social

L'exercice social de TOUAX SCA commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

##### Capital social

Depuis le 6 février 2006, le capital de la société est constitué de 3 885 519 actions d'une valeur nominale de 8 €.

Le capital a été entièrement libéré.

##### Législation de la société

La société en commandite par actions est régie par le Code de Commerce, le décret du 23 mars 1967 et les textes subséquents sur les sociétés commerciales.

##### Lieux où peuvent être consultés les documents juridiques relatifs à la société

Les documents relatifs à TOUAX SCA peuvent être consultés au siège social de la société.

##### Politique d'information

Outre le rapport annuel et les publications dans le bulletin d'annonces légales obligatoires (BALO), la société diffuse une lettre semestrielle d'activité contenant une analyse sectorielle du chiffre d'affaires et les faits marquants du semestre.

Une convention de communication financière a été signée avec la société ACTUS FINANCE – 11, rue Quentin Bauchart – 75 008 – Paris – FRANCE.

Les rapports annuels, les communiqués de presse et les lettres semestrielles sont disponibles en français et en anglais sur le site internet ([www.touax.com](http://www.touax.com)).

Les nouvelles d'importance significative susceptibles d'avoir un impact sur le cours font l'objet d'une diffusion systématique par la presse.

##### Responsables de l'information financière

TOUAX SCA  
Raphaël et Fabrice WALEWSKI  
Tour Arago, 5 rue Bellini  
92806 Puteaux – La Défense – FRANCE

Tél. : + 33 1 46 96 18 00  
Fax : + 33 1 46 96 18 18  
e-mail : [touax@touax.com](mailto:touax@touax.com)

##### ACTUS

Sébastien BERRET  
11, rue Quentin Bauchart  
75008 Paris – FRANCE  
Tél. : + 33 1 53 67 36 74  
Fax : + 33 1 53 67 36 37  
e-mail : [sberret@actus.fr](mailto:sberret@actus.fr)

#### 5.1.5. Rappel historique

Cf. paragraphe rappel historique sur le recto de la page de couverture.

### 5.2. Investissements

#### 5.2.1. Principaux investissements

Le Groupe a pour activité la location opérationnelle de matériels mobiles et standardisés, les conteneurs maritimes, les constructions modulaires, les barges fluviales et les wagons. Il est nécessaire d'investir dans ces matériels pour les mettre en location. Le Groupe possède par ailleurs une activité transversale, la gestion pour compte de tiers. Ainsi 75 % des actifs gérés par le Groupe sont financés par des investisseurs et donnés en gestion au Groupe dans le cadre de contrat de gestion. La politique de croissance du Groupe s'articule donc à travers la signature de nouveaux contrats de location de matériels auprès de ses clients nécessitant des investissements nouveaux qui sont réalisés soit par des investisseurs tiers au sein des programmes de gestion, soit par le Groupe au travers de ses propres moyens de financement.

Le Groupe a pour ambition de poursuivre sa croissance sur ses quatre activités en augmentant le parc de matériel neuf mis en location sur des contrats de

longue durée. Les objectifs étaient d'atteindre 200 m€ d'investissements par an, de poursuivre la croissance à deux chiffres du Groupe pour prendre des parts de marché et renforcer les économies d'échelle, et d'atteindre à terme une rentabilité de 15 % des fonds propres en optimisant la capacité d'endettement du Groupe. Ces investissements s'entendent pour compte propre et pour compte de tiers. Pour atteindre ses objectifs, le Groupe désire équilibrer la répartition des actifs gérés et des investissements en propre avec 25 % de matériels en propriété et 75 % de matériels gérés. Les investissements en propre apportent des résultats récurrents et valorisent le Groupe à terme en créant des opportunités de plus values de cessions, la gestion de matériels permet de générer des commissions de gestion et d'améliorer la rentabilité des fonds propres sans immobiliser de capitaux.

La politique d'investissement du Groupe est de financer les actifs en propriété dans le respect du ratio d'endettement financier net sur fonds propres de 1,8 pour 1. Afin d'optimiser son résultat, le Groupe utilise aussi de la dette « sans recours » dont la majeure partie du remboursement ne s'effectue qu'avec les revenus locatifs, ou les produits de cession de l'actif financé. Ce type de financement permet d'accompagner la croissance du Groupe en limitant le risque pour l'actionnaire. La politique du Groupe est de respecter un ratio d'endettement financier net (incluant la dette sans recours) sur fonds propres de 2,8 pour 1. Dans ce ratio, le Groupe préfinance des actifs destinés à être cédés à des investisseurs.

La cession d'actif à des investisseurs fait partie de la stratégie du Groupe et permet de financer la croissance avec un recours limité à l'endettement. La

croissance du Groupe permet de réaliser des économies d'échelle et ainsi d'augmenter la marge.

Le Groupe a aussi recours à des outils de financement de son actif circulant tel que cession Dailly, affacturage, titrisation ou cession de créances, etc.

Il est à noter que les contrats de location sont classifiés en contrat de location financement dès lors que le Groupe bénéficie des avantages et des risques inhérents à la propriété. Par exemple, l'existence d'une clause de transfert automatique de propriété, l'existence d'une option d'achat d'une valeur très inférieure à une valeur de marché, l'équivalence de durée entre le bail et la vie du bien ou entre la valeur actualisée des paiements futurs au titre du bail et la valeur du bien sont des éléments qui conduisent généralement à considérer les contrats de location comme des contrats de location financement.

## 5. Informations concernant l'émetteur

Durant l'année 2006, le Groupe a réalisé les investissements suivants pour son propre compte et pour le compte d'investisseurs tiers :

(en milliers)		Investis- sements bruts immobilisés	Investis- sements stockés	Investis- sements bruts sous gestion	Investis- sements bruts immobilisés, stockés & sous gestion	Cession matériels immobilisés	Cession matériels sous gestion	Investis- sements nets immobilisés & stockés	Investis- sements nets sous gestion	Investis- sements nets
CONTENEURS MARITIMES	EUR	833 €	27 699 €	88 105 €	116 637 €	(1 933) €	(1 230) €	26 598 €	86 875 €	113 474 €
CONSTRUCTIONS MODULAIRES	EUR	29 391 €	218 €		29 609 €	(1 826) €	(2 642) €	27 784 €	(2 642) €	25 142 €
BARGES FLUVIALES		1 940 €	0 €	0 €	1 940 €	(878) €	0 €	1 061 €	0 €	1 061 €
WAGONS		10 980 €	696 €	30 681 €	42 357 €	(326) €	0 €	11 350 €	30 681 €	42 032 €
DIVERS		112 €	0 €		112 €	(129) €	0 €	(17) €	0 €	(17) €
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS</b>		<b>43 256 €</b>	<b>28 613 €</b>	<b>118 786 €</b>	<b>190 655 €</b>	<b>(5 092) €</b>	<b>(3 872) €</b>	<b>66 777 €</b>	<b>114 915 €</b>	<b>181 692 €</b>
<b>Taux moyen EUR/USD</b>	<b>1,2557</b>									



Les investissements du Groupe pour son propre compte et pour le compte de tiers se présentaient de la façon suivante en 2005 :

(en milliers)		Investis- sements bruts immobilisés	Investis- sements stockés	Investis- sements bruts sous gestion	Investis- sements bruts immobilisés, stockés & sous gestion	Cession matériels immobilisés	Cession matériels sous gestion	Investis- sements nets immobilisés & stockés	Investis- sements nets sous gestion	Investis- sements nets
CONTENEURS MARITIMES	EUR	803 €	(6 368) €	74 862 €	69 297 €	(2 215) €	(314) €	(7 779) €	74 548 €	66 769 €
CONSTRUCTIONS MODULAIRES	EUR	17 696 €	1 466 €	4 279 €	23 440 €	(6 921) €	(1 480) €	12 240 €	2 799 €	15 039 €
BARGES FLUVIALES		11 217 €	(73) €	0 €	13 401 €	(3 940) €	0 €	7 204 €	0 €	7 204 €
WAGONS		7 772 €	(3 382) €	33 144 €	37 534 €	(3 018) €	0 €	1 372 €	33 144 €	34 516 €
DIVERS		193 €	0 €		193 €	(25) €	0 €	168 €	0 €	168 €
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS</b>		<b>37 681 €</b>	<b>(8 358) €</b>	<b>112 284 €</b>	<b>141 607 €</b>	<b>(16 119) €</b>	<b>(1 794) €</b>	<b>13 204 €</b>	<b>110 490 €</b>	<b>123 695 €</b>
<b>Taux moyen EUR/USD</b>	<b>1,244</b>									

## 5. Informations concernant l'émetteur

Au 31 décembre 2006, les principaux investissements nets immobilisés détaillés dans les comptes consolidés sont les suivants :

<b>Investissements nets immobilisés au cours des exercices</b> (en milliers d'euros)	<b>2006</b>	<b>2005</b>	<b>2004</b>
Investissements incorporels nets	71	99	28
Investissements corporels nets	35 775	21 083	(12 285)
Investissements financiers nets	2 319	381	(576)
<b>Total Investissements nets</b>	<b>38 164</b>	<b>21 563</b>	<b>(12 833)</b>

<b>Répartition par activité des investissements nets immobilisés</b> (en milliers d'euros)	<b>2006</b>	<b>2005</b>	<b>2004</b>
Conteneurs maritimes	(1 100)	(1 414)	(530)
Constructions modulaires	27 565	10 284	(11 638)
Barges fluviales	1 061	7 434	(1 037)
Wagons	10 655	4 725	319
Divers	(17)	534	53
<b>Total</b>	<b>38 164</b>	<b>21 563</b>	<b>(12 833)</b>

<b>Modalités de financement des investissements nets immobilisés</b> (en milliers d'euros)	<b>2006</b>	<b>2005</b>	<b>2004</b>
Trésorerie / emprunts	12 903	21 265	2 314
Crédit bail	25 261	6 694	(250)
Contrat de gestion avec des investisseurs tiers		(6 396)	(14 897)
<b>Total</b>	<b>38 164</b>	<b>21 563</b>	<b>(12 833)</b>

Les investissements conservés sur le bilan du Groupe ont été financés par les lignes de crédit disponibles.

### 5.2.2. Principaux investissements en cours

Les commandes et investissements livrés depuis le début de l'année 2007 s'élèvent à environ 38,5 millions d'euros dont 28,6 millions d'euros de conteneurs maritimes, 4,7 millions d'euros de constructions modulaires et 5,2 millions d'euros de wagons.

Les engagements d'investissements sont ou seront financés par les lignes de crédits disponibles.

### 5.2.3. Engagements fermes d'investissements

Les commandes et investissements fermes au 31 décembre 2006 s'élèvent à 141 millions d'euros dont 41 millions d'euros de conteneurs maritimes, 10 millions d'euros de constructions modulaires, 5 millions d'euros de barges fluviales et 85 millions d'euros de wagons (dont 17,5 millions d'euros de wagons livrés en 2008).

Les engagements fermes d'investissements seront préfinancés par les lignes de crédit disponibles et pour la plupart ensuite revendus à des investisseurs tiers voire dans certains cas vendus directement aux investisseurs.

En effet, les commandes de conteneurs maritimes et de wagons sont majoritairement destinées à ces investisseurs tiers. Les commandes de constructions modulaires et de barges fluviales sont destinées au Groupe.

### 5.2.4. Répartition des actifs gérés

La répartition des actifs gérés par le Groupe est la suivante :

### Répartition des actifs gérés au 31.12.2006

	Conteneurs maritimes	Constructions modulaires	Barges fluviales	Wagons et autres
Propriété groupe (immo et stock)	44 251	87 001	35 788	31 244
Investisseurs hors groupe	382 028	62 393	9 638	113 722
<b>TOTAL</b>	<b>426 279</b>	<b>149 394</b>	<b>45 425</b>	<b>144 966</b>

Les actifs gérés dans le cadre de titrisation représentent 15 % des actifs gérés pour compte de tiers au 31 décembre 2006.

### Répartition des actifs gérés au 31.12.2005

	Conteneurs maritimes	Constructions modulaires	Barges fluviales	Wagons et autres
Propriété groupe (immo et stock)	20 680	63 060	39 706	24 136
Investisseurs hors groupe	343 831	68 620	16 033	80 540
<b>TOTAL</b>	<b>364 511</b>	<b>131 680</b>	<b>55 739</b>	<b>104 676</b>

Les actifs gérés dans le cadre de titrisation représentent 19 % des actifs gérés pour compte de tiers au 31 décembre 2005.

### Répartition des actifs gérés au 31.12.2004

	Conteneurs maritimes	Constructions modulaires	Barges fluviales	Wagons et autres
Propriété groupe (immo et stock)	25 018	51 885	32 528	14 076
Investisseurs hors groupe	263 445	63 257	36 711	54 122
<b>TOTAL</b>	<b>288 463</b>	<b>115 142</b>	<b>69 239</b>	<b>68 198</b>

Les actifs gérés dans le cadre de titrisation représentent 26 % des actifs gérés pour compte de tiers au 31 décembre 2004.

Les locations sans recours sont prises en compte dans les actifs en gestion. Les locations finance-

ments sont prises en compte dans les actifs en propriété. Le détail des locations sans recours est indiqué note 27.2.1 page 89 de l'annexe des comptes consolidés.

## 6. Aperçu des activités

Le Groupe TOUAX est un loueur opérationnel de matériels mobiles standardisés ; les conteneurs maritimes, les constructions modulaires, les barges fluviales et les wagons de fret. Le Groupe gère ses propres matériels et gère des matériels pour le compte d'investisseurs tiers. Le Groupe, à travers ses quatre activités, possède l'activité transverse de gestion pour compte de tiers. Cette activité de gestion commence par l'achat de matériels par le Groupe, puis la constitution d'un portefeuille de matériels en location, ensuite la cession de ces matériels à des investisseurs et enfin la gestion de ce portefeuille pour le compte des investisseurs. Le Groupe réalise de ce fait des marges de location (matériels en propre), de syndication (achat puis vente de matériels à des investisseurs), des marges de gestion (matériels en gestion) et des marges de négoce (achat puis vente de matériels à des clients). Le chiffre d'affaires locatif comptabilisé correspond au chiffre d'affaires locatif de l'ensemble des maté-

riels gérés par le Groupe, matériels en propre ou matériels en gestion. Le Groupe agit effectivement en tant que principal et non en tant qu'agent. De la même façon les charges opérationnelles comptabilisées correspondent à l'ensemble des matériels gérés.

La marge de gestion correspond au chiffre d'affaires locatif des matériels en gestion diminué des charges opérationnelles de ces matériels et diminué de la distribution aux investisseurs de leurs revenus. Cette marge de gestion est équivalente à la commission de gestion du Groupe.

La marge de syndication correspond selon les activités soit à la marge sur ventes (ventes diminuées des coûts d'achat des ventes), soit aux plus values de cession.

Les plus values réalisées sur les valeurs résiduelles des actifs du Groupe sont toujours enregistrées en plus values de cession.

Les activités et les marchés sont détaillés dans les chapitres précédents en pages 4 à 13 du présent document.

La répartition des revenus par type d'activité et par zone géographique est détaillée dans l'annexe des comptes consolidés paragraphe 20.1 page 47.

■ **Dans les conteneurs maritimes**, le Groupe réalise des marges de syndication et des marges de gestion et location. La constitution et la syndication de portefeuille de conteneurs maritimes sont rapides (6 mois en moyenne). Les marges de syndication sont enregistrées en ventes / coût d'achat des ventes.

Le parc mondial de conteneurs est passé de 8,8 millions à 20,8 millions d'unités (TEU size) en 10 ans suite à la croissance du commerce mondiale.

Le marché du conteneur maritime présente une croissance structurelle pour faire face à la mondialisation des échanges :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Trafic conteneurisé	+ 2 %	+ 10 %	+ 12 %	+ 13 %	+ 10 %	+ 10 %	+ 10 %
Navires porte-conteneurs	+ 8 %	+ 8 %	+ 8 %	+ 8 %	+ 11 %	+ 13 %	+ 12 %
Flotte conteneurs	+ 4 %	+ 6 %	+ 9 %	+ 11 %	+ 8 %	+ 8 %	+ 8 %

Source : Clarkson Research Studies – september 2006 & Containerisation International 2006.

TOUAX envisage de poursuivre ses investissements sur des contrats long-termes et a pour objectif de réaliser de nombreux investissements, pour compte de tiers principalement, pour faire face à la demande.

Le Groupe a pour ambition de gérer une flotte > 500 000 TEU (5 % de part de marché mondiale).

■ **Dans les constructions modulaires**, le Groupe réalise des marges de syndication, des marges de gestion et de location et des marges de négoce. Le Groupe achète et vend des constructions modulaires à ses clients et enregistre des marges de négoce (ventes / coût d'achat des ventes). Le Groupe par ailleurs investit dans du matériel locatif. La constitution de portefeuille de constructions modulaires et sa syndication prennent plus d'une année en moyenne. Les marges de syndication sont alors enregistrées en plus values de cession.

Le parc européen de constructions modulaires en location est passé de 225 000 à 450 000 unités en 15 ans (source TOUAX).

Le Groupe prévoit de réaliser de nouveaux investissements pour poursuivre sa croissance.

■ **Dans les barges fluviales**, le Groupe réalise des activités de transport (sur le Rhin et le Danube) et des activités de location (sur le Mississippi, la Seine et le Rhône).

Le nombre de barges fluviales en Europe n'a pas évolué depuis plusieurs années entraînant un vieillissement du parc (source TOUAX). Aux USA, le parc de barges vracs sec est passé de 19 677 unités en 2001 à 18 279 unités en 2004 dont 1/3 a plus de 25 ans (source Sparks Companies Inc).

Les perspectives 2007 semblent être une activité soutenue sur le Mississippi et le Danube compte tenu d'un manque de barges après des décennies de sous- investissement.

Ambitions à moyen terme :

- Positionnement et développement sur des contrats de location et de transport de longue durée.
- De nouveaux investissements sélectifs en cours d'étude.
- Reprises structurelles du transport fluvial sur le Danube ouvrant d'importantes perspectives.

■ **Dans les wagons de fret**, le Groupe réalise des marges de syndication, des marges de gestion et location et des marges de négoce. La constitution et la syndication de portefeuille de wagons de fret et sa syndication sont rapides (6 mois en moyenne). Les marges de syndication sont enregistrées en ventes / coût d'achat des ventes. Il existe par ailleurs des marges de négoce aussi enregistrées en ventes / coût d'achat des ventes.

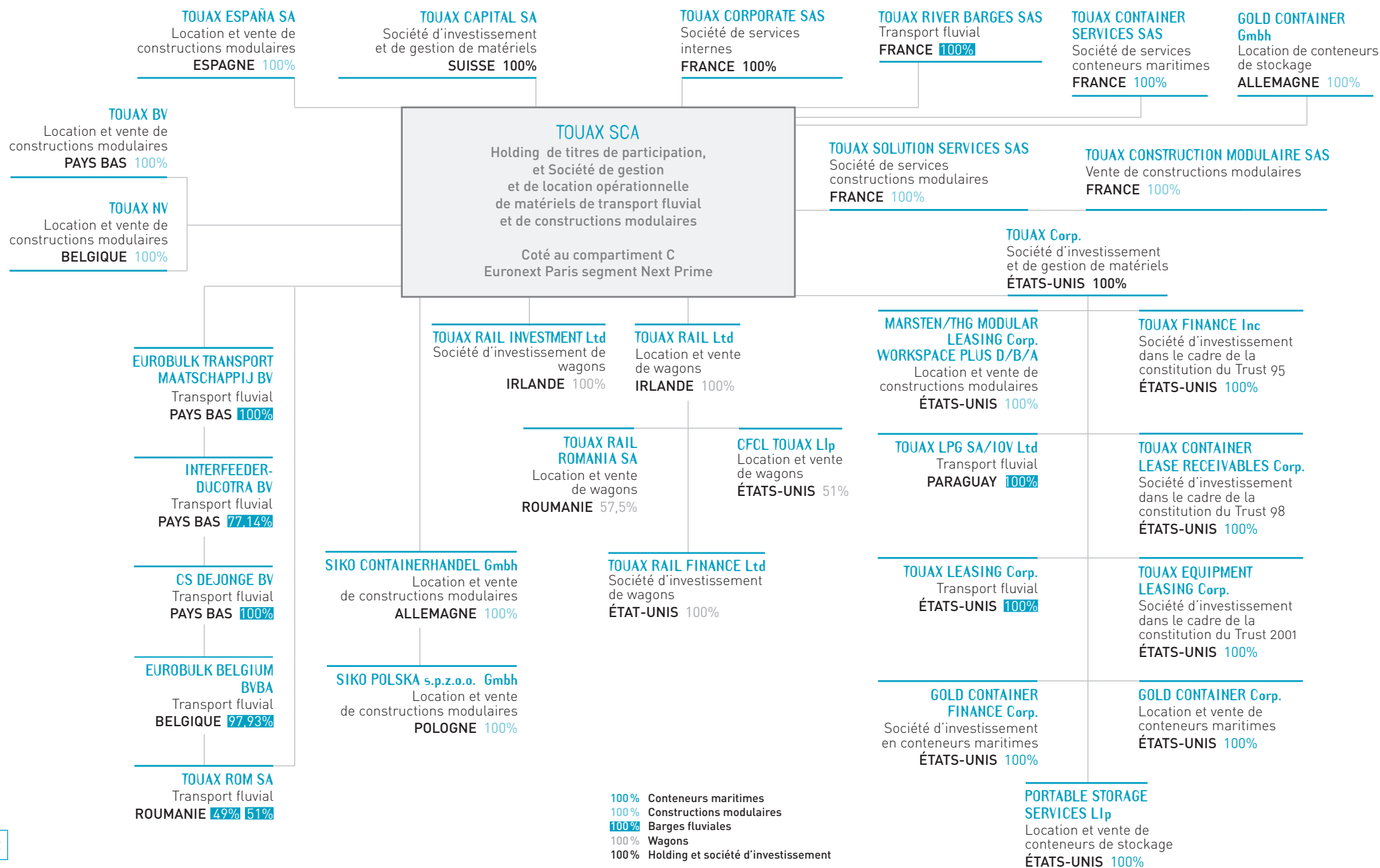
Il est à noter une hausse du trafic ferroviaire en Europe (+9 %) (Source UIRR Statistics 2005). Le nombre de semi-remorques, caisses mobiles ou conteneurs transportés par rail en Europe est passé de 5 105 758 TEU en 2001 à 5 652 431 TEU en 2005 (source Union internationale des sociétés de transport combiné rail-route).

L'offre de location de TOUAX séduit les opérateurs ferroviaires et le Groupe a pour objectif en 2007 de continuer de réaliser des investissements pour compte propre et pour compte de tiers sur des contrats de longue durée en Europe et aux États-Unis.

À moyen terme, Le Groupe a pour ambition de gérer une flotte de 10 000 wagons et de conforter notre place de 2<sup>e</sup> loueur européen de wagons intermodaux.

# 7. Organigramme

## 7.1. Organigramme du Groupe



## 7.2. Relations mères filles

La société TOUAX SCA est une holding opérationnelle. À ce titre, la société TOUAX SCA enregistre les participations dans ses filiales françaises et étrangères et possède une activité économique propre de location et vente de conteneurs maritimes, de constructions modulaires et de barges fluviales sur le territoire français.

Il n'existe pas de dépendance fonctionnelle entre les sociétés du Groupe.

Chaque filiale détient ses propres actifs destinés à la location et la vente.

La liste des filiales est présentée dans les comptes consolidés chapitre 20.1 note 2.2 page 64.

Les fonctions des dirigeants de la société TOUAX SCA dans les filiales du Groupe sont mentionnées dans le rapport du président du conseil de surveillance chapitre 27.2 page 151 La présentation économique du Groupe est faite dans le chapitre « L'expérience de la location opérationnelle » page 3.

Aucun risque significatif provenant de l'existence d'influences notables d'actionnaires minoritaires sur des filiales du Groupe n'est à relever pour la structure financière du Groupe, notamment relatif à

la localisation et l'adossement des actifs, de la trésorerie et des dettes financières du fait de l'existence d'accords organisant un contrôle conjoint.

À notre connaissance, il n'existe ni de restrictions aux remontées de trésorerie des filiales vers la société mère ni de restrictions à l'utilisation de la trésorerie à l'exception des filiales en contrôle conjoint.

La description chiffrée des relations significatives mère filiales (autres que les conventions réglementées) est la suivante :

Prestations données	Assurance	Informatique et frais de gestion	Négoce	Avances financières	Location de matériels	Mise à disposition de personnel
Eurobulk Transport Maatschappij BV		179		83		
Gold Container Corp		1 080				1 937
Siko Containerhandel Gmbh		245		221		
Siko Polska S.p.z.o.o		213		76		
TOUAX BV		125				
TOUAX Capital SA		868		250		
TOUAX Container Services SAS		19				
TOUAX Corp				156		
TOUAX Espana SA		114			9	
TOUAX Solution Modulaires SAS		322				
TOUAX NV		44		15		
TOUAX Rom SA	196	191			333	
TOUAX Rail Ltd		819		141	6	416
TOUAX Rail Romania SA				1		
Work Space Plus		276				
TOUAX Leasing Corp		151				



## 7. Organigramme

Prestations reçues de	Avances financières	Location de matériels	Loyer	Négoce	Transport	Réparations	Honoraires	Frais de déplacement	Mise à disposition de personnel
Eurobulk Transport Maatschappij BV	5				10			NS	
Gold Container Corp		1 420							18
Siko Containerhandel GmbH							4	6	
Siko Polska S.p.z.o.o	154	76							
TOUAX Capital SA	298								
TOUAX Container Services SAS									1 375
TOUAX Espana SA								3	
TOUAX Solution Modulaires SAS		453	35	214					4 439
TOUAX Rom SA						4			
TOUAX Rail Ltd							7		

Les cautions et autres engagements donnés sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Etablissements financiers bénéficiaires de la garantie	Montant garanties accordées sur exercice antérieur et toujours en vigueur	Montant garanties accordées exercice 2002	Montant garanties accordées exercice 2003	Montant garanties accordées exercice 2004	Montant garanties accordées exercice 2005	Montant garanties accordées exercice 2006	Encours des crédit ou garanties accordées (capital restant dû hors intérêts)
Filiales concernées								
GOLD Container Finance Corp	Fortis banque				\$2 500			\$214
SIKO Polska spzoo	Fortis Poland Fortis lease Poland ING Lease Poland				9 000 zł		9 775 zł 11 996 zł	6 157 zł 7 511 zł 11 996 zł
SIKO Containerhandel GmbH	Fortis Lease Fortis Bank Germany KBC Lease Germany				225 €		500 € 3 503 €	171 € 293 € 3 444 €
Workspace +	South Trust Unimat Bank of America	\$359	\$4 283			\$3 018	\$3 563	\$232 \$2 142 \$6 320
TOUAX Espana SA	Ing Lease Fortis Espagne BBVA Banesto	1 522 €		1 500 €		411 € 300 €	250 € 175 €	228 € 877 € 307 € 64 €
TOUAX BV	KBC Lease			867 €				505 €
TOUAX NV	KBC Lease KBC Vendor Lease	716 €	250 €	187 €				393 € 17 €
EUROBULK Transport Maatschappij BV	Rabobank	454 €		5 068 €		786 €		3 563 €
TOUAX Solutions Modulaires SAS	Bail Ecureuil	3 089 €						929 €
TOUAX Rail Ltd	Fortis Lease Slibail BNP Paribas		4 093 € 3 113 €				22 050 €	1 812 € 2 339 €
TOUAX Leasing Corp	Bank of America Leasing & Capital					\$11 500		\$10 706
GOLD Container Corp	Capital Equipement Finance NSM E	\$2 183	\$250					\$1 324 0 €
TOUAX Corp	Crédit Lyonnais				\$3 500			0
<b>Total Euros</b>		<b>7 712</b>	<b>10 897</b>	<b>7 622</b>	<b>7 130</b>	<b>12 520</b>	<b>34 866</b>	<b>37 540</b>
<b>Total général des garanties autorisées</b>								<b>80 747</b>

Les principales filiales de TOUAX SCA sont détaillées dans le tableau des filiales et participation dans l'annexe des comptes sociaux.

## 7. Organigramme

Le Groupe possède une filiale significative, la société GOLD Container corporation, société de droit américain. Les chiffres clés de cette société sont présentés dans le tableau suivant :

(\$ '000)	2006	2005	2004
Actif immobilisé net	6 975	7 520	8 806
Capitaux propres	24 270	18 913	15 728
Dettes financières	1 324	2 245	3 559
Chiffre d'affaires	143 195	150 026	127 647
Résultat d'exploitation avant distribution aux investisseurs	58 847	52 646	44 665
Résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs	6 510	4 470	5 389
Résultat net	5 358	3 684	3 538

La baisse du chiffre d'affaires s'explique par une légère diminution des ventes. Le chiffre d'affaires locatif continue cependant de progresser suite à la réalisation de nouveaux programmes de gestion. Le résultat net augmente grâce à l'amélioration des marges.

Il est à noter par ailleurs les points significatifs suivants pour les autres filiales du Groupe :

TOUAX BV est une holding opérationnelle néerlandaise de l'activité constructions modulaires avec sa filiale belge TOUAX NV.

Eurobulk Transport Maatschappij BV est une holding opérationnelle néerlandaise de l'activité barges fluviales avec ses filiales néerlandaises Interfeeder-Ducotra BV et CS de jonge BV, sa filiale belge Eurobulk Belgium BVBA, et sa filiale roumaine TOUAX Rom SA.

Siko Containerhandel GmbH est une holding opérationnelle allemande de l'activité constructions modulaires avec sa filiale polonaise Siko Polska sp.z.o.o.

TOUAX Corp est une holding américaine regroupant les sociétés immatriculées aux États-Unis, et notamment Gold Container Corp (conteneurs maritimes), Marsten THG modular leasing corp Workspace plus D/B/A (constructions modulaires) et TOUAX Leasing Corp (barges fluviales).

TOUAX Rail Ltd est une holding opérationnelle irlandaise de l'activité wagons avec sa filiale irlandaise TOUAX Rail Finance Ltd, sa filiale américaine CFCL TOUAX Llp et sa filiale roumaine TOUAX Rail Romania SA.

## 8. Propriétés immobilières, usines et équipements

### 8.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le Groupe est un loueur opérationnel de matériels mobiles standardisés. Il possède à ce jour peu de goodwill (5,2 millions d'euros) ou d'immobilisations incorporelles (0,1 million d'euros) comparé aux immobilisations corporelles (130,2 millions d'euros). Les immobilisations corporelles représentent les matériels appartenant au Groupe qui sont mis en location (conteneurs maritimes, constructions modulaires, barges fluviales et wagons de fret).

Le détail des immobilisations corporelles et incorporelles est mentionné dans l'annexe des comptes consolidés chapitre 20.1 note 13 page 78 et note 14 page 79.

### 8.2. Politique environnementale

Les risques environnementaux susceptibles d'avoir un impact sur le patrimoine ou sur les résultats de la société ne sont pas significatifs, le Groupe exerçant principalement une activité de services. En conséquence, aucune dépense significative n'a été engagée au titre des domaines suivant (classification Eurostat) :

- protection de l'air ambiant et du climat,
- gestion des eaux usées,
- gestion des déchets,
- protection et assainissement des sols, des eaux souterraines et des eaux de surface,
- lutte contre le bruit et les vibrations,
- protection de la biodiversité et du paysage,
- protection contre les rayonnements,
- recherche et développement,
- autres activités de protection de l'environnement.

La politique environnementale du Groupe s'articule autour de trois axes principaux.

#### Une gestion rigoureuse des terrains

Utilisateur de plates-formes de stockage, le Groupe a mis en place une gestion des terrains respectueuse de l'environnement :

- une analyse systématique des terres par carottage lors de l'achat d'un terrain,
- une approche des collectivités territoriales pour permettre une meilleure insertion des activités dans l'environnement existant,
- un aménagement soucieux du respect des législations en vigueur quant aux eaux pluviales et usées (avec notamment des séparateurs d'eaux et d'hydrocarbures),
- le choix d'une architecture simple et harmonisée avec l'environnement,
- des plantations d'espaces verts incluant les espèces locales identifiées.

#### L'identification et la maîtrise des substances utilisées

Lors des travaux de maintenance, le Groupe est parfois amené à utiliser des produits du type peinture, solvants, acide, etc. Une démarche, corrélative à celle mise en place en matière de prévention des risques, permet d'identifier les composants des produits utilisés.

Cette identification a ainsi amélioré les conditions de stockage mais surtout le tri et l'évacuation des déchets et contenants. Chaque site sous-traite dans le cadre de contrats spécifiques avec des sociétés extérieures habilitées et reconnues le traitement des déchets.

Les départements wagons et barges fluviales par ailleurs contribuent, pour leur part, à l'environnement en respectant les règlements existants en matière de nettoyage des contenants.

La rationalisation des méthodes de travail et la prévention des risques ont ainsi permis de prendre plus spécifiquement conscience de la gestion des déchets.

#### L'optimisation des véhicules de transport

Le Groupe optimise la gestion de son parc de camions et en conséquence favorise le respect de l'environnement en réduisant les émanations de carbone dans l'atmosphère.

Les moyens mis en place pour ce faire sont :

- contrôle régulier des véhicules de transport, chariots élévateurs, wagons, pousseurs et automoteurs,
- sous-traitance des transports à des sociétés disposant de véhicules très récents,
- rationalisation des transports livraison/restitution afin de limiter les déplacements inutiles.

D'une façon générale le maintien en bon état des actifs du Groupe contribue au respect de l'environnement.

## 9. Examen de la situation financière

### 9.1. Situation financière

L'examen de la situation financière est présenté dans le rapport de gestion paragraphe 26.1 page 139.

### 9.2. Résultat d'exploitation

L'examen du résultat d'exploitation est présenté dans le rapport de gestion paragraphe 26.1 page 139.

## 10. Trésorerie et capitaux

### 10.1. Capitaux du Groupe

Les ressources financières et la trésorerie du Groupe sont détaillées dans l'annexe des comptes consolidés chapitre 20.1 note 20 page 82 et note 22 page 84 avec des précisions sur les risques de liquidité chapitre 4.2.2 page 17 et sur les risques de taux chapitre 4.2.3 page 18.

### 10.2. Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie du Groupe sont détaillés et expliqués dans le tableau de flux de trésorerie dans les comptes consolidés chapitre 20.1 page 47 et suivants.

### 10.3. Conditions d'emprunt et structure de financement

Les conditions d'emprunts et la structure de financement sont détaillées dans l'annexe des comptes consolidés chapitre 20.1 note 22 page 84 avec des précisions sur les risques de liquidité chapitre

4.2.2 page 17 et sur les risques de taux chapitre 4.2.3 page 18.

Le Groupe utilise pour se financer une large palette d'instruments de financement :

- les lignes spot (364 jours) et de découvert sont utilisés pour les besoins ponctuels de financement de BFR et de préfinancement d'actifs (permettent de constituer des portefeuilles d'actifs de montants significatifs avant le financement à long terme ou la cession à des investisseurs tiers) ;
- les lignes revolving tirables par billet sont utilisées pour le préfinancement des actifs ;
- les lignes moyen long-terme et les lignes de location financement gardés sur le bilan du Groupe ;
- les lignes de financement d'actifs ( crédit bail, location financière, leasing,...) sont également utilisées pour le financement d'actifs gardés par le Groupe ;
- les lignes de financement d'actifs sans recours contre le Groupe sont utilisées à la fois pour le préfi-

nancement d'actifs (conteneurs maritimes et wagons) et pour le financement long terme des actifs que le Groupe souhaite conserver sur son bilan.

### 10.4. Restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur

À notre connaissance, il n'existe ni de restrictions aux remontées de trésorerie des filiales vers la société mère ni de restrictions à l'utilisation de la trésorerie du Groupe.

### 10.5. Sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements d'investissements

Les sources de financement sont détaillées dans les engagements fermes d'investissement chapitre 5.2.3 page 29.

## 11. Recherche et développement, brevets et licences

Le Groupe n'a pas d'activité de recherche et de développement.

## 12. Informations sur les tendances

### 12.1. Principales tendances jusqu'à la date du document d'enregistrement

Les principales tendances sont détaillées dans le rapport de gestion chapitre 26.1 page 139.

### 12.2. Tendance connue, incertitude ou demande ou tout engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement pour l'exercice en cours

Selon les estimations du Fonds Monétaire International publiées le 19 avril 2006, la croissance

mondiale devait atteindre 4,9 % en 2006. Les premiers calculs de fin d'année du FMI présentent une croissance mondiale de 5,1 % en 2006 et prévoient un léger tassement à 4,9 % pour 2007. Son directeur général indique que malgré le ralentissement de l'économie américaine, dû à la correction du marché immobilier, un atterrissage en douceur semble aujourd'hui plus assuré dans la mesure où les prix plus faibles de l'énergie ont soutenu la croissance du marché de l'emploi et de la consommation mais qu'il reste cependant des risques d'ajustements désordonnés.

## 13. Prévisions ou estimations du bénéfice

Non applicable

### 13.1. Principales hypothèses

Non applicable.

### 13.2. Rapport des commissaires aux comptes – éléments prévisionnels

Non applicable.

## 14. Organes d'administration, de direction et de surveillance

### 14.1. Coordonnées des organes d'administration, de direction et de surveillance

Les organes d'administration, de direction et de Surveillance sont présentés dans le rapport du président du conseil de surveillance paragraphe 27.2 page 151.

### 14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale

Les conflits d'intérêts sont présentés dans le rapport du président du conseil de surveillance paragraphe 27.2 page 151.

# 15. Rémunérations et avantages

## 15.1. Rémunération des mandataires sociaux

La société met à la disposition des gérants le matériel nécessaire à leur activité (voitures, téléphones portables, ordinateurs, etc.).

La rémunération des gérants est statutaire depuis la transformation de TOUAX en société en commandite

par actions et toute évolution est soumise à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires.

Les règles de répartition des jetons de présence sont précisées dans le rapport du Président du conseil de surveillance paragraphe 27.2 page 151 note 1.3.6.

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucune prime d'arrivée ou de départ.

### En 2006

(en milliers d'euros)		Salaires, primes et tout avantage en nature		Jetons de présence	TOTAL
Nom	Fonction	Éléments fixes	Éléments variables		
Serge Beaucamps	membre du CS			6,7	6,7
Jérôme Bethbeze	membre du CS			6,7	6,7
Thomas Haythe	membre du CS			5,0	5,0
Jean Louis Leclercq	membre du CS			6,7	6,7
Philippe Reille	membre du CS			6,7	6,7
Y.C. Abescat (Salvepar)	membre du CS			5,8	5,8
Alexandre Walewski	président du CS		200,2	13,4	213,6
Fabrice Walewski	gérant	119,4	115,5		234,9
Raphaël Walewski	gérant	119,4	124,0		243,4

### En 2005

(en milliers d'euros)		Salaires, primes et tout avantage en nature		Jetons de présence	TOTAL
Nom	Fonction	Éléments fixes	Éléments variables		
Serge Beaucamps	membre du CS			7,2	7,2
Jérôme Bethbeze	membre du CS			7,2	7,2
Thomas Haythe	membre du CS			5,1	5,1
Jean Louis Leclercq	membre du CS			7,2	7,2
Philippe Reille	membre du CS			6,7	6,7
Hugo Vanderpooten (ALMAFIN)	membre du CS			2,4	2,4
Alexandre Walewski	président du CS		198,6	7,2	205,8
Fabrice Walewski	gérant	103,6	105,4	7,8	216,8
Raphaël Walewski	gérant	103,6	96,2	6,3	206,1



## En 2004

(en milliers d'euros)		Salaires, primes et tout avantage en nature		Jetons de présence	TOTAL
Nom	Fonction	Éléments fixes	Éléments variables		
Serge Beaucamps	Administrateur			7,5	7,5
Jérôme Bethze	Administrateur			1,3	1,3
Thomas Haythe	Administrateur			7,5	7,5
Jean Louis Leclercq	Administrateur			5,5	5,5
Philippe Reille	Administrateur			6,9	6,9
Hugo Vanderpooten (ALMAFIN)	Administrateur			5,5	5,5
Alexandre Walewski	Administrateur		200,0	6,9	206,9
Fabrice Walewski	Directeur Général Délégué (coprésident), administrateur	92,8	66,9	15,1	174,8
Raphaël Walewski	Président Directeur Général (coprésident), administrateur	92,8	65,2	13,7	171,7

### 15.2. Retraite et autres avantages

Les gérants bénéficient d'un contrat d'indemnité de fin de carrière (article 82).

La prime annuelle des contrats d'indemnités de fin de carrière dont bénéficient les gérants s'élève à 7,6 milliers d'euros pour les deux contrats.

## 16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction

### 16.1. Durée des mandats

Le fonctionnement des organes d'administration et de direction est présenté dans le rapport du président du conseil de surveillance paragraphe 27.2 page 151.

### 16.2. Conventions réglementées

Les conventions réglementées sont listées dans le rapport de gestion p. 139 et font l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes paragraphe 20.4.3 page 129.

### 16.3. Informations sur les divers comités

Le rapport du président du conseil de surveillance précise l'organisation de la gouvernance d'entreprise paragraphe 1.2 page 152.

### 16.4. Déclaration de conformité au régime de gouvernance d'entreprise

La déclaration de conformité au régime de gouvernance d'entreprise est expliquée dans le rapport du président du conseil de surveillance paragraphe 27.2 page 151.

# 17. Salariés

## 17.1. Répartition de l'effectif

La répartition géographique et par activité de l'effectif au 31 décembre 2006 est la suivante :

	Conteneurs maritimes	Constructions modulaires	Barges fluviales	Wagons	Services centraux	Total
Europe	17	142	112	9	24	304
Asie	5					5
Etats-Unis	2	37				39
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>179</b>	<b>112</b>	<b>9</b>	<b>24</b>	<b>348</b>

## 17.2. Participations et stock-options

Les options de souscription ou d'achat d'actions et les bons de souscription d'actions consenties par TOUAX SCA sont détaillés dans l'annexe des comptes consolidés chapitre 20.1 note 21 page 83.

## 17.3. Politique sociale

Le Groupe a mis en place trois types d'actions en matière sociale afin de répondre aux nécessités engendrées par son développement.

Un dialogue social quotidien et pragmatique avec l'ensemble des intervenants permet :

- ➔ d'optimiser les relations sociales,
- ➔ de répondre plus efficacement aux besoins exprimés,
- ➔ de s'adapter plus rapidement aux évolutions tout en harmonisant les pratiques de gestion du personnel.

Cette approche favorise plus aisément l'anticipation des changements à venir tant conjoncturels que structurels.

Ce dialogue se fait dans le respect des droits de chacune des parties concernées et dans une optique d'ouverture et de transparence. Les décisions et actions issues de ce dialogue permanent sont appliquées avec éthique.

Cette démarche assure le fondement de la réussite de l'ensemble des actions menées par le Groupe en matière de ressources humaines. Le développement des compétences et la mobilité interne sont devenus deux des pivots de la gestion des ressources humaines. Le développement des compétences est une stratégie qui suppose la prise en compte des attentes individuelles des salariés, de leurs compétences d'origine et des besoins actuels et futurs du Groupe. La mise au point concertée de plans de formation individuelle répond à ces différents besoins et apparaît aujourd'hui comme l'un des moteurs internes du développement des compétences des salariés.

Les plans de formation individuelle favorisent à la fois l'épanouissement des salariés mais également la mobilité interne au sein du Groupe qui est devenue, ces dernières années, une réalité active de la gestion du personnel.

Cette politique participe à améliorer la motivation de l'ensemble des salariés et s'inscrit désormais dans la culture d'entreprise de TOUAX.

Une politique active en matière de sécurité est suivie afin de respecter les obligations légales et réglementaires, mais également en terme de prévention en matière de risques au travail.

Cette politique suppose un accroissement des procédures de travail. Pour obtenir des résultats, le

Groupe a fait procéder à un audit en matière de sécurité et a mis en place un plan d'action préventif dont les points essentiels sont :

- ➔ la sensibilisation de l'ensemble des collègues salariés à la prévention des risques dans le travail,
- ➔ une formation régulière sur la sécurité et le secourisme,
- ➔ la diffusion de livrets pédagogiques sur la prévention et la sécurité,
- ➔ le suivi et le contrôle des préconisations par la mise en place de réunions bimensuelles sur les différents sites,
- ➔ un système de reporting interne.

Cette politique est pratique et quotidienne, et génère une plus-value humaine qui impacte de façon positive le processus qualité et l'image commerciale du Groupe.

## 17.4. Participation des salariés dans le capital

La société ne publie pas de bilan social.

Il n'existe pas de plan d'intéressement du personnel. Cependant, certaines catégories de personnel (cadres, agents commerciaux) bénéficient de primes annuelles sur les performances établies sur une base individuelle ou de stock-options.

# 18. Principaux actionnaires

## 18.1. Répartition du capital et des droits de vote

Il n'existe pas de catégorie d'actions ou de titres non représentatifs du capital. Il n'y a pas d'auto-contrôle (détention de titres de TOUAX SCA par ses filiales). L'auto-détention (détention de titres de TOUAX SCA par TOUAX SCA) n'est pas significative (cf. paragraphe actions auto-détenues).

Au 31 décembre 2006	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote	% du capital	% des droits de vote
Alexandre COLONNA WALEWSKI	440 701	855 863	11,34 %	16,69 %
Fabrice COLONNA WALEWSKI	414 193	824 719	10,66 %	16,08 %
Raphaël COLONNA WALEWSKI	408 446	815 431	10,51 %	15,90 %
SALVEPAR	246 928	246 928	6,36 %	4,81 %
Public - titres nominatifs	30 336	41 159	0,78 %	0,80 %
Public - titres au porteur	2 344 915	2 344 915	60,35 %	45,72 %
<b>TOTAL</b>	<b>3 885 519</b>	<b>5 129 015</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Au 31 décembre 2005	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote	% du capital	% des droits de vote
Alexandre COLONNA WALEWSKI	440 701	856 179	11,71 %	17,10 %
Fabrice COLONNA WALEWSKI	419 562	830 087	11,14 %	16,58 %
Raphaël COLONNA WALEWSKI	407 402	813 970	10,82 %	16,26 %
FCP Simbad Actions France	278 942	278 942	7,41 %	5,57 %
Public - titres nominatifs	26 928	35 537	0,72 %	0,71 %
Public - titres au porteur	2 191 384	2 190 817	58,21 %	43,77 %
<b>TOTAL</b>	<b>3 764 919</b>	<b>5 005 532</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

Au 31 décembre 2004	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote	% du capital	% des droits de vote
Alexandre COLONNA WALEWSKI	415 478	830 956	14,64 %	20,37 %
Fabrice COLONNA WALEWSKI	410 526	821 051	14,46 %	20,13 %
Raphaël COLONNA WALEWSKI	406 985	813 970	14,34 %	19,95 %
ALMAFIN	175 999	175 999	6,20 %	4,31 %
Public - titres nominatifs	53 197	61 490	1,87 %	1,51 %
Public- titres au porteur	1 375 942	1 375 942	48,48 %	33,73 %
<b>TOTAL</b>	<b>2 838 127</b>	<b>4 079 408</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>

## 18. Principaux actionnaires

Comme indiqué dans les tableaux ci-dessus, TOUAX SCA est contrôlé par la famille Colonna Walewski. Les titres appartenant à Fabrice Colonna Walewski et à Raphaël Colonna Walewski ont été divisés en usufruit et nue-propiété. La nue-propiété appartient à

Fabrice Colonna Walewski et Raphaël Colonna Walewski. L'usufruit appartient à Alexandre Colonna Walewski. L'usufruitier conserve les droits de vote de l'assemblée générale ordinaire. Le nu propriétaire conserve les droits de vote de l'assemblée générale

extraordinaire. Ainsi, Alexandre Colonna Walewski possède 47,4 % des droits de vote de l'assemblée générale ordinaire. Il est à noter que du fait de la division en usufruit et nue-propiété, Alexandre, Fabrice et Raphaël Colonna Walewski agissent de concert.

Actionnaires	Répartition des actions par nature			Nombre de droits de vote			% en AGO		% en AGE	
	Nombre d'actions	en pleine propriété	en nue propriété	Total	droits de vote simple	droits de vote double	en capital	en droits de vote	en capital	en droits de vote
Alexandre Colonna Walewski	440 701	440 701		855 863	25 539	415 162	31,62	47,41	11,34	16,69
Fabrice Colonna Walewski	414 193	20 303	393 890	824 719	3 667	410 526	0,52	0,72	10,66	16,08
Raphaël Colonna Walewski	408 446	14 556	393 890	815 431	1 461	406 985	0,37	0,51	10,51	15,90
<b>Total groupe majoritaire</b>	<b>1 263 340</b>	<b>475 560</b>	<b>787 780</b>	<b>2 496 013</b>	<b>30 667</b>	<b>1 232 673</b>	<b>32,51</b>	<b>48,64</b>	<b>32,51</b>	<b>48,66</b>
Auto détention	4 185	4 185					0,11		0,11	
SALVEPAR	246 928	246 928		246 928	246 928		6,36	4,81	6,36	4,81
Public	2 371 066	2 371 066		2 386 074	2 364 428	10 823	61,02	46,52	61,02	46,52
<b>TOTAL</b>	<b>3 885 519</b>	<b>3 097 739</b>	<b>787 780</b>	<b>5 129 015</b>	<b>2 642 023</b>	<b>1 243 496</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

L'existence de membres du conseil de surveillance indépendants à ce jour, et le conseil de surveillance permettent de s'assurer que le contrôle n'est pas exercé de manière abusive. Le conseil de surveillance assure le contrôle permanent de la gestion et fait un rapport sur la conduite des affaires sociales et sur les comptes de l'exercice à l'assemblée générale.

### Actionnaires au porteur détenant plus de 5%

Par courrier du 2 décembre 2005, la Société Générale Asset Management a déclaré que la SICAV Sogeactions Opportunités France (ex SG France

Opportunités), dont elle assure la gestion, a franchi en hausse, le 28 novembre 2005, le seuil de 5 % des droits de vote de la société TOUAX et détient 278 942 actions TOUAX représentant autant de droit de vote, soit 7,41 % du capital et 5,57 % des droits de vote, suite à l'exercice de bons de souscription d'actions attribués gratuitement par la société TOUAX à ses actionnaires.

Par courrier du 9 février 2006, la Société Générale a déclaré avoir franchi indirectement en hausse, le 3 février 2006, par suite de la souscription d'actions TOUAX par sa filiale Salvepar dans le cadre d'une augmentation de capital réservée, le seuil de 5 % du

capital de la société TOUAX et détenir à titre indirect par l'intermédiaire de sa filiale Salvepar 246 928 actions représentant autant de droit de vote, soit 6,355 % du capital et 4,815 % des droits de vote.

Par courrier du 15 février 2006, la Société Générale Asset Management a déclaré avoir franchi en baisse, le 7 février 2006, le seuil de 5 % du capital et des droits de vote de la société TOUAX et ne plus détenir aucun titre TOUAX, suite au transfert des actifs de la SICAV Sogeactions Opportunités France consécutif à la fusion absorption de cette SICAV par le FCP Simbad Actions France.

Par courrier du 15 février 2006, la Société Générale Asset Management a déclaré avoir franchi en hausse, le 7 février 2006, le seuil de 5 % du capital et des droits de vote de la société TOUAX et détenir 288 942 actions TOUAX, représentant autant de droit de vote, soit 7,436 % du capital et 5,634 % des droits de vote, suite à la fusion absorption de la SICAV Sogeaactions Opportunités France par le FCP Simbad Actions France géré par la SGAM.

Par courrier du 6 mars 2006, la Société Générale Asset Management a déclaré avoir franchi en baisse, le 3 mars 2006, le seuil de 5 % des droits de vote de la société TOUAX et détenir 253 942 actions TOUAX, représentant autant de droit de vote, soit 6,536 % du capital et 4,952 % des droits de vote, suite à une cession d'actions sur le marché.

Par courrier du 24 mars 2006, la Société Générale a déclaré avoir franchi en hausse, le 17 mars 2006, le seuil de 5 % des droits de vote de la société TOUAX et détenir directement et indirectement, par le biais des sociétés Salvepar, Société Générale et SG option Europe, 261 166 actions TOUAX, représentant autant de droit de vote, soit 6,72 % du capital et 5,09 % des droits de vote, suite à une acquisition d'actions sur le marché.

Par courrier du 6 avril 2006, la Société Générale a déclaré avoir franchi en baisse, le 31 mars 2006, le seuil de 5 % des droits de vote de la société TOUAX et détenir directement et indirectement, par le biais des sociétés Salvepar, Société Générale et SG option Europe, 251 928 actions TOUAX, représentant autant de droit de vote, soit 6,484 % du capital et 4,913 % des droits de vote, suite à une cession d'actions sur le marché.

Il en résulte que :

→ la Société Générale Asset Management détenait, le 3 mars 2006, par le biais des fonds qu'elle gère, 253 942 actions TOUAX, représentant autant de droit

de vote, soit 6,536 % du capital et 4,952 % des droits de vote ;

→ la Société Générale détenait, le 31 mars 2006, directement et indirectement par le biais des sociétés Salvepar, Société Générale et SG option Europe, 251 928 actions TOUAX, représentant autant de droit de vote, soit 6,484 % du capital et 4,913 % des droits de vote.

Aucune autre déclaration n'a été transmise aussi bien à la société TOUAX SCA qu'à l'AMF.

## 18.2. les différents droits de vote

### Droits de vote double

Un droit de vote double est conféré aux actions détenues sous la forme nominative depuis cinq ans au moins par un même actionnaire. Par ailleurs, les actions gratuites attribuées en raison d'actions anciennes assorties d'un droit de vote double bénéficient d'un droit de vote double. Cette disposition est statutaire.

### Limitation des droits de vote

Les actions de la société ne sont assorties d'aucune limitation des droits de vote à l'exception des cas prévus par la loi.

## 18.3. Description de la nature du contrôle

### Plan d'actionnariat salarié

La société TOUAX SCA n'a aucun plan d'actionnariat salarié.

### Ventilation des titres

Au 31 décembre 2006, 39,65 % des titres TOUAX SCA sont nominatifs, le solde étant des actions aux porteurs. 27 % des titres nominatifs sont détenus par des non-résidents.

## Nombre d'actionnaires

La société ne demande pas régulièrement d'étude sur les Titres aux Porteurs Identifiables (TPI) et ne connaît donc pas le nombre exact d'actionnaires. La dernière étude TPI a été réalisée en septembre 1999 et recensait 919 actionnaires. Lors de la dernière assemblée générale mixte (28 juin 2006), le président de séance a reçu 5 pouvoirs, 4 actionnaires ont voté à distance et 12 actionnaires étaient présents.

## 18.4. Divers – Pacte d'actionnaires

### Divers – Pacte d'actionnaires

En vue de bénéficier du régime de la loi Dutreil, Messieurs Alexandre, Fabrice et Raphaël Walewski ont annoncé la signature d'un pacte d'actionnaire en date du 16 mars 2006. Au titre de ce pacte, les signataires se sont engagés à conserver pour une durée initiale de deux ans, 1 203 258 actions représentant 30,97 % du capital et 45,26 % des droits de vote de la société. L'engagement se poursuivra ensuite par tacite reconduction de mois en mois.

Il n'existe pas d'autre forme de capital potentiel que celui exposé dans l'annexe des comptes consolidés chapitre 20.1 note 21 page 118.

## 18.5. Actions auto détenues

Au 31 décembre 2006, la société détenait 4 183 de ses propres actions. Ces actions ont été acquises suite au programme de rachat décidé par l'assemblée générale mixte du 28 juin 2006 en vue de :

→ la régularisation du cours de bourse de l'action de la société par intervention systématique en contre tendance ;

→ consentir des options d'achats d'actions à des salariés ou des dirigeants du Groupe TOUAX ;

→ leur annulation, sous réserve d'une décision ou d'une autorisation de l'assemblée générale extraordinaire ultérieure.

## 18. Principaux actionnaires

Le tableau de déclaration synthétique se présente de la façon suivante :

### Déclaration par TOUAX SCA des opérations réalisées sur ses propres titres du 28 juin 2006 au 28 février 2007

Pourcentage de capital auto détenu de manière directe et indirecte	0,13%
Nombre d'actions annulées au cours des 24 mois	0
Nombre de titres détenus en portefeuille	4 966
Valeur comptable du portefeuille	122 128,31
Valeur de marché du portefeuille	122 163,60

Seul l'objectif de régularisation du cours de bourse de l'action de la société par intervention systématique en contre tendance a été suivi.

Les titres d'auto-contrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les produits de cession de ces titres sont imputés directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les plus ou moins-values n'affectent pas le résultat consolidé.

#### Contrat de liquidité

Un contrat d'animation a été conclu entre TOUAX SCA et AUREL LEVEN le 22 janvier 2003. Un syndicat de liquidité a été constitué afin d'effectuer des opérations visant à faciliter la cotation du titre TOUAX,

sa liquidité, l'animation du marché et la diffusion du capital de la société TOUAX.

Un contrat d'animation a été conclu entre TOUAX SCA et GILBERT DUPONT le 17 octobre 2005. Un compte de liquidité a été constitué pour réaliser des transactions en vue de favoriser leur liquidité et régulariser la cotation du titre TOUAX.

#### Gestion des titres – actionnaires nominatifs purs et administrés

CICO Titres assure le service des titres de TOUAX SCA. Le service des titres consiste à tenir la liste des nominatifs purs et administrés et à prendre en charge toutes les formalités consécutives à la vie des titres. Pour tout renseignement à ce sujet il est possible de contacter CICO Titres – 4, rue des Chauffours – 95 014 Cergy-Pontoise.

## 19. Opérations avec des apparentés

Il n'existe pas d'opérations significatives conclues par le Groupe avec des parties liées. Des matériels pour une valeur brute d'un million d'euros appartenant aux gérants sont gérés par le Groupe. Aucun avantage n'est consenti dans ce cadre aux gérants,

la gestion de ces matériels étant réalisée aux mêmes conditions que celle réalisée pour le compte de tiers. La gestion de ces matériels est, par ailleurs, encadrée par une charte déontologique visée par le conseil de surveillance.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### 20.1. Comptes consolidés

Les comptes consolidés de la société TOUAX SCA sont présentés selon les normes internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS).

#### Compte de résultat consolidé, présenté par fonction au 31 décembre

note n°	(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
	Chiffre d'affaires locatif	150 561	127 968	110 267
	Ventes de matériel	102 143	93 926	70 227
	Commissions	428	98	89
4	<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>253 132</b>	<b>221 992</b>	<b>180 583</b>
5	Plus values de cession	144	2 836	4 547
	<b>Produits des activités</b>	<b>253 276</b>	<b>224 828</b>	<b>185 130</b>
	Coût d'achat des ventes	(91 829)	(88 177)	(65 135)
	Dépenses opérationnelles des activités	(65 493)	(59 200)	(57 118)
	Frais généraux, commerciaux et administratifs des activités	(14 117)	(10 974)	(10 314)
	Frais centraux	(3 475)	(3 647)	(3 061)
	<b>MARGE BRUTE D'EXPLOITATION ( EBITDA )</b>	<b>78 362</b>	<b>62 830</b>	<b>49 502</b>
9	Amortissements et pertes de valeur	(8 436)	(7 523)	(5 795)
	<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT DISTRIBUTION AUX INVESTISSEURS</b>	<b>69 926</b>	<b>55 307</b>	<b>43 707</b>
10	Distribution nette aux investisseurs	(54 690)	(46 681)	(36 862)
	<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION APRÈS DISTRIBUTION AUX INVESTISSEURS</b>	<b>15 236</b>	<b>8 626</b>	<b>6 845</b>
	Autres produits & charges opérationnels	0	0	0
	<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>15 236</b>	<b>8 626</b>	<b>6 845</b>
	Produit de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	772	286	145
	Coût de l'endettement financier brut	(5 292)	(2 847)	(3 330)
	<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(4 520)</b>	<b>(2 561)</b>	<b>(3 185)</b>
	Autres produits et charges financiers	(79)	(107)	(532)
11	<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(4 599)</b>	<b>(2 668)</b>	<b>(3 717)</b>
	<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>10 637</b>	<b>5 958</b>	<b>3 128</b>
12	Impôt sur les bénéfices	(4 081)	(2 318)	(337)
	<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>	<b>6 556</b>	<b>3 640</b>	<b>2 791</b>
	Résultat des activités abandonnées	0	0	0
	<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE</b>	<b>6 556</b>	<b>3 640</b>	<b>2 791</b>
	Part des intérêts minoritaires	642	442	386
	<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE</b>	<b>7 198</b>	<b>4 082</b>	<b>3 177</b>
	<b>RÉSULTAT NET PAR ACTION</b>	<b>1,86</b>	<b>1,40</b>	<b>1,12</b>
	<b>RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION</b>	<b>1,82</b>	<b>1,40</b>	<b>1,09</b>



## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### Compte de résultat consolidé, présenté par nature au 31 décembre

note n°	(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
4	<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>253 132</b>	<b>221 992</b>	<b>180 583</b>
5	Plus values de cession	144	2 836	4 547
	<b>Produits des activités</b>	<b>253 276</b>	<b>224 828</b>	<b>185 130</b>
6	Achats et autres charges externes	(156 991)	(147 802)	(124 372)
7	Charges de personnel	(14 991)	(14 643)	(11 550)
8	Autres produits & charges d'exploitation	(2 418)	549	(681)
	<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>78 876</b>	<b>62 931</b>	<b>48 527</b>
	Provisions d'exploitation	(514)	(101)	975
	<b>MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDA)</b>	<b>78 362</b>	<b>62 830</b>	<b>49 502</b>
9	Amortissements et pertes de valeur	(8 436)	(7 523)	(5 795)
	<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT DISTRIBUTION AUX INVESTISSEURS</b>	<b>69 926</b>	<b>55 307</b>	<b>43 707</b>
10	Distributions nettes aux investisseurs	(54 690)	(46 681)	(36 862)
	<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION APRÈS DISTRIBUTION AUX INVESTISSEURS</b>	<b>15 236</b>	<b>8 626</b>	<b>6 845</b>
	Autres produits & charges opérationnels	0	0	0
	<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>15 236</b>	<b>8 626</b>	<b>6 845</b>
	Produit de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	772	286	145
	Coût de l'endettement financier brut	(5 292)	(2 847)	(3 330)
	<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(4 520)</b>	<b>(2 561)</b>	<b>(3 185)</b>
	Autres produits et charges financiers	(79)	(107)	(532)
11	<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(4 599)</b>	<b>(2 668)</b>	<b>(3 717)</b>
	<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>10 637</b>	<b>5 958</b>	<b>3 128</b>
12	Impôt sur les bénéfices	(4 081)	(2 318)	(337)
	<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>	<b>6 556</b>	<b>3 640</b>	<b>2 791</b>
	Résultat des activités abandonnées	0	0	0
	<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE</b>	<b>6 556</b>	<b>3 640</b>	<b>2 791</b>
	Part des intérêts minoritaires	642	442	386
	<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE</b>	<b>7 198</b>	<b>4 082</b>	<b>3 177</b>
	<b>RÉSULTAT NET PAR ACTION</b>	<b>1,86</b>	<b>1,40</b>	<b>1,12</b>
	<b>RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION</b>	<b>1,82</b>	<b>1,40</b>	<b>1,09</b>

Le résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs correspond au résultat opérationnel courant tel que défini par le CNC. Le résultat financier est détaillé dans la note 11 qui précise le montant des produits financiers correspondant aux produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie, des frais financiers correspondants au coût de l'endettement financier brut, le total frais financiers nets correspondant au coût de l'endettement financier net. Les autres produits et charges opérationnels correspondent à des éléments « en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents » (cf. § 5.5.5 CNC 2004-R02).

## Bilan consolidé au 31 décembre

note n°	(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
<b>ACTIF</b>				
13	Goodwill	5 172	7 142	2 644
	Immobilisations incorporelles	132	114	51
14	Immobilisations corporelles	130 161	103 547	74 046
15	Actifs financiers à long terme	6 282	8 335	11 128
16	Autres actifs non courants	1 423	1 199	1 116
26	Impôts différés actifs	0	2 174	3 248
	<b>Total actifs non courants</b>	<b>143 170</b>	<b>122 509</b>	<b>92 233</b>
17	Stocks et en-cours	37 353	10 536	13 033
18	Clients et comptes rattachés	40 620	35 251	28 094
19	Autres actifs courants	12 335	11 924	14 092
20	Trésorerie et équivalents	28 309	26 071	32 154
	<b>Total actifs courants</b>	<b>118 617</b>	<b>83 782</b>	<b>87 373</b>
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>261 787</b>	<b>206 291</b>	<b>179 606</b>
<b>PASSIF</b>				
	Capital social	31 084	30 119	22 705
	Réserves	22 191	22 188	7 986
	Résultat de l'exercice, part du groupe	7 198	4 082	3 177
	<b>Capitaux propres du groupe</b>	<b>60 473</b>	<b>56 389</b>	<b>33 868</b>
	Intérêts minoritaires	[7]	[167]	146
21	<b>Capitaux propres de l'ensemble</b>	<b>60 466</b>	<b>56 222</b>	<b>34 014</b>
22	Emprunts et passifs financiers	75 731	48 132	42 391
26	Impôts différés passifs	3 148	1 196	729
	Indemnités de départ en retraite et assimilés	182	151	153
23	Autres passifs long terme	1 909	5 291	8 155
	<b>Total passifs non courants</b>	<b>80 970</b>	<b>54 769</b>	<b>51 428</b>
	Provisions	181	215	267
22	Emprunts et concours bancaires courants	37 586	43 315	30 271
24	Dettes fournisseurs	54 037	24 369	35 776
25	Autres passifs courants	28 547	27 401	27 850
	<b>Total passifs courants</b>	<b>120 351</b>	<b>95 300</b>	<b>94 164</b>
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>261 787</b>	<b>206 291</b>	<b>179 606</b>

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Réserves variation de juste valeurs des instruments financiers dérivés (SWAPS)	Résultat net de la période	Total capitaux propres du groupe	Part intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2004	2 838 127	22 705	3 144	7 364			33 213	684	33 897
Écart de conversion				(484)			(484)	21	(462)
Résultat du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2004						3 177	3 177	(387)	2 790
Total des charges et produits comptabilisés				(484)		3 177	2 693	(365)	2 328
Dividendes versés				(1 710)			(1 710)		(1 710)
Variation du périmètre et divers				(297)			(297)	(173)	(470)
Titres d'autocontrôle				(31)			(31)		(31)
Situation au 31 décembre 2004	2 838 127	22 705	3 144	4 842	0	3 177	33 868	146	34 014
Situation au 31 décembre 2004	2 838 127	22 705	3 144	4 842	0	3 177	33 868	146	34 014
Incidence de la première application de IAS 32/39				(348)	(97)		(445)		(445)
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	2 838 127	22 705	3 144	4 494	(97)	3 177	33 423	146	33 569
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés					49		49		49
Écart de conversion				2 496			2 496	(44)	2 453
Résultat 2005						4 082	4 082	(442)	3 640
Total des charges et produits comptabilisés				2 496	49		6 628	(486)	6 143
Augmentation de capital	926 792	7 414	10 675				18 089		18 089
Affectation du résultat net 2004				3 177		(3 177)	0		0
Dividendes versés				(1 703)			(1 703)		(1 703)
Variation du périmètre et divers				25			25	173	198
Titres d'autocontrôle				(73)			(73)		(73)
Situation au 31 décembre 2005	3 764 919	30 119	13 818	8 416	(47)	4 082	56 389	(166)	56 222
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	3 764 919	30 119	13 818	8 416	(47)	4 082	56 389	(166)	56 222
Rémunération statutaire des commandités				(122)			(122)	0	(122)
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés					(5)		(5)	0	(5)
Écart de conversion				(2 223)			(2 223)	22	(2 201)
Stock option				8			8		8
Résultat 2006						7 198	7 198	(642)	6 556
Total des charges et produits comptabilisés				(2 337)	5	7 198	4 856	(620)	4 236
Augmentation de capital	120 600	965	1 569				2 534	0	2 534
Affectation du Résultat net 2005			(930)	5 013		(4 082)	0	0	0
Dividendes versés				(2 635)			(2 635)	0	(2 635)
Variation du périmètre et divers				(677)			(677)	779	102
Titres d'autocontrôle				6			6		6
Situation au 31 décembre 2006	3 885 519	31 084	14 457	7 785	(47)	7 198	60 473	(7)	60 466

## Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	6 556	3 641	2 791
Amortissements	8 404	7 524	5 670
Sortie Goodwill	1 968		
Provisions	4 365	1 598	713
Plus & moins values de cession	(144)	(2 836)	(4 547)
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie (stock option)	9		
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net &amp; impôt</b>	<b>21 158</b>	<b>9 927</b>	<b>4 627</b>
Coût de l'endettement financier net	4 520	2 560	3 185
Charge d'impôt courant	321	407	294
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net &amp; impôt</b>	<b>25 999</b>	<b>12 894</b>	<b>8 106</b>
Impôts versés	(321)	(407)	(294)
<b>A Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité</b>	<b>689</b>	<b>(15 554)</b>	<b>(661)</b>
<b>I – FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>26 367</b>	<b>(3 067)</b>	<b>7 151</b>
<b>Opérations d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations	(39 963)	(54 851)	(19 159)
Variation nette des prêts et avances	(2 766)	(381)	569
Produits de cessions des actifs	2 058	28 450	28 014
<b>B Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'Investissement</b>	<b>(1 604)</b>	<b>3 488</b>	<b>976</b>
Trésorerie à la clôture des filiales entrée ou sortie du périmètre	0	0	6
Incidence des variations de périmètre	96	(8 454)	
<b>II – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(42 179)</b>	<b>(31 748)</b>	<b>10 406</b>
<b>Opérations de financement</b>			
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	77 450	43 468	12 539
Remboursements d'emprunts	(53 145)	(34 163)	(17 398)
Variation nette des dettes financières	24 305	9 305	(4 859)
Augmentation des capitaux propres	2 534	18 014	0
Coût de l'endettement financier net	(4 520)	(2 561)	(3 185)
Distribution de dividendes	(2 635)	(1 703)	(1 710)
Rémunération statutaire des commandités	(122)		
Cession (acq.) nette actions propres	7		
<b>III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>19 569</b>	<b>23 055</b>	<b>(9 754)</b>
Incidence des variations des cours des devises	(1 365)	2 305	(1 361)
<b>IV - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX VARIATIONS DE CHANGE</b>	<b>(1 365)</b>	<b>2 305</b>	<b>(1 361)</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (II) + (III) + (IV)</b>	<b>2 392</b>	<b>(9 455)</b>	<b>6 442</b>
<b>Analyse de la variation de trésorerie</b>			
Trésorerie en début d'exercice	20 136	29 590	23 149
<b>TRÉSORERIE EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>22 528</b>	<b>20 136</b>	<b>29 591</b>
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>2 392</b>	<b>(9 454)</b>	<b>6 442</b>

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

(en milliers d'euros)		2006	2005	2004
<b>A</b>	<b>Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité</b>			
	Stocks et en-cours	(28 660)	6 923	(9 455)
	Variation des clients et comptes rattachés	(6 689)	2 752	(7 981)
	Autres actif courants	(967)	2 396	(5 938)
	Dettes fournisseurs	31 853	(17 383)	10 237
	Autres dettes	5 152	(10 242)	12 476
	<b>Variation du BFR d'Exploitation</b>	<b>689</b>	<b>(15 554)</b>	<b>(661)</b>
<b>B</b>	<b>Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'Investissement</b>			
	Créances / Immobilisations & Comptes Rattachés	189	804	497
	Dettes / Immobilisations & Comptes Rattachés	(1 793)	2 684	479
	<b>Variation du BFR d'Investissement</b>	<b>(1 604)</b>	<b>3 488</b>	<b>976</b>

Au 31 décembre 2006, les entrées de trésorerie générées par les activités opérationnelles s'élèvent à 26,4 millions d'euros en hausse de 29,4 millions d'euros comparé au 31 décembre 2005. Cette hausse est principalement liée à la baisse de la variation du besoin en fonds de roulement de 16,2 millions d'euros détaillée dans le tableau ci-dessus. Les importantes variations de besoin en fond de roulement s'expliquent d'une année sur l'autre d'une part par le décalage de trésorerie entre le paiement des fournisseurs des conteneurs maritimes et la variation de stocks de conteneurs maritimes qui sont destinés à être vendus dans le cadre de programme de gestion, puis d'autres part par le poste client. Les ventes de matériels dans le cadre de programme de gestion sont récurrentes mais peuvent présenter un décalage d'un trimestre à l'autre. Ces décalages génèrent des variations du besoin en fonds de roulement. Ainsi en 2006, la variation de stocks augmente dans les mêmes proportions que la variation des fournisseurs. Les stocks sont com-

posés en grande partie par les conteneurs maritimes et sont destinés à être cédés dans le cadre de programmes de gestion dont la réalisation est prévue pour 2007. En 2005, la variation du BFR correspondait au paiement de fournisseurs qui avaient livré du matériel vendu l'année précédente.

Les sorties de trésorerie liées aux opérations d'investissements s'élèvent à 42,2 millions d'euros en hausse de 10,5 millions d'euros comparées au 31 décembre 2005. Les nouveaux investissements portés au bilan du groupe TOUAX SCA sont moindre qu'en 2005, 40 millions d'euros en 2006 contre 54,9 millions d'euros en 2005. Toutefois les cessions d'immobilisations sont nettement inférieures à 2005 (2,1 millions d'euros en 2006 contre 28,4 millions d'euros en 2005).

Les entrées de trésorerie liées aux opérations de financement s'élèvent à 19,6 millions d'euros en baisse de 3,4 millions d'euros comparé à 2005. Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement de 2005 ont bénéficié de l'augmentation de

capital de la maison mère pour 18 millions d'euros. En 2006, ces mêmes flux de trésorerie ont bénéficié d'une augmentation de capital réservée début 2006 pour 2,5 millions d'euros.

Les variations de change sur les flux de trésorerie baissent de 3,7 millions d'euros en 2006 comparé à 2005 suite à la baisse du dollar (1 euro = 1,1797 usd au 31 décembre 2005 ; 1 euro = 1,3170 au 31 décembre 2006). Ces variations de change correspondent à la différence entre le taux de clôture et taux moyen sur les flux de trésorerie. (taux moyen 2006 1 euro = 1,2557 USD).

Les opérations d'investissement de 42,2 millions d'euros ont été financées par les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles pour 26,4 millions d'euros et par les flux de trésorerie générés par les opérations de financements pour 19,6 millions d'euros, générant une variation positive de trésorerie de 2,4 millions d'euros après l'incidence de change de - 1,4 million d'euros.

## Annexe aux comptes consolidés

### note 1. Principes et méthodes comptables

#### note 1.1. Bases de préparation et de présentation des comptes annuels du 31 décembre 2006

En application du règlement n°1606/2002 de la Commission Européenne adopté le 19 juillet 2002 pour l'ensemble des sociétés cotées de l'Union Européenne, TOUAX SCA publie ses états financiers consolidés de l'exercice 2006 dans le référentiel IFRS («International Financial Reporting Standards») émis par l'IASB («International Accounting Standards Board») et applicable au 31 décembre 2006, tel qu'approuvé par les Règlements Européens de la Commission Européenne à la date du 31 décembre 2006.

Les nouvelles normes IFRS ou interprétations IFRIC entrées en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 n'ont pas eu d'effets significatifs sur l'information financière présentée :

- ➔ Amendement d'IAS 19 sur les écarts actuariels, les régimes Groupe et les informations à fournir ;
- ➔ Amendement d'IAS 39 sur l'option juste valeur et sur la couverture de flux de trésorerie au titre de transactions intragroupe futures ;
- ➔ Amendement d'IAS 21 sur les effets des variations des cours des monnaies étrangères.

Le Groupe n'applique par anticipation aucune des normes ou interprétations adoptées par l'Union Européenne qui ne seront d'application obligatoire qu'en 2007, en particulier :

- ➔ La norme IFRS 7 «Instruments financiers – Information à fournir».
- ➔ L'amendement d'IAS 1 «Informations à fournir sur le capital».

Les comptes annuels du 31 décembre 2006 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil de Gérance de TOUAX SCA le 26 mars 2007 et présentés au conseil de surveillance le même jour.

#### note 1.2. Principes généraux d'évaluation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et de certains actifs financiers qui sont évalués à leur juste valeur (cf. § note 1.18.1).

#### note 1.3. Recours à des estimations

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment les immobilisations corporelles, les goodwill, les actifs financiers, les instruments financiers dérivés, les stocks et en-cours, les provisions pour risques et charges et les impôts différés et les indemnités de départ à la retraite.

#### note 1.4. Méthodes de consolidation

Les comptes annuels du Groupe comprennent les comptes de TOUAX SCA et de ses filiales couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2006.

Les sociétés contrôlées majoritairement par TOUAX SCA sont consolidées par intégration globale avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.

Les entités créées pour la titrisation d'actifs ne sont pas retenues dans la consolidation, car elles ne constituent pas des entités ad hoc contrôlées au sens de SIC 12 «Consolidation – Entités ad hoc» (cf. annexe des comptes consolidés note 1.6 page 54).

La liste des sociétés retenues dans la consolidation figure ci-après dans l'annexe des comptes consolidés note 2 page 63.

Les transactions commerciales et financières entre les sociétés consolidées sont éliminées, ainsi que les profits internes.

#### note 1.5. Conversion des monnaies étrangères

##### note 1.5.1. Conversion des états financiers en devises des filiales étrangères

La monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe est l'euro.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement la monnaie locale. Lorsque la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie tierce, la monnaie de fonctionnement est cette monnaie tierce.

Les comptes des sociétés étrangères du Groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle. Les comptes des sociétés étrangères sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe (euro) de la manière suivante :

- ➔ les actifs et passifs des filiales étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture ;
- ➔ les capitaux propres, maintenus au cours historique, sont convertis au cours de clôture ;
- ➔ les comptes de résultat et flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de la période ;

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

■ les pertes ou profits résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont comptabilisés dans une réserve de conversion incluse dans les capitaux propres consolidés.

Les goodwill dégagés lors d'une acquisition de société étrangère sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de la société acquise. Ils sont par la suite convertis, au cours de clôture, dans la monnaie de présentation du Groupe. Les différences résultant de cette conversion sont comptabilisées dans les capitaux propres consolidés.

Conformément à l'option autorisée par IFRS 1 « Première adoption des IFRS », le Groupe a choisi de reclasser au poste « Réserves de consolidation », les « Réserves de conversion » accumulées au 1<sup>er</sup> janvier 2004 résultant du mécanisme de conversion des comptes des filiales étrangères.

Lors de la cession d'une filiale étrangère, les écarts de change accumulés au compte « Réserves de conversion » depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, sont recyclés en compte de résultat comme une composante du profit ou de la perte de sortie.

### note 1.5.2. Conversion des transactions en devises

Les opérations en devises étrangères réalisées par les sociétés consolidées sont converties dans leur monnaie fonctionnelle, aux taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont convertis aux cours de change à la date de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion (gains et pertes latents) sont comptabilisés en résultat financier.

Les différences de change relatives à un élément monétaire qui, en substance, fait partie intégrante de l'investissement net dans une filiale étrangère consolidée sont inscrites dans les capitaux pro-

pres (dans le poste « Réserves de conversion ») jusqu'à la cession ou la liquidation de cet investissement net.

### note 1.6. Comptabilisation des opérations de titrisation d'actifs

Des opérations de titrisation d'actifs ont été réalisées dans l'activité « Conteneurs maritimes » par la création des trusts CLR 95, TCLRT 98 et TLR 2001, et dans l'activité « Constructions Modulaires » par la constitution du GIE Modul Finance I.

Ces opérations de titrisation ont permis au Groupe d'accroître sa capacité de loueur opérationnel, en faisant appel à des investisseurs extérieurs qui se portent acquéreurs des actifs nécessaires aux activités de location et de services du Groupe, et en assurent le financement.

Chacune de ces opérations de titrisation a été analysée de manière détaillée et en substance au regard de l'interprétation SIC 12 « Consolidation – Entités ad hoc » (cf. ci-après). Aucune d'entre elles n'aboutit au contrôle d'une entité ad hoc. En conséquence, les Trusts et le GIE Modul Finance I ne sont pas consolidés par le groupe TOUAX.

Ces opérations et leurs incidences sur les comptes sont décrites dans les notes de l'annexe (cf. annexe des comptes consolidés note 27.6 page 94, note 27.7 page 96, note 27.8 page 97 et note 27.9 page 100).

### ■ Analyse des opérations de titrisation d'actifs

SIC 12 prévoit dans son paragraphe 10 : « En plus des situations décrites dans IAS 27.13, les circonstances suivantes peuvent, par exemple, indiquer une relation dans laquelle une entité contrôle une entité ad hoc et doit en conséquence consolider l'entité ad hoc (des commentaires supplémentaires sont donnés dans l'Annexe de la présente Interprétation) :

(a) en substance, les activités de l'entité ad hoc sont menées pour le compte de l'entité selon ses besoins opérationnels spécifiques de façon à ce que l'entité obtienne des avantages de l'activité de l'entité ad hoc ;

(b) en substance, l'entité a les pouvoirs de décision pour obtenir la majorité des avantages des activités de l'entité ad hoc ou, en mettant en place un mécanisme « de pilotage automatique », l'entité a délégué ces pouvoirs de décision ;

(c) en substance, l'entité a le droit d'obtenir la majorité des avantages de l'entité ad hoc et par conséquent peut être exposée aux risques liés aux activités de l'entité ad hoc ; ou

(d) en substance, l'entité conserve la majorité des risques résiduels ou inhérents à la propriété relatifs à l'entité ad hoc ou à ses actifs afin d'obtenir des avantages de ses activités. »

Les prestations de services ou de gestion d'actifs fournies par le Groupe ont été conclues dans le cadre d'entités préexistantes et non constituées aux seules fins opérationnelles spécifiques du Groupe. Le Groupe ne dispose pas des pouvoirs de décision sur les entités concernées ou sur leurs actifs. Le Groupe ne dispose pas de droits aboutissant à lui conférer la majorité des avantages économiques des dites entités ou à lui transférer la majorité des risques liés aux activités ou aux actifs de titrisation. Une information complète sur ces opérations est fournie en annexe (cf. annexe des comptes consolidés note 27.6 page 94, note 27.7 page 96, note 27.8 page 97 et note 27.9 page 100).

### note 1.6.1. GIE Modul Finance I

a) Les services fournis par le Groupe TOUAX dans le cadre de l'activité du GIE n'auraient pas nécessairement existé si ce GIE n'avait pas été constitué. En d'autres termes, le GIE n'a pas été constitué pour les besoins opérationnels spécifiques du Groupe. Le GIE



Modul Finance I est considéré comme un simple investisseur en matériel auquel le Groupe fournit une prestation de gestion d'actifs comme à ses autres investisseurs.

b) Le Groupe n'a pas le pouvoir de décision ou de gestion sur le GIE Modul Finance I. Il n'a pas par exemple le pouvoir de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer à leur modification.

c) Les avantages financiers dont le Groupe bénéficie pour le GIE Modul Finance I se limitent à la valeur nette de la commission de démarrage et des commissions de gestion des matériels appartenant au GIE. Ces avantages ne sont pas significatifs comparés à la valeur des matériels. Par ailleurs, le Groupe ne bénéficie pas de droit sur la propriété des matériels à la liquidation du GIE.

d) Dans le cas où le rendement des matériels appartenant au GIE ne permettrait pas au GIE d'atteindre sa rentabilité escomptée, le GIE a la possibilité de ponctionner les dépôts de garantie versés par le Groupe. Le Groupe ne garantit aucun loyer fixe. Le Groupe ne garantit pas la rentabilité du GIE. Comme pour le Trust 1995 détaillé dans les paragraphes suivants, les risques financiers du Groupe relatifs au GIE Modul Finance I sont limités aux dépôts de garantie, prêts et autres avances tels qu'ils sont présentés dans l'annexe des comptes consolidés note 27.6 page 94. Ces risques ne sont pas significatifs comparés à la valeur des matériels. Il existe aussi des risques opérationnels liés aux conséquences de défauts du GIE pouvant engendrer la perte de gestion du parc de constructions modulaires appartenant au GIE.

En conséquence, le Groupe n'exerçant pas de contrôle sur le GIE au sens de SIC 12, le GIE Modul Finance I ne fait pas partie du périmètre de consolidation.

#### note 1.6.2. Trust CLR 95

a) Le Trust 1995 n'existait pas pour les besoins opérationnels spécifiques du Groupe. Les prestations de gestion d'actifs du Trust 1995 n'auraient pas été fournies par le Groupe si le Trust 1995 n'avait pas été constitué. Le Trust 1995 est pour le Groupe un simple investisseur en matériel parmi d'autres.

b) Le Groupe n'avait pas le pouvoir de décision ou de gestion sur le Trust 1995. Il n'avait pas le pouvoir de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer à leur modification. Le Groupe ne pouvait pas par exemple s'opposer formellement à la décision prise par le Trust 1995 de céder l'intégralité de ses actifs.

c) Les avantages financiers dont le Groupe a bénéficié pour le Trust 1995 se limitaient à la valeur nette de la commission de démarrage et des commissions de gestion des matériels appartenant au Trust 1995. Ces avantages n'étaient pas significatifs comparés à la valeur des matériels. Par ailleurs, le Groupe ne bénéficiait pas de droit sur la propriété des matériels lors de la vente de ces matériels. Le Groupe n'a pas racheté les matériels du Trust 1995.

d) Dans le cas où le rendement des matériels appartenant au Trust 1995 ne permettait pas au Trust 1995 d'atteindre sa rentabilité escomptée, le Trust avait la possibilité de ponctionner les dépôts de garantie versés par le Groupe. Le Trust étant techniquement en défaut, celui-ci a ponctionné l'intégralité des dépôts de garantie versés par le Groupe et qui ont été provisionnés. Le Groupe n'a garanti aucun loyer fixe. Le Groupe n'a pas garanti la rentabilité du Trust 1995. Le Groupe était propriétaire de 10 % de «l'equity» du Trust 1995. Les risques du Groupe se sont limités aux dépôts de garantie et à sa part dans «l'equity» tels qu'ils sont présentés dans l'annexe des comptes consolidés note 27.7 page 96. Ces risques ne sont pas significatifs comparés à la valeur

des matériels. Le Groupe n'a subi aucune perte complémentaire autre que les éléments mentionnés ci-dessus lors de l'arrêt anticipé du Trust 1995 et malgré le fait que le Trust était en défaut.

En conséquence, le Groupe n'exerçant pas de contrôle sur le Trust 1995 au sens de SIC 12, le Trust 1995 ne fait pas partie du périmètre de consolidation.

#### note 1.6.3. Trust TCLRT 98

a) Les prestations de service fournies par le Groupe dans le cadre de la gestion des actifs du Trust 1998 n'auraient pas existé si le Trust 1998 n'avait pas été constitué. Le Trust 1998 n'est qu'un investisseur en matériel parmi d'autres.

b) Le Groupe n'a pas le pouvoir de décision ou de gestion sur le Trust 1998. Il n'a pas le pouvoir de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer à leur modification. Le Groupe a par exemple demandé l'autorisation au Trust 1998 de céder certains de leurs matériels «au fil de l'eau». Le Trust n'ayant pas donné son autorisation, le Groupe n'a pas le droit de procéder à ces cessions.

c) Les avantages financiers dont le Groupe bénéficie pour le Trust 1998 se limitent à la valeur nette de la commission de démarrage et des commissions de gestion des matériels appartenant au Trust 1998. Ces avantages ne sont pas significatifs comparés à la valeur des matériels. Par ailleurs, le Groupe ne bénéficie pas de droit sur la propriété des matériels lors de la vente de ces matériels.

d) Dans le cas où le rendement des matériels appartenant au Trust 1998 ne permettrait pas au Trust 1998 d'atteindre sa rentabilité escomptée, le Trust a la possibilité de ponctionner les dépôts de garantie versés par le Groupe. Le Groupe ne garantit aucun loyer fixe. Le Groupe ne garantit pas la rentabilité du Trust 1998. Comme pour le Trust 1995, les risques du Groupe rela-

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

tifs au Trust 1998 sont limités aux dépôts de garantie et autres avances tels qu'ils sont présentés dans l'annexe des comptes consolidés note 27.8 page 97. Ces dépôts de garantie et autres avances sont en partie provisionnés dans les comptes du Groupe. Ces risques ne sont pas significatifs comparés à la valeur des matériels. Il est à noter par ailleurs que contrairement au Trust 1995, le Groupe ne possède pas une part de «l'equity» du Trust 1998. Il est à noter par ailleurs que le 27 février 2007, Radian Asset Insurance Inc a notifié par courrier à la société TOUAX un événement de défaut sur le Trust 98. La notification de cet événement de défaut permet à la société Radian Asset Insurance Inc, assureur de la dette Senior, de se réserver le droit de demander la cession du Trust et de l'ensemble de ses actifs. Le Groupe, par prudence, a estimé le résultat de la cession immédiate des actifs du Trust. Cette cession immédiate aurait pour conséquence pour le Groupe le non-remboursement de certains dépôts de garantie et avances réalisés au Trust 98. Les comptes de dépôts de garantie et les avances enregistrés à l'actif du Groupe qui ne seraient pas remboursés ont de ce fait été entièrement dépréciés.

En conséquence, le Groupe n'exerçant pas de contrôle sur le Trust 1998 au sens de SIC 12, le Trust 1998 ne fait pas partie du périmètre de consolidation.

### note 1.6.4. Trust TLR 2001

a) Le Groupe n'aurait pas fourni les prestations de service qui existent dans le cadre de l'activité du Trust 2001 si ce Trust n'avait pas été constitué. Le Trust 2001 n'est qu'un investisseur en matériel parmi d'autres.

b) Le Groupe n'a pas le pouvoir de décision ou de gestion sur le Trust 2001. Il n'a pas par exemple le pouvoir de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer à leur modification.

c) Les avantages financiers dont le Groupe bénéficie pour le Trust 2001 se limitent à la valeur nette de la

commission de démarrage et des commissions de gestion des matériels appartenant au Trust 2001. Ces avantages ne sont pas significatifs comparés à la valeur des matériels. Contrairement aux autres titrisations d'actifs, le Groupe possède une option d'achat sur les matériels lors de la liquidation du Trust 2001. Cette option d'achat est à une valeur de marché et n'est pas suffisamment attractive pour que le Groupe ait la certitude de racheter les matériels à la liquidation du Trust 2001. À ce jour, Le Groupe n'envisage pas de racheter les matériels du Trust 2001.

d) Dans le cas où le rendement des matériels appartenant au Trust 2001 ne permettrait pas au Trust 2001 d'atteindre sa rentabilité escomptée, le Trust a la possibilité de ponctionner les dépôts de garantie versés par le Groupe. Le Groupe ne garantit aucun loyer fixe. Le Groupe ne garantit pas la rentabilité du Trust 2001. Comme pour le Trust 1995, les risques du Groupe relatifs au Trust 2001 sont limités aux réserves de liquidité telles qu'elles sont présentées dans l'annexe des comptes consolidés note 27.9 page 100. Ces risques ne sont pas significatifs comparés à la valeur des matériels. Il est à noter par ailleurs que contrairement au Trust 1995, le Groupe ne possède pas une part de «l'equity» du Trust 2001.

En conséquence, le Groupe n'exerçant pas de contrôle sur le Trust 2001 au sens de SIC 12, le Trust 2001 ne fait pas partie du périmètre de consolidation.

### note 1.7. Goodwill

Les goodwills représentent l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs diminuée des passifs des sociétés acquises à la date de prise de contrôle. L'affectation initiale peut être revue sur un délai de douze mois.

Conformément à IFRS 3 «Regroupements d'entreprises», les goodwills ne sont pas amortis. Conformément à IAS 36 «Dépréciation d'actifs», ils

font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an ou plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (en général l'entité juridique) à laquelle est affecté ou rattaché le goodwill est au moins égale à sa valeur nette comptable (cf. annexe des comptes consolidés note 1.10 page 57). Si une perte de valeur est constatée, une provision de caractère irréversible est constatée dans le résultat d'exploitation, sur une ligne spécifique.

Conformément aux mesures transitoires autorisées par IFRS 1 «Première adoption des IFRS», les acquisitions et regroupements d'entreprises comptabilisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 n'ont pas été retraités, et les goodwills comptabilisés à cette date, ont été inscrits dans le bilan d'ouverture du 1<sup>er</sup> janvier 2004 pour leur montant net d'amortissement devenant leur nouvelle valeur comptable en IFRS.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe TOUAX dans une entité déjà contrôlée, l'acquisition complémentaire de titres impacte directement les capitaux propres pour la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote part complémentaire acquise.

### note 1.8. Immobilisations incorporelles

Les amortissements des logiciels informatiques qui figurent dans les immobilisations incorporelles sont calculés linéairement sur une durée de 3 ans.

### note 1.9. Immobilisations corporelles

#### note 1.9.1. Évaluation au coût net d'amortissements et de dépréciation

Hormis le cas où elles sont acquises lors d'une acquisition de société, les immobilisations corporel-

les sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Les plus-values provenant de cessions intragroupe et les réévaluations du fait de fusions et d'apports partiels d'actifs sont éliminées dans les comptes consolidés. À chaque arrêté, le coût d'acquisition est diminué de l'amortissement cumulé et des provisions pour dépréciation déterminées selon IAS 36 – Dépréciation d'actifs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.10 page 57).

Les coûts des emprunts servant à financer les actifs sur une longue période de mise en service ou de fabrication ne sont pas incorporés dans le coût d'entrée des immobilisations : ils sont comptabilisés en charges de la période.

#### note 1.9.2. Approche par composants

IAS 16 « Immobilisations corporelles » requiert d'identifier les principaux composants d'une immobilisation présentant une durée d'utilité inférieure à celle de l'immobilisation principale, afin qu'ils soient amortis sur leur durée d'utilité propre.

L'approche par composants s'applique particulièrement à l'activité « Barges Fluviales ». Le prix d'acquisition des pousseurs est décomposé entre coque et motorisation, afin d'amortir les moteurs sur une durée d'utilité ne dépassant pas en général dix ans.

#### note 1.9.3. Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée d'utilité des immobilisations. Les terrains ne sont pas amortis.

Les durées d'utilité des matériels acquis neufs s'inscrivent dans les fourchettes suivantes :

➔ Conteneurs Maritimes (de type « sec ») .....	15 ans
➔ Constructions Modulaires.....	20 ans
➔ Transport fluvial (barges et pousseurs).....	30 ans
➔ Wagons.....	30 ans

Les conteneurs maritimes sont amortis avec une valeur résiduelle de 15% conformément aux normes de la profession.

Les constructions modulaires aux États-Unis sont amorties sur 20 ans sur la base d'une valeur résiduelle de 50% conformément aux usages américains.

Les matériels acquis d'occasion sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité résiduelle.

Les valeurs résiduelles retenues sont conformes à l'historique du Groupe. Aucune valeur résiduelle n'est retenue pour les wagons.

Les durées d'utilité des barges d'occasion sont fonction des conditions historiques d'utilisation des barges et des matériaux transportés (certains matériaux étant plus corrosifs que d'autres). La durée de chaque barge achetée d'occasion est estimée en fonction de la date de construction de la barge, des conditions historiques d'utilisation et des matériaux transportés. Ces durées d'utilité correspondent à une durée de vie totale n'excédant pas 36 ans.

#### note 1.10. Perte de valeur des immobilisations

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur internes ou externes, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, à savoir les goodwill dans le cas du Groupe.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur recouvrable de ces unités est le plus souvent

déterminée par rapport à leur valeur d'utilité, soit à partir des flux futurs nets de trésorerie actualisés tenant compte des hypothèses économiques et des budgets d'exploitation prévisionnels validés par la Direction.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée. Lorsqu'une UGT contient un goodwill, la perte de valeur réduit en général en priorité le goodwill, avant qu'une dépréciation ne soit constatée le cas échéant sur les autres immobilisations de l'UGT.

Toutefois, dans certains cas, l'apparition de facteurs de pertes de valeurs propres à certains actifs peut être de nature à motiver un test et justifier une dépréciation de ces actifs indépendamment de l'UGT à laquelle ils sont rattachés.

Dans le Groupe, les UGT sont à l'exception de TOUAX SCA et de TOUAX Rom SA, constituées par les filiales consolidées qui exercent leurs activités dans un seul secteur d'activité du Groupe au sens de IAS 14 (cf. annexe des comptes consolidés note 1.22 page 62) et sur des zones géographiques distinctes des autres filiales.

La société consolidante TOUAX SCA réalise la majeure partie de son chiffre d'affaires dans les « Constructions Modulaires ». Elle a également une activité de location de barges fluviales et de conteneurs maritimes. En cas de test de dépréciation à effectuer, le suivi analytique permet d'isoler les flux des différentes activités et actifs correspondants.

#### note 1.11. Contrats de location

Du fait de ses activités de loueur opérationnel (vis-à-vis de ses clients) et dans le cadre des biens administrés dans le cadre de contrats de gestion avec des investisseurs (cf. § note 1.6, § note 1.20.1, et § note

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

1.20.2), le Groupe est amené à conclure de nombreux contrats de location, aussi bien en tant que bailleur ou preneur.

Par ailleurs, le Groupe gère en son nom propre un certain nombre d'actifs.

Les contrats de gestion conclus entre le Groupe et les investisseurs n'ont pas les caractéristiques de contrats de location – financement selon les critères de IAS 17. Les sommes payées aux investisseurs sont comptabilisées dans les revenus nets distribués aux investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.7 page 62).

Les contrats de location conclus avec les clients sont analysés au regard des critères d'IAS 17. Ils correspondent à des contrats de location simple, tant pour ceux (la majorité) qui sont des contrats de location opérationnelle de courte ou de longue durée que pour certains contrats de location-vente refinancés par des établissements bancaires dont les clauses prémunissent le Groupe des risques inhérents aux matériels ou à la défaillance des clients (clauses de non-recours en faveur du Groupe). Les revenus locatifs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.2 page 61) sont comptabilisés en produits de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Les biens gérés en nom propre par le Groupe sont enregistrés en immobilisations corporelles lorsqu'ils sont financés au moyen de contrats de location-financement transférant au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué. Ils sont comptabilisés à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué au commencement du contrat ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite dans les passifs financiers. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de

manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif. Les actifs objet d'un contrat de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité conforme aux règles du Groupe (cf. annexe des comptes consolidés note 1.9 page 56). Ils sont testés pour dépréciation conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs » (cf. annexe des comptes consolidés note 1.10 page 57).

Les biens pris en location par le Groupe (siège social, bâtiments administratifs, matériels) pour lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont des locations simples. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés dans les charges linéairement sur la durée du contrat.

### note 1.12. Stocks

Les stocks comprennent essentiellement des biens achetés destinés à la revente dans le cadre de l'activité « Conteneurs Maritimes », et pour une moindre part dans les activités « Constructions Modulaires » et « Wagons ».

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

### note 1.13. Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture de la période, le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) et qu'il est probable qu'une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les litiges et contentieux (sociaux, techniques, fiscaux) sont provisionnés dès lors qu'une obligation du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

### note 1.14. Engagements de retraite et assimilés

Les engagements de retraite correspondent pour le Groupe aux seules indemnités de fin de carrière des salariés des sociétés françaises. Le Groupe n'est engagé dans aucun autre régime à prestations définies significatif ni dans aucun régime à cotisations définies.

Les engagements de retraite des sociétés françaises sont évalués et comptabilisés conformément à IAS 19 « Avantages du personnel ». Les hypothèses retenues servant à la valorisation des engagements de retraite sont les suivantes :

➔ L'ancienneté des salariés est calculée selon un coefficient de probabilité appliqué à des tranches d'âge.

➔ Un taux d'actualisation de 4%

➔ Un taux de revalorisation des salaires de 2%

➔ Un départ à la retraite à 65 ans.

Les engagements de retraite ne sont pas significatifs à ce jour dans le groupe.

### note 1.15. Les paiements fondés sur des actions

La norme IFRS 2 « paiements en actions et assimilés » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiement en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme qui s'applique aux plans accordés après le 7 novembre 2002. Les trois types de transaction cités dans IFRS 2 sont possibles :

➔ Les transactions dont le paiement est fondé sur les actions et qui sont réglés en instrument de capitaux propres ;

➡ Les transactions dont le paiement est fondé sur les actions et qui sont réglés en trésorerie

➡ Les transactions dont le paiement est fondé sur les actions et qui sont réglés en instrument de capitaux propres ou en trésorerie.

#### note 1.16. Passifs long terme non courants

Dans l'activité « Conteneurs Maritimes », les commissions de démarrage perçues par le Groupe sur les premières ventes de containers aux Trusts TCLRT 98 et TLR 2001 ont servi à constituer des dépôts de garantie et réserves de liquidité qui ne seront récupérables qu'en fin de vie des Trusts. Ces dépôts et réserves sont destinés notamment à permettre aux Trusts de couvrir leurs échéances de dettes dans le cas où les revenus nets distribués par le Groupe aux Trusts se révéleraient insuffisants (cf. annexe des comptes consolidés note 1.6 page 54, note 27.6 page 94, note 27.7 page 96, note 27.8 page 97 et note 27.9 page 100).

Les avantages économiques liés aux commissions de démarrage ne deviendront probables qu'à la date à laquelle le Groupe sera en mesure de récupérer les dépôts de garantie et les réserves de liquidité. Dans ces conditions et conformément à IAS 18 « Produits », les commissions de démarrage perçues, liés à ces dépôts de garantie et réserves de liquidité, sont différées et comptabilisées dans les passifs non courants long terme jusqu'à la récupération probable de ces dépôts et réserves de liquidité.

Dans l'activité « Constructions Modulaires », le même traitement s'applique pour les produits prélevés à la constitution du GIE Modul Finance I sur des ventes de modules, pour la constitution de dépôts de garantie et de comptes d'avances remboursables affectés en garantie de remboursement des dettes du GIE. Les produits de ventes de modules, à hau-

teur des actifs financiers constitués en garantie du GIE sont différés dans les passifs non courants long terme et ne seront comptabilisés en résultat qu'à la date où les avantages économiques qui y sont liés deviendront probables pour le Groupe (cf. annexe des comptes consolidés note 1.6 page 54, note 27.6 page 94, note 27.7 page 96, note 27.8 page 97 et note 27.9 page 100).

Les commissions différées sont actualisées aux mêmes taux et à la même échéance que les actifs financiers sous-jacents (cf. annexe des comptes consolidés note 1.18.1 page 59).

Lorsqu'il apparaît qu'une part des dépôts et réserves ne sera pas récupérable (notamment lorsque les revenus nets distribués sont insuffisants), cette part est dépréciée dans les comptes du Groupe. En conséquence, les commissions de démarrage différées, liées à ces dépôts et réserves, sont annulées et reprises en résultat (cf. note 15 page 80).

#### note 1.17. Titres d'auto contrôle

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les produits de cession de ces titres sont imputés directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les plus ou moins-values n'affectent pas le résultat consolidé.

#### note 1.18. Instruments financiers

##### note 1.18.1. Actifs financiers

Les actifs financiers du Groupe comprennent :

➡ des actifs financiers non courants : des cautions et dépôts de garantie pour l'essentiel, liés à la constitution des Trusts TCLRT 98, TLR 2001 et du GIE Modul Finance I (cf. annexe des comptes consolidés note 1.6 page 54, note 1.16 page 59, note 27.6 page 94, note 27.7 page 96, note 27.8 page 97 et note 27.9 page 100), des titres de participation de socié-

tés non consolidées, des commissions à recevoir du GIE Modul Finance I ;

➡ des actifs financiers courants incluant les créances clients et les autres créances d'exploitation, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement).

Lors des arrêtés comptables, les actifs financiers sont évalués conformément à leur classification selon IAS 39.

#### ■ Actifs financiers dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur à la clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier. Par conséquent, elles ne sont soumises à aucun test de dépréciation. Les justes valeurs sont déterminées principalement par référence aux cotations du marché.

#### ■ Prêts et créances

Dans le Groupe, cette catégorie regroupe :

- les prêts long terme ;
- les créances clients et autres créances d'exploitation.

Ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### ■ Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Il s'agit d'actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables, à échéance fixée, que l'entreprise a l'intention et la capacité de garder jusqu'à l'échéance, autres que des créances et des prêts et autres que les actifs financiers désignés par l'entreprise dans les deux autres catégories (évalués en juste valeur par le résultat, disponibles à la vente).



## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### ■ Actifs disponibles à la vente

Dans le Groupe, ne rentrent dans cette catégorie que les titres de participation de sociétés non consolidées. Il s'agit en général de titres non cotés dont la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable. Ils sont enregistrés à leur coût et font l'objet d'un test de dépréciation lors de l'arrêté des comptes consolidés.

### ■ Test de dépréciation des actifs financiers

Les actifs évalués au coût amorti et les actifs disponibles à la vente doivent faire l'objet à chaque clôture d'un test de dépréciation s'il existe un indicateur de perte de valeur.

Pour les actifs évalués au coût amorti, le montant de la dépréciation est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus compte tenu de la situation de la contrepartie, déterminés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier. Les flux de trésorerie attendus des actifs court terme ne sont pas actualisés.

### note 1.18.2. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste « Trésorerie et équivalent de trésorerie » du bilan est constitué des liquidités en compte-courant bancaire et des parts d'OPCVM de trésorerie mobilières à court terme.

Les parts d'OPCVM présentent un risque négligeable de changement de valeur.

Le bouclage de trésorerie du tableau de flux de trésorerie est effectué sur la base de la trésorerie définie ci-dessus, nette des découverts et des concours bancaires courants.

### note 1.18.3. Passifs financiers

Les passifs financiers du Groupe comprennent des emprunts bancaires portant intérêts et des instruments dérivés.

Les emprunts sont ventilés en passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois après la clôture et en passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

Les emprunts produisant intérêts sont initialement enregistrés au coût historique diminué des coûts de transaction associés.

À la clôture, les passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### note 1.18.4. Exposition du Groupe aux risques de change – Instruments financiers dérivés

TOUAX SCA et ses filiales n'ont pas recours à l'utilisation d'instruments financiers dérivés en couverture de leurs opérations commerciales en devises étrangères. Le Groupe estime en effet que les risques de change encourus sont faibles, les activités opérationnelles étant organisées de sorte que les actifs et passifs, les revenus et les dépenses d'une même activité soient libellés dans la même devise.

Le Groupe refinance ses opérations principalement par des emprunts à taux variable et utilise des instruments dérivés de taux pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Ainsi, les emprunts à taux variables pour lesquels des contrats de swaps de taux d'intérêt sont contractés font l'objet d'une comptabilité de couverture de flux de trésorerie. Les variations de juste valeur des contrats de swaps, liées aux évolutions de taux d'intérêt, sont comptabilisées en capitaux propres dans la mesure de leur efficacité testée selon les critères de IAS 39. À défaut, elles sont comptabilisées directement dans le résultat financier.

### note 1.19. Impôts sur les bénéfices

Des impôts différés sont comptabilisés sans actualisation selon la méthode du report variable sur les différences temporelles existant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les comptes consolidés. Ainsi est rattachée à chaque période la charge fiscale qui lui incombe, compte tenu notamment des décalages temporaires qui peuvent exister entre la date d'enregistrement de certains produits et charges et celle de leur incidence fiscale effective.

Les impôts différés actifs résultant de ces différences temporaires ou des pertes fiscales reportables ne sont maintenus que dans la mesure où les sociétés ou groupes de sociétés intégrées fiscalement ont une assurance raisonnable de les récupérer au cours des années suivantes.

Les taux utilisés pour calculer les impôts différés sont les taux d'imposition connus à la date de clôture des comptes.

Au bilan, les actifs et passifs d'impôt se rapportant à une même entité fiscale (ou un groupe d'intégration fiscale) sont présentés de façon compensée.

L'impôt différé et exigible est comptabilisé comme un produit ou une charge au compte de résultat sauf s'il se rapporte à une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

### note 1.20. Produits et charges des activités

#### note 1.20.1. Produits des activités : les différentes composantes

Le Groupe est loueur opérationnel de matériels mobiles et standardisés qu'il détient en propre ou qu'il gère pour le compte de tiers.

Dans le cas de la gestion pour compte de tiers, le Groupe achète des matériels neufs et les cède à des investisseurs. Les investisseurs confient la gestion de leurs matériels au Groupe dans le cadre de contrat de gestion. Le Groupe loue les matériels en gestion à ses clients (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.2 page 61 et note 1.20.3 page 62).

Le Groupe a également des activités de négoce (achat de biens en vue de leur revente – cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.4 page 62).

Enfin, il peut revendre à des investisseurs ou des clients tiers des matériels préalablement détenus en propre (immobilisés) et loués à des clients (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.5 page 62).

**note 1.20.2. Comptabilisation et reconnaissance des revenus et charges liés aux contrats de Trusts et aux contrats de gestion pour compte de tiers conclus par le Groupe.**

Le Groupe exploite et gère des matériels pour le compte de tiers dans le cadre de ses activités de transport fluvial et de location de barges fluviales, de location de conteneurs maritimes, de constructions modulaires et de wagons. Des pools (y compris les Trusts et le GIE décrits dans l'annexe des comptes consolidés note 1.6 page 54) sont constitués à cet effet regroupant plusieurs investisseurs dont le Groupe. Cette organisation permet la mutualisation des revenus et des charges des équipements regroupés dans un même pool.

L'analyse en substance des contrats de gestion et de titrisation au regard des normes internationales permet de conclure que le Groupe agit en qualité de principal dans ses relations avec les investisseurs (pools, trusts ou GIE) d'une part, et avec les clients d'autre part. En effet, le Groupe a toute liberté dans le choix des clients, des producteurs et des fournisseurs avec qui il traite et dans la négociation des prix

d'achat, de location et de vente des équipements gérés.

En conséquence, le Groupe enregistre dans son compte de résultat l'intégralité des flux de produits et de charges générés par les contrats. Le Groupe constate en chiffre d'affaires les revenus locatifs bruts facturés à ses clients pour tous les matériels gérés en pools. Les dépenses opérationnelles concernant tous les matériels gérés sont constatées en charges d'exploitation. Une quote-part des revenus nets est reversée aux investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.7 page 62).

Les éléments et critères suivants sont pris en compte pour déterminer la qualité de « principal » du Groupe :

- IAS 18 ne précise pas les conditions ou les critères permettant d'effectuer la distinction agent ou principal. En conséquence, au regard de IAS 8, la transaction peut être examinée par référence aux US GAAP (EITF 99-19), dont les principes n'entrent pas en conflit avec le cadre de l'IASB ou d'autres normes IAS/IFRS.

- La revue des critères EITF 99-19 est détaillée dans les paragraphes suivants.

Les critères qualifiant une société de principal sont :

- *The company is the primary obligor in the arrangement* : TOUAX SCA et ses filiales signent directement des contrats de location avec les clients. Les clients ne connaissent pas les propriétaires des matériels.

- *The company has general inventory risk* : TOUAX SCA et ses filiales supportent en premier les risques liés aux matériels. TOUAX se retourne ensuite vers les propriétaires pour se faire indemniser.

- *The company has latitude in establishing price* : TOUAX SCA et ses filiales ont toute liberté dans le choix de leurs clients et de leurs tarifs de location, sans en référer aux propriétaires des matériels.

- *The company changes the product or performs part of the service* : TOUAX SCA et ses filiales signent avec les clients des contrats identiques sans distinction des propriétaires des matériels.

- *The company has discretion in supplier selection* : TOUAX SCA et ses filiales ont le choix de leurs fournisseurs sans en référer aux propriétaires des matériels.

- *The company has physical loss inventory risk* : TOUAX SCA et ses filiales supportent en premier le risque de perte des conteneurs. TOUAX SCA se retourne ensuite contre ses clients ou ses fournisseurs pour indemniser la perte des conteneurs et reverse cette indemnité aux propriétaires des matériels.

- *The company has credit risk* : Chaque propriétaire de matériels supporte son risque de crédit. TOUAX SCA et ses filiales supportent le risque de crédit pour leur part dans les pools. TOUAX SCA et ses filiales ont la responsabilité du recouvrement. En cas de défaillance de son client, TOUAX SCA est tenu de mettre tout en œuvre pour retrouver les conteneurs des propriétaires.

Les critères qualifiant une compagnie d'agent sont :

- *The supplier (not the company) is the primary obligor in the arrangement* : Comme précisé précédemment, TOUAX SCA et ses filiales sont directement liés à leurs clients qui ne connaissent pas les propriétaires des matériels.

- *The amount the company earned is fixed* : TOUAX SCA et ses filiales reçoivent une rémunération variable. Les loyers facturés par TOUAX SCA et ses filiales à leurs clients sont indépendants des loyers entre TOUAX SCA et les propriétaires de matériels.

- *The supplier (and not the company) has credit risk* : Chaque propriétaire de matériels supporte son risque de crédit. TOUAX SCA et ses filiales supportent le risque de crédit pour leur part dans les pools.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

TOUAX SCA et ses filiales ont la responsabilité du recouvrement. En cas de défaillance de son client, TOUAX SCA est tenu de mettre tout en œuvre pour retrouver les conteneurs des propriétaires.

Ces éléments ainsi que la comparaison avec des compagnies comparables (The Cronos Group notamment) permettent de conclure que TOUAX SCA agit en tant que principal. The Cronos Group est une compagnie américaine cotée aux USA très comparable à TOUAX SCA pour son activité de location de conteneurs maritimes.

### note 1.20.3. Chiffre d'affaires locatif

Le chiffre d'affaires locatif correspond au chiffre d'affaires provenant de la location des matériels gérés pour compte de tiers ou détenus en propre par le Groupe dans les quatre secteurs d'activité du Groupe ainsi que celui provenant des prestations annexes facturées à l'occasion de la location. Il intègre par ailleurs le chiffre d'affaires de l'activité barges fluviales provenant des activités de transport, d'affrètement et de stockage.

L'évolution du chiffre d'affaires locatif est donc directement liée aux flottes et parcs de matériels gérés et détenus par le Groupe, aux tarifs de location, ainsi qu'au taux d'utilisation des matériels.

### note 1.20.4. Ventes de matériels

Les ventes de matériels correspondent au chiffre d'affaires généré par le négoce principalement de l'activité «Constructions Modulaires» et cession aux investisseurs dans les activités «Conteneurs Maritimes» et «Wagons». Les achats correspondants de matériels sont enregistrés dans les «achats et charges externes» dans la présentation du compte de résultat par nature et en «coût d'achat des ventes» dans la présentation du compte de résultat par fonction. Les matériels achetés et non encore revendus

figurent dans les stocks de fin de période (cf. annexe des comptes consolidés note 1.12 page 58).

### note 1.20.5. Plus values de cession

Dans le cas des barges fluviales et de constructions modulaires, les cessions aux investisseurs sont enregistrées en plus values de cession. En effet, ces biens sont achetés par le Groupe en tant qu'immobilisations et exploités par le Groupe pendant une durée excédant généralement douze mois avant d'être revendus aux investisseurs.

Les frais relatifs aux cessions de matériel (commissions de placement, frais juridiques, consultations fiscales, etc.) sont enregistrés dans les «achats et charges externes» dans la présentation du compte de résultat par nature et en «dépenses opérationnelles des activités» dans la présentation du compte de résultat analytique.

### note 1.20.6. Dotation nette aux provisions d'exploitation

Ce poste enregistre principalement les dotations et reprises relatives aux provisions pour créances douteuses.

### note 1.20.7. Distributions nettes aux investisseurs

Le chiffre d'affaires et les dépenses opérationnelles des pools d'investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.20.2 page 61) sont décomposés analytiquement par pool et les revenus nets qui en résultent, minorés d'une commission de gestion retenue par le Groupe, sont répartis entre les investisseurs dans les pools en fonction de règles de distribution établies pour chaque programme de gestion.

La quote-part des revenus à reverser aux investisseurs tiers est constatée en distributions nettes aux investisseurs conformément aux usages de la profession des gérants de biens pour compte de tiers.

### note 1.21. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est obtenu par différence des charges et produits avant impôts autres que ceux de nature financière et hors résultat des activités arrêtées ou en cours de cession.

L'Ebitda («Earnings before interest, tax depreciation and amortisation») est un indicateur important pour le Groupe, qui permet de mesurer la performance récurrente du Groupe. Il est obtenu en partant du résultat d'exploitation avant amortissements des immobilisations et dépréciations des goodwill et des immobilisations qui seraient constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36 et avant distributions aux investisseurs (cf. annexe des comptes consolidés note 1.10 page 57).

L'excédent brut d'exploitation, à la différence de l'Ebitda, ne prend pas en compte les dotations aux provisions sur les actifs courants (par exemple les provisions pour créances douteuses).

### note 1.22. Information sectorielle

Compte tenu de la structure fondamentale d'organisation interne et de gestion du Groupe, le premier niveau d'information sectorielle retenu selon IAS 14 «Information sectorielle» est basé sur les activités du Groupe. Le deuxième niveau d'information sectorielle est géographique.

Le Groupe a pour métier la location opérationnelle d'actifs mobiles et standardisés. Il exerce son métier dans quatre activités : les Conteneurs Maritimes, les Constructions Modulaires, les Barges Fluviales et les Wagons de fret.

*La norme IAS 14 § 9 définit les secteurs géographiques comme «une composante distincte d'une entité engagée dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité».*



opérant dans d'autres environnements économiques. Les facteurs qui doivent être pris en compte pour identifier les secteurs géographiques sont notamment (a) la similitude du contexte économique et politique, (b) les relations entre les activités dans les différentes zones géographiques, (c) la proximité des activités, (d) les risques spécifiques associés aux activités dans une zone donnée, (e) les réglementations de contrôle des changes et (f) les risques monétaires sous-jacents». La norme IAS 14 § 13 indique par ailleurs que «les risques et la rentabilité d'une entité sont influencés à la fois par l'implantation géographique de ses activités (i.e. l'endroit où sont basées ses unités de production ou ses activités de prestation de services) et par la localisation de ses marchés (i.e. les endroits dans lesquels elle vend ses produits ou délivre ses prestations). La définition permet d'établir les secteurs géographiques sur la base (a) de l'implantation des installations de production ou de services d'une entité et de ses autres actifs ou (b) de la localisation de ses marchés et de ses clients».

Les secteurs géographiques dépendent de la localisation des marchés et correspondent à la localisation des actifs.

Dans les activités Constructions Modulaires, Barges fluviales et Wagons de fret, l'implantation des services, la localisation des marchés et la localisation des clients sont identiques.

Dans l'activité Conteneurs Maritimes, la localisation des marchés est différente de la localisation des clients et de l'implantation des services. La localisation des marchés correspond à la localisation des actifs. Au terme de la norme IAS 14, les zones géographiques de l'activité Conteneurs Maritimes correspondent à la localisation des actifs. Les conteneurs maritimes sont régulièrement déplacés d'un pays à un autre dans le cadre du commerce international sur des centaines de routes commerciales. Le Groupe TOUAX n'a pas la connaissance ni le contrôle

des mouvements de conteneurs en location ou de la localisation des conteneurs en location. Sur la base des contrats de location de conteneurs en cours au 31 décembre 2006, les conteneurs peuvent toucher des ports dans plus d'une centaine de pays dans le monde. Il est de ce fait impossible de séparer les revenus ou les actifs de l'activité Conteneurs Maritimes par zone géographique au sens de la

Nombre de sociétés consolidées	2006	2005	2004
Sociétés françaises	6	3	3
Sociétés étrangères	27	27	27
<b>TOTAL</b>	<b>33</b>	<b>30</b>	<b>30</b>

Trois sociétés françaises ont été constituées en décembre 2006 :

➤ Touax Construction Modulaire SAS au capital de 37 000 euros.

➤ Touax Corporate SAS au capital de 37 000 euros.

➤ Touax River Barges SAS au capital de 37 000 euros. Ces sociétés n'ont eu aucune activité durant l'exercice 2006.

Les actions de TOUAX Rail Ltd détenues par Almafin représentant 49 % des droits de vote et les actions d'Almafin Rail Investment Ltd représentant 51 % des droits de vote ont été rachetées par TOUAX SCA le 30 novembre 2005. Les sociétés appartenant au groupe TOUAX Rail Ltd (TOUAX Rail Ltd, TOUAX Rail Finance Ltd, TOUAX Rail Romania SA et CFCL TOUAX Llp) et la société Almafin Rail Investment Ltd ne font plus l'objet d'un contrôle conjoint et sont en conséquence

norme IAS 14. L'activité Conteneurs Maritimes est classée dans la zone internationale. Cette présentation est consistante avec les pratiques de l'industrie du conteneur maritime, généralement gérée sous les normes américaines US GAAP.

## note 2. Périmètre de consolidation

### note 2.1. Évolution du périmètre

intégrées globalement depuis le 30 novembre 2005. Le pourcentage de contrôle de ces sociétés s'élève à 100 %. Pour mémoire, ces sociétés étaient consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle jusqu'au 30 novembre 2005.

Cette acquisition a un impact sur le chiffre d'affaires 2005 de 10 977 milliers d'euros et sur le résultat 2005 de 750 milliers d'euros.

Si l'acquisition avait été réalisée au 1<sup>er</sup> janvier 2005, le chiffre d'affaires et le résultat du Groupe auraient été respectivement de 229 923 milliers d'euros et 4 586 milliers d'euros comparé à 221 992 milliers d'euros et 4 083 milliers d'euros selon les comptes consolidés.

Il est à noter par ailleurs que les fonds de commerce de deux petites filiales non stratégiques ont été cédés en 2006.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 2.2. Liste des sociétés consolidées en 2006

Non de la société	Adresse	Pourcentage de contrôle	Méthode de consolidation
<b>TOUAX SCA</b> Société d'investissement et holding de sociétés d'investissement et d'exploitation pour le transport et la location de matériels	Tour Arago – 5, rue Bellini 92806 PUTEAUX LA DÉFENSE cedex (FRANCE)		
<b>CFCL TOUAX Llp</b> Société d'investissement, de location et de vente de wagons	1013 Centre Road WILMINGTON, DELAWARE 19805 (USA)	51 %	IG
<b>CS DE JONGE BV</b> Société de transport fluvial	Amstelwijckweg 15 3316 BB DORDRECHT (PAYS-BAS)	100 %	IG
<b>EUROBULK BELGIUM BVBA</b> Société de transport fluvial	BC Leuven zone 2 – Interleuvnlaan – 62 Bus 10 B3001 LEUVEN (BELGIQUE)	97,9346 %	IG
<b>EUROBULK TRANSPORTMAATSCHAPPIJ BV</b> Société holding, d'investissement et de transport fluvial	Amstelwijckweg 15 3316 BB DORDRECHT (PAYS-BAS)	100 %	IG
<b>GOLD CONTAINER Corporation</b> Société d'investissement, de location et de vente de conteneurs maritimes	169E Flager street – Suite 730 MIAMI, FL 33131 (USA)	100 %	IG
<b>GOLD CONTAINER FINANCE Llc</b> Société d'investissement de conteneurs maritimes	169E Flager street – Suite 730 MIAMI, FL 33131 (USA)	100 %	IG
<b>GOLD CONTAINER GmbH</b> Société de location et de vente de constructions modulaires	Lessingstrasse 52 – Postfach 1270 21625 NEU WULMSTORF (ALLEMAGNE)	100 %	IG
<b>INTERFEEDER-DUCOTRA BV</b> Société de transport fluvial	Amstelwijckweg 15 3316 BB DORDRECHT (PAYS-BAS)	77,1359 %	IG
<b>MARSTEN/THG MODULAR LEASING Corp WORKSPACE PLUS D/B/A</b> Société d'investissement, de location et de vente de constructions modulaires	801 Douglas Avenue – Suite 207 ALTAMONTE SPRINGS, FL 32714 (USA)	100 %	IG
<b>PORTABLE STORAGE SERVICES Llc</b> Société d'investissement, de location et de vente de conteneurs de stockage	169E Flager street – Suite 731 MIAMI, FL 33131 (USA)	100 %	IG
<b>SIKO CONTAINERHANDEL GmbH</b> Société d'investissement, de location et de vente de constructions modulaires	Lessingstrasse 52 – Postfach 1270 21625 NEU WULMSTORF (ALLEMAGNE)	100 %	IG
<b>SIKO POLSKA Sp.z.o.o</b> Société d'investissement, de location et de vente de constructions modulaires	21 Limbowa St 80-175 GDANSK (POLOGNE)	100 %	IG
<b>TOUAX BV</b> Société d'investissement, de location et de vente de constructions modulaires	Graanweg 13 (Havennr M240) 4782 PP MOERDIJK (PAYS-BAS)	100 %	IG
<b>TOUAX CAPITAL SA</b> Société d'investissement	C/0 Progressia – 18 rue Saint Pierre 1700 FRIBOURG (SUISSE)	99,99 %	IG
<b>TOUAX CONTAINER LEASE RECEIVABLES Corporation</b> Société d'investissement dans le cadre de la constitution du Trust 98	1013 Centre Road WILMINGTON, DELAWARE 19805 (USA)	100 %	IG

Non de la société	Adresse	Pourcentage de contrôle	Méthode de consolidation
<b>TOUAX CONTENEURS SERVICES SNC</b> Société de service pour l'activité conteneurs maritimes	Tour Arago – 5, rue Bellini 92806 PUTEAUX LA DÉFENSE cedex (FRANCE)	100 %	IG
<b>TOUAX Corporation</b> Société d'investissement et holding de sociétés de location et de transport de matériels	801 Douglas Avenue – Suite 207 ALTAMONTE SPRINGS, FL 32714 (USA)	100 %	IG
<b>TOUAX CORPORATE SAS</b> Société de services supports aux sociétés du groupe TOUAX	Tour Arago – 5 rue Bellini 92806 PUTEAUX LA DÉFENSE Cedex (FRANCE)	100 %	IG
<b>TOUAX CONSTRUCTION MODULAIRE SAS</b> Société de conception, de construction, d'agencement, d'achat et vente, d'exploitation de constructions modulaires	Tour Arago – 5 rue Bellini 92806 PUTEAUX LA DÉFENSE Cedex (FRANCE)	100 %	IG
<b>TOUAX EQUIPMENT LEASING Corporation</b> Société d'investissement dans le cadre de la constitution du Trust 2000	1013 Centre Road WILMINGTON, DELAWARE 19805 (USA)	100 %	IG
<b>TOUAX ESPANA SA</b> Société d'investissement, de location et de vente de constructions modulaires	P.I Cobo Calleja Ctra. Villaviciosa a Pinto, Km 17800 28947 FUENLABRADA (ESPAGNE)	100 %	IG
<b>TOUAX FINANCE Incorporated</b> Société d'investissement dans le cadre de la constitution du Trust 95	Lockerman Square, Suite L 100 DOVER, DELAWARE 19901 (USA)	100 %	IG
<b>TOUAX LEASING Corporation</b> Société de transport fluvial	801 Douglas Avenue – Suite 207 ALTAMONTE SPRINGS, FL 32714 (USA)	100 %	IG
<b>TOUAX LPG SA et IOV LTD</b> Société de transport fluvial	Benjamin Constant 593 ASUNCION (PARAGUAY)	100 %	IG
<b>TOUAX SOLUTIONS MODULAIRES SAS</b> Société de service pour l'activité constructions modulaires	Tour Arago – 5, rue Bellini 92806 PUTEAUX LA DÉFENSE cedex (FRANCE)	100 %	IG
<b>TOUAX NV</b> Société d'investissement, de location et de vente de constructions modulaires	Staatsbaan 4 C/1 bus 4 3210 LUBBEK (BELGIQUE)	100 %	IG
<b>TOUAX RAIL Ltd</b> Société d'investissement, de location et de vente de wagons	Bracetown Business Park CLONEE Co. Meath (IRLANDE)	100 %	IG
<b>TOUAX RAIL FINANCE Ltd</b> Société d'investissement de wagons	Bracetown Business Park CLONEE Co. Meath (IRLANDE)	100 %	IG
<b>TOUAX RAIL INVESTMENT Ltd</b> Société d'investissement de wagons	Bracetown Business Park CLONEE Co. Meath (IRLANDE)	100 %	IG
<b>TOUAX ROM SA</b> Société de transport fluvial	Cladire administrativa Mol 1S, Étage 3 CONSTANTA SUD-AGIGEA (ROUMANIE)	99,9978 %	IG
<b>TOUAX RAIL ROMANIA SA</b> Société d'investissement, de location et de vente de wagons	Cladire administrativa Mol 1S, Étage 3 CONSTANTA SUD-AGIGEA (ROUMANIE)	57,4996 %	IG
<b>TOUAX RIVER BARGES SAS</b> Société d'exploitation de services de poussages, de touage et de remorquage sur voies fluviales	Tour Arago – 5 rue Bellini 92806 PUTEAUX LA DÉFENSE Cedex (FRANCE)	100 %	IG

IG = intégration globale

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 3. Information sectorielle

#### note 3.1. Compte de résultat par activité

31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Conteneurs maritimes	Constructions modulaires	Barges fluviales	Wagons	Divers	Non alloué	Éliminations	Total
Chiffre d'affaires locatif	61 150	42 695	30 703	16 029	126		(141)	150 562
Ventes de matériels	59 065	10 254		32 824				102 143
Commissions	56	32		339				427
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>120 271</b>	<b>52 981</b>	<b>30 703</b>	<b>49 192</b>	<b>126</b>	<b>0</b>	<b>(141)</b>	<b>253 132</b>
Plus values de cession	(1)	184	(60)	21				144
<b>Produits des activités</b>	<b>120 270</b>	<b>53 165</b>	<b>30 643</b>	<b>49 213</b>	<b>126</b>	<b>0</b>	<b>(141)</b>	<b>253 276</b>
Coût d'achat des ventes	(52 181)	(8 966)		(30 682)	0		0	(91 829)
Dépenses opérationnelles des activités	(12 065)	(24 071)	(22 186)	(7 163)	(62)		53	(65 494)
Frais généraux, commerciaux et administratifs des activités	(4 473)	(3 840)	(4 330)	(1 560)	(1)		88	(14 116)
<b>MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDA)</b>	<b>51 551</b>	<b>16 288</b>	<b>4 127</b>	<b>9 808</b>	<b>63</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>81 837</b>
Amortissements et pertes de valeur	(1 055)	(4 619)	(1 839)	(769)	(35)	(119)	0	(8 436)
<b>RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ avant distribution aux investisseurs</b>	<b>50 496</b>	<b>11 669</b>	<b>2 288</b>	<b>9 039</b>	<b>28</b>	<b>(119)</b>	<b>0</b>	<b>73 401</b>
Distribution nette aux investisseurs	(43 018)	(5 368)	(421)	(5 883)	0		0	(54 690)
<b>RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ après distribution aux investisseurs</b>	<b>7 478</b>	<b>6 301</b>	<b>1 867</b>	<b>3 156</b>	<b>28</b>	<b>(119)</b>	<b>0</b>	<b>18 711</b>
Frais centraux								(3 475)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION après distribution aux investisseurs</b>								<b>15 236</b>
Autres produits et charges opérationnelles								0
<b>Résultat opérationnel</b>								<b>15 236</b>
Résultat financier								(4 599)
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>								<b>10 637</b>
Impôt sur les bénéfices								(4 081)
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>								<b>6 556</b>
Résultat des activités abandonnées								
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE</b>								<b>6 556</b>
Part des intérêts minoritaires								642
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE</b>								<b>7 198</b>

31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Conteneurs maritimes	Constructions modulaires	Barges fluviales	Wagons	Divers	Non alloué	Éliminations	Total
Chiffre d'affaires locatif	53 813	36 592	31 031	6 542	130		(140)	127 968
Ventes de matériels	61 072	8 686	1	24 167				93 926
Commissions	48			50				98
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>114 933</b>	<b>45 278</b>	<b>31 032</b>	<b>30 758</b>	<b>130</b>		<b>(140)</b>	<b>221 992</b>
Plus values de cession	101	1 426	475	611	223			2 836
<b>Produits des activités</b>	<b>115 034</b>	<b>46 704</b>	<b>31 507</b>	<b>31 369</b>	<b>353</b>		<b>(140)</b>	<b>224 828</b>
Coût d'achat des ventes	(58 371)	(7 118)	(1)	(22 686)				(88 177)
Dépenses opérationnelles des activités	(8 395)	(24 614)	(23 748)	(2 452)	(42)		51	(59 201)
Frais généraux, commerciaux et administratifs des activités	(3 688)	(3 987)	(2 750)	(636)	(2)		89	(10 974)
<b>MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDA)</b>	<b>44 579</b>	<b>10 985</b>	<b>5 008</b>	<b>5 595</b>	<b>310</b>			<b>66 476</b>
Amortissements et pertes de valeur	(1 050)	(3 689)	(2 415)	(286)	(51)	(31)		(7 523)
<b>RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ avant distribution aux investisseurs</b>	<b>43 528</b>	<b>7 296</b>	<b>2 593</b>	<b>5 309</b>	<b>258</b>	<b>(31)</b>		<b>58 953</b>
Distribution nette aux investisseurs	(38 384)	(5 494)	(593)	(2 210)				(46 681)
<b>RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ après distribution aux investisseurs</b>	<b>5 144</b>	<b>1 802</b>	<b>2 000</b>	<b>3 099</b>	<b>258</b>	<b>(31)</b>		<b>12 273</b>
Frais centraux								(3 647)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION après distribution aux investisseurs</b>								<b>8 626</b>
Autres produits et charges opérationnelles								0
<b>Résultat opérationnel</b>								<b>8 626</b>
Résultat financier								(2 668)
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>								<b>5 958</b>
Impôt sur les bénéfices								(2 318)
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>								<b>3 640</b>
Résultat des activités abandonnées								
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE</b>								<b>3 640</b>
Part des intérêts minoritaires								442
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE</b>								<b>4 082</b>

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

31 décembre 2004 (en milliers d'euros)	Conteneurs maritimes	Constructions modulaires	Barges fluviales	Wagons	Divers	Non alloué	Éliminations	Total
Chiffre d'affaires locatif	45 269	31 161	29 119	4 656	116		(53)	110 266
Ventes de matériels	57 587	5 953		6 687				70 227
Commissions	52			37				89
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>102 908</b>	<b>37 114</b>	<b>29 119</b>	<b>11 379</b>	<b>116</b>		<b>(53)</b>	<b>180 583</b>
Plus values de cession	(606)	2 536	370	2 247				4 547
<b>Produits des activités</b>	<b>102 302</b>	<b>39 650</b>	<b>29 489</b>	<b>13 626</b>	<b>116</b>		<b>(53)</b>	<b>185 130</b>
Coût d'achat des ventes	(54 010)	(5 176)		(5 949)				(65 135)
Dépenses opérationnelles des activités	(7 304)	(23 413)	(23 257)	(3 139)	(50)		45	(57 119)
Frais généraux, commerciaux et administratifs des activités	(4 128)	(3 124)	(2 484)	(586)			8	(10 314)
<b>MARGE BRUTE D'EXPLOITATION (EBITDA)</b>	<b>36 859</b>	<b>7 937</b>	<b>3 748</b>	<b>3 952</b>	<b>66</b>			<b>52 562</b>
Amortissements et perte de valeur	(291)	(3 707)	(1 530)	(158)	(53)	(56)		(5 795)
<b>RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ avant distribution aux investisseurs</b>	<b>36 569</b>	<b>4 230</b>	<b>2 218</b>	<b>3 793</b>	<b>13</b>	<b>(56)</b>		<b>46 767</b>
Distribution nette aux investisseurs	(31 314)	(4 027)	(746)	(775)				(36 862)
<b>RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ après distribution aux investisseurs</b>	<b>5 255</b>	<b>203</b>	<b>1 472</b>	<b>3 018</b>	<b>13</b>	<b>(56)</b>		<b>9 905</b>
Frais centraux								(3 061)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION après distribution aux investisseurs</b>								<b>6 845</b>
Autres produits et charges opérationnelles								0
<b>Résultat opérationnel</b>								<b>6 845</b>
Résultat financier								(3 717)
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>								<b>3 128</b>
Impôt sur les bénéfices								(337)
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>								<b>2 791</b>
Résultat des activités abandonnées								
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE L'ENSEMBLE</b>								<b>2 791</b>
Part des intérêts minoritaires								386
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE</b>								<b>3 177</b>

note 3.2. Bilan par activité

31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Conteneurs maritimes	Constructions modulaires	Barges fluviales	Wagons	Divers	Non alloué	Total
<b>ACTIF</b>							
Écarts d'acquisition	0	302	315	4 554	0		5 171
Immobilisations incorporelles nettes	24	23	0	0	0	85	132
Immobilisations corporelles nettes	8 784	71 043	26 587	23 101	637	10	130 162
Actifs financiers à long terme	3 119	3 057	1	0	0	105	6 282
Autres actifs non courants	0	1 362	0	0	0	61	1 423
Impôts différés actifs							0
<b>Total actifs non courants</b>	<b>11 927</b>	<b>75 787</b>	<b>26 903</b>	<b>27 655</b>	<b>637</b>	<b>261</b>	<b>143 170</b>
Stocks et en-cours	29 278	3 013	112	4 950	0		37 353
Clients et comptes rattachés	12 426	14 559	4 157	9 450	28		40 620
Autres actifs courants	3 179	6 571	232	1 482	0	871	12 335
Disponibilités et valeurs mobilières de placement						28 309	28 309
<b>Total actifs courants</b>	<b>44 883</b>	<b>24 143</b>	<b>4 501</b>	<b>15 882</b>	<b>28</b>	<b>29 180</b>	<b>118 617</b>
Actifs destinés à être cédés							
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>							<b>261 787</b>
<b>PASSIF</b>							
Capital social						31 084	31 084
Réserves						22 191	22 191
Résultat de l'exercice, part du groupe						7 198	7 198
<b>Capitaux propres du groupe</b>						<b>60 473</b>	<b>60 473</b>
Intérêts minoritaires	0	0	(209)	202	0	0	(7)
<b>Capitaux propres de l'ensemble</b>						<b>60 473</b>	<b>60 466</b>
Emprunts et dettes financières						75 731	75 731
Impôts différés passifs						3 148	3 148
Indemnités de départ en retraite et assimilés	52	60	0	0	0	70	182
Autres passifs long terme	1 894	0	0	0	0	15	1 909
<b>Total passifs non courants</b>	<b>1 946</b>	<b>60</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>78 964</b>	<b>80 970</b>
Provisions pour risques et charges	0	181	0	0	0	0	181
Emprunts et concours bancaires courants						37 586	37 586
Dettes fournisseurs	33 805	6 067	4 005	9 680	0	480	54 037
Autres dettes	17 962	7 328	264	1 423	3	1 567	28 547
<b>Total passifs courants</b>	<b>51 767</b>	<b>13 576</b>	<b>4 269</b>	<b>11 103</b>	<b>3</b>	<b>39 633</b>	<b>120 351</b>
Passifs destinés à être cédés							
<b>TOTAL DU PASSIF</b>							<b>261 787</b>
<b>Investissements incorporels &amp; corporels de la période</b>	<b>667</b>	<b>26 369</b>	<b>1 882</b>	<b>10 980</b>	<b>37</b>		<b>39 935</b>
<b>Effectif par activité</b>	<b>24</b>	<b>179</b>	<b>112</b>	<b>9</b>		<b>24</b>	<b>348</b>

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Conteneurs maritimes	Constructions modulaires	Barges fluviales	Wagons	Divers	Non alloué	Total
<b>ACTIF</b>							
Écarts d'acquisition	0	304	2 284	4 554	0		7 142
Immobilisations incorporelles nettes	0	9	0	0	0	104	114
Immobilisations corporelles nettes	10 965	50 960	27 737	13 184	691	10	103 546
Actifs financiers à long terme	5 195	2 830	144	0	0	165	8 334
Autres actifs non courants	0	1 199	0	0	0		1 199
Impôts différés actifs						2 174	2 174
<b>Total actifs non courants</b>	<b>16 160</b>	<b>55 302</b>	<b>30 166</b>	<b>17 738</b>	<b>691</b>	<b>2 453</b>	<b>122 509</b>
Stocks et en-cours	3 202	3 141	72	4 120	0		10 536
Clients et comptes rattachés	13 692	9 636	6 841	5 036	46		35 251
Autres actifs courants	1 700	4 001	728	4 548	0	947	11 924
Disponibilités et valeurs mobilières de placement						26 071	26 071
<b>Total actifs courants</b>	<b>18 594</b>	<b>16 778</b>	<b>7 641</b>	<b>13 705</b>	<b>46</b>	<b>27 018</b>	<b>83 782</b>
Actifs destinés à être cédés							
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>							<b>206 291</b>
<b>PASSIF</b>							
Capital social						30 119	30 119
Réserves						22 188	22 188
Résultat de l'exercice, part du groupe						4 082	4 082
<b>Capitaux propres du groupe</b>						<b>56 390</b>	<b>56 390</b>
Intérêts minoritaires	(468)	(119)	146	274	0	0	(167)
<b>Capitaux propres de l'ensemble</b>						<b>56 390</b>	<b>56 223</b>
Emprunts et dettes financières						48 132	48 132
Impôts différés passifs						1 196	1 196
Indemnités de départ en retraite et assimilés	43	57	0	0	0	52	151
Autres passifs long terme	3 431	1 860	0	0	0	0	5 291
<b>Total passifs non courants</b>	<b>3 474</b>	<b>1 917</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>49 379</b>	<b>54 769</b>
Provisions pour risques et charges	0	215	0	0	0	0	215
Emprunts et concours bancaires courants						43 315	43 315
Dettes fournisseurs	9 376	6 801	4 999	2 687	0	506	24 369
Autres dettes	15 080	9 814	366	985	0	1 155	27 400
<b>Total passifs courants</b>	<b>24 456</b>	<b>16 830</b>	<b>5 365</b>	<b>3 672</b>	<b>0</b>	<b>44 976</b>	<b>95 299</b>
Passifs destinés à être cédés							
<b>TOTAL DU PASSIF</b>							<b>206 291</b>
<b>Investissements incorporels &amp; corporels de la période</b>	<b>7 415</b>	<b>28 323</b>	<b>11 203</b>	<b>7 743</b>	<b>68</b>		<b>54 752</b>
<b>Effectif par activités</b>	<b>27</b>	<b>166</b>	<b>119</b>	<b>7</b>		<b>26</b>	<b>345</b>



31 décembre 2004 (en milliers d'euros)	Conteneurs maritimes	Constructions modulaires	Barges fluviales	Wagons	Divers	Non alloué	Total
<b>ACTIF</b>							
Écarts d'acquisition		302	2 342				2 644
Autres Immobilisations incorporelles nettes		51					51
Immobilisations corporelles nettes	10 540	39 113	19 723	3 978	692		74 046
Actifs financiers à long terme	6 649	3 694	181		604		11 128
Autres actifs non courants		1 116					1 116
Impôts différés actif						3 248	3 248
<b>Total actifs non courants</b>	<b>17 189</b>	<b>44 276</b>	<b>22 246</b>	<b>3 978</b>	<b>1 296</b>	<b>3 248</b>	<b>92 233</b>
Stocks et en-cours	8 589	1 200	68	3 176			13 033
Clients et comptes rattachés	12 435	8 141	5 845	1 666	7		28 094
Autres actifs courants	1 114	1 096	1 671	5 849		4 362	14 092
Trésorerie et équivalents						32 154	32 154
<b>Total actifs courants</b>	<b>22 138</b>	<b>10 437</b>	<b>7 584</b>	<b>10 691</b>	<b>7</b>	<b>36 516</b>	<b>87 373</b>
Actifs destinés à être cédés							
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>							<b>179 606</b>
<b>PASSIF</b>							
Capital social						22 705	22 705
Réserves						7 986	7 986
Résultat de l'exercice, part du groupe						3 177	3 177
<b>Capitaux propres du groupe</b>						<b>33 868</b>	<b>33 868</b>
Intérêts minoritaires	(222)		368				146
<b>Capitaux propres de l'ensemble</b>						<b>33 868</b>	<b>34 014</b>
Emprunts et dettes financières						42 391	42 391
Impôts différés passifs						729	729
Indemnités de départ en retraite et assimilés	35	52				66	153
Autres passifs long terme	4 968	3 187					8 155
<b>Total passifs non courants</b>	<b>5 003</b>	<b>3 239</b>				<b>43 186</b>	<b>51 428</b>
Provisions pour risques et charges		182	41			44	267
Emprunts et concours bancaires courants (< 1an)						30 271	30 271
Dettes fournisseurs	20 842	7 146	3 601	3 543	644		35 776
Autres dettes	16 337	6 648	874	3 267		724	27 850
<b>Total passifs courants</b>	<b>37 179</b>	<b>13 976</b>	<b>4 516</b>	<b>6 810</b>	<b>644</b>	<b>31 039</b>	<b>94 164</b>
Passifs destinés à être cédés							
<b>TOTAL DU PASSIF</b>							<b>179 606</b>
<b>Investissements incorporels &amp; corporels de la période</b>	<b>9 126</b>	<b>5 428</b>	<b>5 278</b>	<b>796</b>	<b>47</b>		<b>20 675</b>
<b>Effectif par activités</b>	<b>18</b>	<b>164</b>	<b>98</b>	<b>5</b>		<b>23</b>	<b>308</b>

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 3.3. Information géographique

(en milliers d'euros)	International	Europe	États-Unis	Total
<b>2006</b>				
Chiffre d'affaires	120 261	120 571	12 300	253 132
Investissements incorporels et corporels	667	36 133	3 163	39 963
Actifs sectoriels non courants	13 515	111 848	17 807	143 170
<b>2005</b>				
Chiffre d'affaires	114 908	96 199	10 885	221 992
Investissements incorporels et corporels	708	42 654	11 489	54 851
Actifs sectoriels non courants	15 745	87 042	19 722	122 509
<b>2004</b>				
Chiffre d'affaires	102 866	70 986	6 731	180 583
Investissements incorporels et corporels	2 047	17 587	1 041	20 675
Actifs sectoriels non courants	16 591	66 132	9 510	92 233

### Notes relatives au compte de résultat

#### note 4. Chiffre d'affaires

Répartition par nature (en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	Variation 2006/2005	31.12.2004
Chiffre d'affaires locatif	150 561	127 968	18%	110 267
Ventes de matériels	102 143	93 926	9%	70 227
Commissions	428	98	337%	89
<b>TOTAL</b>	<b>253 132</b>	<b>221 992</b>	<b>14%</b>	<b>180 583</b>

#### Chiffre d'affaires locatif

L'augmentation du chiffre d'affaires locatif s'explique par la hausse des flottes gérées dans les activités Conteneurs Maritimes, Constructions Modulaires et Wagons.

Il est à noter que le chiffre d'affaires locatif intègre les revenus locatifs, les revenus de transport et les

revenus de prestations de service associées à la location des matériels.

#### Ventes de matériels

Les ventes de matériels enregistrent principalement des cessions de matériels à des investisseurs. Ces matériels sont ensuite gérés par le Groupe dans le cadre de programmes de gestion. Les ventes de

matériels enregistrent par ailleurs des opérations de négoce de l'activité Constructions Modulaires.

La progression des ventes de matériels s'explique par l'augmentation des ventes de wagons à des investisseurs et la hausse du négoce de constructions modulaires.

#### note 5. Plus values de cession

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Plus values de cession	144	2 836	4 547
<b>TOTAL</b>	<b>144</b>	<b>2 836</b>	<b>4 547</b>

En 2006, le Groupe n'a pas cédé à des investisseurs des matériels en propre et les plus values de cession sont en conséquence peu significatives.

En 2005 et en 2004, le Groupe ayant cédé à des investisseurs des matériels en propre, les plus values de cession enregistraient ces cessions significatives.

#### note 6. Achats et autres charges externes

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	Variation 2006/2005	31.12.2004
Achats de marchandises	(91 829)	(88 968)	3 %	(66 038)
Autres services extérieurs	(64 188)	(58 205)	10 %	(57 880)
Impôts et taxes	(974)	(629)	55 %	(454)
<b>TOTAL</b>	<b>(156 991)</b>	<b>(147 802)</b>	<b>68 %</b>	<b>(124 372)</b>

##### *Achats de marchandises*

L'augmentation des achats de marchandises est liée à la progression des ventes de matériels dans l'activité Wagons et dans une moindre mesure dans l'activité Constructions Modulaires.

##### *Autres services extérieurs*

Les autres services extérieurs sont en hausse en raison de la mise en place d'un important contrat de location-vente dans l'activité Conteneurs Maritimes (coûts juridiques), mais aussi par l'intégration globale (100 %) sur l'intégralité de l'exercice de l'activité Wagons.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 7. Charges de personnel

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Salaires & charges sociales	(14 991)	(14 643)	(11 550)
<b>Effectifs</b>	<b>348</b>	<b>345</b>	<b>308</b>

La variation des salaires et charges sociales s'explique par la hausse du salaire moyen.

#### *Politique d'intéressement du personnel*

Il n'existe pas de plan d'intéressement du personnel. Cependant, certaines catégories de personnel (cadres, agents commerciaux) bénéficient de primes annuelles sur les performances établies sur une base individuelle ou de stock-options.

### note 8. Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	Variation 2006/2005	31.12.2004
Autres produits d'exploitation	4 536	3 088	47 %	925
Autres charges d'exploitation	(6 954)	(2 540)	174 %	(1 606)
<b>TOTAL autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>(2 418)</b>	<b>549</b>	<b>-541 %</b>	<b>(681)</b>

Les autres produits d'exploitation enregistrent principalement la reprise des autres passifs long-terme pour 3,2 millions d'euros (cf. annexe des comptes consolidés note 23 page 87), le prix de cession du fonds de commerce d'une filiale non stratégique pour 0,3 million d'euros et des produits de gestion courante.

Les autres charges d'exploitation intègrent la dépréciation des actifs financiers pour 3,6 millions d'euros (cf. annexe des comptes consolidés note 15 page 80), la sortie du goodwill de la filiale non stratégique représentant le fonds de commerce de cette société pour 1,96 million d'euros ainsi que des charges de gestion courante (pertes sur créances irrécouvrables notamment).

## note 9. Dotation aux amortissements et aux provisions d'exploitation

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	Variation 2006/2005	31.12.2004
Dotation aux amortissements linéaires	(6 078)	(5 809)	5%	(4 505)
Dotation aux amortissements crédit-bail	(2 327)	(1 715)	36%	(1 944)
<b>Sous total</b>	<b>(8 405)</b>	<b>(7 524)</b>	<b>12%</b>	<b>(6 449)</b>
Autres dotations aux provisions	(31)	1		654
<b>TOTAL</b>	<b>(8 436)</b>	<b>(7 523)</b>	<b>12%</b>	<b>(5 795)</b>

La hausse des dotations aux amortissements est en corrélation avec la hausse des investissements du Groupe.

## note 10. Distributions nettes aux investisseurs

Les distributions nettes aux investisseurs se répartissent par activité comme suit :

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	Variation 2006/2005	31.12.2004
Conteneurs maritimes	(43 018)	(38 384)	12%	(31 314)
Constructions modulaires	(5 368)	(5 494)	-2%	(4 027)
Barges fluviales	(421)	(593)	-29%	(746)
Wagons	(5 883)	(2 210)	166%	(775)
<b>TOTAL</b>	<b>(54 690)</b>	<b>(46 681)</b>	<b>17%</b>	<b>(36 862)</b>

La hausse des distributions nettes aux investisseurs s'explique par la progression des flottes en gestion notamment dans les activités Conteneurs Maritimes et Wagons.

### ■ Conteneurs Maritimes

Le Groupe gère pour le compte d'investisseur une flotte de conteneurs de 298 927 TEU size :

- Trust 98 et Trust 2001 (51 914 TEU),
- Programmes de gestion (247 013 TEU)

### ■ Constructions Modulaires

Le Groupe gère pour le compte de tiers 11 239 constructions modulaires en France, aux États-Unis, en Allemagne et aux Pays-Bas.

### ■ Barges Fluviales

Les revenus versés aux investisseurs concernent une flotte gérée aux Pays-Bas par la filiale Eurobulk Transport Maatschappij BV sous des contrats de location « bare-boat » (coque nue).

### ■ Wagons

Le Groupe gère pour le compte de tiers 3 249 wagons en Europe et aux États-Unis.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 11. Résultat financier

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	Variation 2006/2005	31.12.2004
<b>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>772</b>	<b>286</b>	<b>170%</b>	<b>145</b>
Charge d'intérêt sur opération de financement	(4 854)	(3 447)	41%	(3 461)
Gain et perte liés à l'extinction des dettes	(437)	600	-173%	131
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>(5 292)</b>	<b>(2 847)</b>	<b>86%</b>	<b>(3 330)</b>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(4 520)</b>	<b>(2 560)</b>	<b>77%</b>	<b>(3 185)</b>
Produit et charges financier d'actualisation	80	(89)	-190%	0
Reprise (dotation)	(159)	(19)	745%	(532)
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(79)</b>	<b>(107)</b>	<b>-27%</b>	<b>(532)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(4 599)</b>	<b>(2 668)</b>	<b>72%</b>	<b>(3 717)</b>

Les dotations des provisions financières correspondent principalement à la dépréciation des créances financières des minoritaires chez la filiale Interfeeder Ducotra.

Les gains et pertes liés à l'extinction des dettes enregistrent les pertes et les gains réalisés de change.

La position de change négative en 2006 s'explique par la baisse du dollar.

### note 12. Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices est composé des impôts exigibles dus par les sociétés du Groupe et des impôts différés provenant des déficits fiscaux et des décalages temporaires entre les résultats comptables consolidés et les résultats fiscaux.

Le Groupe a opté pour le régime de l'intégration fiscale aux États-Unis, en France et en Hollande. Le groupe fiscal américain est composé des sociétés TOUAX Corp., TOUAX Leasing Corp., Gold Container Corp., Gold Container Finance LLC, Portable Storage Services LLC, Workspace Plus, TOUAX Finance Inc., TOUAX Container Lease Receivables Corp. ("Leasco 1") et TOUAX Equipment Leasing Corp. ("Leasco 2"). Le groupe fiscal français est composé des sociétés TOUAX SCA et TOUAX Solutions Modulaires SAS. La réorganisation juridique des activités au Benelux a entraîné la création de deux groupes fiscaux néerlandais : TOUAX BV d'une part, EUROBULK Transport Maatschappij BV et CS de Jonge BV d'autre part.

### Ventilation de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31.12.2006			31.12.2005			31.12.2004		
	Exigible	Différé	Total	Exigible	Différé	Total	Exigible	Différé	Total
Europe	(321)	(472)	(793)	(408)	(428)	(836)	(291)	(45)	(336)
Etats-Unis	0	(3 280)	(3 280)	0	(1 503)	(1 503)	(2)	0	(2)
Autres		(8)	(8)		20	20	0	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>(321)</b>	<b>(3 760)</b>	<b>(4 081)</b>	<b>(408)</b>	<b>(1 911)</b>	<b>(2 318)</b>	<b>(293)</b>	<b>(44)</b>	<b>(337)</b>

(en milliers d'euros)	<b>2006</b>
Résultat net des sociétés intégrées	6 556
Impôt sur le résultat	(4 081)
<b>Résultat de l'ensemble avant impôt</b>	<b>10 637</b>
Charge d'impôt théorique à 33,83%	(3 598)
Incidence sur l'impôt théorique des :	
Limitation des impôts différés	(1 095)
Différences permanentes et autres éléments	(236)
Déficits créés dans l'exercice	(843)
Déficits imputés dans l'exercice	2 675
Différences temporaires	(958)
Différence de taux	(26)
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>(4 081)</b>

Le solde des impôts différés actifs français non reconnu dans les comptes est estimé à 1,4 million d'euros. Le solde des impôts différés actifs des groupes fiscaux au Benelux non reconnu dans les comptes est estimé à 1,9 million d'euros.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### Notes relatives au bilan

#### Actif

##### note 13. Goodwill

La variation du goodwill est la suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
<b>Barges fluviales</b>			
Eurobulk Transportmaatschappij BV	221	221	221
CS de Jonge BV	91	91	91
Interfeeder-Ducotra BV	0	1 968	1 968
TOUAX Rom SA	3	4	4
TOUAX Leasing Corp	0	0	59
<b>Constructions modulaires</b>			
Siko Containerhandel GmbH	288	288	288
Workspace Plus	15	16	14
<b>Wagons</b>			
TOUAX Rail Limited	4 554	4 554	
<b>TOTAL</b>	<b>5 172</b>	<b>7 142</b>	<b>2 644</b>

La sortie du goodwill d'Interfeeder-Ducotra est liée à la cession du fonds de commerce de cette société au troisième trimestre 2006.

Le rachat des actions en 2005 de TOUAX Rail Limited à Almafin qui détenait 49 % des droits de vote a généré un goodwill. Ce goodwill a été constaté après avoir vérifié que tous les actifs et passifs identifiables satisfont effectivement aux critères de comptabilisation décrits dans IFRS 3, et sont bien évalués à leur juste valeur. Le goodwill constaté constitue l'excédent du prix de rachat des actions TOUAX Rail limited sur la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables. Cette juste valeur correspond à la valeur comptable des actifs et des

passifs de TOUAX Rail Ltd, l'ensemble des actifs de TOUAX RAIL Ltd ayant été acheté récemment. En effet, les actifs corporels (wagons) de la société TOUAX Rail Ltd ont tous été acquis depuis mai 2002. Ils sont correctement identifiés dans les comptes de la filiale. La récente date d'acquisition des wagons permet de justifier que la valeur comptable de ces actifs représente leur valeur de marché. Par ailleurs, les actifs incorporels de la société sont constitués des contrats de gestion. Il est à noter cependant que la valeur actuelle de ces contrats n'est pas significative, la taille de la société TOUAX Rail Ltd ne permet en effet pas de bénéficier à ce jour des économies d'échelles.

Des tests de dépréciations ont été effectués pour les goodwills d'EUROBULK Transport Maatschappij BV et CS de jonge BV, Siko Containerhandel GmbH et Workspace + sur la base des estimations de cash-flow futur des unités génératrices de trésorerie et ne présentent pas de pertes de valeur. Il est à noter que le montant des goodwills de ces sociétés n'est pas significatif.

Le goodwill de la société TOUAX RAIL Ltd a été testé sur la base de la valorisation de cette société et ne présente pas de perte de valeur. La valorisation de la société TOUAX RAIL Ltd est estimée sur la base d'un multiple de résultat conservateur de 12, multiple ayant été utilisé dans le cadre du rachat.



## note 14. Immobilisations corporelles

### note 14.1. Répartition par nature

[en milliers d'euros]	31.12.2006			31.12.2005	31.12.2004
	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Terrains et constructions	4 169	(876)	3 293	3 450	3 488
Matériels	156 276	(30 916)	125 360	98 361	68 693
Autres immobilisations corporelles	4 715	(3 267)	1 448	1 672	773
Immobilisations corporelles en cours	60		60	64	1 092
<b>TOTAL</b>	<b>165 220</b>	<b>(35 059)</b>	<b>130 161</b>	<b>103 547</b>	<b>74 046</b>

### note 14.2. Évolution par nature des valeurs brutes

[en milliers d'euros]	01.01.2006	Acquisition	Cession	Variation de conversion	Divers	31.12.2006
Terrains et constructions	4 232	2	(6)	(59)		4 169
Matériels	125 464	39 419	(3 417)	(3 566)	(1 618)	156 282
Autres immobilisations corporelles	5 131	411	(678)	(155)		4 709
Immobilisations corporelles en cours	65	43			(48)	60
<b>TOTAL</b>	<b>134 892</b>	<b>39 875</b>	<b>(4 101)</b>	<b>(3 780)</b>	<b>(1 666)</b>	<b>165 220</b>

Les acquisitions concernent des conteneurs maritimes pour 0,7 million d'euros, des constructions modulaires pour 26,4 millions d'euros, des barges fluviales pour 1,9 million d'euros et des wagons pour 10,9 millions d'euros.

Les cessions concernent des conteneurs maritimes pour 1,4 million d'euros, des constructions modulaires pour 1,5 million d'euros, des barges fluviales pour 0,8 million d'euros et des wagons pour 0,3 million d'euros.

Les immobilisations corporelles du Groupe sont constituées des matériels locatifs (conteneurs maritimes, constructions modulaires, barges fluviales et wagons). Les valeurs unitaires des conteneurs maritimes et des constructions modulaires n'excèdent pas 10 000 euros. Les valeurs unitaires des wagons varient entre 10 000 euros pour les wagons d'occasion 60 pieds et 125 000 euros pour les wagons neufs intermodaux couplés (106 pieds). Les valeurs unitaires des barges fluviales varient entre 150 000 euros

pour les barges achetées d'occasion (1 700 tonnes) et 1 000 000 euros pour les barges achetées neuves (2 800 tonnes). Il est à noter par ailleurs que les pousseurs peuvent atteindre des valeurs bien supérieures à 1 million d'euros.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 15. Actifs financiers à long terme

(en milliers d'euros)	31.12.2006			31.12.2005	31.12.2004
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Conteneurs maritimes	6 598	(3 478)	3 120	5 195	6 649
Constructions modulaires	5 875	(2 817)	3 058	2 830	3 694
Barges fluviales	189	(189)		145	181
Wagons					
Divers	377	(272)	105	165	604
<b>TOTAL</b>	<b>13 039</b>	<b>(6 756)</b>	<b>6 283</b>	<b>8 335</b>	<b>11 128</b>

Les actifs financiers détaillés par activité s'analysent comme suit :

#### ■ Conteneurs Maritimes

Les immobilisations financières sont constituées des prêts, dépôts de garanties et autres réserves liés aux trusts (cf. annexe des comptes consolidés note 27.8 page 97 et note 27.9 page 100).

L'estimation effectuée au 31 décembre 2006 des revenus nets futurs distribués au Trust 1998 fait apparaître une perte sur le montant des dépôts et réserves récupérables à la fin de vie du Trust de 1,7 million d'euros. Les dépôts de garantie concernant le Trust 98 ont en conséquence été dépréciés de 1,7 million d'euros. Les dépôts de garantie du Trust 98 sont ainsi dépréciés en totalité à la clôture de l'exercice 2006.

Les commissions de démarrage perçues à l'origine à hauteur de ces dépôts de garantie, différées et comptabilisées en passif non courant sont reprises pour 1,3 million d'euros. L'impact sur le résultat est une charge de 0,4 million d'euros en 2006 et s'explique par l'exercice de la clause de défaut des assureurs de la dette senior du Trust 98.

#### ■ Constructions Modulaires

Les immobilisations financières sont constituées des comptes de dépôt et d'avances consentis au GIE Modul Finance I pour 1,9 million d'euros (cf. annexe des comptes consolidés note 27.6 page 94).

L'estimation effectuée au 31 décembre 2006 fait apparaître une dépréciation des dépôts de garantie concernant le GIE Modul Finance de 1,9 million d'euros. Les produits prélevés à l'origine sur les ventes

de constructions modulaires lors de la constitution du GIE Modul Finance, différés et comptabilisés en passif non courant sont repris pour 1,9 million d'euros. Ces éléments se compensent et sont sans incidence sur le résultat.

La dette Junior et les titres subordonnés remboursables du GIE Modul Finance I ont été rachetés par une société de droit luxembourgeois. Le Groupe TOUAX a consenti un prêt de 2 millions d'euros à cette société pour financer une partie de l'achat de la dette junior et des TSR. Ce prêt est comptabilisé dans les comptes du Groupe dans les actifs financiers à long terme.

Les actifs financiers à long terme sont actualisés sur la base des taux sans risque du marché (obligations d'État).

#### note 16. Autres actifs non courants

(en milliers d'euros)	31.12.2006			31.12.2005	31.12.2004
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Commissions différées	1 362		1 362	1 199	1 116
Swap	61		61		
<b>TOTAL</b>	<b>1 423</b>	<b>0</b>	<b>1 423</b>	<b>1 199</b>	<b>1 116</b>

La nature des commissions différées est commentée dans la note 27.6 page 94.

#### note 17. Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours enregistrent des matériels destinés à être vendus et des pièces détachées, aucune provision n'est constatée car les matériels restent très peu de temps en stock et sont destinés à la vente aux investisseurs dans le cadre de programme de gestion. La hausse des stocks correspond à des achats de conteneurs maritimes destinés à être cédés dans le cadre de programmes de gestion.

(en milliers d'euros)	31.12.2006			31.12.2005	31.12.2004
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Matériels	35 817		35 817	9 054	12 152
Pièces détachées	1 536		1 536	1 482	880
<b>TOTAL</b>	<b>37 353</b>	<b>0</b>	<b>37 353</b>	<b>10 536</b>	<b>13 032</b>

#### note 18. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés évoluent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.2006			31.12.2005	31.12.2004
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	43 618	(2 998)	40 620	35 251	28 094
<b>TOTAL</b>	<b>43 618</b>	<b>(2 998)</b>	<b>40 620</b>	<b>35 251</b>	<b>28 094</b>

La valeur inscrite au bilan des créances clients et comptes rattachés correspond à une estimation raisonnable de leur juste valeur, les créances clients étant toutes recouvrables à moins d'un an.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

La ventilation des comptes clients par activité est la suivante :

(en milliers d'euros)	Au 31.12.2006			31.12.2005			31.12.2004		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur Total
Conteneurs maritimes	14 485	(2 060)	12 425	16 173	(2 480)	13 693	14 371	(1 936)	12 435
Constructions modulaires	15 140	(581)	14 559	10 192	(557)	9 636	8 714	(573)	8 141
Barges fluviales	4 320	(162)	4 158	7 262	(421)	6 841	6 411	(566)	5 845
Wagons	9 645	(195)	9 450	5 036		5 036	1 666		1 666
Divers	28		28	48	(3)	46	7		7
<b>TOTAL</b>	<b>43 618</b>	<b>(2 998)</b>	<b>40 620</b>	<b>38 711</b>	<b>(3 460)</b>	<b>35 251</b>	<b>31 169</b>	<b>(3 075)</b>	<b>28 094</b>

### note 19. Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Cessions d'immobilisations		199	936
Charges constatées d'avance	1 320	1 148	1 197
Impôts et Taxes	4 001	3 988	6 967
Autres	7 014	6 590	4 992
<b>TOTAL</b>	<b>12 335</b>	<b>11 925</b>	<b>14 092</b>

La situation des impôts et taxes correspond pour l'essentiel à la TVA sur les acquisitions de biens en fin de période. La rubrique « Autres » enregistre les autres créances d'exploitation (notamment la créance de cession de l'activité de la société Portable Storage Services Llp et des créances d'investisseurs relatives à la gestion pour compte de tiers). Les autres actifs courants sont recouvrables à moins d'un an.

### note 20. Trésorerie et équivalents

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Placement à moins de trois mois	1 130	759	1 054
Comptes courants bancaires	27 179	25 312	31 100
<b>TOTAL</b>	<b>28 309</b>	<b>26 071</b>	<b>32 154</b>

## note 21. Capitaux propres

Les capitaux propres sont détaillés dans le tableau de variation des capitaux propres.

La société TOUAX SCA a réservé à la société SALVEPAR par l'autorisation de l'assemblée générale mixte du 30 janvier 2006 la souscription de 120 600 actions au prix d'émission de 20,73 euros, soit le même prix unitaire que la précédente aug-

mentation de capital. Cette opération porte le capital à 31 084 152 euros, composé de 3 885 519 actions de 8 euros chacune.

Il est à noter par ailleurs que :

TOUAX a procédé en mars 2007 à une émission d'obligations assorties de bons de souscription d'actions remboursables pour 40,4 millions d'euros.

- Les OBSAR ont été souscrits à hauteur de 10,25% par les actionnaires de TOUAX et pour le solde par un pool d'établissements bancaires.

- TOUAX a procédé au versement d'un acompte sur dividende en janvier 2007 pour 1,4 million d'euro.

Les options de souscription ou d'achat d'actions consenties par TOUAX SCA sont détaillées dans le tableau suivant.

## Options de souscription ou d'achat d'actions consenties par TOUAX SCA

	Plan 2000 Options de souscription	Plan 2002 Options de souscription	Plan 2006 Options de souscription ou d'achat d'actions
Date de l'assemblée	06.06.00	24.06.02	28.06.2006
Date du conseil d'administration	06.06.00	31.07.02	07.08.2006
Nombre d'options consenties à l'origine	16 200	11 001	52 874
– dont aux membres du comité de direction	4 800	1 500	15 770
Nombre de bénéficiaires actuels	8	13	10
– dont membres du comité de direction actuel	1	2	2
Date d'attribution	06.06.00	31.07.02	07.08.2006
Date de départ d'exercice	05.06.05	30.07.06	07.08.2008
Date d'expiration	06.06.08	31.07.10	07.08.2012
<b>Prix d'exercice</b>	<b>26,18 €</b>	<b>14,14 €</b>	<b>21,56 €</b>
Options levées depuis l'attribution	0	0	0
– par les membres du comité de direction	0	0	0
Nombre de membres du comité de direction ayant exercé des options en 2006	0	0	0
Options caduques depuis l'attribution	7 450	1 101	0
Nombre d'options restant à exercer au 31.12.2006	8 750	9 900	52 874
– dont aux membres du comité de direction actuel	2 000	2 500	15 770

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Aucune option de souscription n'a été attribuée ou levée par un mandataire social ou toute autre personne en 2004 et en 2005. Le Conseil de Gérance, dans le cadre de l'autorisation accordée par l'Assemblée du 28 juin 2006, s'est réuni le 7 août 2006 pour mettre en œuvre immédiatement le plan d'options d'actions et a :

- consenti à cette date 52 874 actions de souscription d'actions nouvelles de la Société ou options d'achat d'actions existantes de la Société ;
- choisi de décider au plus tard la veille du jour où les options pourront être exercées, s'il s'agira d'options de souscription d'actions nouvelles de la Société, ou d'options d'achat d'actions existantes de la Société ;
- arrêté la liste des bénéficiaires des 52 874 options (il s'agit de cadres de la Société) ;
- fixé le prix d'exercice d'une option, à 21,56 €, étant précisé que ce prix n'est pas inférieur à la moyenne des cours constatés pour les actions de la Société

sur le Second Marché pendant les derniers 20 derniers jours de bourse.

Le Conseil de Gérance a également arrêté les termes et modalités du règlement du plan d'option d'actions de la Société, dans les conditions prévues par l'AGE du 28 juin 2006. Les principales dispositions sont les suivantes :

- les options ont une durée de vie de 6 ans à compter du 7 août 2006 ; elles sont incessibles et insaisissables.
- chaque bénéficiaire pourra exercer 25 % de ses options à compter du second anniversaire de ce jour (soit à compter du 7 août 2008) ;
- chaque bénéficiaire pourra exercer 75 % de ses options à compter de la réalisation des Conditions de Performance fixées par le Conseil, telles que définies par le règlement du plan d'option ;
- Les options liées aux Conditions de Performance ne pourront être exercées également par les bénéficiaires que sous une condition de présence dans

l'effectif du Groupe au second anniversaire de la date d'attribution.

Ils ont été valorisés au prix de 0,80 € selon la méthode Black & Scholes en utilisant une volatilité de 13 %, un taux sans risque de 4 % et en prenant en compte la période d'incessibilité.

Le nombre total des options attribué aux dix plus gros bénéficiaires s'élève à 66 549.

Le conseil de gérance du 7 août 2006, après autorisation de l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2006 a décidé d'émettre 69 573 bons de souscription avec jouissance immédiate. Ces bons ont été attribués par part égal à messieurs Alexandre Colonna Walewski, Fabrice Colonna Walewski et Raphaël Colonna Walewski.

Ils ont été valorisés au prix de 0,87 € selon la méthode Black & Scholes en utilisant une volatilité de 13 %, un taux sans risque de 3 % et un rendement moyen de 3 %. Ils ont été attribués le 7 août 2006, sont exerçables immédiatement et donnent droit à une action au prix de 24,79 € et ont une durée de vie de 4 ans.

### note 22. Passifs financiers

Les passifs financiers non courants et courants correspondent aux « emprunts et dettes financières » et aux « emprunts et concours bancaires courants ».

#### note 22.1. Analyse par catégorie des passifs financiers

(en milliers d'euros)	Au 31.12.2006			31.12.2005			31.12.2004		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts à moyen terme	16 820	9 284	26 104	20 854	10 382	31 236	9 560	8 572	18 132
Engagements de location financements	38 399	7 449	45 848	22 045	5 907	27 952	18 757	5 943	24 701
Crédit renouvelables avec recours	7 063	14 194	21 257	3 812	13 394	17 206	14 075	10 476	24 551
Crédits renouvelables sans recours	13 449	877	14 326	1 420	7 649	9 069		2 265	2 265
Comptes bancaires courants		5 782	5 782		5 935	5 935		3 013	3 013
Instruments financiers (Swaps de taux d'intérêts)					49	49			
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>75 731</b>	<b>37 586</b>	<b>113 317</b>	<b>48 131</b>	<b>43 315</b>	<b>91 447</b>	<b>42 392</b>	<b>30 270</b>	<b>72 662</b>

**note 22.2. Analyse par échéance des remboursements des emprunts à moyen terme et des engagements de location financements au 31 décembre 2006**

[en milliers d'euros]	2007	2008	2009	2010	2011	+ 5 ans	Total
Crédits à moyen long terme	9 284	3 111	2 564	7 926	1 399	1 820	26 104
Engagements de location financements	7 449	6 995	6 726	6 653	5 003	13 022	45 848
Dettes sans recours	877	996	1 036	1 036	1 036	9 346	14 326
<b>Total des emprunts moyen long terme</b>	<b>17 610</b>	<b>11 102</b>	<b>10 325</b>	<b>15 614</b>	<b>7 438</b>	<b>24 189</b>	<b>86 278</b>

Des clauses de défaut (covenants) ont été introduites pour certains emprunts bancaires à moyen terme. Ces clauses portent sur 26 millions d'euros de dettes au 31 décembre 2006. Ces clauses permettent aux établissements de crédit de demander éventuellement le remboursement anticipé du crédit si elles ne sont pas respectées. Le respect de ces clauses correspond notamment au respect de ratios tels que l'endettement net consolidé divisé par l'Ebitda consolidé ou l'endettement net consolidé divisé par la situation nette consolidée. Au 31 décembre 2006, l'ensemble des clauses est respecté.

Sur le montant de 46 millions d'euros de location financement, 89 % intègrent des clauses de remboursement anticipé (à la main de la société) qui incluent des indemnités négociées de 0 % à 5 % du

capital remboursé par anticipation. Ces clauses de remboursement anticipé interviennent lorsque le Groupe décide à son initiative de rompre un contrat de location financement. Les contrats de location financement qui n'incluent pas de conditions négociées de remboursement anticipé restent malgré tout remboursables par la société.

100 % de la dette moyen et long-terme (y compris la dette sans recours) intègre des clauses de remboursement anticipé.

De fait, 94 % de la dette moyen – long terme et de la dette location financement intègre des clauses de remboursement anticipé, mais la totalité des financements est en pratique remboursable par la société à sa discrétion.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 22.3. Évolution de l'endettement

L'endettement financier net consolidé est le suivant :

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Passifs financiers	113 317	91 447	72 662
Valeurs mobilières de placement & autres titres	1 130	759	1 084
Disponibilités	27 179	25 312	31 070
<b>Endettement financier net consolidé</b>	<b>85 008</b>	<b>65 376</b>	<b>40 508</b>

Les dettes financières par devise

(en milliers d'euros)	Emprunts à moyen terme	Engagements de crédit bail	Comptes bancaires courants	Total 12.2006
USD	11 709	5 337	90	17 136
EUR	48 371	35 420	5 691	89 482
PLN	1 607	5 092	0	6 699
<b>TOTAL</b>	<b>61 687</b>	<b>45 849</b>	<b>5 781</b>	<b>113 317</b>

(en milliers d'euros)	Emprunts à moyen terme	Engagements de crédit bail	Comptes bancaires courants	Total 12.2006
USD	14 067	4 168	10	18 245
EUR	41 562	23 784	5 925	71 271
PLN	1 931	0		1 931
<b>TOTAL</b>	<b>57 560</b>	<b>27 952</b>	<b>5 935</b>	<b>91 447</b>



### note 23. Autres passifs long-terme

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Trust 98	0	1 376	2 765
Trust 2001	1 894	2 055	2 202
Conteneurs Maritimes	1 894	3 431	4 967
Constructions Modulaires (GIE Modul Finance I)	0	1 860	3 188
<b>TOTAL</b>	<b>1 894</b>	<b>5 291</b>	<b>8 155</b>

Les passifs long-terme sont actualisés. Ils ont été annulés pour 1,3 million d'euros dans la division Conteneurs Maritimes (les actifs financiers de la division Conteneurs Maritimes ayant été dépréciés de 1,7 million d'euros) et pour 1,9 million d'euros dans la division Constructions Modulaires (les actifs financiers de la division Constructions Modulaires ayant été dépréciés de 1,9 million d'euros).

### note 24. Dettes fournisseurs

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Conteneurs Maritimes	33 805	9 376	20 842
Constructions Modulaires	6 067	6 801	7 145
Barges Fluviales	4 005	4 999	3 601
Wagons	9 680	2 687	3 543
Divers	480	506	645
<b>TOTAL</b>	<b>54 037</b>	<b>24 369</b>	<b>35 776</b>

Les dettes fournisseurs de l'activité Conteneurs Maritimes sont liées aux livraisons de conteneurs de fin d'exercice dont la contrepartie se trouve en stocks et dont le paiement n'a pas été effectué à la clôture de l'exercice. Les échéances de paiement des fournisseurs sont à moins d'un an.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 25. Autres dettes

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Dettes sur immobilisations	1 650	3 433	730
Dettes fiscales et sociales	4 069	3 866	6 704
Dettes d'exploitation	17 954	16 932	14 555
Autres dettes	2 337	1 630	209
<b>Sous total</b>	<b>26 010</b>	<b>25 861</b>	<b>22 198</b>
Produits constatés d'avance	2 537	1 540	5 652
<b>TOTAL</b>	<b>28 547</b>	<b>27 401</b>	<b>27 850</b>

Les dettes d'exploitation enregistrent principalement les revenus dus aux investisseurs des activités Conteneurs Maritimes et Constructions Modulaires (16 millions d'euros au 31 décembre 2006, 14,5 millions d'euros au 31 décembre 2005).

### note 26. Impôts différés

Les positions d'actifs et de passifs d'impôts différés se présentent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Actif d'impôt différé		2 174	3 248
Passif d'impôt différé	(3 147)	(1 196)	(729)
<b>TOTAL</b>	<b>(3 147)</b>	<b>978</b>	<b>2 519</b>

Le solde des impôts différés au 31 décembre 2006 se décompose de la façon suivante :

31 Décembre 2006 (en milliers d'euros)	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Actif	Passif
Etats-Unis	10 295	(11 483)		(1 188)
Europe	3 907	(5 866)		(1 959)
	<b>14 202</b>	<b>(17 349)</b>		<b>(3 147)</b>
<b>Solde Actif/Passif</b>		<b>(3 147)</b>		<b>(3 147)</b>

Les passifs nets d'impôts différés s'analysent par nature de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.2006
Dépréciation immobilisation	(10 378)
Retraitement du CB en France	(2 568)
Déficit reportable	7 400
Actualisation immobilisation financière	311
Charges déductible lors du paiement	86
Impôt forfaitaire	120
Provisions pour clients douteux	774
Produits différés	2 300
Divers	(1 192)
<b>Solde net</b>	<b>(3 147)</b>

## note 27. Engagements et risques

### note 27.1. Parties liées

Il n'existe pas d'opérations significatives conclues par le Groupe avec des parties liées. Des matériels pour une valeur brute d'un million d'euros appartenant aux gérants sont gérés par le Groupe. Aucun avantage n'est consenti dans ce cadre aux gérants, la gestion de ces matériels étant réalisée aux

mêmes conditions que celle réalisée pour le compte de tiers. La gestion de ces matériels est, par ailleurs, encadrée par une charte déontologique visée par le conseil de surveillance.

### note 27.2. Engagements et risques

La présentation faite n'omet pas l'existence d'un engagement hors-bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

#### note 27.2.1. Contrats de location simple non capitalisés

(en milliers d'euros)	Total	à - d'un an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans
Location simple avec recours			0	0
Location simple sans recours contre le Groupe	69 292	10 062	33 957	25 273
<b>TOTAL</b>	<b>69 292</b>	<b>10 062</b>	<b>33 957</b>	<b>25 273</b>

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### Contrats de location simple sans recours contre le Groupe

(en milliers d'euros)	Conteneurs maritimes	Constructions modulaires	Wagons	Total au 31.12.2006	Valeur résiduelle
2007	7 538		2 524	10 062	
2008	7 538		2 524	10 062	
2009	5 755		2 524	8 278	
2010	5 285		2 524	7 809	
2011	5 285		2 524	7 809	
Au-delà	22 750		2 524	25 273	2 088
<b>TOTAL</b>	<b>54 149</b>	<b>0</b>	<b>15 143</b>	<b>69 292</b>	<b>2 088</b>
Montants pris en charges dans l'exercice	1 699		2 524	4 222	

Sans recours contre le Groupe : l'obligation faite au Groupe de verser les loyers aux établissements financiers est suspendue lorsque les clients sous-locataires ne respectent pas leurs propres obligations contractuelles de paiement.

### note 27.2.2. Autres engagements

(en milliers d'euros)	Total	à - d'un an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans
Lettres de crédit	395			395
Garanties	2 730			2 730
Autres engagements commerciaux	141 000	123 500	17 500	
<b>TOTAL</b>	<b>144 125</b>	<b>123 500</b>	<b>17 500</b>	<b>3 125</b>

Les lettres de crédit et les garanties sont comptabilisées au bilan.

En décembre 2006, TOUAX Rail Ltd a contracté un crédit documentaire avec une banque pour un montant de 22 050 000 euros liés à l'achat de wagons de fret en 2007-2008. Ce crédit documentaire a pour but de garantir le fournisseur du bon paiement des wagons dans la mesure où ceux-ci respectent les exigences du contrat d'achat (date et lieu de livraison, acceptation, conformité technique, etc.).

TOUAX SCA s'est porté caution solidaire pour sa filiale TOUAX Rail Ltd dans le cadre de cette opération.

### Commandes fermes de matériels

Les commandes et investissements fermes au 31 décembre 2006 s'élève à 141 millions d'euros dont 41 millions d'euros de conteneurs maritimes, 10 millions d'euros de constructions modulaires,

5 millions d'euros de barges fluviales et 85 millions d'euros de wagons (dont 17,5 millions d'euros de wagons livrés et payables en 2008).

#### note 27.2.3. Faits exceptionnels et litiges

Dans plusieurs pays où TOUAX SCA et ses filiales exercent leurs activités, les déclarations fiscales des exercices non prescrits peuvent faire l'objet d'une inspection par les autorités compétentes.

Pour chaque filiale du Groupe, une réunion trimestrielle est organisée sous la forme d'un conseil d'administration ou d'un comité exécutif. Cette réunion rassemble la direction du Groupe, la direction de l'activité et les responsables opérationnels et financiers des filiales. Cette réunion permet une revue détaillée des activités des filiales et notamment le suivi des faits exceptionnels et des litiges.

Les gérants estiment qu'il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du Groupe.

#### note 27.2.4. Couverture des risques de change et de taux

Les produits de couverture de taux mis en place en 2003 ont continué de faire effet en 2006. Compte tenu de ces couvertures, la dette à taux fixe représente 45 %

de l'endettement global et la dette à taux variable 55 %. Cette répartition pourrait de nouveau être modifiée sur décision de la direction du Groupe si des événements monétaires venaient le justifier. Les swaps de taux sont mentionnés à la note 1.18.4 page 60.

### Les instruments financiers hors bilan ont les caractéristiques suivantes au 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)	Montant nominal	Taux d'intérêt		Date d'échéance	
		minimum	maximum	minimum	maximum
Swaps de taux emprunteur Taux fixe / Prêteur taux variable	5 881	3,15 %	3,85 %	01/04/2008	28/12/2010

### Dettes financières – risque de taux

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2006	
	Montant avant opérations de couverture	Montant après opérations de couverture
Euro à taux fixe	41 596	46 020
Euro à taux variable	47 886	43 626
Dollar à taux fixe	3 307	4 934
Dollar à taux variable	13 829	12 037
Autres devises à taux variable	6 699	6 699
Total dette à taux fixe	44 903	50 954
Total dette à taux variable	68 415	62 363
<b>Total dette</b>	<b>113 317</b>	<b>113 317</b>

En 2006, TOUAX SCA et ses filiales n'ont pas eu recours à l'utilisation d'instruments financiers en couverture de change. Le Groupe estime que les risques de change induits par son activité opération-

nelle sont faibles. Les activités opérationnelles sont organisées de sorte que les actifs et les passifs, les revenus et les dépenses d'une même activité soient libellés dans la même devise.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 27.2.5. Sûretés réelles données

En garantie des concours financiers accordés pour le financement des actifs du Groupe en propriété (hors crédit-bail) ou des actifs en gestion, TOUAX SCA et ses filiales ont donné les sûretés suivantes (en milliers d'euros) :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2006				
	Année d'origine	Échéance	Actif nanti	Total du poste du bilan	%
<b>Hypothèques (barges fluviales)</b>			<b>30 196</b>	<b>35 786</b>	<b>84,38%</b>
	1997	2008	1 408		
	1999	2009	2 313		
	2002	2009	1 197		
	2005	2010	9 748		
	2002	2012	1 059		
	2003	2008	635		
	2003	2013	4 333		
	2003	2015	7 300		
	2005	2015	785		
	2006	2011	1 418		
<b>Hypothèques immobilières</b>	<b>1996</b>	<b>2009</b>	<b>545</b>	<b>4 169</b>	<b>13,1%</b>
<b>Nantissement d'actifs corporels</b>			<b>21 379</b>	<b>125 265</b>	<b>17,1%</b>
Constructions Modulaires	2005	2016	4 997		
Conteneurs Maritimes	2004	2012	1 788		
Wagons	2004	2016	14 594		
<b>Nantissement d'actifs financiers (Dépôts donnés en garanties)</b>			<b>8 834</b>	<b>13 038</b>	<b>67,8%</b>
Constructions Modulaires	1997	2010	2 778		
Conteneurs Maritimes	1998	2009	3 778		
	2001	2012	2 278		
<b>TOTAL</b>			<b>60 954</b>	<b>178 259</b>	<b>34,2%</b>

La levée des sûretés réelles données (hypothèques, nantissements et autres garanties) est conditionnée au remboursement des concours financiers accordés. Aucune autre condition particulière n'est à noter.

note 27.2.6. Cautions

Les cautions sont données par la société mère en contrepartie des concours bancaires utilisés par les filiales.

(en milliers d'euros)	à - d'1 an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans	Total
Garanties données aux banques en contrepartie des concours bancaires utilisés par les filiales	5 998	45 833	28 916	80 747
Les encours restant dus correspondants à ces engagements données aux filiales sont de 37 540 milliers d'euros au 31/12/06				

note 27.3. Informations complémentaires en matière de location financement (capitalisé)

(en milliers d'euros)	Terrains	Matériel de location	Total au 31.12.2006
VALEUR D'ORIGINE	1 979	70 013	71 992
Dotation aux amortissements de l'exercice		2 327	2 327
AMORTISSEMENTS CUMULÉS		10 551	10 551
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>1 979</b>	<b>59 462</b>	<b>61 441</b>

(en milliers d'euros)	Redevances restant à payer			Valeur résiduelle
	Terrains	Matériel de location	Total au 31.12.2006	
2007	87	9 338	9 425	113
2008	87	8 699	8 786	26
2009	87	8 033	8 120	73
2010	87	7 098	7 185	595
2011		5 735	5 735	89
Plus de 5 ans		13 663	13 663	469
<b>TOTAL</b>	<b>348</b>	<b>52 567</b>	<b>52 915</b>	<b>1 365</b>
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE (amortissements & frais financiers)	39	3 952	3 991	

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 27.4. Politique d'intéressement du personnel

La société ne publie pas de bilan social.

Il n'existe pas de plan d'intéressement du personnel. Cependant, certaines catégories de personnel (cadres, agents commerciaux) bénéficient de primes annuelles sur les performances établies sur une base individuelle ou de stock-options.

### note 27.5. Rémunération du comité de direction

Rémunération du comité de direction en 2006  
700 K€ (4 personnes)

Les engagements de départ en retraite et de retraite complémentaire du comité de direction ne sont pas significatifs. Aucune stock-option n'est accordée aux mandataires sociaux. Les autres membres du comité de direction en bénéficient (cf. tableau des stocks options détaillé dans la note 21 de l'annexe des comptes consolidés page 83).

Il est à rappeler que la rémunération des membres du conseil de surveillance est étayée dans le paragraphe 15.1 page 40. Elle s'élève à 251,2 K€.

### note 27.6. Compléments d'information sur le GIE Modul Finance I

Le Groupe TOUAX a réalisé, en décembre 1997 et au cours de l'exercice 1998, une opération de titrisation d'actifs (asset backed securitization) en cédant un total de 7 869 constructions modulaires d'une valeur de 42 millions d'euros à un Groupement d'Intérêt Économique de droit français désigné GIE Modul Finance I. Les membres du GIE sont, à l'origine, des investisseurs à hauteur de 90 % et le Groupe pour le solde.

L'investissement du GIE Modul Finance I a été financé de la façon suivante :

➔ émission de Titres Subordonnés Remboursables (TSR) pour un total de 10,5 millions d'euros, souscrits à 90 % par un investisseur institutionnel et à 10 % par TOUAX SCA,

➔ souscription d'une dette senior de 32,6 millions d'euros remboursable sur 10 ans, rémunérée à Euribor 3 mois + 1,8 %.

Dans le cadre d'un contrat de gestion opérationnelle, le GIE a confié au Groupe la gestion, la location et plus généralement l'exploitation des constructions modulaires. Il appartient au Groupe, en tant que commissionnaire, d'encaisser les revenus locatifs de ses clients, de payer les dépenses opérationnelles directement aux fournisseurs et d'organiser, 90 jours après la fin de chaque trimestre, le paiement du Revenu Locatif Net Distribuible au GIE Modul Finance I, le commettant.

En 1999, le GIE Modul Finance I a renégocié sa dette afin de bénéficier de conditions financières améliorées. Le contrat de gestion opérationnelle avec le Groupe a été renouvelé pour une durée de 13 ans et 6 mois. Les nouveaux engagements souscrits par le GIE Modul Finance I sont les suivants :

➔ émission de Titres Subordonnés Remboursables (TSR) pour un total de 4,5 millions d'euros, souscrits en totalité par un investisseur institutionnel.

➔ souscription d'une dette senior de 28,2 millions d'euros, remboursable sur 10,75 ans avec une valeur résiduelle de 9,1 millions d'euros. La dette senior est

rémunérée au taux Euribor 3 mois + 1,475 %. La garantie de taux senior souscrite par le GIE Modul Finance I et financée par le prêt senior fixe le taux de référence maximum de la dette senior à 5 %.

➔ souscription d'une dette junior de 8,9 millions d'euros, remboursable sur 11,75 ans avec une valeur résiduelle de 2,28 millions d'euros. La dette junior est rémunérée au taux Euribor 3 mois + 2,425 %. La garantie de taux junior souscrite par le GIE Modul Finance I et financée par le prêt junior fixe le taux de référence maximum de la dette junior à 5 %.

➔ ouverture d'un compte de dépôt de 0,8 million d'euros alimenté par TOUAX SCA.

➔ Au cours de l'exercice 2006, La dette Junior et les TSR ont été rachetés par une société de droit luxembourgeois. Le Groupe a prêté une somme de 2 millions d'euros à cette société pour financer une partie du rachat. Cette société n'appartient pas au Groupe et n'est pas consolidée. Le prêt de 2 millions d'euros est comptabilisé à l'actif du bilan du Groupe (cf. note 15 page 80).

Le Groupe n'exerce pas de contrôle sur le GIE, au regard de l'interprétation SIC 12 « Consolidation – Entités Ad Hoc » et de la loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003 de sécurité financière ; il ne fait donc pas partie du périmètre de consolidation.

### Plan d'amortissement de la Dette Senior et de la Dette Junior (en milliers d'euros)

Dates	Amortissement Annuel du principal de la DETTE SENIOR	Amortissement Annuel du principal de la DETTE JUNIOR
2007	1 981	647
2008	2 111	695
2009	2 250	746
2010		802



À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 et jusqu'au terme du contrat le 31 décembre 2012, le Groupe procédera à la vente des modules au mieux sur le marché de l'occasion conformément au mandat de commercialisation qui le lie avec le GIE Modul Finance I.

Le produit de la cession des matériels sera utilisé pour :

→ régler la valeur résiduelle de la dette senior au 31 décembre 2009 : 9,146 millions d'euros

→ régler la valeur résiduelle de la dette junior au 31 décembre 2010 : 2,286 millions d'euros

→ verser aux porteurs des Titres Subordonnés Remboursables, la dernière année du contrat, un cash-flow complémentaire aux rémunérations perçues depuis le 31 mars 2001, dans la limite fixée

d'un rendement actuariel annuel des TSR de 10%. Le produit excédentaire de la cession des constructions modulaires sera alors réparti entre le Groupe et les arrangeurs de la renégociation de la dette à concurrence de 95 % pour le Groupe et 5 % pour les arrangeurs.

Le GIE Modul Finance I a la faculté de résilier par anticipation le contrat de gestion en cas d'absence de paiement partiel ou total d'une échéance du plan d'amortissement de la dette senior et de la dette junior, imputable à une insuffisance de Revenu Locatif Net Distribuable.

Le GIE Modul Finance I mis en défaut, les prêteurs pourraient prendre la décision de vendre les matériels ou de changer d'exploitant.

Pour éviter une éventuelle mise en défaut du GIE, le Groupe a le droit, mais non l'obligation, de lui avancer les sommes nécessaires à la couverture du plan d'amortissement de sa dette senior. Ces avances sont remboursables par versement au Groupe de l'excédent résultant de la différence entre le Revenu Locatif Net Distribuable et les échéances de la dette senior et de la dette junior des trimestres suivants, et ce prioritairement dès que le Revenu Locatif Net Distribuable est de nouveau supérieur au plan d'amortissement de la dette senior et de la dette junior.

L'exploitation des constructions modulaires du GIE Modul Finance I a les implications suivantes dans les comptes du Groupe (en milliers d'euros) :

<b>AU NIVEAU DU COMPTE DE RÉSULTAT consolidé</b>			
(en milliers d'euros)	<b>31.12.2006</b>	<b>31.12.2005</b>	<b>31.12.2004</b>
Chiffre d'affaires locatif des matériels appartenant au GIE	5 413	6 019	6 094
<b>Au niveau du Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>5 413</b>	<b>6 019</b>	<b>6 094</b>
Forfait de dépenses opérationnelles des matériels appartenant au GIE (b)	(2 165)	(2 408)	(2 438)
<b>Au niveau des Achats et autres charges externes consolidés</b>	<b>(2 165)</b>	<b>(2 408)</b>	<b>(2 438)</b>
Revenus locatifs nets distribuables au GIE	(2 147)	(2 383)	(2 417)
<b>Au niveau des revenus locatifs consolidés dus aux investisseurs</b>	<b>(2 147)</b>	<b>(2 383)</b>	<b>(2 417)</b>
<b>TOTAL (a)</b>	<b>1 101</b>	<b>1 228</b>	<b>1 239</b>

(a) Le total correspond aux commissions de gestion perçues par le Groupe pour la gestion des matériels appartenant au GIE.

(b) Les dépenses opérationnelles ne sont pas affectées par matériel au réel mais selon une méthode forfaitaire.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Le Groupe n'a pas d'autre engagement sur le GIE que la valeur de ses actifs telle que décrite dans le paragraphe « au niveau du bilan » ci-après.

<b>AU NIVEAU DU BILAN consolidé</b>			
(en milliers d'euros)	<b>31.12.2006</b>	<b>31.12.2005</b>	<b>31.12.2004</b>
Dépôt de garantie	0	248	1 931
Prêt au GIE	0	1 613	1 257
<b>Au niveau des immobilisations financières consolidées</b>	<b>0</b>	<b>1 861</b>	<b>3 188</b>
Différé de paiement	1 363	1 199	1 116
<b>Au niveau autres actifs non courants</b>	<b>1 363</b>	<b>1 199</b>	<b>1 116</b>
<b>Au niveau de l'ACTIF consolidé</b>	<b>1 363</b>	<b>3 060</b>	<b>4 304</b>
Produits différés	0	1 860	3 188
<b>Au niveau des autres passifs non courants</b>	<b>0</b>	<b>1 860</b>	<b>3 188</b>
Revenus locatifs nets dus au GIE (4 <sup>e</sup> trimestre)	535	590	610
<b>Au niveau des dettes d'exploitation consolidées</b>	<b>535</b>	<b>590</b>	<b>610</b>
<b>Au niveau du PASSIF consolidé</b>	<b>535</b>	<b>2 450</b>	<b>3 798</b>

Comme indiqué dans l'annexe des comptes consolidés note 15 page 80 sur les immobilisations financières, les dépôts de garantie concernant le GIE Modul Finance ont été dépréciés en totalité pour 1,9 million d'euros. Les commissions différées lors de la constitution du GIE Modul Finance, comptabilisées en passif non courant, sont annulées en conséquence pour le même montant (1,9 million d'euros).

### note 27.7. Compléments d'information sur le Trust CLR 95

La flotte du Trust 95 a été vendue à un autre investisseur avec l'arrêt des bénéfices des revenus à

compter du 1<sup>er</sup> avril 2004. Un « Termination agreement » a été signé arrêtant le contrat de gestion, entre TOUAX SCA et le Trust, fin décembre 2004. Le nouveau propriétaire a donné la gestion des anciens conteneurs du Trust 95 au Groupe TOUAX, via sa filiale Gold Container Corp.

La cessation d'activité du Trust 95 fin 2004 n'a pas eu de conséquence négative sur le Groupe compte tenu des provisions constituées précédemment sur les actifs concernés (titres de participation et dépôts de garantie).

#### note 27.8. Compléments d'information sur le Trust TCLRT 98

Le 16 décembre 1998, le Groupe a réalisé une deuxième opération de titrisation de conteneurs maritimes (asset backed securitization), sous la forme d'un trust enregistré au Delaware aux États-Unis et désigné "TOUAX Container Lease Receivables Trust TCLRT 98". Ce Trust a été capitalisé entièrement par des investisseurs hors Groupe (Indenture Agreement) par l'émission d'une dette senior (notes) et d'une dette subordonnée (certificats), pour financer l'achat de conteneurs maritimes pour une valeur totale de USD 40,4 millions et dont le service (exploitation et gestion) est assuré par le Groupe dans le cadre d'un contrat de gestion (Sale and Servicing Agreement) pendant une durée minimum de 10 ans.

Au terme du contrat, le Trust et les investisseurs ont le choix, soit de vendre les conteneurs, soit d'en faire poursuivre l'exploitation deux ans de plus. Pendant ces deux années, le Groupe doit rechercher un acquéreur pour les conteneurs. Le Groupe a la possibilité de faire une offre, mais le Trust est seul décisionnaire pour accepter ou refuser les conditions.

La flotte appartenant au Trust est constituée, au 31 décembre 2006, de 13 728 conteneurs (6 819 20' Dry Cargo – 5 296 40' Dry Cargo et 1 613 40' High Cube) représentant un investissement de 36,9 millions USD correspondant à 18 003 « TEU » en valeur.

Outre les 5,54 millions USD avancés par le Groupe, le Trust enregistre dans son bilan au 31.12.2006 une dette senior (notes) de USD 22,3 millions avec un taux d'intérêt fixe à 5,94 % hors assurance et une dette subordonnée (certificats) pour un montant de USD 5,7 millions portant intérêt à 8,03 %. L'ensemble est remboursable sur 5 ans (extension possible de 2 ans) avec les revenus nets distribués par le Groupe au Trust selon les conditions fixées

dans le "Master Lease Agreement" et le "Sales and Servicing Agreement". En complément, le Trust a contracté une assurance ("Insurance and Reimbursement Agreement") pour garantir le paiement des intérêts et du principal dus par le Trust à ses investisseurs dans la dette senior ("the Note Holders").

À l'actif du Groupe figurent un dépôt de garantie pour 1,2 million de dollars, et une avance sur distribution de 0,59 million de dollars constitué par Gold Container Corp, ainsi qu'une réserve de liquidité totalisant 3,8 millions de dollars constituée par TOUAX container leasing corporation (Leasco 1), l'ensemble formant un total de 5,59 millions USD. Par ailleurs, Leasco 1 a acheté 1 040 conteneurs pour une valeur initiale de USD 2 834 745 qui sont loués pour le compte du Trust et lui ont été remis en garantie.

Dans le cas où le Trust ne respecterait pas le plan d'amortissement de la dette, celui-ci est en défaut et pourrait prendre la décision de vendre les conteneurs ou de changer d'exploitant. Le Groupe n'a pas l'obligation de racheter le matériel et n'est pas tenu au remboursement de la dette. Le Groupe n'exerce

pas de contrôle sur le Trust, au regard de l'interprétation SIC 12 « Consolidation – Entités Ad Hoc » et de la loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003 de sécurité financière, il ne fait donc pas partie du périmètre de consolidation.

Le 27 février 2007, Radian Asset Insurance Inc a notifié par courrier à la société TOUAX un événement de défaut sur le Trust 98. L'événement de défaut est constitué par le fait que les paiements réalisés à la dette Senior se sont élevés à 11,7 millions de dollar au lieu de 13 millions de dollar comme précisé dans les contrats du Trust. La notification de cet événement de défaut permet à la société Radian Asset Insurance Inc, assureur de la dette Senior, de se réserver le droit de demander la cession du Trust et de l'ensemble de ses actifs. Le Groupe, par prudence, a estimé le résultat de la cession immédiate des actifs du Trust. Cette cession immédiate aurait pour conséquence pour le Groupe le non-remboursement de certains dépôts de garantie et avances réalisés au Trust 98. Les comptes de dépôts de garantie et les avances enregistrés à l'actif du Groupe qui ne seraient pas remboursés ont de ce fait été entièrement dépréciés.

#### Plan d'amortissement de la dette senior du Trust

Date	Échéances	Amortissement minimum cumulé	Solde à rembourser (en milliers de dollars)
16.12.1998	Date de closing		34 000
16.12.2001	4 <sup>e</sup> anniversaire	3 627	30 373
16.12.2004	6 <sup>e</sup> anniversaire	7 533	22 840
16.12.2006	8 <sup>e</sup> anniversaire	13 020	9 820
15.01.2009	Date de maturité		8 500

Les frais financiers doivent être obligatoirement réglés par le Trust chaque trimestre.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### Plan d'amortissement de la dette subordonnée du Trust

Date	Échéances	Amortissement minimum cumulé	Solde à rembourser (en milliers de dollars)
16.12.1998	Date de closing		6 402
16.12.2001	4e anniversaire	521	5 881
16.12.2004	6e anniversaire	1 098	4 782
16.12.2006	8e anniversaire	1 929	2 853
15.01.2009	Date de maturité		2 706

Les frais financiers doivent être obligatoirement réglés par le Trust chaque trimestre.

La location des conteneurs du Trust par Gold Container a les implications suivantes dans les comptes du Groupe (en milliers d'euros) :

AU NIVEAU DU COMPTE DE RÉSULTAT consolidé			
(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Chiffre d'affaires locatif des matériels appartenant au Trust 98	3 913	3 754	3 912
Commission de démarrage du Trust <sup>(1)</sup>	0	0	0
<b>Au niveau du chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>3 913</b>	<b>3 754</b>	<b>3 912</b>
Dépenses opérationnelles des matériels appartenant au Trust <sup>(2)</sup>	(615)	(577)	(612)
Frais de constitution du Trust <sup>(3)</sup>	0	0	0
<b>Au niveau des achats et autres charges externes consolidés</b>	<b>(615)</b>	<b>(577)</b>	<b>(612)</b>
Distributions au Trust <sup>(4)</sup>	(2 994)	(2 850)	(2 967)
<b>Au niveau des revenus locatifs consolidés dus aux investisseurs</b>	<b>(2 994)</b>	<b>(2 850)</b>	<b>(2 967)</b>
<b>TOTAL <sup>(5)</sup></b>	<b>304</b>	<b>327</b>	<b>333</b>

(1) La commission de démarrage correspond à un forfait couvrant les frais de marquage, d'inspection et de transport des conteneurs sur leur premier lieu de mise en location. La contrepartie en charges de cette commission se trouve dans les postes dépenses opérationnelles des activités, frais généraux et frais centraux.

(2) Les dépenses opérationnelles correspondent aux frais de stockage, de maintenance et de réparation, à la rémunération du réseau d'agents et généralement à toutes les dépenses d'exploitation qui viennent contractuellement en diminution du revenu net distribuable au Trust.

(3) Les frais de constitution correspondent à la rémunération des cabinets d'avocats, des réseaux de courtiers et des intervenants en général qui assurent le montage de l'opération.

(4) Les distributions au Trust correspondent aux revenus nets dégagés par l'exploitation des conteneurs après déduction de la commission de gérance de Gold Corp. qui représente 304 milliers d'euros à décembre 2006.

(5) Le total correspond aux commissions de gestion perçues par le Groupe pour la gestion des matériels appartenant au Trust 98.

Le Groupe n'a pas d'autre engagement sur le Trust que la valeur de ses actifs telle que décrite dans le paragraphe « au niveau du bilan » ci-après.

<b>AU NIVEAU DU BILAN consolidé</b>			
(en milliers d'euros)	<b>31.12.2006</b>	<b>31.12.2005</b>	<b>31.12.2004</b>
Dépôt de garantie <sup>(6)</sup>	830	2 718	3 670
Avance subordonnée sur distribution <sup>(7)</sup>	0	0	360
Avance sur dépassement de seuil des coûts opérationnels <sup>(8)</sup>	0	61	53
<b>Au niveau des immobilisations financières consolidées</b>	<b>830</b>	<b>2 779</b>	<b>4 083</b>
<b>Autres créances d'exploitation <sup>(9)</sup></b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>4</b>
<b>Au niveau de l'ACTIF consolidé</b>	<b>830</b>	<b>2 786</b>	<b>4 087</b>
<b>Au niveau des autres passifs financiers Long terme</b>	<b>0</b>	<b>1 817</b>	<b>2 765</b>
Revenus locatifs dus au Trust <sup>(10)</sup>	1 295	750	435
Revenus de total loss dus au Trust	23	28	48
Revenus des ventes de conteneurs du Trust <sup>(11)</sup>	303	0	20
<b>Au niveau des dettes d'exploitation consolidées</b>	<b>1 621</b>	<b>778</b>	<b>503</b>
<b>Au niveau du PASSIF consolidé</b>	<b>1 621</b>	<b>2 595</b>	<b>3 268</b>

(6) Le Groupe a constitué une lettre de crédit en faveur du Trust d'un montant de 1,2 million de dollars garanti par un dépôt placé sur un compte bancaire. Les revenus de placement de ses fonds reviennent à Gold Container Corp. La mainlevée de la lettre de crédit en principal est prévue à la fin de la durée de vie du Trust, et les intérêts sont payables trimestriellement. Le Groupe a également apporté une réserve de liquidité au Trust, pour un montant non actualisé de 3 766 milliers de dollars (3 313 milliers de dollars en valeur actualisée) mis à disposition sur un compte bancaire du Trust. Cette réserve de liquidité permet au Trust de couvrir ses obligations de paiement dans le cas où le revenu net distribuable s'avérerait insuffisant. Cette garantie devrait être reconstituée par le Trust lorsque la trésorerie disponible du Trust le permet après avoir respecté les échéances prévues du plan d'amortissement de la dette. La recouvrabilité de cette réserve de liquidité étant incertaine, cet actif financier actualisé a été déprécié au 31 décembre 2005 pour un montant de 1 690 milliers de dollars. La valeur actualisée au 31 décembre 2006 de cette réserve (1 679 milliers de dollars) a été totalement dépréciée. Les produits différés figurant dans les autres passifs long terme des comptes consolidés ont été diminués pour ce même montant.

(7) Le Groupe a accordé au Trust une avance exceptionnelle remboursable de 545 milliers de dollars. Cette avance a été totalement dépréciée, impactant le résultat au 31 décembre 2006.

(8) Le Groupe s'est engagé à maintenir les coûts opérationnels à un niveau inférieur à un seuil de référence fixé. Si ce niveau est dépassé, le Groupe doit avancer la différence au Trust. Ces avances deviennent remboursables lorsque la trésorerie disponible du Trust le permet après avoir respecté les échéances prévues du plan d'amortissement de la dette.

(9) Les autres créances d'exploitation correspondent aux paiements de frais juridiques pour le compte du Trust.

(10) Les revenus locatifs correspondent aux revenus nets restants à verser au Trust au 31 décembre de chaque année. À compter du 1<sup>er</sup> trimestre 2002, le Groupe verse au Trust des acomptes mensuels sur les distributions à venir.

(11) Les revenus de ventes de conteneurs correspondent aux produits de cession des conteneurs du Trust que le Groupe aura à reverser à celui-ci dès l'encaissement.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 27.9. Compléments d'information sur le Trust TLR 2001

Le 27 octobre 1999, le Groupe a réalisé une troisième opération de titrisation de conteneurs maritimes (asset backed securitization), sous la forme d'un Trust enregistré au Delaware aux États-Unis et nommé "TOUAX Lease Receivables Master Trust 2000-1" ci-après désigné Trust 2000. Pendant une période préalable appelée "Warehouse period" courant du 27 octobre 1999 au 31 décembre 2001, le Trust 2000 a été financé entièrement par une banque européenne qui a souscrit à l'émission d'obligations ("notes") et de certificats ("certificates") pour financer l'achat de conteneurs maritimes pour une valeur totale de USD 46,5 millions.

La clôture définitive du Trust 2000 a été réalisée en décembre 2001 grâce au refinancement des engagements de la banque qui avait souscrit les obligations et les certificats initiaux. Ce refinancement a nécessité la création d'un trust de substitution, le Trust

2001 (TLR Master Trust 2001) qui a racheté les actifs du Trust 2000. En février 2002, les créances et dettes des Trusts respectifs et du Groupe ont été soldées.

La flotte appartenant au Trust est constituée, au 31 décembre 2006, de 19 772 conteneurs (8 268 20' Dry Cargo – 5 517 40' Dry Cargo et 5 987 40' High Cube) représentant un investissement de 46,7 millions USD correspondant à 27 153 «TEU» en valeur ainsi que 148 wagons d'une valeur originelle de 8,9 millions de dollars.

Outre les 3,5 millions USD avancés par le Groupe, le Trust 2001 enregistre une dette senior ("notes") de 28,2 millions USD et des fonds propres ("equity") de 18,9 millions USD à fin décembre 2006.

Le Trust 2001 et le Groupe sont liés par des contrats de location ("Railcar Master Lease" et "Container Master Lease") pour une durée de 10 ans et 8 mois. Le Groupe distribue au Trust 2001 des loyers équivalents aux revenus nets distribuables selon les conditions fixées dans le "Master Lease Agreement".

Le Groupe, par le biais de Leasco 2 a acheté 1 733 conteneurs (4,2 millions de dollars) qui sont loués pour le compte du Trust et lui ont été remis en garantie (en vertu d'un contrat appelé "Leased Container Master Lease").

Dans certaines conditions liées au montant des loyers versées, le Trust peut prendre la décision de vendre les conteneurs ou de changer d'exploitant. Le Groupe a une option d'achat à la fin de vie des contrats de location mais n'a pas l'obligation de racheter le matériel et n'est pas tenu au remboursement de la dette. Le Groupe n'exerce pas de contrôle sur le Trust, au regard de l'interprétation SIC 12 «Consolidation – Entités Ad Hoc» et de la loi n°2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003 de sécurité financière; il ne fait donc pas partie du périmètre de consolidation.

La location des conteneurs du Trust par Gold Container a les implications suivantes dans les comptes du Groupe (en milliers d'euros) :

AU NIVEAU DU COMPTE DE RÉSULTAT consolidé			
(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Chiffre d'affaires locatif des matériels appartenant au Trust 01	5 195	5 260	5 721
Commission de démarrage du Trust <sup>(1)</sup>	0	0	0
<b>Au niveau du Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>5 195</b>	<b>5 260</b>	<b>5 721</b>
Dépenses opérationnelles des matériels appartenant au Trust <sup>(2)</sup>	(633)	(521)	(634)
<b>Au niveau des Achats et autres charges externes consolidés</b>	<b>(633)</b>	<b>(521)</b>	<b>(634)</b>
Distributions au Trust <sup>(3)</sup>	(4 092)	(4 247)	(4 573)
<b>Au niveau des revenus locatifs consolidés dus aux investisseurs</b>	<b>(4 092)</b>	<b>(4 247)</b>	<b>(4 573)</b>
<b>Total <sup>(4)</sup></b>	<b>470</b>	<b>492</b>	<b>514</b>

(1) La commission correspond à un forfait couvrant les frais de marquage, d'inspection et de transport des conteneurs sur leur premier lieu de mise en location dont la contrepartie en charge se trouve dans les postes de dépenses opérationnelles des activités, frais généraux et frais centraux.

(2) Les dépenses opérationnelles correspondent aux frais de stockage et de maintenance, à la rémunération du réseau d'agents et généralement à toutes les dépenses d'exploitation qui viennent contractuellement en diminution du revenu net distribuable au Trust.

(3) Les distributions au Trust correspondent aux revenus nets dégagés par l'exploitation des conteneurs après déduction de la commission de gérance de Gold Container Corp. qui représente 470 milliers d'euros à fin décembre 2006.

(4) Le total correspond aux commissions de gestion perçues par le Groupe pour la gestion des matériels appartenant au Trust 2001.

Le Groupe n'a pas d'autre engagement sur le Trust que la valeur de ses actifs telle que décrite dans le paragraphe « au niveau du bilan » ci-après.

<b>AU NIVEAU DU BILAN consolidé</b>			
(en milliers d'euros)	<b>31.12.2006</b>	<b>31.12.2005</b>	<b>31.12.2004</b>
Réserve de liquidité <sup>(5)</sup>	2 269	2 458	2 614
Autres créances Trust 2001 <sup>(6)</sup>	0	0	0
<b>Au niveau des immobilisations financières consolidées</b>	<b>2 269</b>	<b>2 458</b>	<b>2 614</b>
<b>Au niveau des immobilisations financières consolidées</b>	<b>2 269</b>	<b>2 458</b>	<b>2 614</b>
<b>Autres créances d'exploitation <sup>(7)</sup></b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>Au niveau de l'ACTIF consolidé</b>	<b>2 273</b>	<b>2 462</b>	<b>2 618</b>
<b>Au niveau des autres passifs financiers long-terme</b>	<b>1 894</b>	<b>2 055</b>	<b>2 202</b>
Revenus locatifs dus au Trust <sup>(8)</sup>	1 163	944	185
Revenus de total loss dus au Trust	43	48	43
Revenus des ventes de conteneurs du Trust <sup>(9)</sup>	232	0	0
<b>Au niveau des dettes d'exploitation consolidées</b>	<b>1 438</b>	<b>992</b>	<b>228</b>
<b>Au niveau du PASSIF consolidé</b>	<b>3 332</b>	<b>3 047</b>	<b>2 430</b>

(5) Suite à la création du Trust 2001, les dépôts de garantie constitués pour le compte du Trust 2000 ont été libérés en 2002. Les dépôts de garantie constitués pour le Trust 2001 s'élèvent à 1,9 million de dollars actualisés. Ce poste comprend également la lettre de crédit d'un montant de 375 milliers de dollars actualisée que TOUAX SCA a constituée en faveur du Trust 2001, garantie par un dépôt sur un compte bancaire, remboursable à la fin de la durée de vie du Trust.

(6) Suite à la conclusion du Trust 2001, les créances du Trust 2001 et les dettes vis-à-vis du Trust 2000 ont été entièrement soldées en février 2002.

(7) Les autres créances d'exploitation correspondent aux paiements de frais juridiques pour le compte du Trust.

(8) Les revenus locatifs correspondent aux revenus nets restants à verser au Trust à chaque clôture semestrielle. À compter du 1<sup>er</sup> trimestre 2002, le Groupe verse au Trust des acomptes mensuels sur les distributions à venir, expliquant la diminution des revenus nets dus fin 2002.

(9) Les revenus de ventes de conteneurs correspondent aux produits de cession des conteneurs du Trust que le Groupe aura à reverser à celui-ci dès l'encaissement.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### 20.2. Comptes sociaux

Les comptes sociaux de la société TOUAX SCA sont présentés selon les principes comptables généralement admis en France.

note n°	Compte de Résultat au 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	2006	2005	2004
3	Chiffre d'affaires	38 986	29 533	37 321
4	Reprise de provisions et transfert de charges	365	719	492
5	Autres produits	13 835	22 367	15 962
	<b>Total Produits d'exploitation</b>	<b>53 186</b>	<b>52 619</b>	<b>53 775</b>
6	Autres charges d'exploitation	(43 750)	(45 357)	(49 933)
7	Impôts et taxes	(806)	(479)	(340)
8	Charges de personnel	(3 221)	(3 042)	(2 434)
9	Dotation aux amortissements	(1 872)	(1 914)	(1 919)
10	Dotation aux provisions d'exploitation	(239)	(23)	(380)
	<b>Total Charges d'exploitation</b>	<b>(49 888)</b>	<b>(50 815)</b>	<b>(55 006)</b>
	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3 298</b>	<b>1 804</b>	<b>(1 231)</b>
11	Bénéfice attribué aux opérations en commun	(3 150)	(3 157)	(2 820)
12	<b>Résultat financier</b>	<b>897</b>	<b>2 588</b>	<b>6 908</b>
	<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>1 045</b>	<b>1 235</b>	<b>2 857</b>
13	<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
14	Impôt sur les bénéfices	0	(41)	0
	<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>1 045</b>	<b>1 194</b>	<b>2 857</b>

Les notes jointes à l'Annexe font partie intégrante des états financiers de la société.



note n°	Bilan au 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	2006	2005	2004
	<b>ACTIF</b>			
15	Immobilisations incorporelles brutes	569	521	425
	Amortissements Immobilisations Incorporelles	(472)	(415)	(387)
	Immobilisations incorporelles nettes	97	106	38
16	Immobilisations corporelles brutes	22 130	22 537	23 574
	Amortissements Immobilisations Corporelles	(9 229)	(8 146)	(10 332)
	Immobilisations corporelles nettes	12 901	14 391	13 242
17	Immobilisations financières	70 676	66 182	47 073
	Provisions Immobilisations Financières	(4 175)	(2 046)	(1 267)
	Immobilisations financières nettes	66 501	64 136	45 806
	<b>Total actif immobilisé</b>	<b>79 499</b>	<b>78 633</b>	<b>59 086</b>
	Stocks et en-cours	426	960	727
18	Clients et comptes rattachés	12 772	7 485	8 802
19	Autres créances d'exploitation	12 581	13 497	12 182
	Disponibilités et valeurs mobilières de placement	1 693	3 195	2 855
	<b>Total actif circulant</b>	<b>27 472</b>	<b>25 137</b>	<b>24 566</b>
20	Comptes de régularisation	1 145	668	2 379
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>108 116</b>	<b>104 438</b>	<b>86 031</b>
	<b>PASSIF</b>			
	Capital social	31 084	30 119	22 705
	Réserves	15 539	15 531	5 288
	Résultat de l'exercice	1 045	1 194	2 857
	Provisions règlementées			0
21	<b>Capitaux propres</b>	<b>47 668</b>	<b>46 844</b>	<b>30 850</b>
	Provisions pour risques	364	226	537
	Provisions pour charges		0	0
22	<b>Total provisions pour risques et charges</b>	<b>364</b>	<b>226</b>	<b>537</b>
23	Dettes financières	42 197	39 821	40 552
24	Dettes d'exploitation	17 373	17 179	13 883
25	Comptes de régularisation	514	368	209
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>108 116</b>	<b>104 438</b>	<b>86 031</b>

Les notes jointes à l'annexe font partie intégrante des états financiers de la société.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Tableau des soldes intermédiaires de gestion (en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Ventes de marchandises	4 088	2 778	13 735
Coût d'achat des marchandises vendues	(3 777)	(2 695)	(13 936)
<b>MARGE COMMERCIALE</b>	<b>311</b>	<b>83</b>	<b>[201]</b>
Production de l'exercice	34 898	26 756	23 586
Consommation en provenance des tiers	(15 964)	(14 278)	(14 204)
<b>VALEUR AJOUTEE</b>	<b>19 245</b>	<b>12 561</b>	<b>9 181</b>
Impôts, taxes & versements assimilés	(806)	(479)	(340)
Charges de personnel & assimilés	(9 035)	(8 610)	(7 078)
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>9 404</b>	<b>3 472</b>	<b>1 763</b>
Loyers financiers et de crédit bail	(4 631)	(3 545)	(3 706)
Reprises sur charges calculées	365	361	8
Autres produits	13 835	22 367	15 963
Dotations aux amortissements et aux provisions	(1 871)	(1 914)	(1 920)
Autres charges	(13 804)	(18 937)	(13 339)
Quote part de résultat sur opérations faites en commun	(3 150)	(3 157)	(2 820)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>148</b>	<b>[1 353]</b>	<b>[4 051]</b>
Produits financiers	5 062	5 300	8 861
Charges financières	(4 165)	(2 712)	(1 953)
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>1 045</b>	<b>1 235</b>	<b>2 857</b>
Produits exceptionnels	0	0	0
Charges exceptionnelles	0	0	0
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Impôts sur les bénéfices	0	(41)	0
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>1 045</b>	<b>1 194</b>	<b>2 857</b>

Capacité d'autofinancement (en milliers d'euros)	2006	2005	2004
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	9 404	3 472	1 763
Loyers financiers et de crédit bail	(4 631)	(3 545)	(3 706)
Autres produits d'exploitation	219	70	70
Autres charges d'exploitation	(3 415)	(3 450)	(2 748)
Produits financiers	4 991	5 080	6 054
Charges financières	(1 798)	(1 893)	(1 490)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0	0
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	0	(41)	0
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>4 770</b>	<b>[307]</b>	<b>[57]</b>

<b>Tableau de financement (Emplois &amp; Ressources)</b> (en milliers d'euros)	<b>2006</b>	<b>2005</b>	<b>2004</b>
<b>EMPLOIS</b>			
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	(2 758)	(1 702)	(1 710)
Remboursement d'apport	0	0	0
Variation nette des Immobilisations incorporelles & corporelles	(54)	0	0
Variation nette des Immobilisations financières	(4 494)	(19 123)	(4 100)
Diminution des capitaux propres	0	0	0
Charges à répartir	0	0	(1 316)
Remboursement des dettes financières	(4 595)	(12 129)	(6 978)
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>(11 901)</b>	<b>(32 954)</b>	<b>(14 104)</b>
<b>RESSOURCES</b>			
Capacité d'autofinancement de l'exercice	4 770	(307)	(57)
Variation nette des Immobilisations incorporelles & corporelles	0	487	2 674
Variation nette des Immobilisations financières	0	0	0
Charges à répartir	0	0	0
Augmentation des capitaux propres	2 538	18 090	0
Augmentation des dettes financières	6 821	7 500	10 296
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>14 129</b>	<b>25 770</b>	<b>12 913</b>
<b>VARIATION DU FOND DE ROULEMENT NET GLOBAL (Emploi net)</b>	<b>2 228</b>	<b>(7 184)</b>	<b>(1 191)</b>
<b>Variation du fond de roulement net global</b> (en milliers d'euros)	<b>2006</b>	<b>2005</b>	<b>2004</b>
<b>Variation « exploitation »</b>			
Variation des actifs d'exploitation			
– Stocks et en-cours	(534)	233	(162)
– Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation	5 230	(98)	(5 399)
Variation des dettes d'exploitation			
– Dettes fournisseurs & autres dettes d'exploitation	(1 751)	(1 068)	2 528
<b>Variation nette « Exploitation »</b>	<b>2 945</b>	<b>(933)</b>	<b>(3 033)</b>
<b>Variation « Hors exploitation »</b>			
– Variation des autres débiteurs	(457)	(284)	(452)
– Variation des autres créditeurs	1 412	(2 389)	260
<b>Variation nette « hors exploitation »</b>	<b>955</b>	<b>(2 673)</b>	<b>(192)</b>
<b>BESOIN DE L'EXERCICE EN FONDS DE ROULEMENT</b>			
<b>DEGAGEMENT NET DE FONDS DE ROULEMENT DANS L'EXERCICE</b>	<b>3 900</b>	<b>(3 606)</b>	<b>(3 225)</b>
<b>Variation nette « Trésorerie »</b>			
– Variation des disponibilités	(1 522)	319	(183)
– Variation des concours bancaires courants & des soldes créditeurs de banque	(150)	(3 897)	2 217
<b>Variation nette « Trésorerie »</b>	<b>(1 672)</b>	<b>(3 578)</b>	<b>2 034</b>
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (EMPLOI NET)</b>	<b>2 228</b>	<b>(7 184)</b>	<b>(1 191)</b>

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### Annexe aux comptes sociaux

(sauf mention contraire, tous les chiffres sont indiqués en milliers d'euros).

#### note 1. Faits significatifs et événements post-clôture

Le 6 février 2006 la société TOUAX SCA a augmenté son capital de 2 500 038 euros (prime d'émission incluse). En valeur nominale, l'augmentation de capital s'élève à 964 800 euros (120 600 actions). Cette augmentation était réservée à la société SALVEPAR. Après cette opération, le capital s'élève à 31 084 152 euros divisé en 3 885 519 actions de 8 euros.

Il est rappelé que, début mars 2007, TOUAX a procédé à une émission d'obligations assorties de bons de souscription d'actions remboursables de 40,4 millions d'euros.

Le 5 janvier 2007, TOUAX a versé un acompte sur dividende de 0,30 euro par action, soit 1 359 931,65 euros.

#### note 2. Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2006 sont établis conformément aux dispositions de la loi du 30 avril 1983, de son décret d'application du 29 novembre 1983, et des textes législatifs et réglementaires qui ont accompagné sa mise en place.

Les principes comptables sont détaillés dans les chapitres suivants.

##### note 2.1. Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité, au maximum 36 mois.

##### note 2.2. Immobilisations corporelles

L'approche par composant des immobilisations corporelles est mise en œuvre. Le règlement CRC n° 2002-10 du 12 décembre 2002, entré en vigueur

de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, requiert d'identifier les principaux composants d'une immobilisation présentant une durée d'immobilisation inférieure à celle de l'immobilisation principale, afin qu'ils soient amortis sur leur durée d'utilité propre.

L'approche par composant s'applique particulièrement à l'activité «barges fluviales». Le prix d'acquisition des pousseurs est décomposé entre coque et motorisation. Cette décomposition permet d'amortir les moteurs sur une durée d'utilité ne dépassant pas en général dix ans. Certains autres composants du coût d'acquisition sont isolés tel que les droits d'entrée, payés lors de l'acquisition de barges pour l'accès à certains bassins de navigation. Un examen des conditions et des durées d'utilité des barges fluviales a, par ailleurs, motivé le raccourcissement des plans d'amortissement de certaines barges d'occasion, afin de tenir compte des spécificités de ces barges, de leur état et de leur utilisation prévisible depuis la date d'acquisition jusqu'à la fin de leur vie économique. Les matériels acquis neufs sont amortis comptablement sur les durées suivantes :

➤ Barges et pousseurs – Coque.....	30 à 35 ans
➤ Barges et Pousseurs – Moteur.....	10 ans
➤ Constructions modulaires .....	20 ans
➤ Conteneurs maritimes.....	15 ans
➤ Wagons.....	30 ans

Les cessions d'actifs immobilisés, qui correspondent pour TOUAX SCA, entreprise de location, à des opérations de gestion courante, sont enregistrées dans le résultat d'exploitation.

##### note 2.3. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participations, établie en fonction des capitaux propres, des

perspectives de développement et des plus-values latentes sur les actifs, est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Cette provision est reprise lorsque la valeur d'inventaire se réapprécie.

##### note 2.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La provision pour dépréciation des créances douteuses est calculée sur la base d'une méthode statistique (possibilité offerte aux entreprises depuis l'arrêt du 24 janvier 1991 de la Cour d'Appel Administrative de Paris). Elle est ajustée régulièrement en fonction de l'âge des créances.

##### note 2.5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés est déterminée selon la méthode «premier entré – premier sorti». Si le cours du dernier jour de l'exercice est inférieur au prix d'achat des titres, une provision est constituée pour couvrir la moins-value latente.

Compte tenu du contrat de liquidité, les actions propres sont comptabilisées dans les valeurs mobilières de placement au coût historique (99 milliers d'euros au 31 décembre 2006). Une provision pour dépréciation est constituée lorsque le cours de clôture est inférieur à la valeur d'achat.

##### note 2.6. Provisions pour risques et charges

Les risques provisionnés sous cette rubrique se rapportent principalement à des risques sociaux, fiscaux et de change.

Le calcul des provisions pour risques et charges tient compte des dispositions du Règlement 00-06 du comité de la Réglementation Comptable relatif aux Passifs.

#### note 2.7. Opérations en devises

Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux taux en vigueur au 31 décembre. L'écart de conversion en résultant est inscrit au bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation ».

#### note 2.8. Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont comptabilisés selon la recommandation CNC n°03-R-01. Le montant de la provision au 1<sup>er</sup> janvier 2005 (65 milliers d'euros) a été comptabilisé dans les capitaux propres. Les variations constatées sur les exercices suivants sont enregistrées en compte de résultat.

Ainsi, la provision pour indemnités de retraite est calculée conformément aux règles d'évaluation de la norme IAS 19. La variation de la provision est enregistrée au compte de résultat. Ces indemnités correspondent pour TOUAX aux seules indemnités de fin de carrière des salariés.

#### note 2.9. Intégration fiscale

TOUAX SCA a conclu une convention d'intégration fiscale avec sa filiale TOUAX Modules Services SAS. Dans le cadre de cette convention, les gains d'intégration fiscale éventuels sont conservés dans les sociétés qui les ont générés. Au cours de l'exercice 2006 la société TOUAX Modules Services a changé de dénomination sociale et est devenue TOUAX Solutions Modulaires SAS.

## Notes relatives au compte de résultat

### note 3. Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Conteneurs Maritimes	3 707	3 090	2 588
Constructions Modulaires	26 350	21 230	30 045
Barges Fluviales	2 116	2 070	1 969
Wagons	422	397	352
Immobilier	126	129	96
Prestations Intragroupes	6 265	2 617	2 272
<b>TOTAL</b>	<b>38 986</b>	<b>29 533</b>	<b>37 322</b>

#### ■ Conteneurs maritimes

L'activité conteneurs maritimes enregistre des contrats de location opérationnelle et des contrats de location-vente ou « lease-purchase ».

Un lease-purchase correspond à une opération tripartite entre TOUAX, un client et un établissement financier. Cette opération est un financement de matériels par la société TOUAX cédé à l'établissement financier. TOUAX ne supporte ni ne bénéficie des risques et des résultats inhérents à la propriété.

L'augmentation du chiffre d'affaires conteneurs maritimes s'explique par la conclusion d'un nouveau contrat lease-purchase au 30 septembre 2005 de 1 000 matériels prenant effet en 2006.

#### ■ Constructions modulaires

L'activité constructions modulaires correspond à la location opérationnelle pour compte propre et pour compte de tiers de matériels. Des prestations de service de montage, démontage, transport et maintenance sont associées à la location. TOUAX réalise, par ailleurs, des opérations de négoce.

En 2004, TOUAX a conclu un programme de gestion qui s'est concrétisé par une vente de matériels pour 10,2 millions d'euros. En 2005, les ventes réalisées dans le cadre de programme de gestion s'élèvent à 5,7 millions d'euros, en baisse, comparées à 2004. En 2006 TOUAX n'a conclu aucun programme de gestion.

Le chiffre d'affaires locatif augmente par rapport à 2005 suite à la hausse tarifaire et au renouvellement partiel du parc géré.

Les prestations de services ont augmenté de 2 162 milliers d'euros. La politique commerciale de l'activité porte ses fruits.

#### ■ Barges fluviales

L'activité barges fluviales correspond à des contrats de location opérationnelle. L'activité est stable en 2006.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### ■ Wagons

Le chiffre d'affaires de l'activité wagons correspond à la facturation de l'assistance technique réalisée par TOUAX SCA pour le compte de sa filiale TOUAX Rail Ltd.

### ■ Prestations intragroupes

Les prestations intragroupes représentent principalement la mise à disposition de personnel administratif entre TOUAX SCA et sa filiale GOLD Container Corporation.

### note 4. Reprise de provisions et transfert de charges

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Reprise de Provisions			
Autres Provisions Pour Risque	84	201	9
Clients Douteux	281	159	0
<b>Total Reprise de Provisions</b>	<b>365</b>	<b>360</b>	<b>9</b>
Transfert de Charges			
Indemnités d'Assurance	0	80	138
Facturation Intragroupe	0	118	237
Divers transferts de charges	0	161	107
<b>Total transfert de charges</b>	<b>0</b>	<b>359</b>	<b>482</b>
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>719</b>	<b>491</b>

La reprise de provisions pour risque s'explique par la comptabilisation en charge des risques inhérents à la provision, et par la variation des risques sociaux et des engagements de retraite.

La reprise sur clients douteux reflète principalement l'encaissement d'une partie des créances douteuses.

Le poste transfert de charges n'est plus utilisé. Dorénavant, les remboursements de sinistres sont enregistrés en moins des charges engagées dans le cadre du sinistre, les factures d'assurance sont enregistrées en chiffre d'affaires, et les autres opérations mouvementent le compte « autres produits de gestion courante ».

### note 5. Autres produits

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Conteneurs Maritimes	0	0	38
Total Revenus Nets de Pools Extérieurs	0	0	38
<b>Produits Divers</b>	<b>13 835</b>	<b>22 367</b>	<b>15 924</b>
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS</b>	<b>13 835</b>	<b>22 367</b>	<b>15 962</b>

Depuis l'exercice 2002 et conformément aux recommandations de l'AMF, le Groupe reclasse par nature, dans le résultat d'exploitation, les opérations auparavant classées en résultat exceptionnel. Certaines de ces opérations et notamment les produits de ces-

sion courante des matériels locatifs, sont incluses dans les autres produits. Les prix de cession des immobilisations s'élèvent, en 2006, à 13 616 milliers d'euros.

## note 6. Autres charges d'exploitation

[en milliers d'euros]	2006	2005	2004
Achats de Marchandises et de Matières Consommables			
Carburant et combustibles	156	142	170
Fournitures d'ateliers	539	648	710
Matériels	3 777	2 695	13 936
Divers	155	199	179
<b>Total</b>	<b>4 627</b>	<b>3 684</b>	<b>14 995</b>
Services Extérieurs			
Locations et redevances de crédit-bail	9 592	8 025	7 901
Entretien et Réparations	707	775	1 031
Primes d'Assurance	464	516	681
<b>Total</b>	<b>10 763</b>	<b>9 316</b>	<b>9 613</b>
Autres Services Extérieurs			
Personnel extérieur à l'entreprise	6 951	7 078	6 648
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 173	1 176	1 335
Publicité et Publications	334	440	436
Transports de Biens	4 847	3 509	2 608
Divers	1 251	1 218	956
<b>Total</b>	<b>14 556</b>	<b>13 421</b>	<b>11 983</b>
Autres Charges de Gestion Courante			
Créances irrécouvrables	422	54	132
Jetons de présence	51	61	70
Diverses charges de gestion	13 331	18 821	13 140
<b>Total</b>	<b>13 804</b>	<b>18 936</b>	<b>13 342</b>
<b>Total autres charges d'exploitation</b>	<b>43 750</b>	<b>45 357</b>	<b>49 933</b>

### note 6.1. Achats de matériels

Le coût d'achat des ventes de matériel est en baisse comparé au prix de vente des marchandises. La marge négoce au cours de l'année 2006 a augmenté (311 milliers d'euros en 2006 comparée à une marge de 83 milliers d'euros en 2005).

### note 6.2. Locations et redevances de crédit-bail

La hausse des locations et redevances de crédit-bail s'explique par la conclusion de nouveaux contrats de financement de matériels.

### note 6.3. Personnel extérieur à l'entreprise

Le poste « personnel extérieur à l'entreprise » enregistre le coût de mise à disposition de personnel intragroupe et le personnel intérimaire.

La baisse des charges de personnel extérieur à l'entreprise s'explique principalement par la hausse des charges de mise à disposition de personnel intragroupe compensée par la baisse conséquente du personnel intérimaire.

La charge de mise à disposition de personnel intragroupe s'élève à 5 814 milliers d'euros en 2006 comparée à 5 569 milliers d'euros en 2005. La charge de personnel intérimaire s'élève à 510 milliers d'euros en 2006 comparée à 773 milliers d'euros en 2005.

### note 6.4. Diverses charges de gestion

Depuis l'exercice 2002 et conformément aux recommandations de l'AMF, le Groupe reclasse par nature dans le résultat d'exploitation les opérations auparavant classées en exceptionnel. Certaines de ces opérations (et notamment les charges relatives aux cessions courantes) sont incluses dans les diverses charges de gestion. Les diverses charges de gestion enregistrent notamment les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées, 13 300 milliers d'euros en 2006 comparées à 18 621 milliers d'euros en 2005.

Les diverses charges de gestion enregistrent la contrepartie des divers produits de gestion.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 7. Impôts et taxes

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Sur rémunérations	50	99	32
Taxe professionnelle et impôts fonciers	599	241	209
Autres Taxes	157	139	99
<b>TOTAL</b>	<b>806</b>	<b>479</b>	<b>340</b>

La hausse de la taxe professionnelle est consécutive à un redressement fiscal notifié en 2006.

### note 8. Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Salaires et rémunérations	2 212	2 115	1 699
Charges sociales	1 009	927	736
<b>TOTAL</b>	<b>3 221</b>	<b>3 042</b>	<b>2 435</b>

La hausse des charges de personnel s'explique principalement par l'augmentation du salaire moyen. Au 31 décembre 2006, l'effectif de TOUAX SCA est de 30 personnes.

### note 9. Dotation aux amortissements

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Constructions Modulaires	1 144	879	725
Barges Fluviales	592	939	850
Immobilier	50	51	81
Autres Immobilisations	86	45	104
Charges à Répartir	0	0	159
<b>TOTAL</b>	<b>1 872</b>	<b>1 914</b>	<b>1 919</b>

La dotation aux amortissements est en diminution suite à la vente de plusieurs barges en fin d'année 2005. Les investissements réalisés en matière de constructions modulaires expliquent la hausse de la dotation pour ce secteur d'activité.



#### note 10. Dotation aux provisions d'exploitation

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Autres provisions pour risque et charges	33		115
Immobilisations financières			0
Clients douteux	206	20	211
Autres provisions		2	53
<b>TOTAL</b>	<b>239</b>	<b>22</b>	<b>379</b>

La hausse des dotations aux provisions d'exploitation correspond principalement à la hausse des provisions pour créances douteuses de l'activité fluviale.

#### note 11. Bénéfice attribué aux opérations en commun

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
Quote-part des Résultats sur Opérations en Commun	(3 150)	(3 157)	(2 820)
<b>TOTAL</b>	<b>(3 150)</b>	<b>(3 157)</b>	<b>(2 820)</b>

La quote-part des résultats en commun correspond aux distributions aux investisseurs des revenus nets de leurs matériels gérés par TOUAX.

TOUAX SCA gère des matériels pour le compte de tiers. Ces matériels n'appartiennent pas au Groupe. TOUAX SCA agit en tant que principal et non en tant qu'agent. TOUAX SCA a toute liberté dans le choix des clients, des producteurs et des fournisseurs avec lesquels il traite et dans la négociation des prix d'achat, de location et de vente des équipements. Les revenus locatifs de ces matériels sont enregis-

trés dans le chiffre d'affaires et les charges opérationnelles générées par la gestion de ces matériels sont enregistrées dans les charges. Le résultat de la gestion de ces matériels (revenus nets distribuables) est distribué aux investisseurs sur la base d'un pourcentage du chiffre d'affaires locatif.

Les revenus nets distribuables sont versés :

■ au GIE Modul Finance I, propriétaire des constructions modulaires, exploitées par TOUAX SCA dans le cadre d'un mandat de gestion de 13,5 ans (démarrage 1999).

■ à des investisseurs privés, propriétaires de constructions modulaires, exploitées par TOUAX SCA dans le cadre de mandats de gestion de 10 à 12 ans, avec des possibilités d'extension.

Les hausses consécutives de la quote-part des résultats sur opérations en commun en 2004 et en 2005 correspondent à la conclusion de nouveaux programmes de gestion dans l'activité constructions modulaires. Aucun nouveau programme de gestion n'ayant été conclu en 2006, les distributions sont restées quasi stables.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 12. Résultat financier

(en milliers d'euros)	2006	2005	2004
<b>DIVIDENDES et autres produits de participation</b>	<b>3 918</b>	<b>4 382</b>	<b>4 505</b>
<b>CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS</b>			
Produits financiers	1 050	611	1 185
Produits de cessions de V.M.P	0	10	10
Charges financières	(1 689)	(1 731)	(1 533)
<b>FRAIS FINANCIERS NETS</b>	<b>(639)</b>	<b>(1 110)</b>	<b>(338)</b>
<b>PROVISIONS</b>			
Reprises	32	191	2 582
Dotations	(2 349)	(796)	(257)
<b>VARIATION NETTE</b>	<b>(2 317)</b>	<b>(605)</b>	<b>2 325</b>
<b>ECARTS DE CHANGE</b>			
Positif	62	107	577
Négatif	(127)	(186)	(161)
<b>DIFFERENCE NETTE DE CHANGE</b>	<b>(65)</b>	<b>(79)</b>	<b>416</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>897</b>	<b>2 588</b>	<b>6 908</b>

#### note 12.1. Dividendes et quote-part de résultat

En 2006, TOUAX SCA a reçu des dividendes de ses filiales TOUAX Capital SA, TOUAX Solutions Modulaires SAS et TOUAX Rail Ltd pour un total de 3,9 millions d'euros.

#### note 12.2. Provisions

L'augmentation de la dotation correspond à une provision sur le compte prêt du GIE.

Lors de la constitution du GIE Modul Finance I, TOUAX SCA a déposé une réserve de liquidité sur un compte de gage espèces. Cette réserve de liquidité est prélevée par le GIE Modul Finance I lorsque les

revenus nets générés par ses matériels sont insuffisants et ne permettent pas le remboursement de ses dettes. Le compte de réserve de liquidité est reconstitué par le GIE Modul finance I, dès lors que les revenus nets des matériels sont supérieurs aux obligations du GIE en terme de remboursement de dettes et paiement d'intérêts.

Les revenus nets du GIE étant inférieurs à ses obligations, le compte de réserve a été en partie prélevé. En contrepartie de cette insuffisance, un prêt a été accordé par TOUAX SCA au GIE. Les estimations de résultats futurs du GIE ne font pas apparaître d'excédent de revenus qui permettraient de reconstituer la réserve de liquidité.

Une provision pour dépréciation a été en conséquence comptabilisée pour faire face à ce risque.

En 2004, les reprises de provision concernent principalement les titres de participation de la filiale SIKO Containerhandel GmbH.

#### note 12.3. Écart de change

En 2006, la perte nette de change est principalement liée à l'impact de la variation du dollar.

#### note 13. Résultat exceptionnel

Depuis l'exercice 2002, les cessions courantes d'actifs immobilisés et les autres opérations ordinaires auparavant classées dans le résultat exceptionnel sont présentées par nature dans le résultat d'exploitation (cf. note 2 principes et méthodes comptables).

Des précisions sont fournies dans la note 5 « Autres produits d'exploitation » et la note 6 « Autres charges d'exploitation ».

#### note 14. Impôts sur les bénéfices

Le résultat comptable avant impôt s'élève à 1 045 milliers d'euros. Compte tenu des réintégrations fiscales (591 milliers d'euros) et des déductions fiscales (4 203 milliers d'euros), le résultat fiscal correspond à une perte de 2 642 milliers d'euros. Les déficits reportables au 31 décembre 2006 s'élèvent à 14 102 milliers d'euros.

La charge d'impôt est limitée à l'impôt forfaitaire annuel, comptabilisé dans les impôts et taxes.

## Notes relatives au bilan

### ACTIF

#### note 15. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se composent essentiellement de logiciels.

#### note 16. Immobilisations corporelles

##### note 16.1. Répartition des immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Au 31.12.2006			31.12.2005	31.12.2004	31.12.2004
	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette Pro Forma	Valeur nette Publiée
Terrains et constructions	2 467	(678)	1 789	1 107	1 189	1 189
Matériels	18 062	(7 565)	10 497	12 699	10 814	10 869
Autres immobilisations corporelles	1 541	(986)	555	521	159	159
Avances et encours	60	0	60	64	1 024	1 024
<b>TOTAL</b>	<b>22 130</b>	<b>(9 229)</b>	<b>12 901</b>	<b>14 391</b>	<b>13 186</b>	<b>13 241</b>

La méthode d'amortissement par composants est applicable de manière obligatoire pour l'établissement des comptes des exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Les biens inscrits à l'actif du bilan ont été décomposés, afin de redéfinir leurs valeurs brutes et leurs valeurs nettes comptables. Le plan d'amortissement a été reconsidéré.

Huit nouveaux contrats de crédit-bail ont été conclus en 2006, générant une diminution importante des immobilisations corporelles

Les avances concernent principalement les réparations en cours de pousseurs pour l'activité barges fluviales.

##### note 16.2. Répartition des matériels par secteur d'activité

(en milliers d'euros)	Au 31.12.2006			31.12.2005	31.12.2004	31.12.2004
	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette Pro Forma	Valeur nette Publiée
Conteneurs maritimes	0	0	0	0	0	0
Constructions modulaires	7 366	(2 133)	5 233	7 473	4 477	4 477
Barges fluviales	10 696	(5 432)	5 264	5 226	6 337	6 392
Wagons	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>18 062</b>	<b>(7 565)</b>	<b>10 497</b>	<b>12 699</b>	<b>10 814</b>	<b>10 869</b>

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 16.3. Acquisitions de matériels en 2006

(en milliers d'euros)	Acquisitions
Conteneurs maritimes	0
Constructions modulaires	12 072
Barges fluviales	773
Wagons	0
<b>TOTAL</b>	<b>12 845</b>

#### ■ Constructions modulaires

Le montant des acquisitions de l'activité constructions modulaires correspond à des investissements dans du matériel neuf.

#### ■ Barges fluviales

L'augmentation des matériels de l'activité barges fluviales est principalement consécutif à l'achat de deux barges, aux réparations de pousseurs et aux travaux liés au renouvellement des certificats des barges.

### note 16.4. Cessions de matériels en 2006

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
Conteneurs maritimes	0	0	0
Constructions modulaires	13 625	(327)	13 298
Barges fluviales	509	(367)	142
Wagons	20	(20)	0
<b>TOTAL</b>	<b>14 154</b>	<b>(714)</b>	<b>13 440</b>

#### ■ Constructions modulaires

Les constructions modulaires, acquises par la société pour un montant de 13 625 milliers d'euros, ont été cédées à des organismes financiers, dans le cadre d'un refinancement en crédit bail.

#### ■ Wagons

TOUAX SCA détenait un wagon qu'elle a cédé à sa filiale Irlandaise qui gère l'activité wagon.

## note 17. Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31.12.2006			31.12.2005	31.12.2004
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Participations	47 613	(981)	46 632	38 570	29 771
Prêts et créances rattachées à des participations	19 168		19 168	22 591	12 090
Autres prêts et immobilisations financières	3 932	(3 194)	738	2 975	3 945
<b>TOTAL</b>	<b>70 713</b>	<b>(4 175)</b>	<b>66 538</b>	<b>64 136</b>	<b>45 806</b>

### note 17.1. Titres de participation

(en milliers d'euros)	31.12.2006			31.12.2005	31.12.2004
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
<b>EUROPE</b>					
TOUAX Corporate SAS	37		37		
<b>Conteneurs</b>					
TOUAX Container Services SAS	37		37	1	1
<b>Constructions modulaires</b>					
Gold Container GmbH	930	(930)	0		
Siko Containerhandel GmbH	7 945		7 945	2 945	2 945
TOUAX Espana SA	60		60	60	60
TOUAX Solutions Modulaires SAS	38		38	38	38
TOUAX BV	4 218		4 218	4 218	4 218
<b>Barges fluviales</b>					
TOUAX Rom SA	51	(51)	0		
Eurobulk Transport M. BV	10 444		10 444	10 444	10 444
TOUAX River Barges SAS	37		37		
<b>Wagons</b>					
TOUAX Rail Ltd	16 240		16 240	13 341	2 044
TOUAX Rail Investment Ltd	200		200	200	2 699
<b>Divers</b>	78		78	63	63
<b>INTERNATIONAL</b>					
TOUAX Capital SA	639		639	639	639
TOUAX Corporation	6 621		6 621	6 621	6 621
<b>TOTAL</b>	<b>47 575</b>	<b>(981)</b>	<b>46 594</b>	<b>38 570</b>	<b>29 772</b>

En 2006, les mouvements sur les titres de participation enregistrent principalement les augmentations de capital des filiales TOUAX Rail Limited, Siko

Containerhandel GmbH et TOUAX Container Services SAS, et la création de deux nouvelles filiales : TOUAX Corporate SAS et TOUAX River Barges SAS.

L'évaluation des titres Eurobulk Transport Maatschappij BV, sur la base des cash flow, n'a pas révélé de perte de valeurs.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 17.2. Prêts et créances rattachés à des participations

(en milliers d'euros)	31.12.2006			31.12.2005	31.12.2004
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Eurobulk TransportMaatschappij BV	2 564		2 564	567	
Gold Container Corp.			0		
Interfeeder Ducotra BV			0		
Siko Containerhandel Gmbh			0	6 662	3 012
TOUAX BV			0		275
TOUAX Capital SA	6 211		6 211	6 212	6 212
TOUAX Corporation	3 245		3 245	3 187	2 485
TOUAX Espana SA			0		
TOUAX NV	235		235	235	85
TOUAX Rail Ltd	4 400		4 400	5 707	
TOUAX Rom SA			0		
Siko Polska	2 493		2 493		
TOUAX Rail Romania SA	20		20	20	20
<b>TOTAL</b>	<b>19 168</b>	<b>0</b>	<b>19 168</b>	<b>22 591</b>	<b>12 089</b>

En 2006 des prêts complémentaires ont été consentis à :

- Eurobulk TransportMaatschappij BV .....€ 1 996 829
- TOUAX Corporation .....€ 58
- Siko Polska s.p.z.o.o .....€ 2 493 201

Les remboursements enregistrés en 2006 concernent :

- Siko Containerhandel Gmbh .....€ 6 661 751

### note 17.3. Autres immobilisations financières

Au 31 décembre 2006, les autres immobilisations financières s'élèvent à 3 932 milliers d'euros en valeur brute. Elles se décomposent de la façon suivante :

- 2 923 milliers d'euros de dépôt de garantie et prêts au compte du GIE Modul Finance I (dont un compte de dépôt de 762 milliers d'euros et un prêt de 2 102 milliers d'euros)

- 437 milliers d'euros pour la constitution en 2002 d'un gage espèces (en contrepartie d'une lettre de garantie bancaire de 520 milliers de dollars accordée au Trust de conteneurs maritimes TLR Master Trust 2001). Ces 520 milliers de dollars portent intérêts. Le montant des intérêts s'élève à 43 milliers d'euros, soit 56 milliers de dollars.

- 279 milliers d'euros pour un dépôt appelé en 1996 en garantie des emprunts GITT,

- 115 milliers d'euros de contribution à l'effort de construction,

- 172 milliers d'euros pour des dépôts et cautionnements divers,

- 6 milliers d'euros d'avances permanentes faites au personnel.

Le dépôt de garantie de 762 milliers d'euros du GIE Modul finance I a été entièrement déprécié au 31 décembre 2005. Le prêt de 2 102 milliers d'euros a été l'objet d'une dépréciation au 31 décembre 2006, ainsi que la créance immobilisée sur le compte bancaire Loire Drôme Ardèche dans le cadre du programme du GIE Module finance I, soit 59 milliers d'euros.

**note 18. Ventilation des comptes clients et comptes rattachés par activité**

	31.12.2006			31.12.2005			31.12.2004		
(en milliers d'euros)	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Constructions modulaires	9 423	(224)	9 199	5 891	(215)	5 676	5 954	(195)	5 759
Barges fluviales	415	(25)	390	857	(303)	554	646	(304)	342
Wagons	0		0	0		0	0		0
Divers	205		205	209	(3)	206	173		173
Intragroupe	3 864	(887)	2 977	1 933	(883)	1 050	3 494	(967)	2 527
<b>TOTAL</b>	<b>13 907</b>	<b>(1 136)</b>	<b>12 771</b>	<b>8 890</b>	<b>(1 404)</b>	<b>7 486</b>	<b>10 267</b>	<b>(1 466)</b>	<b>8 801</b>

Les créances sont majoritairement à moins d'un an.

**note 19. Autres créances d'exploitation**

	31.12.2006			31.12.2005			31.12.2004		
(en milliers d'euros)	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Etat et organismes sociaux	2 133	0	2 133	2 637	0	2 637	3 827	0	3 827
Revenus de pools extérieurs	392	0	392	237	0	237	5	0	5
Quote-part opérations faites en commun	333	0	333	334	0	334	246	0	246
Cessions d'immobilisations	0	0	0	22	0	22	329	0	329
Créances intragroupes	5 099	(233)	4 866	6 337	(39)	6 298	3 565	(115)	3 450
Débiteurs divers	4 858	0	4 858	3 968	0	3 968	4 325	0	4 325
<b>TOTAL</b>	<b>12 815</b>	<b>(233)</b>	<b>12 582</b>	<b>13 535</b>	<b>(39)</b>	<b>13 496</b>	<b>12 297</b>	<b>(115)</b>	<b>12 182</b>

Les autres créances sont majoritairement à moins d'un an.

**note 19.1. État et organismes sociaux**

La diminution est essentiellement due à la baisse du poste de TVA.

**note 19.2. Quote-part des opérations faites en commun**

La quote-part des opérations faites en commun correspond au cumul des résultats de la filiale TOUAX conteneurs services SNC (transformé en TOUAX Container Services SAS en 2006) et de la SCI Immobilière Arago 97.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 20. Compte de régularisation actif

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004 Pro Forma	31.12.2004 Publié
Charges constatées d'avance	897	609	676	676
Charges à répartir	0	0	0	1 468
Ecart de conversion actif	248	59	234	234
<b>TOTAL</b>	<b>1 145</b>	<b>668</b>	<b>910</b>	<b>2 378</b>

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 TOUAX SCA n'enregistre plus de charges à répartir. Le solde 2004 ne correspondant plus aux critères de reconnaissance d'un

actif éligible aux nouvelles normes françaises, ce montant a été annulé et comptabilisé en moins des capitaux propres.

### note 21. Capitaux propres

#### note 21.1. Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	01.01.2006	Affectation du résultat 2005	Autres mouvements	31.12.2006
Capital Social	30 119	0	965	31 084
Primes d'Emission et de Fusion	13 819	(930)	1 569	14 458
Réserve Légale	1 018	60	0	1 078
Réserves Réglementées	0	0	0	0
Report à Nouveau	694	(694)	4	4
Résultat de l'Exercice	1 193	(1 193)	1 045	1 045
<b>TOTAL</b>	<b>46 843</b>	<b>(2 757)</b>	<b>3 583</b>	<b>47 669</b>

#### note 21.2. Variation du capital social

Le 6 février 2006 le Conseil de gérance a constaté l'augmentation de capital de 965 milliers d'euros conformément à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 30 janvier 2006. La prime d'émission a été augmentée de 1 529 167 euros.

Le 7 août 2006 le Conseil de gérance a attribué 69 573 bons de souscription en actions, conformément à l'autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2006.



	Nombre d'actions composant le capital	Valeur nominal de l'action (en €)	Montal total (en €)
Capital social au 31.12.1998	2 064 133	7,62	15 733 752
Augmentation de capital :	154 307	7,62	1 176 198
Capital social au 31.12.1999	2 218 440	7,62	16 909 950
Augmentation de Capital :	146 666	7,62	1 117 954
Capital social au 31.12.2000	2 365 106	7,62	18 027 904
Augmentation de Capital :	473 021	7,62	3 605 579
Capital social au 31.12.2001	2 838 127	8	22 705 016
Capital social au 31.12.2002	2 838 127	8	22 705 016
Capital social au 31.12.2003	2 838 127	8	22 705 016
Capital social au 31.12.2004	2 838 127	8	22 705 016
Augmentation de capital :	926 792	8	7 414 336
Capital social au 31.12.2005	3 764 919	8	30 119 352
Augmentation de capital :	120 600	8	964 800
Capital social au 31.12.2006	3 885 519	8	31 084 152

## note 22. Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	Provisions au 01.01.2006	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions au 31.12.2006	Provisions au 31.12.2005
Risque social	0	15	0	15	0
Risque fiscal	115	0	(84)	31	115
Autres risques	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	59	189	0	248	59
Engagement retraite	52	18	0	70	52
<b>TOTAL</b>	<b>226</b>	<b>222</b>	<b>(84)</b>	<b>364</b>	<b>226</b>

Les provisions sont comptabilisées conformément au règlement CRC 00-06.

La comptabilisation des engagements de retraite est conforme à la recommandation n° 03-R-01 du CNC. Les hypothèses retenues servant à la valorisation des engagements de retraite sont les suivantes :

- L'ancienneté des salariés est calculée selon un coefficient de probabilité appliqué à des tranches d'âge.
- Un taux d'actualisation de 4 %.
- Un taux de revalorisation des salaires de 2 %.
- Un départ à la retraite à 65 ans.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 23. Dettes financières

#### note 23.1. Analyse par catégorie de dettes

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Emprunts à moyen terme auprès des établissements de crédit	2 284	6 150	6 240
Avances en euros et en devises	23 443	16 645	20 168
Concours bancaires courants et intérêts courus à payer	5 203	5 049	1 173
<b>Total des Emprunts</b>	<b>30 930</b>	<b>27 844</b>	<b>27 581</b>
Dépôts de garantie reçus de la clientèle	509	491	599
Dettes intragroupes	10 758	11 486	12 372
<b>Total des autres dettes</b>	<b>11 267</b>	<b>11 977</b>	<b>12 971</b>
<b>TOTAL</b>	<b>42 197</b>	<b>39 821</b>	<b>40 552</b>

#### note 23.2. Analyse par échéance de remboursement

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
2004	0	0	0
2005	0	0	3 548
2006	0	2 893	758
2007	948	1 859	977
2008	756	818	537
2009	580	580	420
Plus de 5 ans	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>2 284</b>	<b>6 150</b>	<b>6 240</b>

**note 23.3. Analyse par devise de remboursement**

La dette financière est libellée en Euros.

**note 23.4. Évolution de l'endettement**

Endettement net bancaire (en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Dettes financières bancaires	30 930	27 844	27 582
Valeurs mobilières de placement	(1 229)	(863)	(1 084)
Disponibilités	(465)	(2 332)	(1 771)
<b>ENDETTEMENT NET BANCAIRE</b>	<b>29 236</b>	<b>24 649</b>	<b>24 727</b>

Endettement net (en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Endettement net bancaire	29 236	24 649	24 727
Dettes financières diverses	11 267	11 977	12 971
Dettes d'exploitation	17 372	17 179	13 883
Stocks et créances d'exploitation	(25 780)	(21 942)	(21 711)
<b>ENDETTEMENT NET</b>	<b>32 095</b>	<b>31 863</b>	<b>29 870</b>

**note 23.5. Information sur les taux d'intérêt**

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Dettes financières à taux fixe	824	1 079	1 322
Dettes financières à taux variable	30 106	26 765	26 260
<b>DETTES FINANCIERES</b>	<b>30 930</b>	<b>27 844</b>	<b>27 582</b>
Taux d'intérêt moyen annuel fixe	5,28%	5,27%	5,26%
Taux d'intérêt moyen annuel variable	4,96%	3,50%	3,24%
Taux d'intérêt moyen global annuel	4,97%	3,57%	3,34%

Les intérêts des dettes à taux variable sont indexés sur des taux monétaires (EURIBOR principalement).

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 24. Dettes d'exploitation

#### note 24.1. Ventilation des dettes d'exploitation

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Dettes fournisseurs et comptes rattachés par activité			
Constructions modulaires	3 626	3 580	4 716
Barges fluviales	130	159	169
Wagons	2	2	62
Divers	2 938	1 383	699
Dettes fournisseurs intragroupes	2 367	2 566	2 295
<b>TOTAL dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>9 063</b>	<b>7 690</b>	<b>7 941</b>
Autres dettes d'exploitation			
Dettes fiscales et sociales	1 574	1 109	668
Dettes sur immobilisations	889	3 178	789
Autres dettes d'exploitation intragroupes	3 194	2 428	2 452
Dettes diverses	2 653	2 774	2 032
<b>TOTAL autres dettes d'exploitation</b>	<b>8 310</b>	<b>9 489</b>	<b>5 941</b>
<b>TOTAL</b>	<b>17 373</b>	<b>17 179</b>	<b>13 882</b>

#### Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs augmentent parallèlement aux charges d'exploitation.

#### Dettes sur immobilisations

Les dettes sur immobilisations se décomposent par activité de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Constructions modulaires	803	3 026	665
Barges fluviales	82	100	52
Dettes intragroupes sur immobilisations	0	4	68
Autres	4	48	2
<b>TOTAL</b>	<b>889</b>	<b>3 178</b>	<b>787</b>

## note 25. Comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Produits constatés d'avance	514	368	208
Ecart de conversion passif	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>514</b>	<b>368</b>	<b>208</b>

## note 26. Autres informations

### note 26.1. Engagements hors bilan

(en milliers d'euros)	31.12.2006
Cautions données en contrepartie des concours bancaires utilisés par les filiales et autres garanties	
à moins d'un an	5 998
de 1 à 5 ans	45 833
à plus de 5 ans	28 916
<b>Total cautions</b>	<b>80 747</b>
<b>Redevances de crédit-bail restant à payer (Cf. 26.2)</b>	<b>30 086</b>
<b>Total redevances</b>	<b>30 086</b>
<b>TOTAL</b>	<b>110 833</b>

Les encours relatifs aux filiales s'élèvent à 37 540 milliers euros.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### note 26.2. Engagements en crédit-bail

Les engagements de crédit-bail se détaillent de la façon suivante à la date de clôture de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Terrains et constructions	Matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	31.12.2006
<b>VALEUR D'ORIGINE</b>	<b>808</b>	<b>35 775</b>	<b>0</b>	<b>36 583</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b> (pour information)				
– Cumul des exercices antérieurs	11	4 140	0	4 151
– Dotation de l'exercice	2	1 067	0	1 069
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>5 207</b>	<b>0</b>	<b>5 220</b>
<b>REDEVANCES PAYÉES</b> (hors TVA) (loyers en principal et intérêts)				
– Cumul des exercices antérieurs	655	3 464	0	4 119
– Redevances de l'exercice	97	1 028	0	1 125
<b>TOTAL</b>	<b>752</b>	<b>4 492</b>	<b>0</b>	<b>5 244</b>
<b>REDEVANCES RESTANT À PAYER</b> (hors TVA) (loyers en principal et intérêts)				
2007	91	5 523		5 614
2008 à 2011	270	17 004		17 274
Plus de 5 ans		7 198		7 198
<b>TOTAL</b>	<b>361</b>	<b>29 725</b>	<b>0</b>	<b>30 086</b>
<b>VALEUR RESIDUELLE</b>				
A un an au plus	5	29	0	34
A plus d'un an et cinq au plus	0	238	0	238
A plus de cinq ans	0	281	0	281
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>548</b>	<b>0</b>	<b>553</b>
<b>Montants pris en charge dans l'exercice</b>	<b>72</b>	<b>4 479</b>		<b>4 551</b>

**note 26.3. Couverture des risques de change et de taux**

La société n'a pas eu recours en 2006 à l'utilisation de nouveaux instruments financiers de change et de taux, considérant appropriée la répartition de sa dette à taux variable et à taux fixe. Les quatre swaps de taux d'intérêt contractés en 2003, trois en euros et un en dollar américain, ont continué de faire effet en 2006. Les swaps internes transférant le bénéfice de ces couvertures aux filiales portant les risques,

sont également toujours en vie. L'encours de l'instrument financier de couverture concernant uniquement TOUAX SCA s'élève à 960 milliers d'euros au 31 décembre 2006.

**note 26.4. Sûretés réelles données**

En garantie de certains concours financiers apportés à la société mère et ses filiales, la société a donné les sûretés suivantes :

(en milliers d'euros)	31.12.2006
Hypothèques barges fluviales	6 336
Hypothèques immobilières	0
Nantissement de wagons	0
Nantissement de constructions modulaires	0
Dépôts à l'actif du bilan donnés en garantie	2 778
<b>TOTAL (sans prêts GIE)</b>	<b>9 114</b>

**note 26.5. Rémunération des mandataires sociaux**

Rémunération globale des mandataires sociaux en 2006 : 529,3 K€

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Tableau des filiales et participations (en milliers d'euros)

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital et avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances par la société mère et non encore remboursés	Montant (1) des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice	Dividendes comptabilisés par la société mère au cours du dernier exercice
				Brute	Nette					
GROUPE TOUAX BV – 2 000 actions de 45,38 euros – Libération de 400 actions P.O. Box 12 – 4780 AA MOERDIJK										
PAYS BAS	€ 4 215	€ 1 837	100	4 218	4 218	€ 0		€ 4 992	-€ 114	0
GROUPE EUROBULK TRANSPORT MAATSCHAPPIJ BV – 7 500 000 actions de 0,45 euros Amstelwijckweg 15 – 3316 BB Dordrecht										
PAYS BAS	€ 1 228	€ 239	100	10 444	10 444	€ 2 799		€ 24 951	-€ 1 978	0
GOLD Container GmbH – 50 actions de 511,29 euros Lessingstrasse 52 – Postfach 1270										
21625 Neu Wulmstorf – ALLEMAGNE	€ 25	-€ 28	100	929	0	0		0	€ 8	0
SIKO Containerhandel GmbH – 40 actions de 6 500,83 euros Lessingstrasse 52 – Postfach 1270										
21625 Neu Wulmstorf – ALLEMAGNE	€ 5 255	€ 498	100	7 945	7 945	€ 0		€ 7 029	€ 219	0
TOUAX CAPITAL SA – 9 760 actions de 100 CHF C/O Progressia – 18, rue Saint Pierre										
1700 FRIBOURG – SUISSE	CHF 976	CHF 1 496	99,99	639	639	€ 6 171 CHF 64		CHF 3 235	CHF 1 409	€ 818
TOUAX ESPANA SA – 1 000 actions de 60,10 euros P.I Cobocalleja – Ctra Villa Viciosa Apinto										
KM 17 800 – Fuenlabrada										
28947 MADRID – ESPAGNE	€ 60	€ 1 753	100	60	60	0		€ 3 039	€ 346	0
TOUAX SOLUTIONS MODULAIRES SAS – 2 500 actions de 15,24 euros Tour Arago – 5 rue Bellini										
92806 PUTEAUX – LA DEFENSE cedex										
FRANCE	€ 38	€ 39	100	38	38	0		€ 4 439	-€ 39	€ 200
TOUAX CONTAINERS SERVICES SAS – 2 430 actions de 15,24 euros Tour Arago – 5 rue Bellini										
92806 PUTEAUX – LA DEFENSE cedex										
FRANCE	€ 1	€ 39	98	37	37	0		€ 1 374	-€ 17	0
GROUPE TOUAX CORP. – 1 000 actions de 7 000 USD 2137, Jacksonville Street – FORT MYERS										
FLORIDA 33916 – USA	150 USD	23 315 USD	100	6 621	6 621	€ 3 245		163 317 USD	4 574 USD	
GROUPE TOUAX RAIL Ltd Bracetown Business Park – Clonnee										
Co. MEATH – IRLANDE	€ 1	€ 10 074	100	16 240	16 240	€ 4 420		€ 49 152	€ 1 642	€ 2 900
TOUAX RAIL INVESTMENT Ltd Bracetown Business Park – Clonnee										
Co. MEATH – IRLANDE	€ 1	€ 388	100	200	200	0		€ 0	-€ 2	0

(1) Les cautions données au bénéfice des filiales sont présentées à la rubrique engagements hors bilan.



## 20.3. Etats financiers

Les divers états financiers ont été détaillés dans le chapitre 20.1 page 47 pour les comptes consolidés et dans le chapitre 20.2. page 102 pour les comptes sociaux.

## 20.4. Commissariat aux comptes

### 20.4.1. Rapport des commissaires aux comptes – Comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société TOUAX relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### 1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union

européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### 2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme il est précisé au paragraphe 1.3 de l'annexe, la direction du groupe TOUAX est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent principalement l'évaluation des actifs à long terme (goodwill, immobilisations corporelles, créances vis-à-vis des Trusts et du GIE Modul 1) et les impôts différés :

■ Concernant les principaux actifs à long terme dont les modalités d'évaluation sont décrites dans les notes 1.6, 1.7, 1.9 et 1.10 de l'annexe aux comptes consolidés, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre par la société des tests de dépréciation de ces actifs ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié le caractère approprié des informations données dans les notes 1.6, 1.7, 1.9, 1.10, 13, 14 et 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

■ S'agissant des impôts différés dont les modalités de constitution sont exposées dans la note 1.19 de l'annexe des comptes consolidés, nous avons apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues par la direction et avons revu les calculs effectués par la société, notamment concernant les prévisions de récupération des actifs; nous avons également revu le caractère approprié des informations données dans les notes 1.19, 12 et 26 de l'annexe des comptes consolidés.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

#### 3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 6 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAÏM & ASSOCIES  
Paul NAÏM

DELOITTE & ASSOCIES  
Bertrand de FLORIVAL



## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### 20.4.2. Rapport général des commissaires aux comptes – Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société TOUAX, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### 1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi

que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### 2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent principalement l'évaluation des titres de participation et de certaines créances de l'actif immobilisé, selon les principes décrits dans les notes 2 et 17 de l'annexe aux comptes annuels. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

#### 3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels,

➤ la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 6 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAÏM & ASSOCIES  
Paul NAÏM

DELOITTE & ASSOCIES  
Bertrand de FLORIVAL



### 20.4.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

#### 1. Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement soumis aux dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

#### 2. Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

##### A- Avances de fonds accordées par TOUAX SCA

Le montant maximum des prêts accordés aux filiales a été fixé de la façon suivante :

- TOUAX Corporation : 26 000 000 \$  
Solde au 31 décembre 2006 : 3 245 007 €
- TOUAX BV : 19 917 933 €  
Solde au 31 décembre 2006 : 0 €
- SIKO Containerhandel GmbH : 7 925 024 €  
Solde au 31 décembre 2006 : 0 €
- TOUAX Rom SA : 3 000 000 \$  
Solde au 31 décembre 2006 : 0 €
- TOUAX Capital SA : 6 479 083 €  
Solde au 31 décembre 2006 : 6 170 892 €  
En contrepartie, un prêt a été consenti par cette filiale à TOUAX SCA, à hauteur de 7 186 219 €.
- TOUAX España SA : 1 524 490 €  
Solde au 31 décembre 2006 : 0 €

##### B- Cautions et engagements donnés par TOUAX SCA

TOUAX SCA a accordé sa garantie dans les opérations suivantes :

##### • TOUAX Corporation

TOUAX SCA s'est portée garante de sa filiale TOUAX Corporation pour l'obtention d'un crédit moyen terme de 3 500 000 \$ auprès du Crédit Lyonnais.

##### • EUROBULK Transport Maatschappij BV

TOUAX SCA s'est portée garante, irrévocablement et inconditionnellement, pour une durée de 10 ans, en faveur de sa filiale EUROBULK Transport Maatschappij BV sur la renégociation des contrats moyen long terme mis en place en 2000 avec la RABOBANK et les possibilités de tirage pour les investissements futurs pour un montant de 11 817 625 €.

TOUAX SCA s'est portée garante, irrévocablement et inconditionnellement, pour sa filiale EUROBULK Transport Maatschappij BV, dans le cadre d'un contrat de crédit moyen terme avec la RABOBANK

d'un montant de 635 000 euros, sur une durée de 5 ans pour le financement du pousseur NERO.

##### • MARSTEN THG Leasing Corporation WORKSPACE + D/B/A

TOUAX SCA s'est porté caution en faveur de SOUTHTRUST BANK pour un montant de 359 200 \$.

TOUAX SCA s'est portée garante auprès du crédit bailleur CA LEASING dans le cadre d'un financement de 274 constructions modulaires. Ce financement s'élève à 4 282 953,98 \$, sur une durée de 8 années à compter de 2002.

##### • GOLD Container Finance Llc

TOUAX SCA a accordé sa garantie envers sa filiale Gold Container Finance Llc au titre d'un « credit agreement » dans la limite du plus petit des montants maxima suivants : 2 500 000 \$ ou 10 % du montant correspondant à la somme des valeurs comptables des « Eligible Containers ».

##### • GOLD Container Corp.

Les garanties données par TOUAX SCA à Capital Equipement Finance pour le financement de conteneurs maritimes en leasing au bénéfice de sa filiale s'élevaient, au 31 décembre 2006, à 1 486 071 \$.

TOUAX SCA s'est portée garante, pour une durée illimitée, sur une prorogation d'autorisation de découvert bancaire auprès de l'établissement financier ABN AMRO à hauteur de 250 000 \$.

Pour la mise en place d'un contrat de gestion avec une société d'investissement française, TOUAX SCA s'est porté caution solidaire pour sa filiale GOLD Container Corp. du parfait paiement par les gestionnaires des sommes dues dans le cadre de la gestion de 2 445 conteneurs maritimes, à hauteur du Revenu Net.

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### • TOUAX BV

TOUAX SCA s'est porté colocataire, irrévocablement et inconditionnellement, de sa filiale TOUAX BV pour le financement de 102 constructions modulaires, pour un montant de 867 156 € auprès de l'établissement financier KBC LEASE sur une durée de 7 ans à compter de 2003.

### • SIKO Containerhandel GmbH

TOUAX SCA a accordé sa garantie en faveur de sa filiale SIKO Containerhandel GmbH pour le financement d'un camion et d'une grue d'un montant global de 224 630 euros auprès de l'établissement financier Fortis Lease.

### • TOUAX España SA

Deux contrats de leasing ont été conclus en 2001 avec ING Lease España et ING Lease France pour de nouvelles constructions modulaires. Le montant en principal, payable trimestriellement en 24 termes, s'élève à 1 332 322 € et 189 546 €.

TOUAX SCA s'est porté garante d'une ligne de crédit consentie à hauteur de 1 500 000 euros par FORTIS BANK pour le financement de 336 constructions modulaires. Cette garantie expirera le 5 avril 2009.

TOUAX SCA s'est portée garante pour sa filiale TOUAX ESPANA, dans le cadre de la mise en place d'une ligne de découvert d'un montant de 250 000 euros accordée par Banco Bilbao Vizcaya Argentaria ainsi que d'une autorisation de découvert de la banque BANESTO à hauteur de 175 000 €.

### • TOUAX Solutions Modulaires SAS

Deux contrats de crédit-bail ont été conclus en 2001 avec GCE BAIL, pour une durée de 8 années. La valeur des constructions modulaires financées s'élève d'une part à 1 751 487 € HT et à 1 337 959 € HT d'autre part.

TOUAX SCA a demandé, dans le cadre d'une optimisation de la gestion des comptes bancaires, la fusion des échelles d'intérêts de découvert trimestrielles des comptes LCL de ses deux filiales TOUAX Solutions Modulaires SAS et TOUAX Containers Services SAS sur le compte de TOUAX SCA. L'excédent de trésorerie de ces deux filiales vient en compensation du découvert bancaire autorisé de TOUAX SCA dans le calcul des agios trimestriels du compte LCL.

TOUAX SCA a conclu une convention d'intégration fiscale avec sa filiale TOUAX Solutions Modulaires SAS.

### • NOGEMAT SARL

Dans le cadre de la cession de la société NOGEMAT, TOUAX SCA a accepté de se substituer à cette filiale dans ses droits et obligations au titre de la convention de gage créée lors de la constitution du GIE Modul Finance 1.

### • TOUAX NV

TOUAX SCA s'est porté colocataire, irrévocablement et inconditionnellement, de sa filiale TOUAX NV pour le financement de 28 constructions modulaires, pour un montant de 187 074 € auprès de l'établissement financier KBC LEASE

Plusieurs contrats de crédit-bail ont été conclus entre les établissements KBC LEASE et KBC VENDOR LEASE, et la filiale TOUAX NV. La valeur des matériels financés par ces différents contrats s'élève à 201 236,35 €, 426 965 €, 88 060,76 € et 743 681 €.

TOUAX SCA a accordé sa caution à KBC Vendor Lease pour le financement en leasing de 29 constructions modulaires à hauteur de 250 000 € sur une durée de 5 ans.

### • TOUAX Rail Ltd

Pour la mise en place d'un contrat de gestion, TOUAX SCA s'est porté caution solidaire en faveur de sa filiale TOUAX RAIL Ltd du parfait paiement par les gestionnaires des sommes dues dans le cadre de la gestion de 74 wagons américains et 283 wagons européens en 2004, ainsi que de 125 wagons américains et 163 wagons européens en 2005, à hauteur du Revenu Net.

TOUAX SCA s'est portée garante de sa filiale TOUAX Rail Ltd pour le financement de 30 wagons d'un montant de 4 092 640 € auprès de l'établissement financier FORTIS LEASE et de 29 wagons d'un montant de 3 112 812 € auprès de CA LEASING en 2002.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 6 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAÏM & ASSOCIES  
Paul NAÏM

DELOITTE & ASSOCIES  
Bertrand de FLORIVAL



#### 20.4.4. Honoraires des commissaires aux comptes

(milliers d'euros)	Deloitte & Associés				Leguide, Naïm & associés			
	Montant		%		Montant		%	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
<b>AUDIT</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	372	344			69	63		
Missions accessoires	50	127				10		
<b>Total audit</b>	<b>422</b>	<b>471</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>69</b>	<b>73</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>								
Juridique, fiscal, social								
Technologies de l'information								
Audit interne								
Autres prestations								
<b>Total autres prestations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>422</b>	<b>471</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>69</b>	<b>73</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

(milliers d'euros)	Autres réseaux				TOTAL			
	Montant		%		Montant		%	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
<b>AUDIT</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	12	12			452	419		
Missions accessoires					51	138		
<b>Total audit</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>100%</b>	<b>100 %</b>	<b>503</b>	<b>557</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>								
Juridique, fiscal, social								
Technologies de l'information								
Audit interne								
Autres prestations								
<b>Total autres prestations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>503</b>	<b>557</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

### 20.5. Date des dernières informations financières

Le dernier exercice, pour lequel les informations financières ont été vérifiées, a clôturé le 31 décembre 2006.

### 20.6. Informations financières inter-médiaires et autres

Non applicable.

### 20.7. Politique de distribution des dividendes

La société poursuit une politique régulière de distribution d'un dividende annuel variable en fonction

des résultats. Il n'existe pas de règle établie de distribution telle qu'un pourcentage fixe du résultat net ou du cours de l'action. La société a versé un acompte sur dividende le 5 janvier 2007.

Les dividendes dont le paiement n'a pas été réclamé sont reversés à la Caisse des Dépôts et Consignations par l'organisme distributeur à l'issue d'un délai de 5 ans.

#### 20.7.1. Historique de la politique de distribution

(en milliers d'euros)	2003	2004	2005	2006
Dividende net	0,25	0,60	0,70	0,75
Avoir fiscal	0,125			
Revenu global	0,375	0,60	0,70	0,75
<b>Nombre d'actions</b>	<b>2 838 127</b>	<b>2 838 127</b>	<b>3 764 919</b>	<b>3 885 519</b>
Dividendes	709 532	1 702 876	2 635 443	2 914 139
Remboursement d'apport				
Dividende exceptionnel	993 344			
<b>Total distribué</b>	<b>1 702 876</b>	<b>1 702 876</b>	<b>2 635 443</b>	<b>2 914 139</b>

Le dividende de 2006 est proposé par le Conseil de gérance à la prochaine assemblée prévue le 1<sup>er</sup> juin 2007.

significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe pour une période couvrant les douze derniers mois.

### 20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance qui est en suspens ou dont il est menacé) n'a pas eu et ne peut avoir d'effets

### 20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ont été publiés.

# 21. Informations complémentaires

## 21.1. Capital social

### Information historique sur le capital social au 31 décembre 2006

Date	Capital	Prime d'émission	Nombre cumulé d'actions	Nominal	Nature des Opérations
1976	3 121 200		62 424	FRF 50	Incorporation de réserves, distribution gratuite de 5 675 actions (1 action nouvelle pour 10 actions anciennes)
1978	3 433 300		68 666	FRF 50	Incorporation de réserves, distribution gratuite de 6 242 actions (1 action nouvelle pour 10 actions anciennes)
1980	4 119 950		82 399	FRF 50	Incorporation de réserves, distribution gratuite de 13 733 actions (1 action nouvelle pour 5 actions anciennes)
1986	25 324 500		253 245	FRF 100	Incorporation de réserves, distribution gratuite de 202 596 actions (4 actions nouvelles pour 1 action de FRF 100)
1990	33 766 000		337 660	FRF 100	Incorporation de réserves, distribution gratuite de 84 415 actions (1 action nouvelle pour 3 actions anciennes)
1992	45 021 300		450 213	FRF 100	Incorporation de réserves, distribution gratuite de 112 553 actions (1 action nouvelle pour 3 actions anciennes)
1992	56 276 600	3 376 590	562 766	FRF 100	Emission à FRF 130 de 112 553 actions (1 action nouvelle pour 3 actions anciennes) – Montant de l'augmentation en numéraire FRF 14 631 890
1994	68 782 400	5 627 610	687 824	FRF 100	Emission à FRF 145 de 125 058 actions (2 actions nouvelles pour 9 actions anciennes) – Montant de l'augmentation en numéraire FRF 18 133 410
1995	103 173 600		1 031 736	FRF 100	Incorporation de réserves, distribution gratuite de 343 912 actions (1 action nouvelle pour 2 actions anciennes)
1998	103 173 600 103 206 650		2 063 472 2 064 133	FRF 50 FRF 50	Division du nominal par deux Création de 661 actions suite à la fusion avec Financière TOUAX
1999	110 922 000	31 000 824	2 218 444	FRF 50	Emission de 154 307 actions suite à l'exercice de bons de souscription (1 action pour 5 bons de souscription)
2000	118 255 300	28 744 171	2 365 106	FRF 50	Emission de 146 666 actions suite à l'augmentation de capital réservée en faveur d'ALMAFIN
2001	141 906 350 22 705 016		2 838 127 2 838 127	FRF 50 € 8	Attribution d'une action gratuite pour cinq anciennes Conversion du capital en euros
2005	22 793 024 30 119 352	44 004 10 630 896	2 849 128 3 764 919	€ 8 € 8	Emission de 11 001 actions suite à l'exercice de 11 001 bons de souscription Emission de 915 791 actions suite à l'exercice de Bons de souscription (3 actions pour 7 bons de souscription)
2006	31 084 152	1 529 167	3 885 519	€ 8	Emission de 120 600 actions suite à l'augmentation de capital réservée en faveur de la société SALVEPAR



## 21. Informations complémentaires

### 21.1.1. Capital souscrit

Le capital est entièrement souscrit et libéré.

### 21.1.2. Action non représentative du capital

Il n'existe aucune action non représentative du capital.

### 21.1.3. Composition du capital

Le capital est composé au 31 décembre de 3 885 519 actions au nominal de 8 € entièrement libérées, représentant 5 128 031 droits de vote.

### 21.1.4. Capital Potentiel

Les options de souscription ou d'achat d'actions et les bons de souscription d'actions consenties par TOUAX SCA sont détaillés dans l'annexe des comptes consolidés chapitre 20.1 note 21 page 83.

## 21.2. Données boursières

### 21.2.1. Historique boursier

Le 7 mai 1906 l'action TOUAX est cotée à la bourse de Paris au marché comptant. L'action est transférée au Second Marché le 14 juin 1999. Le 2 janvier 2002, TOUAX a intégré le segment NextPrime du marché Euronext. Depuis cette date, l'action TOUAX fait partie de l'échantillon composant l'indice NextPrime. Suite à la refonte de la cote, TOUAX fait partie du compartiment C de l'Eurolist Paris.

### 21.2.2. Le cours de l'action TOUAX

L'action TOUAX a clôturé l'année 2006 à 25,10 € en hausse de 7,04 % par rapport au cours du 31 décembre 2005 (23,45 €). Le plus haut cours de l'année a

été atteint le 24 février 2006 à 27,30 €, le plus bas le 13 juin 2006 à 20,00 €.

Au 31 décembre 2006, la capitalisation boursière du Groupe s'élève à 97,53 millions d'euros.

(en euro)	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Données consolidées</b>					
Nombre total d'actions au 31 décembre <sup>(2)</sup>	2 838 127	2 838 127	2 838 127	3 764 929	3 885 519
Dividende net par action	0,60	0,25	0,60	0,70	0,75
Avoir fiscal <sup>(1)</sup>	0,30	0,125	0,00	0,00	0,00
Dividende global par action	0,90	0,375	0,60	0,70	0,75
Remboursement d'apport /					
Distribution exceptionnelle par action	–	0,35	–	–	–
Total par action	0,90	0,725	0,60	0,70	0,75 <sup>(2)</sup>
Total mis en distribution au titre de l'exercice	1 702 876	1 702 876	1 702 876	2 635 443	2 719 863
Progression de la distribution	12%	0%	0%	55%	3%
<b>Ratios boursiers</b>					
Résultat net par action	0,89	0,91	1,12	1,4	1,86
P.E.R. <sup>(4)</sup>	13,85	16,43	18,39	16,75	13,49
Rendement global de l'action (%)	7,30	4,85	2,91	2,99	2,99 <sup>(3)</sup>
<b>Données boursières</b>					
Cours maximum de l'action	19,50	16,75	21,20	23,72	27,30
Cours minimum de l'action	11,00	9,80	14,55	19,25	20,00
Cours au 31 décembre	12,33	14,95	20,60	23,45	25,10
Capitalisation boursière (M€) au 31 décembre	34,99	42,43	58,47	88,29	97,53
Volume quotidien moyen de transactions (en K€)	5,84	9,98	18,93	94,04	135,95
Nombre quotidien moyen de titres échangés	364	764	1 038	4 385	5 578

(1) L'avoir fiscal est égal à 50 % du dividende net pour les actionnaires personnes physiques résidents en France.

(2) Les données de la distribution en 2006 sont établies sur la base de la proposition de la Gérance à l'assemblée générale.

(3) Le rendement global de l'action 2006 est calculé sur la base du cours au 31 décembre 2006.

(4) Ratio de capitalisation boursière/résultat net (Price Earnings Ratio).



### 21.2.3. Evolution des transactions au cours des 18 derniers mois

L'action TOUAX est cotée à Euronext Paris, sur l'Eurolist compartiment C – segment NextPrime. Code ISIN FR0000033003 – Reuters TETR. PA – Bloomberg TOUPFP equity.

(en euro)	Plus haut cours	Plus bas cours	Dernier cours	Nombre de titres échangés	Montant échangé de capitaux (en milliers d'euros)
septembre 2005	23,67	19,6	21,39	369 046	7 666,40
octobre 2005	23,13	21,73	22,7	34 523	807,93
novembre 2005	22,69	20,11	21,45	239 547	5 054,94
décembre 2005	23,45	21,5	23,45	44 599	990,31
janvier 2006	26,50	23,00	24,20	73 650	1 826,09
février 2006	27,30	24,1	26,49	103 290	2 647,13
mars 2006	26,04	23,20	24,50	329 882	8 228,76
avril 2006	26,19	24,00	25,00	141 575	3 548,34
mai 2006	26,12	21,63	22,18	182 607	4 447,73
juin 2006	22,77	19,99	21,68	73 326	1 601,34
juillet 2006	22,48	20,65	22,48	53 602	1 138,14
août 2006	23,83	21,65	23,78	52 974	1 200,95
septembre 2006	24,87	22,98	24,29	58 901	1 394,99
octobre 2006	24,98	23,68	24,54	125 678	3 058,50
novembre 2006	24,98	24,08	24,67	154 532	3 798,08
décembre 2006	25,08	24,2	25,10	72 421	1 776,06
janvier 2007	25,48	24,28	24,78	66 292	1 640,73
février 2007	26,27	22,50	24,60	174 148	4 351,69

## 21. Informations complémentaires

### 21.3. Dispositions statutaires (extraits)

#### Forme (Article 1)

La société anonyme dénommée «TOUAX SGTR-CITE-SGT-CMTE-TAF-SLM Touage Investissement réunies», dont le siège social est 5 rue Bellini Tour Arago à Puteaux La Défense (92806), a été transformée en société en commandite par actions, par décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 juin 2005.

Elle existe entre :

➔ d'une part, le ou les associés commandités désignés par les présents statuts, qui sont tenus indéfiniment et solidairement des dettes sociales, à savoir :

La Société Holding de Gestion et de Location, société par actions simplifiée au capital de 37 000 €, dont le siège social est 5 rue Bellini, Tour Arago, Puteaux la Défense, en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nanterre, représentée par Monsieur Raphaël Colonna Walewski, né le 22 octobre 1966 à Neuilly sur Seine (92200), demeurant 16 rue du Printemps à Paris (75017), de nationalité française.

La Société Holding de Gestion et de Participation, société par actions simplifiée au capital de 37 000 €, dont le siège social est 5 rue Bellini, Tour Arago, Puteaux la Défense, en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nanterre représentée par Monsieur Fabrice Colonna Walewski, né le 14 octobre 1968 à Neuilly sur Seine (92 200), demeurant 46 avenue de Madrid à Neuilly sur Seine (92 200), de nationalité française.

➔ et, d'autre part, les propriétaires des actions actuellement existantes et de celles qui pourront être créées ultérieurement, ayant la qualité de commanditaires et qui, désignés dans les présents sta-

tuts par «les actionnaires» ou «les commanditaires», ne répondent des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports.

#### Objet social (article 2)

La société a notamment pour objet en tous pays :

- l'achat, la location, le financement, la vente, l'exploitation et la maintenance de tous matériels mobiles et standardisés comprenant les conteneurs maritimes ou conteneurs de stockage, les constructions modulaires, les barges fluviales, et les wagons de fret,
- l'exploitation de services de poussage, de touage et de remorquage, de transports et d'affrètement fluviaux sur toutes voies navigables ;
- la conception, la construction, l'agencement, la réparation, l'achat, la vente, l'exploitation directe ou indirecte et la location de bâtiments et de constructions modulaires et industrialisées, et plus généralement de tous matériels industriels, mobiles et transportables,
- la prise de participation et d'exploitation de toutes affaires ou entreprises de même nature, similaire ou connexe et ce, par voie de création de sociétés nouvelles, apports, souscriptions, ou achat de titres et droits sociaux, fusion, association ou autrement ;
- l'acquisition, l'obtention, la cession de tous brevets, additions et licences de brevets ou procédés quelconques ;
- la participation sous toutes formes dans toutes sociétés ou entreprises industrielles, financières et commerciales mobilières ou immobilières, existantes ou à créer, en France et à l'étranger ;
- l'acquisition de l'exploitation, la construction et la mise en valeur par tous moyens de tous immeubles bâtis ou non bâtis ;

• et la possibilité de réaliser généralement toutes opérations commerciales industrielles, financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus énoncés et pouvant être utiles au développement des affaires de la société.

#### Droits des associés sur les résultats (extrait de l'article 20)

Les droits sur les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation seront répartis comme suit :

- sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il sera fait un prélèvement calculé comme indiqué dans la loi et affecté au fonds de réserve légale. Ce prélèvement effectué, il sera attribué aux associés commandités une somme égale à une quote-part du bénéfice net consolidé, part du Groupe, de la société selon la formule qui a été déterminée à la clause 15.5 des statuts.
- le solde du bénéfice après les prélèvements ci-dessus sera, au choix de l'assemblée générale statuant sur proposition de la gérance, soit distribué à toutes les actions, soit affecté à un ou plusieurs fonds de réserve extraordinaire, généraux ou spéciaux non productifs d'intérêts.

L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

#### Droits des commandités sur les résultats (article 15.5)

En raison de la responsabilité indéfinie leur incombant, les associés commandités ont droit à une rémunération prélevée sur les bénéfices nets après impôts de la société, qu'ils se partagent à parts égales. Cette rémunération sera de 3 % du bénéfice net après impôt

consolidé part du Groupe TOUAX à partir de l'exercice 2005. Cette rémunération sera payable en même temps que le dividende versé aux actionnaires, et à défaut, dans les soixante (60) jours de l'assemblée générale d'approbation par la société.

#### **Membres du conseil de surveillance (extrait de l'article 12 « conseil de surveillance »)**

Les membres du conseil de surveillance sont nommés par l'assemblée générale ordinaire pour une durée d'un an (article 12.1)

Chaque membre du conseil de surveillance devra être propriétaire d'au moins 250 actions de la société (article 12.2).

#### **Assemblées Générales (extrait de l'article 18 « assemblées d'actionnaires commanditaires »)**

Les dispositions applicables aux assemblées d'actionnaires commanditaires sont celles prévues par la loi pour les sociétés anonymes.

Les assemblées générales sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation par la gérance, le conseil de surveillance ou, à défaut par le ou les commissaires aux comptes. (article 18.2 « convocation – ordre du jour »).

Sauf dans les cas expressément prévus par la loi, tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, ou en votant par correspondance, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses titres, sous la forme, soit d'une inscription nominative, soit du dépôt de ses titres au porteur aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation: le délai au cours duquel ces formalités doivent être accomplies expire 3 jours avant la date de

réunion de l'assemblée. (article 18.3 « admission – tenue des assemblées »).

#### **Droit de vote (extrait de l'article 9 « droits attachés à chaque action »)**

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative enregistrée depuis cinq ans au moins au nom du même actionnaire.

Les droits de vote double attachés aux actions existantes préalablement à la transformation de la société en société en commandite par action sont conservés.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit. (extrait de l'article 9.4)

#### **Titres au porteur identifiables**

La société peut à tout moment demander à la SICOVAM l'identification des détenteurs de titres au porteur.

#### **Modifications des statuts**

L'assemblée générale réunie extraordinairement le 30 juin 2005 a modifié la forme juridique de la société en transformant la société anonyme TOUAX SA en société en commandite par actions TOUAX SCA.

Le 7 octobre 2005, 28 novembre 2005 et le 6 février 2006 les statuts ont été modifiés en son article 6 « capital social ».

#### **Franchissements de seuils**

Seuls les franchissements de seuils légaux doivent être respectés.

## 22. Contrats importants

Il n'existe pas de contrat important autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires.

Il n'existe pas d'autre contrat autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires souscrit par un membre quelconque du Groupe et contenant des dispositions conférant à un membre quelconque du Groupe une obligation ou un engagement importants pour l'ensemble du Groupe, à la date du document d'enregistrement.

## 23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

Non applicable.

## 24. Documents accessibles au public

Pendant la durée de validité du présent document de référence, les statuts, les rapports des commissaires aux comptes et les états financiers des trois derniers exercices, ainsi que tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques de TOUAX SCA, du groupe et de ses filiales des trois derniers exercices, évaluations et déclarations établis par un expert, lorsque ces documents sont prévus par la loi et tout autre document prévu par la loi, peuvent être consultés au siège de la société. Il est à noter par ailleurs que les documents de référence incluant les états financiers et les rapports des commissaires aux comptes sont disponibles par voie électronique sur le site internet du Groupe ([www.touax.com](http://www.touax.com)).

## 25. Informations sur les participations

La Groupe détient indirectement une filiale significative, la société GOLD Container Corp., société de droit américain. Les chiffres clés de cette société sont présentés dans les chapitres 7 page 32 et 7.2 page 33.

## 26. Rapports des gérants

### 26.1. Rapport de gestion

#### Normes comptables internationales (IFRS – International Financial Reporting Standards)

Les comptes consolidés 2006 sont établis en normes IFRS conformément à la réglementation en vigueur. Les comptes consolidés 2004 ont été retraités suivant ces normes. Les différences de traitement entre les normes françaises précédemment utilisées et les normes internationales sont détaillées dans le document de référence de l'année 2004 déposé le 3 juin 2005 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro D.05-820, reprises dans l'annexe des comptes de 2005 incluse dans le document de référence de 2005.

#### Changements statutaires

Les statuts ont été modifiés le 6 février 2006 (article 6 « capital social ») à la suite d'une augmentation de capital.

#### Évolution du périmètre

Trois sociétés françaises ont été constituées en décembre 2006 :

➤ TOUAX Construction Modulaire SAS au capital de 37 000 euros.

➤ TOUAX Corporate SAS au capital de 37 000 euros.

➤ TOUAX River Barges SAS au capital de 37 000 euros.

Suite au rachat de TOUAX Rail Limited, le 1<sup>er</sup> décembre 2005, les sociétés sont toutes intégrées globalement au 31 décembre 2006. Le pourcentage de détention du Groupe dans la société Portable Storage Services est passé de 51 % à 100 % en décembre 2006.

Les fonds de commerce, non stratégiques, des sociétés Portable Storage Services et Interfeeder-Ducotra ont été cédés.

#### Présentation de l'activité 2006

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 253,1 millions d'euros contre 222 millions d'euros en 2005, et progresse de 31,1 millions d'euros (+14 %).

#### Analyse par activité

Revenus d'exploitation par activité (en milliers d'euros)	2006	2005	Variation	
			2006/2005	%
<b>CONTENEURS MARITIMES</b>	<b>120 271</b>	<b>114 933</b>	<b>5 338</b>	<b>5 %</b>
Chiffre d'affaires locatif	61 149	53 813	7 336	14 %
Ventes de matériels	59 065	61 072	(2 007)	-3 %
Divers	56	48	8	17 %
<b>CONSTRUCTIONS MODULAIRES</b>	<b>52 980</b>	<b>45 278</b>	<b>7 702</b>	<b>17 %</b>
Chiffre d'affaires locatif	42 694	36 592	6 102	17 %
Ventes de matériels	10 254	8 686	1 568	18 %
Divers	32		32	
<b>BARGES FLUVIALES</b>	<b>30 703</b>	<b>31 032</b>	<b>(329)</b>	<b>-1 %</b>
Chiffre d'affaires locatif et transport	30 703	31 031	(328)	-1 %
Ventes de matériels	0	1	(1)	ns
<b>WAGONS</b>	<b>49 192</b>	<b>30 758</b>	<b>18 434</b>	<b>60 %</b>
Chiffre d'affaires locatif	16 029	6 541	9 488	145 %
Ventes de matériels	32 824	24 167	8 657	36 %
Divers	339	50	289	
<b>Autres (Divers et éliminations)</b>	<b>(15)</b>	<b>(10)</b>	<b>(5)</b>	<b>48 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>253 132</b>	<b>221 991</b>	<b>31 141</b>	<b>14 %</b>

## 26. Rapports des gérants

### Analyse par zone géographique

Revenus d'exploitation par zone géographique (en milliers d'euros)	2006	2005	Variation	
			2006/2005	%
International	120 261	114 908	5 353	5 %
Europe	120 571	96 198	24 373	25 %
Etats-Unis	12 300	10 885	1 415	13 %
<b>TOTAL</b>	<b>253 132</b>	<b>221 991</b>	<b>31 141</b>	<b>14 %</b>

Dans les activités constructions modulaires, barges fluviales et wagons de fret, l'implantation des services, la localisation des marchés et la localisation des clients sont identiques. Dans l'activité conteneurs maritimes, la localisation des clients et des actifs sont différentes. Les conteneurs maritimes sont utilisés sur des centaines de routes commerciales à travers le monde sans que le Groupe en ait la connaissance. Les conteneurs maritimes sont ainsi classés dans la zone internationale

L'évolution du chiffre d'affaires (+31,1 millions d'euros ; +14 %) se répartit de la façon suivante :

#### ■ Division Conteneurs Maritimes

La division Conteneurs Maritimes progresse de 5,3 millions d'euros (+5 % comparé à 2005). Cette progression s'explique principalement par la croissance du chiffre d'affaires locatif (+14 %) suite à l'augmentation de la flotte gérée.

#### ■ Division Constructions Modulaires

Le chiffre d'affaires de la division Constructions Modulaires s'élève à 52,9 millions d'euros (comparé à 45,2 millions d'euros en 2005) et présente une hausse de 17 % du fait de l'amélioration des taux d'utilisation (77,7 % en 2006 comparé à 75,2 % en 2005) et de l'augmentation de la flotte.

#### ■ Division Barges Fluviales

Le chiffre d'affaires de la division Barges Fluviales a été de 30,7 millions d'euros comparé à 31 millions d'euros en 2005, soit une baisse de 1 %.

#### ■ Division Wagons

Le chiffre d'affaires de la division Wagons de fret s'élève à 49,2 millions d'euros en hausse de 60 % comparé à 30,8 millions d'euros en 2005. Les ventes de matériel ont progressé de 8,6 millions d'euros. Le chiffre d'affaires locatif des wagons a augmenté de 145 % du fait de la hausse des volumes gérés.

## Résultats

Résultat (en milliers d'euros)	2006	2005	Variation 2006/2005
<b>CONTENEURS MARITIMES</b>			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	51 551	44 579	6 972
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	50 496	43 528	6 968
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(43 018)	(38 384)	(4 634)
Résultat sectoriel après distribution aux investisseurs	7 478	5 144	2 334
<b>CONSTRUCTIONS MODULAIRES</b>			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	16 287	10 985	5 302
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	11 668	7 296	4 372
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(5 368)	(5 494)	126
Résultat sectoriel après distribution aux investisseurs	6 300	1 802	4 498
<b>BARGES FLUVIALES</b>			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	4 127	5 008	(881)
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	2 288	2 593	(305)
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(421)	(593)	172
Résultat sectoriel après distribution aux investisseurs	1 867	2 000	(133)
<b>WAGONS</b>			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	9 808	5 595	4 213
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	9 039	5 309	3 730
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(5 883)	(2 210)	(3 673)
Résultat sectoriel après distribution aux investisseurs	3 156	3 099	57
<b>Total</b>			
Marge brute d'exploitation de l'activité (EBITDA)	81 773	66 167	15 606
Résultat sectoriel avant distribution aux investisseurs	73 491	58 726	14 765
Revenus locatifs dus aux investisseurs	(54 690)	(46 681)	(8 009)
Résultat sectoriel après distribution aux investisseurs	18 801	12 045	6 756
<b>Autres (divers, frais centraux)</b>	<b>(3 565)</b>	<b>(3 419)</b>	<b>(146)</b>
<b>Résultat d'exploitation après distributions aux investisseurs</b>	<b>15 236</b>	<b>8 626</b>	<b>6 610</b>
Résultat financier	(4 599)	(2 668)	(1 931)
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>10 637</b>	<b>5 958</b>	<b>4 679</b>
Impôts	(4 081)	(2 318)	(1 763)
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>6 556</b>	<b>3 640</b>	<b>2 916</b>
Intérêts minoritaires	642	442	200
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>7 198</b>	<b>4 082</b>	<b>3 116</b>

## 26. Rapports des gérants

### ■ Division Conteneurs Maritimes

La division Conteneurs Maritimes présente au 31 décembre 2006 une augmentation de sa marge brute d'exploitation (EBITDA) et de son résultat sectoriel avant distributions nettes aux investisseurs. Le résultat sectoriel après distributions nettes aux investisseurs augmente de 2,3 millions d'euros. Cette variation s'explique par une amélioration des taux de marges de gestion et de vente.

### ■ Division Constructions Modulaires

La marge brute d'exploitation de la division Constructions Modulaires augmente de 5,3 millions d'euros sur 2006. Le résultat sectoriel après distributions nettes aux investisseurs est en hausse de 4,5 millions d'euros. La progression des constructions modulaires correspond à une augmentation des marges de vente et de location suite à une politique de renouvellement du parc et de nouveaux investissements.

### ■ Division Barges Fluviales

La division Barges Fluviales diminue en 2006 sa marge brute d'exploitation (-0,9 million d'euros) et son résultat sectoriel après distribution aux investisseurs (-0,1 million d'euros) par rapport à 2005. Cette baisse correspond à la cession à perte d'une activité non stratégique compensée partiellement par l'amélioration des marges des autres activités de la division Barges Fluviales.

### ■ Division Wagons

La marge brute d'exploitation de la division Wagons progresse de 4,2 millions d'euros. Le résultat sectoriel après distribution aux investisseurs se stabilise avec de nouveaux programmes de gestion.

### Distribution aux investisseurs

Le Groupe gère des matériels appartenant à des investisseurs à qui il distribue le revenu net généré par leurs matériels (distribution aux investisseurs).

Les distributions aux investisseurs s'élèvent à 54,7 millions d'euros (contre 46,7 millions d'euros en 2005) et se répartissent ainsi :

- 43 millions d'euros pour la division Conteneurs Maritimes,
- 5,4 millions d'euros pour la division Constructions Modulaires,
- 0,4 million d'euros dans la division Barges Fluviales,
- 5,9 millions d'euros pour la division Wagons.

La hausse globale des distributions aux investisseurs s'explique par la conclusion de nouveaux programmes de gestion en 2005 et en 2006.

Il est rappelé que le chiffre d'affaires locatif inclut le chiffre d'affaires locatif pour compte de tiers et le chiffre d'affaires locatif pour compte propre. La variation du mix chiffre d'affaires locatif / chiffres d'affaires ventes ajouté à la variation du mix chiffre d'affaires locatif pour compte de tiers / chiffre d'affaires locatif pour compte propre génère la variation du taux de distribution sur le chiffre d'affaires. En d'autres termes plus le chiffre d'affaires locatif pour compte de tiers est important, plus le taux de distribution sur le chiffre d'affaires est important. La conclusion de nouveaux programmes de gestion en 2005 et en 2006 a généré une augmentation de la part de chiffre d'affaires locatif pour compte de tiers et a induit par conséquence une hausse des distributions aux investisseurs. Il est à noter que le Groupe gère 791 millions d'euros de matériels en 2006 dont 75 % appartiennent à des tiers. En 2005 le Groupe gérait 687 millions d'euros de matériels dont 79 % appartenaient à des tiers. Le taux de distribu-

tion aux investisseurs rapporté au chiffre d'affaires locatif est resté stable en passant de 36,5 % en 2005 à 36,3 % en 2006. Il n'est pas pertinent de calculer le chiffre d'affaires pour compte de tiers. En effet, ce chiffre d'affaires correspond aux chiffres d'affaires réalisés par les pools de matériels dans lesquels le Groupe possède une part de matériels.

### Résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs

Le résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs correspond au résultat opérationnel défini par le CNC.

Le résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs s'établit à 15,2 millions d'euros en hausse de 76,7 % comparé à 8,6 millions d'euros en 2005.

### Résultat financier

Le résultat financier (-4,6 m€) enregistre en 2006 une perte nette de change de 0,6 m€ et une charge financière nette de -4 m€. Pour mémoire, le résultat financier 2005 (-2,6 m€) enregistrait un profit de change de 0,6 m€ et une charge financière nette de -3,2 m€. L'évolution du résultat financier (-2 m€) correspond d'une part à l'augmentation des frais financiers (-0,8 m€) et l'impact de change (-1,2 m€).

### Résultat net – part du Groupe

La charge d'impôt constituée essentiellement d'impôts différés s'élève à 4,1 millions d'euros en 2006 comparé à 2,3 millions d'euros en 2005.

Le résultat net consolidé part du Groupe s'élève à 7,2 millions d'euros en hausse de 76,3 % comparé au résultat de l'exercice 2005 de 4,1 millions d'euros.

Le résultat net par action ressort à 1,86 euro (1,40 euro en 2005) pour une moyenne pondérée d'actions à 3 873 294 en 2006.



## Bilan consolidé

Le total du bilan consolidé s'élève en 2006 à 261,8 millions d'euros comparé à 206,3 millions d'euros en 2005.

Le total de l'actif non courant s'élève à 143,2 millions d'euros comparé à 122,5 millions d'euros en 2005 et les capitaux propres à 60,5 millions d'euros comparé à 56,2 millions d'euros. La hausse des capitaux propres s'explique notamment par l'augmentation de capital de TOUAX SCA de 2,5 millions d'euros.

Le passif non courant s'élève à 81 millions d'euros en hausse de 26,2 millions d'euros par rapport à 2005 (54,8 millions d'euros). L'endettement financier net consolidé (après déduction des disponibilités et des valeurs mobilières de placement) s'élève à

85,0 millions d'euros en 2006 comparé à 65,4 millions d'euros en 2005. Cette hausse a permis de financer les nouveaux investissements.

## Comptes sociaux

Le chiffre d'affaires de TOUAX SCA s'élève à 39 millions d'euros en 2006 comparé à 29,5 millions d'euros en 2005. La hausse de 32% est générée par la hausse des ventes négoce (+47,1%) et la hausse du chiffre d'affaires locatif (+27,6%). Le résultat net s'élève à 1 million d'euros comparé à 1,2 million d'euros en 2005. Le total du bilan de TOUAX SCA s'élève à 108,1 millions d'euros par rapport à 104,4 millions d'euros en 2005.

Le montant des charges non déductibles est de 591 milliers d'euros, constitué en grande partie des

écarts de conversion actifs (59 milliers d'euros), des provisions pour congés payés (156 milliers d'euros), des provisions pour engagement de retraite (189 milliers d'euros) et d'autres charges non déductibles telles que la contribution Organic ou les charges sur les véhicules de tourisme.

## Événements post-clôture

TOUAX a procédé à une émission d'obligations assorties de bons de souscription d'actions remboursables de 40,4 millions d'euros.

Les OBSAR ont été souscrits à hauteur de 10,25% par les actionnaires de TOUAX et pour le solde par un pool d'établissements bancaires.

TOUAX a procédé au versement d'un acompte sur dividende en janvier 2007 pour 1,4 million d'euro.

## 26. Rapports des gérants

### Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

(en milliers d'euros)		2002	2003	2004	2005	2006
<b>I</b>	<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
	a) Capital social	22 705 016	22 705 016	22 705 016	30 119 352	31 084 152
	b) Nombre des actions ordinaires existantes	2 838 127	2 838 127	2 838 127	3 764 919	3 885 519
<b>II</b>	<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
	a) Chiffre d'affaires hors taxes	31 666 393	28 335 508	37 321 936	29 533 885	38 985 605
	b) Résultat avant impôt et charges calculées (amortissements et provisions)	6 797 863	5 151 901	2 822 098	1 234 925	1 045 144
	c) Impôts sur les bénéfices	992 859	1 022	0	41 250	0
	d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	néant	néant	néant	néant	néant
	e) Résultats après impôt et charges calculées	3 133 608	1 795 505	2 856 845	1 193 675	1 045 144
	f) Résultat distribué	1 702 877	1 702 876	1 702 877	2 635 443	2 914 139 (1)
<b>III</b>	<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
	a) Résultat après impôt mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	2,05	1,82	0,99	0,32	1,41
	b) Résultat après impôt et charges calculées (amortissements et provisions)	1,1	0,63	1,01	0,31	0,27
	c) Dividende net attribué à chaque action	0,6	0,6	0,6	0,7	0,75
<b>IV</b>	<b>PERSONNEL</b>					
	a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	31	23	28	30	30
	b) Montant de la masse salariale de l'exercice	1 737 296	1 606 696	1 658 213	1 944 918	2 079 070
	c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc.)	753 779	744 637	735 656	926 575	1 009 375

(1) Proposition du conseil de gérance du 26/03/2007 à l'Assemblée Générale.

## Activité en matière de recherche et développement

Le Groupe n'a aucune activité en matière de recherche et développement.

## Politique de distribution des dividendes

La société poursuit une politique régulière de distribution d'un dividende annuel variable en fonction des résultats. Il n'existe pas de règle établie de distribution telle qu'un pourcentage fixe du résultat net ou du cours de bourse. La société a versé un acompte sur dividende le 5 janvier 2007.

Les dividendes dont le paiement n'a pas été réclamé sont versés à la Caisse des Dépôts et Consignations par l'organisme distributeur à l'issue d'un délai de 5 ans. Un historique de la politique de distribution est présenté au chapitre 20.6 page 132.

(en milliers d'euros)	2003	2004	2005	2006
Dividende net	0,25	0,60	0,70	0,75
Avoir fiscal	0,125			
Revenu global	0,38	0,60	0,70	0,75
<b>Nombre d'actions</b>	<b>2 838 127</b>	<b>2 838 127</b>	<b>3 764 919</b>	<b>3 885 519</b>
Dividendes	709 532	1 702 876	2 635 443	2 914 139
Remboursement d'apport				
Dividende exceptionnel	993 344			
<b>Total distribué</b>	<b>1 702 876</b>	<b>1 702 876</b>	<b>2 635 443</b>	<b>2 914 139</b>

## Participation des salariés au capital de la société au 31 décembre 2006

Il n'y a pas de participation des salariés au capital de la société au 31 décembre 2006.

## Autocontrôle

Il n'y a pas d'auto contrôle (détention de titres de TOUAX SCA par ses filiales). L'organigramme du Groupe est détaillé dans le chapitre 7.1 page 32 et la liste des filiales est présentée dans les comptes consolidés au chapitre 20.1 dans la note 2.2 page 64.

## Actions auto détenues

Au 31 décembre 2006, la société détenait 4 183 de ses propres actions. Ces actions ont été acquises suite au programme de rachat voté par l'assemblée générale mixte du 28 juin 2005. Le détail de l'historique des mouvements des actions auto détenues par TOUAX est exposé au chapitre 18.5 page 45.

## Rémunération des mandataires sociaux

La rémunération des mandataires sociaux s'élève à 729,5 milliers d'euros en 2006. Cette dernière est détaillée au paragraphe 15.1 page 40.

## Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux

Le rapport du président du conseil de surveillance précise les mandats et les fonctions des mandataires sociaux (chapitre 27.2 page 151).

## Délégations en cours accordées par l'assemblée générale

L'assemblée générale mixte du 30 juin 2005 a accordé aux gérants la possibilité d'augmenter le capital social à hauteur de 20 millions d'euros de nominal en une ou plusieurs augmentations du capital social, immédiate ou à terme, en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription

par création et émission, avec ou sans prime d'émission, d'actions ordinaires, de bons et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la société.

Les gérants ont réalisé une augmentation de capital d'un montant de 7,3 millions d'euros au cours de l'exercice 2005 et une augmentation de capital de 964,8 milliers d'euros le 6 février 2006. Une émission d'obligations à bons de souscription d'actions a été réalisée en mars 2007 pour un montant de 40,4 millions d'euros, 4 BSAR donnant droit à une action nouvelle. Le nombre d'action potentiel résultant s'élève à 365 832.

## Répartition des droits de vote

Il n'existe pas de catégorie d'actions ou de titres non représentatifs du capital. L'historique de la répartition du capital et des droits de vote est analysé au chapitre 18 page 43.

## 26. Rapports des gérants

### Conventions réglementées

Les conventions réglementées sont les suivantes :

Filiales concernées (en milliers)	Etablissements financiers bénéficiaires de la garantie	Montant garanties accordées sur exercice antérieur et toujours en vigueur	Montant garanties accordées exercice 2006	Encours des crédits ou garanties accordés
<b>GOLD CONT FINANCE</b>	Fortis banque	\$2 500		
<b>TOUAX CAPITAL</b>				6 479 €
<b>SIKO</b>	Fortis Lease	225 €		7 925 €
<b>WORKSPACE</b>	South Trust CA Leasing Bank of America	\$359 \$4 283		
<b>TOUAX ESPAÑA</b>	Ing Lease Fortis Espagne BBVA Banesto	1 522 € 1 500 € 250 € 175 €		1 524 €
<b>TOUAX BV</b>	KBC Lease	867 €		19 918 €
<b>TOUAX NV</b>	KBC Lease KBC Vendor Lease	1 459 € 250 €		
<b>EUROBULK</b>	Rabobank	12 452 €		
<b>TOUAX CONTAINERS SERVICES</b>	Crédit Lyonnais	Fusion d'échelles d'intérêt		
<b>TOUAX SOLUTIONS MODULAIRES</b>	GCE Bail LCL Convention d'Intégration fiscale	3 089 € Fusion d'échelles d'intérêt		
<b>TOUAX RAIL</b>	Fortis Lease Slibail Contrat de gestion de 357 wagons	4 093 € 3 113 €		
<b>GOLD Container corporation</b>	ABN Amro Contrat de gestion de 1 945 TEU Unimat Capital Equipement Finance Nordea contrat de gestion sur 2 445 conteneurs	\$250 16 544 € \$1 486 \$739		
<b>TOUAX Corp</b>	LCL	\$3 500		\$26 000

## Facteurs de risque

Les risques sont détaillés dans le paragraphe « facteurs de risque » page 24 du document de référence.

La direction des finances, à laquelle se rattachent les services centraux de trésorerie du Groupe et d'administration des programmes de gestion, gère le risque financier.

La direction administrative et comptable a pour objectif la production des informations comptables et financières fiables, la communication de ces informations, le suivi des autres risques et notamment du risque de contrepartie, la mise en place des procédures administratives, comptables et financières, et le suivi juridique et fiscal du Groupe.

Les principaux risques correspondent aux risques suivants :

### Risques financiers

Les risques correspondent aux risques de marché (taux et change), au risque de liquidité et au risque sur actions.

### Risques juridiques

Les risques sont provisionnés dès lors qu'une charge est probable conformément à l'article L 123-20 article 3 du code du commerce.

### Risques industriels et liés à l'environnement

Ces risques correspondent notamment à des risques économiques, politiques, géopolitiques, technologiques, d'approvisionnement, de perte d'actifs, climatiques et environnementaux.

### Risque de dépendance

Le Groupe n'est pas dans une situation de dépendance significative à l'égard d'un tiers ou d'autorités publiques.

## Risque de gestion

Une part significative d'actifs gérés par le Groupe appartient à des investisseurs tiers ou des véhicules financiers qui pourraient décider de changer de gestionnaire.

### Assurance – couverture des risques

Le Groupe poursuit une politique systématique de couverture de ses actifs corporels et de ses risques généraux.

### Affectation du résultat

La gérance soumet à la prochaine assemblée générale la proposition d'affectation du résultat suivante :

Résultat de l'exercice	1 045 144
Rémunération statutaire des commandités	-215 943
Augmenté du report à nouveau	4 066
<b>Bénéfice à répartir</b>	<b>833 266</b>
Affectation à la réserve légale	52 257
Distribution d'un dividende de 0,75 € à 3 885 519 actions	2 914 139
Prélèvement sur la prime d'émission	-2 133 130
<b>Total des bénéfices répartis</b>	<b>833 266</b>

## Informations environnementales et sociales

Le Groupe n'exploite aucun site industriel potentiellement dangereux, site dit classé « SEVESO ». Un site est classé « SEVESO » lorsqu'il présente un risque important pour les populations alentours en cas d'accident grave.

Le Groupe a mis en place une politique sociale pour répondre aux besoins générés par son développement. Le chapitre 17 décrit la répartition des effectifs du Groupe et explique sa politique sociale (page 25).

## 26. Rapports des gérants

### 26.2. Rapport spécial des gérants sur les options

#### EXERCICE 2006

Conformément aux dispositions de l'article L.225-184 du code de commerce, nous vous informons qu'il a été attribué 52 874 options de souscription ou d'achat d'actions TOUAX au cours de l'exercice 2006.

➤ L'Assemblée Générale Mixte du 28 juin 2006 a autorisé le conseil de gérance à attribuer, pendant une durée de 38 mois, aux membres du personnel des sociétés du Groupe des options de souscription (15<sup>e</sup> résolutions).

Dans le cadre de cette autorisation, 52 874 options de souscription, donnant chacune droit à la souscription d'une action nouvelle TOUAX, ont été attribuées le 7 août 2006 à 10 bénéficiaires au prix de 21,56 euros par action, correspondant à la moyenne des 20 derniers cours de bourse ayant précédé la date d'attribution.

Après une période d'indisponibilité de 2 ans, ces options de souscription seront exerçables le 7 août 2008 pendant une période de 4 ans qui se terminera le 6 juin 2012 inclus. Le nombre d'options de souscription restant en circulation au 31 décembre 2006 s'élève à 52 874 pour 10 bénéficiaires, soit 1,36 % du capital social à cette date, et le prix d'exercice à 21,56 euros.

➤ Pour mémoire, l'Assemblée Générale Mixte du 6 juin 2000 a autorisé le conseil d'administration, pendant une durée de 5 ans qui a expiré le 5 juin 2005, à attribuer aux membres du personnel des sociétés du Groupe des options de souscription (11<sup>e</sup> résolution).

Dans le cadre de cette autorisation, 16 200 options de souscription, donnant chacune droit à la souscription d'une action nouvelle TOUAX, ont été attribuées le 6 juin 2000 à 15 bénéficiaires au prix de 31,80 euros par action, correspondant à 95 % de la moyenne des 20 derniers cours cotés ayant précédé la date d'attribution.

Après une période d'indisponibilité de 5 ans, ces options de souscription sont exerçables depuis le 5 juin 2005 pendant une période de 3 ans qui se terminera le 6 juin 2008 inclus. Compte tenu du départ du Groupe de certains bénéficiaires et de l'ajustement du prix d'exercice consécutif à l'augmentation de capital par attribution gratuite d'action en 2001 et à l'augmentation de capital en numéraire par souscription de bons d'actions, le nombre d'options de souscription restant en circulation au 31 décembre 2006 s'élève à 8 750 pour 8 bénéficiaires, soit 0,23 % du capital social à cette date, et le prix d'exercice à 26,18 euros.

➤ Par ailleurs, 11 001 options de souscription, donnant droit chacune à la souscription d'une action nouvelle ont été attribuées le 24 juin 2002 par votre Assemblée Générale Mixte à 14 bénéficiaires au prix de 14,34 euros par actions, correspondant à la moyenne des 20 derniers cours cotés aux 20 séances ayant précédé la date d'attribution.

Ces options d'achat ne pourront être exercées qu'après la fin d'une période d'indisponibilité de 4 ans, pendant une période de 4 ans commençant le 30 juin 2006 et se terminant le 30 juin 2010 inclus. Compte tenu du départ du Groupe de certains bénéficiaires et de l'ajustement du prix d'exercice consécutif à l'augmentation de capital en numéraire

réalisé en novembre 2005, le nombre d'options d'achat en circulation au 31 décembre 2006 s'élève à 9 900 pour 3 bénéficiaires, soit 0,26 % du capital social à cette date, et le prix d'exercice à 14,14 euros.

### 26.3. Rapport spécial des gérants sur le programme de rachat d'actions

En application de l'article 241-2 du règlement général de l'AMF, le présent document constitue le descriptif de programme de rachat qui sera soumis à l'autorisation de l'assemblée générale ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2007.

#### Date de l'assemblée générale des actionnaires appelée à autoriser le programme de rachat

Le programme de rachat sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire de TOUAX le 1<sup>er</sup> juin 2007.

#### Bilan du précédent programme de rachat

Le précédent programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée générale mixte du 28 juin 2006 et a fait l'objet d'une information semestrielle à l'AMF. Le programme a été mis en œuvre pour effectuer exclusivement des opérations dans le cadre de l'objectif d'animation et de liquidité du marché. Ces opérations ont été réalisées au travers de deux contrats de liquidité conclus l'un le 22 janvier 2003 avec le prestataire de service d'investissement AUREL LEVEN et l'autre le 21 novembre 2005 avec le prestataire de service d'investissement GILBERT DUPONT.

## Synthèse des opérations réalisées par la société sur ses propres actions du 28 juin 2006 au 28 février 2007

### Déclaration par TOUAX SCA des opérations réalisées sur ses propres titres du 28 juin 2006 au 28 février 2007

Pourcentage de capital auto détenu de manière directe et indirecte	0,13 %
Nombre d'actions annulées au cours des 24 mois:	0
Nombre de titres détenus en portefeuille:	4 966
Valeur comptable du portefeuille:	122 128,31
Valeur de marché du portefeuille <sup>(1)</sup> :	122 163,60

(1) Sur la base du cours de clôture au 28 février 2007.

Tous les achats et ventes réalisés au titre du programme tels que visés ci-dessus ont été effectués dans l'objectif d'assurer l'animation du marché et la liquidité des transactions au travers de deux contrats de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF.

TOUAX n'a pas utilisé de produits dérivés dans le cadre de son précédent programme de rachat d'actions.

### Objectif du programme de rachat

Dans le cadre du nouveau programme d'actions, les objectifs poursuivis par TOUAX seront par priorité décroissante :

- ➔ assurer l'animation du marché et la liquidité de l'action TOUAX SCA au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF conclu avec deux prestataires de services d'investissement ;
- ➔ consentir des options d'achat d'actions ou attribuer gratuitement des actions au profit des salariés et des dirigeants de la société et/ou des sociétés du Groupe TOUAX ;

➔ procéder à leur annulation dans le cadre d'une autorisation ultérieure de l'assemblée générale extraordinaire.

### Modalités

Les titres que TOUAX se propose d'acquérir sont exclusivement des actions.

L'article L.225-209 du code de commerce précise que le montant des titres détenus ne peut excéder 10 % des actions composant le capital social de la société. Le capital de TOUAX est composé au 6 février 2006 de 3 885 519 actions.

Compte tenu du nombre d'actions détenues directement par TOUAX SCA au 28 février 2007, soit 4 966 (0,13 % du capital), le nombre maximum d'actions que la société serait en droit d'acheter serait de 383 585 actions.

Le prix maximum d'achat étant fixé à 45 euros par actions, le montant maximum du programme serait limité à 17 261 325 euros.

Par ailleurs, au regard de l'article L.225-210 du Code de commerce, le montant des titres détenus ne peut

dépasser le montant des réserves libres. Le montant des réserves libres (réserves autres que les réserves légales statutaires et indisponibles augmentées des primes d'émission, d'apport et de fusions, des reports à nouveau) de la société TOUAX s'élève à 14 363 125 euros au 31 décembre 2006.

Compte tenu des éléments cités ci-dessus le rachat ne pourrait porter à ce jour que sur 319 180 actions (8,2 % du capital), soit un montant maximum de 13 363 100 euros, sur la base du prix maximum de 45 euros.

### Durée du contrat

Conformément à l'article L.225-209 du Code de commerce et à la sixième résolution qui sera soumise à l'assemblée générale ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2007, ce programme de rachat pourra être mis en œuvre pendant une période de 18 mois à compter de la date de l'assemblée générale ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2007, soit au plus tard le 30 novembre 2008.

## 27. Rapport du conseil de surveillance et du président du conseil de surveillance

### 27.1. Rapport du conseil de surveillance

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article L. 226-9 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les comptes annuels et les comptes consolidés du Groupe.

Le conseil de surveillance assume un contrôle permanent de la gestion de la société. Il dispose à cet effet des mêmes pouvoirs que les commissaires aux comptes.

Le conseil de surveillance exerce sa mission de contrôle en toute indépendance et bénéficie d'une information transparente, complète et fiable sur la société, notamment sur ses comptes, ses engagements financiers et les risques inhérents à ses activités et son environnement.

Le conseil de surveillance, par l'intermédiaire de son président, participe à des comités de surveillance des activités. Ces comités, préparés par les gérants et les directions opérationnelles, ont pour objet de présenter les orientations stratégiques des activités, notamment les évolutions de stratégie de marché, de stratégie géographique, de positionnement par rapport aux concurrents et les progrès par rapport aux stratégies précédentes. Ils ont pour objet par ailleurs d'étudier les événements marquants de la période analysée.

Le conseil de surveillance révisé les comptes sociaux et les comptes consolidés du Groupe avec l'aide de son comité des comptes. Actuellement, le comité des comptes est composé du président du Conseil (Alexandre Walewski) et d'un membre (Jean-Louis Leclercq). Alexandre Walewski a été président du Groupe pendant 20 ans et Jean-Louis Leclercq en a été longtemps le directeur financier. Ces membres ont été choisis pour leur expérience dans le Groupe.

Le rapport des gérants et les documents d'information financière mis à votre disposition montrent l'évolution des activités et des résultats du Groupe au cours de l'exercice 2006. Les commissaires aux comptes ont fait part des conclusions de leurs travaux.

Les comptes consolidés font apparaître un bénéfice net de 7 198 116 euros pour la part du Groupe en 2006 comparé à 4 082 558 euros en 2005. Le total du bilan consolidé s'élève à 261,8 millions d'euros en 2006 comparé à 206,3 millions d'euros en 2005.

L'année 2006 a été marquée par la progression du chiffre d'affaires, du résultat net et du bénéfice par action qui témoigne de la capacité du Groupe à assurer son développement et de la fiabilité de ses orientations stratégiques. L'événement marquant de l'année 2006 est l'augmentation de capital de la société réservée à la société SALVEPAR, filiale de la

Société Générale de 965 milliers d'euros. Cette augmentation de capital permet au Groupe de continuer sa politique de financement des actifs.

L'activité conteneurs maritimes continue de profiter du marché mondial porteur. L'activité constructions modulaires, qui a souffert particulièrement en France et aux Benelux ces dernières années, poursuit sa croissance en 2006. Les efforts commerciaux et d'investissement commencent à porter leurs fruits. L'activité barges fluviales a été fortement soutenue sur le Mississippi. L'activité wagons confirme le bénéfice de la libéralisation du marché en Europe et continue sa progression avec des investissements significatifs.

Sur ces bases, le conseil de surveillance est en mesure de confirmer sa confiance dans l'avenir de votre société et dans vos gérants. Le Conseil vous recommande ainsi d'adopter les propositions soumises à votre approbation et de voter les résolutions correspondantes.

Puteaux La Défense, le 26 mars 2007

Alexandre Walewski  
Président du conseil de surveillance



## 27.2. Rapport du président du conseil de surveillance

Sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance et sur les procédures de contrôle interne mises en place par la société.

Mesdames, Messieurs, les actionnaires

En application de l'article L.621-18-3 du Code monétaire et financier issu de la loi sur la sécurité financière (n° 2003-106 du 1<sup>er</sup> août 2003), le présent rapport rend compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société TOUAX SCA.

Les autres sociétés du Groupe ne rentrent pas dans le champ de ce rapport. Elles doivent néanmoins appliquer les procédures définies par le Groupe. Toutes les procédures de contrôle interne du Groupe sont appliquées indifféremment par l'ensemble des filiales.

### 1. La gouvernance d'entreprise

La société TOUAX est gérée sous la forme d'une société en commandite par actions.

La société est administrée par un Conseil de gérance et un conseil de surveillance. L'adresse professionnelle des membres du conseil de surveillance, des gérants et des associés commandités est :

TOUAX SCA – Tour Arago – 5, rue Bellini – 92806 Puteaux La Défense cedex.

Le Conseil de gérance, assisté d'un comité de direction et des directions opérationnelles dirige la société. Le conseil de surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la société par le Conseil de gérance.

À notre connaissance, aucune condamnation pour fraude, aucune faillite, aucune prise sous séquestre ou liquidation, aucune incrimination ou sanction

publique officielle, aucun empêchement n'ont été prononcés au cours des cinq dernières années à l'encontre d'un des membres du conseil de surveillance, d'un des gérants ou d'un des associés commandités ou d'une société dans laquelle l'un des deux est mandataire sociale, associé commandité, fondateur, ou possède des fonctions d'administration, de direction, de surveillance.

L'expertise et l'expérience des membres du conseil de surveillance en matière de gestion sont mentionnées dans les mandats qu'ils exercent dans d'autres sociétés et sur leur date d'entrée en fonction dans le Groupe.

Par ailleurs, il n'existe à notre connaissance :

➤ Aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs, à l'égard de l'émetteur, de l'un des membres du conseil de surveillance ou directeur général, de l'un des associés commandités, et leurs intérêts privés ou d'autres devoirs ;

➤ Aucun arrangement ou accord entre un membre des membres du conseil de surveillance ou de la direction générale ou entre un associé commandité avec l'un quelconque des principaux actionnaires, clients ou fournisseurs ;

➤ Aucune restriction concernant la cession par un membre du conseil de surveillance ou un membre de la direction ou un associé commandité dans un certain laps de temps de leur participation dans le capital social du Groupe ;

➤ Aucun contrat de service client liant les membres des membres du conseil de surveillance et de directions de TOUAX SCA et un associé commandité avec l'une quelconque de ses filiales ;

### Conformité aux bonnes règles de gouvernance

➤ Le Groupe estime qu'il respecte les recommandations de bonnes règles de gouvernance (Vienot – AFEP/MEDEF) notamment grâce à l'existence de

membres du conseil de surveillance indépendants, grâce à l'organisation et à la fixation statutaire des rémunérations des gérants.

### Associés commandités

➤ TOUAX est une société en commandite par actions qui possède deux commandités tels que mentionnés dans les dispositions statutaires décrites dans le chapitre informations complémentaires page 133.

➤ La rémunération des associés commandités est statutaire et votée en assemblée générale extraordinaire. Elle représente 3% du bénéfice net après impôt consolidé part du Groupe. Elle s'est élevée à 61k€ pour la Société Holding de Gestion et de Participation et à 61k€ pour la société Holding de Gestion et de Location. Les associés commandités étant des personnes morales, il n'existe pas de sommes provisionnées ou constatées aux fins de pensions, de retraites ou d'autres avantages.

### 1.1. la gérance

Depuis le 28 juillet 2005, la société est gérée et administrée par le Conseil de gérance composé des deux gérants, Fabrice et Raphaël WALEWSKI. Ils ont été nommés lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2005. Ils se réunissent en Conseil pour prendre les décisions.

Alexandre Colonna Walewski (président du conseil de surveillance), Raphaël Colonna Walewski et Fabrice ont des liens de parentés au premier degré.

Les gérants (et auparavant le président-directeur général et le directeur général délégué) sont assistés par le comité de direction pour l'exercice de leurs fonctions.

La rémunération des gérants est statutaire et votée en assemblée générale extraordinaire. Elle est composée d'une part fixe, d'une part variable et de primes d'éloignement familiales lors de déplacement à

## 27. Rapport du conseil de surveillance et du président du conseil de surveillance

l'étranger. Le montant des rémunérations est présenté dans le document de référence dans le chapitre 15.1 page 40.

### 1.2. Le comité de direction

#### 1.2.1. Composition

Le comité de direction a été créé en juin 1992.

Ce comité de direction se compose à ce jour de quatre membres.

**Raphaël WALEWSKI**

Gérant (entré juin 1994)

**Fabrice WALEWSKI**

Gérant (entré juin 1994)

**Stephen PONAK**

Directeur des Finances (entré janvier 1998)

**Thierry SCHMIDT de La BRÉLIE**

Directeur Administratif et Comptable  
(entré mars 2005)

#### 1.2.2. Fonctionnement

Le comité assure par des réunions régulières, généralement deux fois par mois, la direction effective de la société et de ses filiales.

Ses missions consistent essentiellement en :

- ➔ la mise au point de la stratégie du Groupe, des stratégies d'investissements et financières,
- ➔ le suivi et le contrôle des activités du Groupe,
- ➔ les décisions d'investissements et de cessions.

Au cours de l'année 2006, il y a eu 15 réunions et l'ensemble des membres du comité a été présent à chaque tenue.

Des comités financiers de nature technique se tiennent également entre certains membres du comité au moins deux fois par mois. Par ailleurs, le comité de direction fait participer ponctuellement les directeurs du Groupe pour des points particuliers.

#### 1.2.3. Rémunération

La rémunération brute du comité de direction s'est élevée à 700 milliers d'euros en 2006.

#### 1.2.4. Stock-options et Bons de souscription d'actions attribuées au comité de direction

Stocks options attribuées à certains membres du comité de direction ..... 20 270 options

Le Conseil de gérance du 7 août 2006 a attribué 23 191 bons de souscription à Fabrice Walewski et 23 191 bons de souscription à Raphaël Walewski.

Les bons de souscription antérieurement attribués ont été exercés ou ne sont plus exerçables. Le Conseil de gérance du 7 octobre 2005 a constaté l'exercice de 11 001 Bons de souscription entraînant l'augmentation de capital de 88 008 euros (dont 7 334 bons étaient attribués à des membres du comité de direction).

### 1.3. Le conseil de surveillance

#### 1.3.1. Composition du conseil de surveillance

En vertu des dispositions légales et statutaires, le conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de douze au plus nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une durée d'un an. Le conseil de surveillance est actuellement composé de six membres.

Au cours du mois de janvier 2006, l'assemblée générale des actionnaires a approuvé la nomination de Yves-Claude ABESCAT, représentant de SALVEPAR, en qualité de membre du conseil de surveillance. Cette nomination fait suite à la prise de participation de la société SALVEPAR dans le Groupe TOUAX.

Au cours de l'année 2006, le Conseil était composé de sept membres. Lors du dernier Conseil en septembre 2006 Monsieur Philippe Reille a donné sa démission de son mandat de membre du conseil de surveillance pour convenance personnelle.

Deux des six membres du conseil de surveillance sont considérés comme indépendants, au regard des critères énoncés dans le rapport Viénot II, repris dans le rapport AFEP/MEDEF. Ces rapports sur la gouvernance d'entreprise précise qu'un membre du conseil de surveillance est indépendant et libre d'intérêts dès lors « qu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement ». S'ajoute notamment à cette définition un critère de durée : « ne pas être administrateur ou membre du Conseil depuis plus de douze ans ».

Les membres du conseil de surveillance ne font pas partie des effectifs du Groupe.

#### 1.3.2. Organisation du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance conformément aux dispositions légales et statutaires, assume un contrôle permanent de la gestion de la société.

Le président organise les travaux du Conseil. Aux rendez-vous d'examen des comptes annuels et semestriels arrêtés par les gérants, s'ajoutent les séances dont la tenue est justifiée par la marche des affaires.

Le président :

- ➔ reçoit les documents préparés par les services internes à l'entreprise sous l'autorité des gérants ;
- ➔ organise et dirige les travaux du conseil de surveillance ;
- ➔ s'assure que les membres du Conseil sont en mesure de remplir leur mission et veille notamment à ce qu'ils disposent des informations et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission ;
- ➔ s'assure que les représentants des organes représentatifs du personnel sont régulièrement convoqués et disposent des informations et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le conseil de surveillance est assisté d'un comité des comptes.

### 1.3.3. Fonctionnement du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance est convoqué par le président quinze jours à l'avance par courrier simple.

Au cours de l'exercice écoulé, le conseil de surveillance s'est réuni quatre fois. Le taux de participation s'est élevé à 90 %.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toutes les séances du conseil de surveillance qui examine les comptes annuels ou semestriels.

La réglementation applicable aux opérations sur titres des personnes initiées est opposable aux membres du conseil de surveillance de la société.

### 1.3.4. Évaluation du fonctionnement du conseil de surveillance

Lors de sa première réunion, le Conseil a recueilli l'avis de ses membres sur les modalités de son fonctionnement.

Le conseil de surveillance a bénéficié tout au long de l'année d'informations et de présentations de qualité. Il a apprécié la manière et la qualité des présentations faites au cours des réunions, l'exhaustivité de l'information mise à sa disposition, et coopération avec la Gérance.

Le comité des comptes a examiné les comptes sociaux et consolidés et a rendu compte de ses conclusions au conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance considère qu'il est en mesure d'exercer de manière constructive sa mission de contrôle.

### 1.3.5. Les comptes rendus de séance du Conseil de surveillance

Le conseil de surveillance nomme son secrétaire à chaque séance. Le secrétaire du Conseil établit le procès-verbal de la réunion qui est arrêté par le président et soumis à l'approbation du Conseil suivant. Il est

retranscrit dans le registre des procès-verbaux après signature du président et d'un membre du Conseil.

### 1.3.6. Rémunération du conseil de surveillance

La rémunération du conseil de surveillance s'est élevée à 51 000 euros sur l'exercice 2006, conformément aux montants des jetons de présence fixé par l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2006. L'assemblée générale ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2007 proposera une rémunération à 6 500 euros par membre du conseil de surveillance, soit une hausse de 2 % par rapport à 2006. Le total des rémunérations sera de 45 000 euros pour l'exercice 2007 sur la base de six membres, mais ce chiffre pourra augmenter si un ou deux membres supplémentaires sont nommés avant fin 2007.

Les jetons de présence ont été attribués pour 50 % en partie fixe et pour 50 % en fonction de la présence effective au conseil de surveillance. Le président du conseil de surveillance bénéficie de jetons de présence double.

### 1.4. Les mandats en cours

Il est à noter préalablement que :

➔ la rémunération brute des mandataires sociaux en 2006 s'élève à 729,5 milliers d'euros.

➔ Fabrice et Raphaël Walewski ont investi dans des actifs exploités par la société. Ces investissements sont encadrés par une charte déontologique validée par le conseil de surveillance. Les dirigeants bénéficient des mêmes conditions de gestion que celles proposées à des tiers investisseurs. Les revenus des matériels gérés ne sont pas garantis par le Groupe, les commissions de gestion prélevées par le Groupe sont équivalentes à celles pratiquées sur le marché, les matériels sont gérés dans des pools de matériels existants sans discrimination. Les montants investis s'élèvent à environ un million d'euros.

### 1.4.1. Raphaël WALEWSKI – gérant

Entrée en fonction :

- Administrateur en 1994 (son mandat d'administrateur a expiré le 28 juillet 2005),
- Directeur général en 1999, 2001, 2003 et 2004,
- Président sur les exercices 1998, 2000, 2002 et 2004,
- Directeur général délégué en 2005 avant la transformation de la société le 28 juillet 2005,
- Gérant depuis 2005.

Âgé de 40 ans

Administrateur des sociétés du Groupe suivantes : EUROBULK TRANSPORTMAATSCHAPPIJ BV, GOLD CONTAINER Corporation, GOLD CONTAINER GmbH, MARSTEN/THG MODULAR LEASING Corporation, WORKSPACE PLUS D/B/A, INTERFEEDER-DUCOTRA BV, SIKO CONTAINERHANDEL GmbH, SIKO POLSKA Sp.z.o.o, TOUAX BV, TOUAX ESPANA SA, TOUAX CONTAINER LEASE RECEIVABLES Corporation, TOUAX Corporation, TOUAX EQUIPMENT LEASING Corporation, TOUAX FINANCE Inc., TOUAX LPG SA, TOUAX NV, TOUAX ROM SA.

Son mandat d'administrateur a expiré le 28 juillet 2005.

Raphaël WALEWSKI possède 408 446 actions de la société TOUAX SCA.

### 1.4.2. Fabrice WALEWSKI – gérant

Entrée en fonction :

- Administrateur en 1994 (son mandat d'administrateur a expiré le 28 juillet 2005),
- Directeur général en 1998, 2000, 2002 et 2005,
- Président sur les exercices 1999, 2001, 2003 et 2005, avant la transformation de la société le 28 juillet 2005,
- Directeur général délégué en 2004,
- Gérant depuis 2005.

Âgé de 38 ans

## 27. Rapport du conseil de surveillance et du président du conseil de surveillance

Administrateur des sociétés du Groupe suivantes : RAIL INVESTMENT Ltd, GOLD CONTAINER Corporation, MARSTEN/THG MODULAR LEASING Corporation WORKSPACE PLUS D/B/A, SIKO CONTAINERHANDEL GmbH, SIKO POLSKA Sp.z.o.o, TOUAX BV, TOUAX ESPANA SA, TOUAX CONTAINER LEASE RECEIVABLES Corporation, TOUAX Corporation, TOUAX EQUIPMENT LEASING Corporation, TOUAX FINANCE Inc., TOUAX LPG SA, TOUAX RAIL Ltd, TOUAX ROM SA, TOUAX RAIL ROMANIA SA.

Son mandat d'administrateur a expiré le 28 juillet 2005.

Fabrice WALEWSKI possède 414 193 actions de la société TOUAX SCA.

### 1.4.3. Alexandre WALEWSKI président du conseil de surveillance

Entrée en fonction :

- Administrateur en 1977,
- Président-directeur Général de juillet 1977 à décembre 1977,
- Président du conseil de surveillance depuis 2005 à la suite de la transformation de la société.

Âgé de 73 ans.

Son mandat d'administrateur a expiré le 28 juillet 2005.

Alexandre Walewski a été nommé membre du conseil de surveillance lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2005 et élu président lors du conseil de surveillance du 29 septembre 2005. Son mandat expire à la prochaine assemblée générale ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2007. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette assemblée.

Alexandre WALEWSKI possède 440 701 actions de la société TOUAX SCA.

### 1.4.4. Serge BEAUCAMPS membre du conseil de surveillance

Entrée en fonction : administrateur en 1986.

Âgé de 83 ans.

Son mandat d'administrateur a expiré le 28 juillet 2005.

Serge BEAUCAMPS a été nommé membre du conseil de surveillance lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2005. Son mandat expire à la prochaine assemblée générale ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2007. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette assemblée.

Serge BEAUCAMPS possède 3 068 actions de la société TOUAX SCA.

### 1.4.5. Jean-Louis LECLERCQ membre du conseil de surveillance

Entrée en fonction : administrateur en 1986.

Âgé de 75 ans.

Autres mandats : SARL Navidor Directeur Général, SCI OUSTAL QUERCYNOIS Gérant l'HORTE OCCITAN Gérant.

Jean-Louis LECLERCQ a été nommé membre du conseil de surveillance lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2005. Son mandat expire à la prochaine assemblée générale ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2007. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette assemblée.

Jean-Louis LECLERCQ possède 250 actions de la société TOUAX SCA.

### 1.4.6. Philippe Reille membre du conseil de surveillance

Entrée en fonction : administrateur en 1986.

Âgé de 68 ans.

Philippe REILLE a été nommé membre du conseil de surveillance lors de l'assemblée générale extraordi-

naire du 28 juin 2006. Son mandat a été interrompu suite à sa démission en septembre 2006.

### 1.4.7. Thomas M. HAYTHE membre du conseil de surveillance

Entrée en fonction : administrateur en 2001.

Âgé de 67 ans.

Autres mandats : Commonwealth Center Assoc. L.P – Member of Executive Committee Bugina (United States) Inc – Director, President and Secretary, Bemarin (United States) Inc – Director, President and Secretary, Nureddin Corporation SA – Director, President & Secretary, Acklin (United States) Inc – Director and Assistant Secretary.

Thomas M. HAYTHE a été nommé membre du conseil de surveillance lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2005. Son mandat expire à la prochaine assemblée générale ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2007. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette assemblée.

Thomas M. HAYTHE possède 4 200 actions de la société TOUAX SCA.

### 1.4.8. Jérôme BETHBEZE membre du conseil de surveillance

Entrée en fonction : administrateur en 2004.

Âgé de 45 ans.

Autres mandats : Président du Directoire de Quilvest Gestion Privée

Jérôme BETHBEZE a été nommé membre du conseil de surveillance lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2005. Son mandat expire à la prochaine assemblée générale ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2007. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette assemblée.

Jérôme BETHBEZE possède 301 actions de la société TOUAX SCA.

**1.4.9. Yves-Claude ABESCAT**  
représentant de la société SALVEPAR  
membre du conseil de surveillance

Entrée en fonction : membre du conseil de surveillance le 30 janvier 2006.

Âgé de 64 ans.

Autres mandats : Président-directeur général de SALVEPAR SA, membre du conseil de surveillance de la Société Générale Marocaine de Banque SA (Groupe SG), Représentant permanent de SG Capital Développement dans le mandat d'administrateur d'Oberthur Smart Cards et d'administrateur de LT Participations (Groupe IPSOS), administrateur du Groupe Gascogne SA, administrateur d'IPSOS SA, et administrateur de François Charles Oberthur Fiduciaire SA.

Son mandat expire à la prochaine assemblée générale ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2007. Son mandat est proposé d'être renouvelé pour un an lors de cette assemblée.

La société SALVEPAR possède 246 928 actions de la société TOUAX SCA.

**1.5. Le comité des comptes**

Le comité des comptes a été mis en place lors de la séance du conseil de surveillance du 30 janvier 2006. Sa mission a commencé avec les comptes de 2005. Le comité des comptes est composé de deux membres, Monsieur Alexandre WALEWSKI – président du Conseil de surveillance – et Monsieur Jean-Louis LECLERCQ – membre du Conseil de surveillance.

Alexandre WALEWSKI a été président du Groupe pendant 20 ans et Jean-Louis LECLERCQ en a été longtemps le directeur financier. Ces membres ont été choisis pour leurs compétences financières et leur expérience dans le Groupe.

Le comité s'est réuni deux fois en 2006. Le taux de participation a été de 75 %.

Son activité a plus particulièrement porté sur les points suivants :

- l'examen des comptes de l'exercice 2006 ;
- l'analyse et l'évaluation du contrôle interne ;
- l'analyse de la gestion des risques juridiques et financiers ;
- l'examen des programmes annuels de révision des commissaires aux comptes.

Lors de ses réunions, il a notamment entendu les commissaires aux comptes, le directeur administratif et comptable et les gérants.

**2. Le contrôle interne**

**2.1. Définition**

Le contrôle interne est défini par l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne comme étant un processus mis en œuvre par les dirigeants et le personnel d'une organisation, à quelque niveau que ce soit destiné à leur donner en permanence une assurance raisonnable que :

- les opérations sont réalisées, sécurisées, optimisées et permettent ainsi à l'organisation d'atteindre ses objectifs de base, de performance, de rentabilité, et de protection du patrimoine,
- les opérations financières sont fiables,
- les lois, les réglementations et les directives sont respectées.

**2.2. Objectifs de la société en matière de contrôle interne**

Le contrôle interne de la société a pour objectifs que :

- les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements du personnel

s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de la société par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à la société.

➤ les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

Les procédures impliquent le respect des politiques de gestion, la sauvegarde des actifs, la prévention et la détection des fraudes et erreurs, la réalité et l'exhaustivité des enregistrements comptables, l'établissement dans les délais impartis d'informations comptables et financières fiables.

Le système de contrôle interne de la société ne donne cependant pas la certitude que les objectifs fixés seront atteints et ce en raison des limites inhérentes à toute procédure.

**2.3. Synthèse des risques auxquels est soumise la société**

Ces risques, ou l'un de ces risques ou d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par TOUAX, pourraient avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière ou les résultats de TOUAX, ou le cours de ses actions.

Les risques, décrits dans le rapport des gérants, sont résumés dans les paragraphes suivants.

**2.3.1. Risques financiers**

Les risques correspondent aux risques de marché (taux et change), au risque de liquidité et au risque sur actions.

La gestion du risque financier fait partie intégrante de la gestion de la société. Pour assurer un meilleur



## 27. Rapport du conseil de surveillance et du président du conseil de surveillance

suivi du risque et optimiser le contrôle interne, la direction a séparé la direction administrative et financière en deux directions : la direction des finances et la direction administrative et comptable.

La direction des finances, à laquelle se rattachent les services centraux de trésorerie du Groupe et d'administration des programmes de gestion, gère le risque financier.

L'ensemble des dossiers financiers est suivi ou revu par la direction des finances quotidiennement qui met en place les moyens nécessaires pour limiter les risques financiers.

La direction administrative et comptable a pour objectif la production rapide des informations comptables et financières fiables, la communication de ces informations, le suivi des autres risques et notamment du risque de contrepartie, la mise en place des procédures administratives, comptables et financières, et le suivi juridique et fiscal du Groupe, la consolidation des comptes et le respect de l'environnement comptable.

### 2.3.2. Risques juridiques

Les risques juridiques sont suivis par la direction administrative et comptable et les directeurs opérationnels.

Les risques sont provisionnés dès lors qu'une charge est probable conformément à l'article L 123-20 article 3 du code du commerce.

### 2.3.3. Risques industriels et liés à l'environnement

Ces risques correspondent notamment à des risques économiques, politiques, géopolitiques, technologiques, climatiques et environnementaux.

Les risques dépendent principalement des différentes activités de la société. Des rapports réguliers sont transmis à la direction pour assurer le suivi de ces risques.

### 2.3.4. Risque de dépendance

Le Groupe n'est pas dans une situation de dépendance significative à l'égard d'un tiers ou d'autorités publiques.

### 2.3.5. Risque économique

#### ■ Conteneurs maritimes

Le Groupe considère par la qualité de sa clientèle qu'il fournit des prestations de haute qualité à des prix compétitifs et qu'il possède ainsi des atouts significatifs face à la concurrence,

#### ■ Constructions modulaires

Pour limiter ce risque, le Groupe s'est d'une part diversifié sur trois marchés distincts (BTP, industrie et collectivités locales), et a transféré une partie des risques à ses propres fournisseurs,

#### ■ Wagons

Le Groupe estime que les États européens continueront dans le sens de la dérégulation et de la privatisation, ce qui augmentera la compétitivité du transport ferroviaire et les volumes transportés.

### 2.3.6. Risque géopolitique

#### ■ Conteneurs maritimes

Le risque géopolitique correspond au risque de récession cyclique et au risque protectionniste des pays. La gestion du risque est réalisée à partir de l'analyse de la répartition des contrats de location de longue durée et de courte durée,

#### ■ Barges fluviales

Pour les fleuves traversant plusieurs pays (Danube), il existe un risque concernant le droit de passage (taxe) qu'accorde le pays aux unités utilisant la portion du fleuve qui appartient à ce pays,

### 2.3.7. Risque environnemental

➡ Conteneurs maritimes, barges fluviales et wagons : Le Groupe a contracté et oblige ses clients à contracter des assurances pour se couvrir contre le risque lié au déchargement des marchandises,

➡ Le Groupe estime par ailleurs que les activités ne sont pas soumises à des risques environnementaux significatifs.

### 2.3.8. Risque de gestion

Une part significative d'actif gérée par le Groupe appartient à des investisseurs tiers ou des véhicules financiers. Le Groupe a limité le risque de rupture des contrats de gestion en diversifiant le nombre d'investisseurs.

### 2.3.9. Risque d'approvisionnement

#### ■ Constructions modulaires

La responsabilité du Groupe peut être engagée en cas de défaillance d'un sous-traitant, dans la limite de la couverture des assurances,

#### ■ Barges fluviales

Le Groupe n'utilise pas d'instrument de couverture des prix du pétrole. Pour limiter ce risque, le Groupe a indexé la majorité de ses contrats de transport à l'évolution du prix des produits pétroliers.

### 2.3.10. Risque climatique

La navigation fluviale est dépendante des conditions climatiques. Les différentes implantations géographiques du Groupe permettent de limiter ces risques.

### 2.3.11. Risque de positionnement et de perte des conteneurs

Le Groupe facture à ses clients des valeurs de remplacement qui sont préalablement acceptées. En

cas de faillite d'un client, le risque de perte totale n'est pas couvert. En revanche, l'ensemble des dommages ou pertes liés à une catastrophe naturelle est couvert soit par les assurances du client soit par les assurances des dépôts.

#### 2.3.12. Risque technique et qualitatif des constructions modulaires

Le Groupe investit dans des matériels de haute qualité en avance sur les normes existantes et les produits concurrents.

#### 2.3.13. Assurance – couverture des risques

Le Groupe poursuit une politique systématique de couverture de ses actifs corporels et de ses risques généraux.

### 2.4. Description synthétique des éléments de contrôle interne

#### 2.4.1. Définition du contrôle interne

Le contrôle interne est un processus mis en œuvre par la direction et destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- ➔ la réalisation et la bonne gestion des opérations ;
- ➔ la fiabilité des informations financières ;
- ➔ la conformité aux lois et réglementations en vigueur.

#### 2.4.2. Organisation générale du contrôle interne

Le contrôle interne repose sur des procédures formalisées, le système d'information et son architecture et la compétence et la formation du personnel.

Les cycles principaux sont les revenus et les clients, les charges et les fournisseurs, les actifs corporels, la trésorerie et les financements. Les cycles secondaires correspondent aux stocks et à la fonction paie-personnel.

#### 2.4.3. Rôle du service d'audit interne et de contrôle de gestion

L'audit interne a pour mission le suivi de la cartographie des risques, la mise en place et le contrôle de la remontée d'informations par le biais des différents rapports, la mise en place et le suivi des procédures administratives et comptables en relation avec les différents services comptables.

L'audit interne assiste le comité de direction et le conseil de surveillance dans le cadre de la maîtrise des risques, de la vérification des méthodes et procédures, et du contrôle de la fiabilité des informations fournies par les différentes filiales, agences et divisions du Groupe.

#### 2.4.4. Limites du contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne peut fournir une garantie absolue quant à la réalisation des objectifs. Il existe en effet des limites inhérentes à tout système de contrôle interne comme par exemple les incertitudes de l'environnement extérieur, l'exercice de la faculté de jugement.

#### 2.4.5. Description générale des procédures

##### *Les revenus et les clients*

Les objectifs principaux sont de s'assurer de la réalité des revenus, de la valorisation des comptes clients, de l'exhaustivité des encaissements et de suivre le risque de contrepartie.

Pour remplir ces objectifs, la direction a mis en place l'organisation suivante :

- Service Exploitation : Distinct des services commerciaux et marketing, il est essentiellement chargé du traitement et du suivi de l'exécution de la commande clients,
- Service Crédits clients : Rattaché au département administratif et comptable, il est chargé de donner

son opinion avant le traitement de la commande. L'activité de contentieux lui est rattachée. Il prend en charge l'établissement des factures à partir d'informations saisies dans le système d'information par le service Exploitation. L'enregistrement en comptabilité des factures est automatisé et intégré.

Les principes fondamentaux du cycle revenus-clients sont :

- l'existence systématique de contrats de location saisis dans le système d'information,
- l'intégration du système de gestion et de facturation avec le système comptable,
- la séparation des tâches entre le service crédit, les services d'exploitation et la trésorerie,
- la supervision régulière du montant des crédits clients (DSO – Days Sales Outstanding) par la direction générale.

##### *Les charges et les fournisseurs*

Les objectifs principaux sont de s'assurer de l'exhaustivité des commandes et leurs correspondances avec les livraisons, l'exhaustivité des charges, la valorisation des comptes fournisseurs et la réalité des paiements.

L'organisation mise en place est la suivante :

- Service Exploitation : initiateur de la commande, il émet des « demandes d'achat » dans des limites strictement définies par la direction. Il réceptionne la commande une fois approuvée et s'assure de la conformité de la livraison.
- Direction d'exploitation : Elle valide les demandes qui sont alors transformées en bons de commande. Elle négocie les prix, choisit les fournisseurs et surveille les conditions de vente.
- Direction opérationnelle de l'activité : Elle a la responsabilité du contrôle et de l'approbation systématique des factures.

## 27. Rapport du conseil de surveillance et du président du conseil de surveillance

• **Service Comptable :** Il enregistre les factures sur la base des bons de commande et prépare les paiements qui sont approuvés par la direction générale.

Les principes fondamentaux du cycle charges-fournisseurs reposent sur :

- l'approbation de la commande,
- le rapprochement entre le bon de commande avec les bons de livraison, les procès-verbaux de réception de travaux, les lettres de transport et les factures,
- le contrôle systématique des factures par la direction opérationnelle de l'activité,
- la centralisation des paiements par la direction générale.

### *Les actifs corporels*

L'objectif majeur est la protection du patrimoine.

La société réalise un inventaire physique général deux fois par an en relation avec les services opérationnels et les services administratifs et comptables. Les écarts sont analysés, justifiés et présentés à la direction générale.

### *La trésorerie*

Les objectifs sont transverses avec les autres cycles. Ils sont principalement assurés par une stricte séparation des tâches et l'implication de la direction générale.

Le caractère prédominant du contrôle interne du cycle trésorerie-financement est :

- la gestion centralisée des flux de trésorerie grâce au suivi mensuel des flux,
- le suivi des autorisations et des délégations des signatures et des autres engagements bancaires,
- la mesure et la prévision régulière des besoins de trésorerie.

### *2.4.6. Description générale des procédures relative à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable.*

Les procédures administratives et comptables sont mises en place afin que les opérations traduites dans les comptes annuels répondent aux objectifs de régularité et de sincérité. Ces procédures sont intégrées dans le contrôle interne décrit précédemment.

Ces procédures reposent sur :

- un système de gestion et un système comptable intégré,
- une séparation des tâches dans la limite de la taille des services,
- une supervision et un contrôle des directions opérationnelles, fonctionnelles et de la direction générale.

L'ensemble des informations financières et comptables est rapporté mensuellement au service de consolidation qui effectue un contrôle de cohérence des flux et des méthodes appliquées. Une consolidation complète est réalisée trimestriellement. Une consolidation succincte est réalisée en février, mai, août et novembre de chaque année. Les procédures mises en place de reporting et de consolidation visent à garantir le respect des principes comptables appliqués par la société.

Par ailleurs, le suivi mensuel des résultats des filiales et du Groupe permet à la direction générale de vérifier la traduction financière de la stratégie donnée aux activités, de contrôler les résultats avec les engagements budgétaires et le business plan du Groupe.

Il est à noter que les filiales font l'objet de visites régulières des directions (générale, financière, comptable, opérationnelle) permettant de s'assurer du correct suivi des procédures du Groupe.

### *2.4.7. Appréciation du contrôle interne*

Les procédures de contrôle interne et celles relatives à l'élaboration de l'information comptable et financière n'ont pas connu de changement significatif en 2006.

L'appréciation du contrôle interne est réalisée aujourd'hui au travers des différentes revues des comptes des filiales et du Groupe lors des conseils d'administration des sociétés. Cette démarche n'est pas formalisée à ce jour. Une démarche d'évaluation formalisée est envisagée pour les années à venir. L'évaluation serait réalisée à travers des audits réguliers et tournants sur l'ensemble des cycles du contrôle interne de toutes les sociétés du Groupe. Cette démarche aboutira à des recommandations sur le suivi et la maîtrise des risques du Groupe.

Puteaux La Défense, le 26 mars 2007

Alexandre WALEWSKI  
Président du conseil de surveillance



### 27.3. Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil de surveillance de la société TOUAX pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société TOUAX S.C.A et à la demande de la société, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président du conseil de surveillance de votre société relatif aux procédures de contrôle interne au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Le président du conseil de surveillance rend compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société, conformément aux dispositions de l'article L. 621-18-3 du Code monétaire et financier.

Nous vous présentons les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du président du conseil de surveillance, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du président du conseil de surveillance, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de

l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

➤ prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du président du conseil de surveillance ;

➤ prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L 621-18-3 du Code monétaire et financier.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 6 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

LEGUIDE NAÏM & ASSOCIES  
Paul NAÏM

DELOITTE & ASSOCIES  
Bertrand de FLORIVAL



### 28.1. Communiqué de presse du 7 février 2007

TOUAX procède à une émission d'obligations assorties de bons de souscription d'actions remboursables de 40,4 millions d'euros.

TOUAX utilisera le produit de l'émission pour financer sa croissance ;

L'activité de location de conteneurs maritimes continue de profiter de la progression des échanges mondiaux.

La libéralisation du fret ferroviaire en Europe permet à l'activité de location de wagons de continuer sa progression avec de nombreux investissements.

L'activité de location et vente de constructions modulaires poursuit sa croissance en Europe.

L'activité soutenue sur le Mississippi et le Danube favorise le transport et la location de barges fluviales.

Le Groupe a pour ambition de poursuivre sa croissance sur ses quatre activités en augmentant le parc de matériel neuf mis en location sur des contrats de longue durée. Les équipements visés concernent les conteneurs maritimes, les constructions modulaires, les barges fluviales et les wagons. Le renforcement dans des actifs détenus en propre accroît le résultat du Groupe (par la rentabilité locative intrinsèque de ces actifs et leur capacité à générer dans le temps des plus values).

Cette croissance nécessite de nouveaux investissements à hauteur de 200 millions d'euros par an à partir de 2007, dont 60 millions d'euros par an seront conservés et financés par le Groupe. Les objectifs sont de poursuivre la croissance à deux chiffres du Groupe pour prendre des parts de marché et renforcer les économies d'échelle, et d'atteindre à terme une rentabilité de 15% des fonds propres en optimisant la capacité d'endettement du Groupe. Le Groupe a pour objectif d'atteindre de

100 m€ d'investissements par an à 200 m€ d'investissements par an. Ces investissements s'entendent pour compte propre et pour compte de tiers.

Pour atteindre ses objectifs, le Groupe désire équilibrer la répartition des actifs gérés et des investissements en propre avec 25 % de matériels en propriété et 75 % de matériels gérés. Les investissements en propre apportent des résultats récurrents et valorisent le Groupe à terme en créant des opportunités de plus values de cessions, la gestion de matériels permet de générer des commissions de gestion et d'améliorer la rentabilité des fonds propres sans immobiliser de capitaux.

L'OBSAR, en finançant 40,4 millions sur les 60 millions d'euros prévus, va contribuer à l'effort d'investissement, et va allonger la durée moyenne de la dette tout en offrant un coût inférieur à un endettement classique (impact de la cession du BSAR). Les 19,6 millions restants seront financés par l'utilisation de lignes de crédits disponibles.

L'émission sera réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

La souscription sera ouverte du 12 au 23 février 2007.

Le droit de souscription sera coté pendant la période de souscription sur l'Eurolist d'Euronext Paris (Code ISIN FR0010435412).

Cette opération a fait l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers sous le n° 07 - 042 en date du 6 février 2007.

Ce Prospectus est constitué par :

➤ le document de référence de TOUAX SCA, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 juin 2006 sous le numéro D.06-0548 ;

➤ l'actualisation dudit document de référence, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 février 2007 sous le numéro D.06-0548-A01 ;

➤ la note d'opération incluant un résumé du prospectus.

L'attention des investisseurs est attirée sur les facteurs de risques mentionnés dans le prospectus.

Des exemplaires du document de référence, de l'actualisation du document de référence et de la présente note d'opération incluant un résumé du prospectus sont disponibles sans frais auprès de :

TOUAX SCA, 5, rue Bellini, Tour Arago,  
92806 Puteaux La Défense cedex

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Corporate & Investment Banking,  
17, cours Valmy 92972 Paris-La Défense

Ils peuvent également être consultés sur les sites Internet de l'Autorité des Marchés Financiers :  
([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org))  
et de TOUAX SCA : ([www.touax.com](http://www.touax.com)).

La notice légale sera publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 9 février 2007

## Principales caractéristiques de l'opération

### A. ÉLÉMENTS CLES DE L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS A BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS REMBOURSABLES ET CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Émetteur	TOUAX SCA
Capital Social	31 084 152 euros, divisé en 3 885 519 actions.
Secteur d'activité	2770 – Transport industriel 2777 – Services de transport
Code ISIN, Mnémonique de l'action	FR0000033003 – TOUP
Nombre d'OBSAR à émettre	1 427 328 pouvant être porté à 1 459 728
Valeur nominale des Obligations	28,30 euros.
Prix d'émission des OBSAR	Le pair, soit 28,30 euros.
Produit brut de l'émission	40 393 382,40 euros pouvant être porté à 41 310 302,40 euros.
Produit net de l'émission	Environ 39,7 millions d'euros pouvant être porté à environ 40,6 millions d'euros
Période de souscription	Du 12 février 2007 au 23 février 2007.
Date de Jouissance	Le 8 mars 2007.
Durée de l'emprunt	5 ans.
Intérêt annuel	EURIBOR 3 mois +0,69 % l'an.
Remboursement des Obligations	Remboursement au pair in fine le 8 mars 2012.
Amortissement anticipé des Obligations par rachats en bourse ou hors bourse ou offres publiques	Possible sans limitation de prix ni de quantité.
Remboursement anticipé des Obligations à l'initiative de la Société	Possible, en tout ou partie, à toute date de paiement d'intérêts, au pair, majoré du montant d'intérêts dû à la date de paiement d'intérêts.
Exigibilité anticipée des Obligations en cas de défaut	Sur décision de l'assemblée générale des porteurs d'obligations, au pair majoré de l'intérêt à payer au titre de la période courue, en cas de survenance de certains événements.
Amortissement anticipé des Obligations au gré des porteurs en cas de Changement de Contrôle de la Société	En cas de changement de contrôle, tout porteur d'obligations pourra demander, pendant la période de remboursement anticipé, le remboursement anticipé de ses obligations au pair majoré de l'intérêt couru
Cotation des Obligations	Prévue le 8 mars 2007 sous le code ISIN FR0010435420 sur le marché Eurolist d'Euronext Paris.
Nombre de BSAR par Obligation	Chaque Obligation est assortie de 1 BSAR.

## 28. Communiqués de presse récents

### Principales caractéristiques des BSAR

Code ISIN	FR0010435438
Prix d'Exercice	28,30 euros
Parité d'Exercice	1 action nouvelle portant jouissance courante pour 4 BSAR
Durée	5 ans
Période d'exercice	À tout moment, du 8 mars 2007 au 8 mars 2012.
Échéance	Le 8 mars 2012.
Remboursement anticipé à 0,01 €	Au gré de la Société, à compter du 8 mars 2010 jusqu'au 8 mars 2012, si le produit du cours de l'action et de la parité d'exercice excède 130 % du prix d'exercice, soit 36,80 euros.
Nombre d'actions susceptibles d'être émises par exercice de la totalité des BSAR	356 832 (soit 9,18 % du capital de la Société), susceptible d'être porté à 364 932 (soit 9,39 % du capital de la Société) pour un produit brut maximum de 10,1 millions d'euros susceptible d'être porté à 10,3 millions d'euros maximum.
Rachat des BSAR au gré de la Société en bourse ou hors bourse ou par offre publique	Possible à tout moment sans limitation de prix ni de quantité.
Cotation des BSAR	Les BSAR seront admis aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris à compter du 8 mars 2007.

### Conditions de l'Offre d'OBSAR

L'émission des OBSAR est réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription («DPS») des actionnaires :

#### À titre irréductible

À raison de 18 OBSAR pour 49 droits préférentiels de souscription.

Les droits préférentiels de souscription seront négociables sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Pendant la période de souscription (code ISIN : FR0010435412).

#### À titre réductible

Les souscriptions à titre réductible sont admises.

Intention des principaux actionnaires – Engagements de souscription

Alexandre Colonna Walewski qui détient directement et indirectement 440 701 actions TOUAX SCA, soit environ 11,34 % du capital et 16,69 % des droits de vote de la Société ;

Fabrice Colonna Walewski qui détient 414 193 actions de la Société, dont 20 303 actions en pleine propriété, soit 0,52 % du capital et 0,72 % des droits

de vote de la Société, et 393 890 actions en nue-propiété, sur lesquels Alexandre Colonna Walewski jouit de l'usufruit, soit 10,14 % du capital et 15,36 % des droits de vote de la Société ;

Raphaël Colonna Walewski qui détient 408 446 actions de la Société, dont 14 556 actions en pleine propriété, soit 0,37 % du capital et 0,54 % des droits de vote de la Société, et 393 890 actions en nue-propiété, sur lesquels Alexandre Colonna Walewski jouit de l'usufruit, soit 10,14 % du capital et 15,36 % des droits de vote de la Société ;

(ci-après les « Cédants de DPS »), céderont respectivement, au total, 415 162, 393 890 et 393 890 droits préférentiels de souscription au prix global de 0,01 euro pour chaque bloc de droits préférentiels de souscription à Société Générale et BNP Paribas, BRED Banque Populaire, Fortis Banque France, HSBC FRANCE et Le Crédit Lyonnais (les « Établissements Bancaires »). Alexandre Colonna Walewski, Fabrice Colonna Walewski, Raphaël Colonna Walewski ne céderont, ni n'exerceront respectivement 25 539, 20 303 et 14 556 DPS.

La Société n'a pas connaissance des intentions d'autres actionnaires.

#### Achat des BSAR

Les Établissements Bancaires se sont engagés à l'égard des Cédants de DPS et de la Société à souscrire à la totalité des OBSAR, sous réserve du rachat effectif des BSAR y attachés par Fabrice Colonna Walewski et Raphaël Colonna Walewski, soit 1 427 328 OBSAR par l'exercice à titre irréductible des droits préférentiels de souscription acquis et par le dépôt d'ordres de souscription à titre réductible portant sur le solde des OBSAR.

En conséquence, les Établissements Bancaires céderont les BSAR attachés aux OBSAR souscrites par eux, à Fabrice Colonna Walewski et Raphaël Colonna Walewski, agissant solidairement entre eux, au prix de 0,44 euro par BSAR.

Fabrice Colonna Walewski et Raphaël Colonna Walewski proposeront, au même prix, soit 0,44 par BSAR, 50 % des BSAR qu'ils auront acquis à environ dix cadres dirigeants du groupe TOUAX SCA et 16,5 % des BSAR qu'ils auront acquis à Alexandre Colonna Walewski.

Au total, et si les cadres du groupe TOUAX SCA acquièrent la totalité des BSAR qui leur sont ainsi

proposés, Alexandre Colonna Walewski détiendra environ 16,5 % des BSAR cédés par les Établissements Bancaires (soit de 5,0 % à 16,5 % du nombre total de BSAR émis, en fonction du nombre d'OBSAR souscrites par les Établissements Bancaires et de la taille de l'émission), Fabrice Colonna Walewski détiendra environ 16,5 % de ces BSAR (soit de 5,0 % à 16,5 % du nombre total de BSAR émis), Raphaël Colonna Walewski détiendra environ 16,5 % de ces BSAR (soit de 5,0 % à 16,5 % du nombre total de BSAR émis) et les cadres du groupe détiendront ensemble environ 50 % de ces BSAR (soit de 15,0 % à 50 % du nombre total de BSAR émis).

Tous les acquéreurs des BSAR s'engagent à ne pas céder, ni exercer 85 % des BSAR acquis, pendant les deux premières années et demie ; ils disposeront librement des 15 % restants dès leur acquisition.

Par ailleurs, les cadres du groupe TOUAX SCA s'engagent à céder leurs BSAR au prix d'acquisition soit 0,44 euro par BSAR, majoré d'un taux d'intérêt annuel de 5 %, à Fabrice Colonna Walewski et Raphaël Colonna Walewski, à première demande de ces derniers, dans l'éventualité où le titulaire ne serait plus cadre d'une société du groupe TOUAX

SCA à la suite de tout événement autre qu'un décès, une invalidité ou un départ à la retraite.

Dans l'éventualité où la demande des cadres et des mandataires sociaux n'absorberait pas la totalité des BSAR disponibles, ceux-ci resteront détenus par Fabrice Colonna Walewski et Raphaël Colonna Walewski qui pourront le cas échéant les proposer ultérieurement à des cadres et mandataires sociaux qui intégreront le groupe par la suite.

L'acquisition des BSAR par les cadres et mandataires sociaux, réalisée dans les conditions du droit commun sans comporter aucun des avantages offerts par les procédures spécifiques aux opérations destinées aux salariés, ne fera pas l'objet de financement total ou partiel par la Société qui par ailleurs ne délivrera aucune garantie quant à la bonne fin de leur investissement.

#### Dilution

Incidence de l'émission et de l'exercice des BSAR sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1 % du capital de la société TOUAX SCA préalablement à l'Émission, calcul effectué sur la base du nombre d'actions composant le capital au 31 décembre 2006 :

Participation de l'actionnaire en %	Base non diluée	Base diluée*
Avant émission des OBSAR	1,00 %	0,96 %
Après exercice de 356 832 BSAR	0,92 %	0,89 %
Après exercice de 364 932 BSAR	0,91 %	0,88 %

\* Les calculs sont effectués en prenant pour hypothèse l'exercice de la totalité des options de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions émis en 2006.

## 28. Communiqués de presse récents

### Calendrier indicatif de l'émission

2 février 2007	Réunion de la gérance ayant décidé l'émission
6 février 2007	Visa de l'AMF sur le prospectus
7 février 2007	Diffusion d'un communiqué précisant les modalités de mise à disposition du prospectus
9 février 2007	Publication au BALO de la notice légale d'émission et d'un résumé dans un quotidien français de diffusion nationale
12 février 2007	Détachement du droit préférentiel de souscription Début de la période de cotation du droit préférentiel de souscription Ouverture de la période de souscription
19 février 2007	Début de la période de suspension d'exercice des options de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions.
23 février 2007	Clôture de la période de souscription Fin de la période de cotation du droit préférentiel de souscription
6 mars 2007	Publication par Euronext Paris S.A. du barème de réduction des souscriptions à titre réductible
6 mars 2007	Publication par Euronext Paris S.A. de l'avis d'admission des Obligations et des BSAR
8 mars 2007	Règlement livraison des Obligations et des BSAR
8 mars 2007	Admission des Obligations et des BSAR aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris.
8 mars 2007	Reprise de la faculté d'exercice des options de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions

## B. INFORMATIONS DE BASE CONCERNANT LES DONNÉES FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT – RAISONS DE L'OFFRE – FACTEURS DE RISQUES

### Informations financières sélectionnées

*(Extrait des comptes annuels audités et des comptes semestriels ayant fait l'objet d'une revue limitée par les Commissaires aux comptes de la Société)*

Compte de résultat (En milliers d'euros)	30 juin 2006	30 juin 2005	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Chiffres d'affaires	122 849	102 055	221 992	180 583
Excédent Brut d'Exploitation	37 164	29 522	62 931	48 502
Résultat opérationnel	7 204	4 562	8 626	6 845
Résultat financier	(2 166)	(1 093)	(2 668)	(3 717)
Impôt sur le résultat	(1 940)	(1 322)	(2 318)	(337)
Résultat net consolidé	3 098	2 147	3 640	2 791
Résultat net part du Groupe	3 342	2 198	4 082	3 177

Bilan (En milliers d'euros)	30 juin 2006	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Goodwill	6 249	7 142	2 644
Stock et en-cours	36 581	10 536	13 033
Clients et comptes attachés	45 764	35 251	28 094
Trésorerie et équivalents trésorerie	37 275	26 071	32 154
Total Bilan	257 421	206 291	179 606
Capitaux propres du groupe	57 727	56 389	33 868
Emprunts ; dettes financières et concours bancaires courants	98 636	91 447	72 662
Dettes fournisseurs	68 472	24 369	35 776

(En milliers d'euros)	30 juin 2006	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Endettement brut	98 636	91 447	72 662
Endettement net <sup>(1)</sup>	61 361	65 376	40 508
EBITDA avant distribution aux investisseurs <sup>(2)</sup>	74 040	62 830	49 502
EBITDA après distribution aux investisseurs <sup>(2)</sup>	24 096	16 149	12 639
Immobilisations corporelles brutes <sup>(3)</sup>	146 695	134 891	104 005
ROFA	16 %	12 %	12 %

(1) L'endettement net correspond à l'endettement brut diminué des disponibilités.

(2) L'EBITDA avant/après distribution aux investisseurs est annualisé pour le calcul au 30 juin 2006.

(3) Les immobilisations corporelles brutes excluent la valeur brute des plus values de cession interne.

## 28. Communiqués de presse récents

Le ROFA – Return On Fixed Assets est le rapport entre l'EBITDA après distribution aux investisseurs et les immobilisations corporelles brutes excluant la valeur brute des plus values de cession interne.

### But de l'émission

Le Groupe a pour ambition de poursuivre sa croissance sur ses quatre activités en augmentant le parc de matériel neuf mis en location sur des contrats de longue durée. Les équipements visés concernent les conteneurs maritimes, les constructions modulaires, les barges fluviales et les wagons. Le renforcement dans des actifs détenus en propre accroît le résultat du groupe (par la rentabilité locative intrinsèque de ces actifs et leur capacité à générer dans le temps des plus values).

Cette croissance nécessite de nouveaux investissements à hauteur de 200 millions d'euros par an à partir de 2007, dont 60 millions d'euros par an seront conservés et financés par le Groupe. Les objectifs sont de poursuivre la croissance à deux chiffres du Groupe pour prendre des parts de marché et renforcer les économies d'échelle, et d'atteindre à terme une rentabilité de 15 % des fonds propres en optimisant la capacité d'endettement du Groupe. Le Groupe a pour objectif d'atteindre de 100 m€ d'investissements par an à 200 m€ d'investissements par an.

issements par an. Ces investissements s'entendent pour compte propre et pour compte de tiers.

Pour atteindre ses objectifs, le Groupe désire équilibrer la répartition des actifs gérés et des investissements en propre avec 25 % de matériels en propriété et 75 % de matériels gérés. Les investissements en propre apportent des résultats récurrents et valorisent le Groupe à terme en créant des opportunités de plus values de cessions, la gestion de matériels permet de générer des commissions de gestion et d'améliorer la rentabilité des fonds propres sans immobiliser de capitaux.

L'OBSAR, en finançant 40,4 millions sur les 60 millions d'euros prévus, va contribuer à l'effort d'investissement, et va allonger la durée moyenne de la dette tout en offrant un coût inférieur à un endettement classique (impact de la cession du BSAR). Les 19,6 millions restants seront financés par l'utilisation de lignes de crédits disponibles.

### Facteurs de risque

Les investisseurs sont invités avant de prendre leur décision d'investissement à prendre en considération les risques décrits ci-dessous :

• Les risques liés aux Obligations et aux BSAR sont détaillés à la section 2.2 de la note d'opération :

- Le risque de modification possible des modalités des Obligations et des BSAR ;
- Le risque de perte de valeur des BSAR ;
- Le risque d'absence de marché pour les droits préférentiels de souscription ;
- Le risque d'absence de marché pour les Obligations et les BSAR ;
- En cas de baisse substantielle du prix de marché des actions TOUAX SCA, les BSAR pourraient perdre leur valeur ;
- Le risque de perte de l'investissement en BSAR ;
- Le risque d'absence de paiements complémentaires en cas d'instauration d'une retenue à la source sur les revenus d'Obligations ;
- La rémunération des Obligations à taux variable ;
- Les risques liés à TOUAX SCA sont décrits à la section « Facteurs de risques dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 9 juin 2006 sous le numéro D.06-0548 et dans l'actualisation du document de référence déposé à l'AMF le 5 février 2007 ;
- Le risque de taux de change et le risque sur actions ;
- Les risques juridiques et de litiges ;
- Les risques industriels.



## C. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR

### Histoire et évolution de la société

#### Principaux événements

1855	Création de la Compagnie de Touage de la Basse Seine et de l'Oise.
1898	Création de TOUAX (sous le nom de SGTR, Société Générale de Touage et de Remorquage), société née de la fusion de la Compagnie de Touage de la Basse Seine et de l'Oise et de la Société de Touage et de Remorquage de l'Oise : TOUAX possédait alors 14 toueurs et 31 remorqueurs.
1906	Cotation au Marché Comptant de la Bourse de Paris le 17 mai.
1926	Acquisitions significatives et prises de participations minoritaires dans de nombreuses sociétés (Compagnie fluviale du midi sur la Garonne, Société de Traction de la Meuse et de la Marne).
1946	Augmentation de capital pour financer la restauration du matériel.
1954	Premiers investissements dans l'activité wagons.
1973	Lancement de l'activité constructions modulaires.
1974	Lancement de l'activité conteneurs maritimes.
1981	Développement international avec la création de TOUAX Corporation aux États-Unis d'Amérique.
1985	Acquisition de la société de gestion de conteneurs maritimes Gold Container Corporation.
1995	Démarrage du financement par titrisation et décision d'augmenter les programmes de gestion de matériels pour investisseurs.
1999	Admission sur le Second Marché de la Bourse de Paris.
2001	Création de la filiale TOUAX RAIL Ltd à Dublin pour le développement de l'activité wagons.
2002	Intégration du segment NextPrime d'Euronext.
2005	Augmentation de capital d'un montant de 25,3 millions d'euros Rachat de 100 % de l'activité wagons

## 28. Communiqués de presse récents

### Aperçu de ses activités

TOUAX est une société de service aux entreprises, spécialisée dans la location opérationnelle.

Le Groupe développe la location de 4 types de matériels mobiles et standardisés possédant une longue durée de vie (15 à 40 ans) :

- Les conteneurs maritimes,
- Les constructions modulaires à usage de bureaux, écoles, hôpitaux, cantonnements de chantier,
- Les barges fluviales destinées à la location et au transport de vrac,
- Les wagons destinés aux transports de marchandises.

TOUAX intervient sur un marché porteur ; les entreprises externalisent de plus en plus leurs actifs non stratégiques et ont recours à la location qui permet d'offrir :

- Des contrats flexibles de courte et de longue durée,
- L'absence d'investissement pour le locataire,
- Une sous-traitance de la maintenance,
- Une rapidité de mise à disposition.

### D. GÉRANCE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE

#### Composition de la Gérance

Raphaël Colonna Walewski  
Fabrice Colonna Walewski

#### Composition du conseil de surveillance

Alexandre Colonna Walewski  
Serge Beaucamps  
Jean-Louis Leclercq  
Thomas M. Haythe  
Jérôme Bethbeze  
Salvepar représenté par Yves Claude Abescat

### Commissaires aux comptes titulaires

DELOITTE & Associés représenté  
par M. Bertrand de Florival.

LEGUIDE NAIM & Associés  
représenté par M. Paul Naim.

### E. RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31 DÉCEMBRE 2006

Actionnaires	Actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
Alexandre COLONNA WALEWSKI	440 701	11,34 %	855 863	16,69 %
Fabrice COLONNA WALEWSKI	414 193	10,66 %	824 719	16,08 %
Raphaël COLONNA WALEWSKI	408 446	10,51 %	815 431	15,90 %
Salvepar (1)	246 928	6,36 %	246 928	4,81 %
Public	2 375 251	61,13 %	2 386 074	46,52 %
Total	3 885 519	100 %	5 129 015	100 %

(1) Salvepar est admise aux négociations sur le marché d'Eurolist d'Euronext Paris et détenue à 51 %.

Ce communiqué, et les informations qu'il contient, ne constitue ni une offre de vente ou de souscription, ni la sollicitation d'un ordre d'achat ou de souscription, des OBSAR TOUAX dans un quelconque pays.

Ce communiqué ne constitue pas une offre d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis d'Amérique. Les valeurs mobilières mentionnées dans le présent communiqué n'ont pas été, et ne seront pas, enregistrées au titre du United States Securities Act de 1933, tel que modifié (le « Securities Act »), et ne peuvent être offertes ou vendues aux États-Unis d'Amérique, en l'absence d'un tel enregistrement ou d'une dispense d'enregistrement prévue par le Securities Act. Toute offre de valeurs mobilières au public aux États-Unis sera réalisée au moyen d'un prospectus disponible auprès de la Société et contenant des informations détaillées sur la Société, ses dirigeants et ses états financiers. La Société n'a pas l'intention d'enregistrer l'offre en totalité ou en partie aux États-Unis ni de faire appel public à l'épargne aux États-Unis.

Ce communiqué ne constitue pas une sollicitation ni n'est conçu comme étant une incitation à une activité d'investissement aux fins de la Section 21 du Financial Services and Markets Act 2000, tel qu'amendé (« FSMA »). Ce communiqué est exclusivement destiné (i) aux personnes qui se trouvent hors du Royaume-Uni; ou (ii) aux personnes au Royaume-Uni qui sont des « investisseurs qualifiés » au sens de l'Article 2(1)(e) de la Directive 2003/71/EC, et incluant les personnes qui au sens de toute mesure d'application pertinente dans chaque État membre de cette directive sont aussi (a) des personnes autorisées par le FSMA ou qui ont une expérience professionnelle en matière d'investissements et qui répondent à la définition d'investisseur professionnel de l'article 19 du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotions) Order

2005 tel qu'amendé (le « Règlement ») ou (b) des institutions ou sociétés qui sont soumises à l'article 49(2)(a) à (d) du Règlement (« high net worth persons »), ou (c) toutes autres personnes à qui ce communiqué peut être légalement adressé en application de la Section 21 du FSMA (toutes ces personnes étant désignées comme étant les « Personnes Concernées »). Toute personne au Royaume-Uni qui n'est pas une personne concernée ne doit pas utiliser ou invoquer ce communiqué.

<b>Chiffre d'affaires par nature</b> (Données consolidées non auditées, en milliers d'euros)	<b>2006</b>	<b>2005</b>	<b>Variation</b>
Chiffre d'affaires locatif	150 561	127 968	18 %
Ventes de matériel et divers	102 541	94 024	9 %
Chiffre d'affaires consolidé 2006	253 102	221 992	14 %

<b>Chiffre d'affaires par activité</b> (Données consolidées non auditées, en milliers d'euros)	<b>2006</b>	<b>2005</b>	<b>Variation</b>
Conteneurs maritimes	120 241	114 933	5 %
Constructions modulaires	52 980	45 278	17 %
Barges fluviales	30 703	31 032	-1 %
Wagons, divers et éliminations inter secteur	49 178	30 749	60 %
Chiffre d'affaires consolidé 2006	253 102	221 992	14 %

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année 2006 s'élève à 253,1 millions d'euros et présente une augmentation de 14 % comparé à décembre 2005.

L'activité de location de conteneurs maritimes continue de profiter de la progression des échanges mondiaux.

L'activité de location et vente de constructions modulaires poursuit sa croissance en Europe.

L'activité soutenue sur le Mississippi et le Danube favorise le transport et la location de barges fluviales.

La distribution de ce communiqué dans certains pays peut constituer une violation de la législation applicable.

## 28.2. Communiqué de presse du 13 février 2007

TOUAX : Hausse du chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2006 + 14 % à 253 millions d'euros.

La libéralisation du fret ferroviaire en Europe permet à l'activité de location de wagons de continuer sa progression avec de nombreux investissements.

Le Groupe TOUAX offre ses services de location opérationnelle de conteneurs maritimes, de constructions modulaires, de barges fluviales et de wagons de fret, auprès d'une clientèle mondiale, pour son propre compte et pour le compte d'investisseurs.

## 28. Communiqués de presse récents

### 28.3. Communiqué de presse du 15 mars 2007

TOUAX a procédé à une émission d'obligations assorties de bons de souscription d'actions remboursables de 40,4 millions d'euros.

Les OBSAR ont été souscrits à hauteur de 10,25 % par les actionnaires de TOUAX et pour le solde par un pool d'établissements bancaires.

TOUAX poursuit sa croissance sur ses quatre activités et communiquera ses résultats annuels le 26 mars 2007.

Le Groupe présentera ses prévisions sur l'année 2007 lors de la réunion SFAF le 24 avril 2007 à l'oc-

casion de laquelle il fêtera son centenaire de cotation en bourse.

Le Groupe TOUAX offre ses services de location opérationnelle de conteneurs maritimes, de constructions modulaires, de barges fluviales et de wagons de fret, auprès d'une clientèle mondiale, pour son propre compte et pour le compte d'investisseurs.

### 28.4. Communiqué de presse du 26 mars 2007

TOUAX : Résultat net part du Groupe 2006 supérieur aux prévisions en hausse de 76 % comparé à 2005.

#### Données consolidées

(en millions d'euros - normes IFRS - en cours d'audit)

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Chiffre d'affaires	253,1	222,0
dont Conteneurs maritimes	120,2	114,9
Constructions modulaires	53,0	45,3
Barges fluviales	30,7	31,0
Wagons	49,2	30,8
Marge Brute d'Exploitation – EBITDA <sup>(1)</sup>	78,4	62,8
Résultat d'exploitation avant distributions aux investisseurs	69,9	55,3
Résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs –		
Résultat opérationnel <sup>(2)</sup>	15,2	8,6
Résultat courant avant impôt	10,6	6,0
Résultat net part du Groupe	7,2	4,1
Bénéfice net par action (€)	1,86	1,40
Total Actif non courant	143,2	122,5
Total Bilan	261,8	206,3
Capitaux propres de l'ensemble	60,5	56,2
Endettement net bancaire	85,0	65,4

(1) L'EBITDA (earnings before interest taxes depreciation and amortization) calculé par le Groupe correspond au résultat opérationnel défini par le CNC augmenté des dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations.

(2) Le résultat d'exploitation après distribution aux investisseurs correspond au résultat opérationnel tel que défini par le CNC.

Le groupe TOUAX poursuit sa croissance dans ses activités de location opérationnelle de conteneurs maritimes, de constructions modulaires, de barges fluviales et de wagons de fret, soutenue par une tendance à l'externalisation chez ses clients. Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 253,1 millions d'euros au 31 décembre 2006 en hausse de 14,0% et le résultat net part du groupe à 7,2 millions d'euros en hausse de 76,3%. Le Groupe, résolument tourné à l'international (90% de son chiffre d'affaires est réalisé à l'étranger), bénéficie des performances du commerce international (+9,7% en 2006 – source Banque Mondiale) et de la croissance structurelle de ses métiers.

L'activité de location de conteneurs maritimes enregistre une hausse de son chiffre d'affaires (+5%) s'expliquant par une augmentation de la flotte composée de près de 370 000 TEU (unité physique de

conteneurs en équivalent vingt pieds). Elle continue de profiter de la progression des échanges mondiaux notamment avec la Chine. Les taux d'utilisation s'élèvent à 95,2% identiques à 2005.

L'activité constructions modulaires renoue avec la croissance avec de nouveaux investissements en Europe et aux États-Unis. Le parc géré augmente de 11% avec 25 000 unités environ et permet au chiffre d'affaires de progresser de 17%. TOUAX continue de se développer auprès des industries, des collectivités territoriales et du BTP.

L'activité barges fluviales a profité d'une activité soutenue sur le Mississippi et continue d'améliorer sa rentabilité après avoir cédé une activité non stratégique.

La libéralisation du fret ferroviaire en Europe permet à l'activité de location de wagons d'accélérer sa

croissance avec de nombreux nouveaux investissements. Le Groupe gère 4 191 wagons fin 2006 en hausse de plus de 35% comparé à 2005.

L'année 2007 présente une conjoncture mondiale favorable aux activités du Groupe. La récente émission d'obligations à bons de souscription d'actions remboursables de 40,4 millions d'euros (mars 2007) permettra au Groupe d'augmenter ses actifs en propre et de financer sa croissance. Ces investissements auront un effet relatif avec un résultat net attendu en hausse significative en 2007. Les objectifs 2007 seront présentés le 24 avril 2007. Le conseil de gérance proposera à la prochaine assemblée générale la distribution d'un dividende de 0,75 € par action (pour lequel un acompte de 0,35 € par action a été versé le 5 janvier 2007).

## 29. Projet des résolutions

### Assemblée Générale Ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2007

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote. Elle statue à la majorité des voix.

#### Première résolution

L'assemblée générale après avoir entendu lecture du rapport du Conseil de gérance, du rapport du conseil de surveillance et du rapport du président du conseil de surveillance prévu par l'article L. 225-68 du Code de Commerce sur l'exercice clos le 31 décembre 2006 et du rapport des commissaires aux comptes, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels, faisant apparaître un bénéfice net comptable de 1 045 144 euros.

#### Deuxième résolution

L'assemblée générale ordinaire donne au Conseil de gérance, au conseil de surveillance et aux commissaires aux comptes quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2006.

Résultat de l'exercice	1 045 144,07 €
Rémunération Statutaire des Commandités	-215 943,48 €
Augmenté du report à nouveau	4 065,60 €

<b>Bénéfice à répartir</b>	<b>833 266,19 €</b>
----------------------------	---------------------

Affectation à la réserve légale	52 257,20 €
Distribution d'un dividende de 0,75 € à 3 885 519 actions	2 914 139,25 €
Prélèvement sur la prime d'émission	-2 133 130,26 €

<b>Total des bénéfices répartis</b>	<b>833 266,19 €</b>
-------------------------------------	---------------------

De ce fait, le dividende distribué aux 3 885 519 actions y ayant droit, s'élèvera à 0,75 € par action. En application de l'article 93 de la loi n° 2003-1311 du 30 septembre 2003, l'avoir fiscal cesse d'être rattaché aux dividendes mis en paiement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Le précompte mobilier cesse corré-

lativement d'être exigible sur les dividendes mis en paiement à compter de cette date.

Conformément aux dispositions légales et ainsi que le rapport de gestion le mentionne, l'assemblée générale prend acte des dividendes des trois derniers exercices et rappelle le projet de 2006 :

En euros	2003	2004	2005	2006
Dividende net	0,25	0,60	0,70	0,75
Avoir fiscal	0,125			
Revenu global	0,38	0,6	0,70	0,75
<b>Nombre d'actions</b>	<b>2 838 127</b>	<b>2 838 127</b>	<b>3 764 919</b>	<b>3 885 519</b>
Dividendes	709 532	1 702 876	2 635 443	2 914 139
Remboursement d'apport				
Dividende exceptionnel	993 344			
<b>Total distribué</b>	<b>1 702 876</b>	<b>1 702 876</b>	<b>2 635 443</b>	<b>2 914 139</b>

Le dividende, éligible à l'abattement de 50 % prévu par l'article 158-3 du Code Général des impôts, sera mis en paiement pour le solde à compter du 7 juillet 2007 aux guichets du Crédit Industriel et Commercial, un acompte de 0,35 € ayant été versé le 5 janvier 2007.

#### Quatrième résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 226-10 et L. 225-40 du Code de commerce, approuve successivement dans les conditions du dernier alinéa de l'article L. 225-88 dudit code, chacune des conventions qui y sont mentionnées.

#### Cinquième résolution

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport sur la gestion du Groupe, inclus dans le rapport de gestion du Conseil de gérance, du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes, approuve tels qu'ils sont présentés, les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2006 établis conformément aux dispositions des articles L. 357-1 et suivants du Code de commerce, faisant ressortir un bénéfice de 7 198 116 euros.

#### Sixième résolution

L'assemblée générale autorise le Conseil de gérance, conformément à l'article L. 225-209 du Code de Commerce, à acquérir un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital social dans les conditions suivantes :

Prix maximal d'achat par action : .....45 euros

Montant maximal : .....14 363 100 euros

Conformément à l'article L. 225-210 du code de commerce, l'acquisition d'actions de la société ne peut avoir pour effet d'abaisser les capitaux propres

à un montant inférieur à celui du capital augmenté des réserves non distribuables. Le montant des titres acquis ne peut pas dépasser le montant des réserves qui s'élèvent à 14 363 125 euros au 31 décembre 2006.

Ces actions pourront être acquises, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, y compris le cas échéant de gré à gré, par cession de blocs ou par utilisation de produits dérivés, en vue :

➤ d'assurer l'animation du marché et la liquidité de l'action TOUAX SCA au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers conclu avec deux prestataires de services d'investissement ;

➤ de consentir des options d'achat d'actions et/ou attribuer gratuitement des actions au profit des salariés et des dirigeants de la société et/ou des sociétés du groupe TOUAX ;

➤ de procéder à leur annulation dans le cadre d'une autorisation ultérieure de l'assemblée générale extraordinaire.

Dans le cadre du premier objectif les actions de la société seront achetées pour le compte de la Société par un prestataire de services d'investissement intervenants dans le cadre d'un contrat de liquidité et conformément à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers. Il est précisé, par ailleurs, que concernant le dernier objectif, une autorisation devra être donnée par une assemblée générale à venir ultérieure statuant dans sa forme extraordinaire.

Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

La présente autorisation prend effet dès acceptation par la présente assemblée. Elle est donnée pour une durée de 18 mois. Elle annule et remplace celle don-

née par l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2006, dans sa sixième résolution.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil de gérance, avec faculté de subdélégation, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, notamment ajuster le prix d'achat susvisé en cas d'opérations modifiant les capitaux propres, le capital social ou la valeur nominal des actions, passer tous ordres en bourse, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations et formalités et généralement faire tout le nécessaire.

#### Septième résolution

L'assemblée générale fixe une rémunération de 6 500 euros par membre du conseil de surveillance, le montant global des jetons de présence annuels alloués au conseil de surveillance est de 45 500 euros pour six membres.

Cette décision, applicable à l'exercice en cours, sera maintenue jusqu'à décision contraire.

#### Huitième résolution

L'Assemblée générale, constatant que le mandat de membre du conseil de surveillance de Monsieur Serge BEAUCAMPS, vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de 2007.

#### Neuvième résolution

L'Assemblée générale, constatant que le mandat de membre du conseil de surveillance de Monsieur Thomas M. HAYTHE, vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de 2007.

## 29. Projet des résolutions

### Dixième résolution

L'Assemblée générale, constatant que le mandat de membre du conseil de surveillance de Monsieur Jean-Louis LECLERCQ, vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de 2007

### Onzième résolution

L'Assemblée générale, constatant que le mandat de membre du conseil de surveillance de Monsieur Alexandre WALEWSKI, vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de 2007.

### Douzième résolution

L'Assemblée générale, constatant que le mandat de membre du conseil de surveillance de la société

SALVEPAR représentée par Monsieur Yves-Claude ABESCAT vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de 2007.

### Treizième résolution

L'Assemblée générale, constatant que le mandat de membre du conseil de surveillance de Monsieur Jérôme BETHBEZE, vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes de 2007.

### Quatorzième résolution

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente assemblée en vue de l'accomplissement des formalités légales et réglementaires.

## 30. Inclusion par référence

En application de l'article 28 du Règlement européen (CE) n° 809/2004 pris en application de la Directive 2003/71/CE dite Directive « Prospectus », les documents suivants sont inclus par référence dans le document de référence déposé le 9 juin 2006 sous le numéro D.06-0548 :

➡ le document de référence portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2004 déposé le 18 juin 2005 sous

le numéro D.05-0820 et ses actualisations en date du 21 juillet 2005 portant le n° D.05-0820 A01 et en date du 28 octobre 2005 portant le n° D.05-0820 A02 ;

➡ le document de référence portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2005, déposé le 9 juin 2006 sous le numéro D.06-0548 et son actualisation en date du 5 février 2007 portant le numéro D.06-0548 A01.



# 31. Glossaire

## Automoteur

Barge fluviale motorisée.

## Barge fluviale

Bateau métallique à fond plat non motorisé utilisé pour le transport fluvial de marchandises.

## BTP

Bâtiment Travaux Publics.

## Cale de transport

Capacité quotidienne de transport d'un navire.

## Conteneur maritime

Caisse métallique de dimensions normalisées pour le transport de marchandises.

## Conteneur 20' Dry

Conteneur standard de dimension 20'x8'x8,6'.

## Conteneur 40' Dry

Conteneur standard de dimension 40'x8'x8,6'.

## Conteneur Open top

Conteneur à toit ouvert pour des chargements hors normes.

## Conteneur Flat

Conteneur plate-forme pour des chargements spéciaux.

## Conteneur High cube

Conteneur de dimension plus grande 40'x8'x9,6'.

## Conteneur Reefer

Conteneur frigorifique.

## Construction modulaire

Bâtiments composés d'éléments standards (modules) se superposant et se juxtaposant dans l'espace sans retouche lors de leur pose.

## EBITDA

Earnings Before Interests, Tax, Depreciation and Amortization. L'EBITDA utilisé par le Groupe correspond à l'Excédent Brut d'Exploitation retraité des provisions d'exploitation (provisions pour créances douteuses notamment).

## Location opérationnelle

Par opposition à la location financière, la location opérationnelle ne transfère pas au preneur la quasi-

totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif.

## Pool

Groupelement de matériel.

## Pousseur

Bateau à moteur assurant le poussage des barges fluviales.

## ROFA

Return of Fixed Assets ou Retour sur immobilisations. Ce ratio est un indicateur de performance du Groupe. Le ROFA est un ratio par activité entre l'EBITDA diminué des distributions aux investisseurs et le montant des immobilisations brutes affectées à l'activité (hors goodwill).

## TEU (Twenty Foot Equivalent Unit)

Équivalent vingt pieds – unité de mesure des conteneurs. Cette unité peut être physique (un 40 pieds égal deux 20 pieds) ou financière (le prix d'un 40 pieds égal 1,6 fois le prix d'un 20 pieds). L'unité de mesure utilisée dans le rapport est l'unité physique (TEU) sous réserve d'indication contraire (unité financière – FTEU).

## Titrisation d'actifs («asset-back securitization»)

La titrisation d'actif est une méthode de financement d'une entreprise consistant à transférer des actifs de leur propriétaire (un «vendeur») à une entité à désignation spécifique qui finance l'acquisition en émettant des titres («billet») à diverses parties («investisseurs»).

## Transport intermodal / transport combiné

Transport de marchandises utilisant plusieurs modes de transport intégrés sur de longues distances et dans un même contenant.

## Wagon de fret

Véhicule ferroviaire employé au transport de marchandises.

## Wagons de type 45', 60', 90' et 106' multifret et wagons plats

Wagons de fret de dimensions normalisées.

# Table de concordance

<b>1. Personnes responsables</b>			
1.1. Personnes responsables des informations contenues dans le document de référence	14		
1.2. Déclaration des personnes responsables du document de référence	14		
<b>2. Contrôleurs légaux des comptes</b>			
2.1. Coordonnées des contrôleurs légaux des comptes	15		
2.2. Changement des contrôleurs légaux	15		
<b>3. Informations financières sélectionnées</b>			
3.1. Informations financières historiques sélectionnées	16		
3.2. Informations financières sélectionnées des périodes intermédiaires	16		
<b>4. Facteurs de risque</b>			
4.1. Facteurs de dépendance	17		
4.2. Facteurs de risque	17		
4.2.1. Risque de marché	17		
4.2.2. Risque de liquidité	17		
4.2.3. Risque de taux	18		
4.2.4. Risque de change	19		
4.2.5. Risque sur actions	19		
4.3. Risque juridique – litiges	19		
4.4. Risques réglementaires	20		
4.5. Risques industriels et liés à l'environnement	20		
4.5.1. Risque économique	20		
4.5.2. Risque géopolitique	21		
4.5.3. Risque politique	21		
4.5.4. Risque environnemental	21		
4.5.5. Risque de gestion	21		
4.5.6. Risque d'approvisionnement	22		
4.5.7. Risque climatique	22		
4.5.8. Risque de positionnement et de perte des conteneurs.	22		
4.5.9. Risque technique et qualitatif des constructions modulaires	23		
4.5.10. Risque de sous-traitance des wagons	23		
4.6. Assurance – couverture des risques	23		
<b>5. Informations concernant l'émetteur</b>			
5.1. Histoire et évolution de la société	24		
5.1.1. Raison sociale et nom commercial	24		
5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement	24		
5.1.3. Date de constitution et durée	24		
5.1.4. Forme juridique et législation	24		
5.1.5. Rappel historique	24		
5.2. Investissements	24		
5.2.1. Principaux investissements	24		
5.2.2. Principaux investissements en cours	29		
5.2.3. Engagements fermes d'investissements	29		
5.2.4. Répartition des actifs gérés	29		
<b>6. Aperçu des activités</b>	30		
6.1. Principales activités	30		
6.1.1. Natures des opérations et principales activités	30		
6.1.2. Nouveau produit en service	NA		
6.2. Principaux marchés	10		
6.3. Événements exceptionnels	NA		
6.4. Dépendance brevets, licences ou contrats	NA		
6.5. Position concurrentielle	4, 5, 6, 7		
<b>7. Organigramme</b>			
7.1. Organigramme du Groupe	32		
7.2. Relations mères filles	33		
<b>8. Propriétés immobilières, usines et équipements</b>			
8.1. Immobilisations corporelles et incorporelles	37		
8.2. Politique environnementale	37		
<b>9. Examen de la situation financière et du résultat</b>			
9.1. Situation financière	38		
9.2. Résultat d'exploitation	38		
9.2.1. Facteurs inhabituels	NA		
9.2.2. Changements importants	NA		
9.2.3. Facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique	NA		
<b>10. Trésorerie et capitaux</b>			
10.1. Capitaux du Groupe	38		
10.2. Flux de trésorerie	38		
10.3. Conditions d'emprunt et structure de financement	38		
10.4. Restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	38		
10.5. Sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements d'investissements	38		
<b>11. Recherche et développement, brevets et licences</b>			
	38		
<b>12. Informations sur les tendances</b>			
12.1. Principales tendances jusqu'à la date du document d'enregistrement.	39		
12.2. Tendances connues, incertitude ou demande ou tout engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement pour l'exercice en cours.	39		
<b>13. Prévisions ou estimations du bénéfice</b>			
13.1. Principales hypothèses	39		
13.2. Rapport des commissaires aux comptes – éléments prévisionnels	39		
13.3. Base de prévision	NA		
13.4. Prévision en cours	NA		
<b>14. Organes d'administration, de direction et de surveillance</b>			
14.1. Coordonnées des organes d'administration, de direction et de surveillance	39		
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	39		
<b>15. Rémunérations et avantages</b>			
15.1. Rémunération des mandataires sociaux	40		
15.2. Retraite et autres avantages	41		

## 16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction

16.1. Durée des mandats	41
16.2. Conventions réglementées	41
16.3. Informations sur les divers comités	41
16.4. Déclaration de conformité au régime de gouvernance d'entreprise	41

## 17. Salariés

17.1. Répartition de l'effectif	42
17.2. Participations et stock-options	42
17.3. Politique sociale	42
17.4. Participation des salariés dans le capital	42

## 18. Principaux actionnaires

18.1. Répartition du capital et des droits de vote	43
18.2. Les différents droits de vote	45
18.3. Description de la nature du contrôle	45
18.4. Divers- Pacte d'actionnaires	45
18.5. Actions auto détenues	45

## 19. Opérations avec des apparentés

46

## 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

20.1. Comptes consolidés	47
20.2. Comptes sociaux	102
20.3. Etats financiers	127
20.4. Commissariat aux comptes	127
20.4.1. Rapport des commissaires aux comptes – Comptes consolidés	127
20.4.2. Rapport général des commissaires aux comptes – Comptes annuels	128
20.4.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	129
20.4.4. Honoraires des commissaires aux comptes	131
20.5. Date des dernières informations financières	132
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	132

20.7. Politique de distribution des dividendes	132
20.7.1. Historique de la politique de distribution.	132
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	132
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	132

## 21. Informations complémentaires

21.1. Capital social	133
21.1.1. Capital souscrit	134
21.1.2. Action non représentative du capital	134
21.1.3. Composition du capital	134
21.1.4. Capital Potentiel	134
21.1.5. Capital non libéré	NA
21.1.6. Accord conditionnel ou inconditionnel	NA
21.1.7. Historique du capital	119
21.2. Données boursières	134
21.2.1. Historique boursier	134
21.2.2. Le cours de l'action TOUAX	134
21.2.3. Evolution des transactions au cours des 18 derniers mois	135
21.2.4. Conditions strictes de modification des droits des actionnaires	NA
21.2.5. Conditions régissant les assemblées générales	137
21.2.6. Dispositions limitant le changement de contrôle	136
21.2.7. Franchissement de seuil	137
21.2.8. Dispositions strictes limitant les modifications du capital	NA
21.3. Dispositions statutaires (extraits)	136

## 22. Contrats importants

138

## 23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclaration d'intérêts

138

23.1. Coordonnées des experts	NA
23.2. Attestation de conformité des déclarations d'experts	NA

## 24. Documents accessibles au public

138

## 25. Informations sur les participations

138

## 26. Rapports des gérants

26.1. Rapport de gestion	139
26.2. Rapport spécial des gérants sur les options	148
26.3. Rapport spécial des gérants sur le programme de rachat d'actions	148

## 27. Rapport du Conseil de surveillance et du président du Conseil de surveillance

27.1. Rapport du conseil de surveillance	150
27.2. Rapport du Président du Conseil de Surveillance	151
27.3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil de surveillance de la société TOUAX pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière	159

## 28. Communiqués de Presse Récents

28.1. Communiqué de presse du 7 février 2007	160
28.2. Communiqué de presse du 13 février 2007	169
28.3. Communiqué de presse du 15 mars 2007	170
28.4. Communiqué de presse du 26 mars 2007	170

## 29. Projet des résolutions

172

## 30. Inclusion par référence

174

## 31. Glossaire

175



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 avril 2007 conformément aux dispositions des articles 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers. Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du présent document de référence sont disponibles sans frais, auprès de TOUAX SCA, Tour Arago – 5, rue Bellini – 92806 Puteaux La Défense cedex, ainsi que sur le site Internet de TOUAX : [www.touax.com](http://www.touax.com) et sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers.

Dans le souci du respect de l'environnement, nous avons choisi pour éditer ce rapport un papier garanti sans chlore, imprimé avec des encres bio à base d'huile végétale. La photogravure a été réalisée en CTP, sans utilisation de films, permettant ainsi de réduire la quantité de produits chimiques utilisés.  
Création, réalisation !pandora, Paris – Imprimerie : STIPA 7032157.







- Tour Arago. 5 rue Bellini 92806 Puteaux - La Défense cedex
- Tél. +33 (0)1 46 96 18 00
- Fax +33 (0)1 46 96 18 18
- [touax@touax.com](mailto:touax@touax.com)
- [www.touax.com](http://www.touax.com)
- SCA au capital de 31 084 152 €
- RCS Nanterre B 305 729 352